



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°2  
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

4<sup>e</sup> séance, mardi

24 octobre 2006

## ► «Les jeunes, acteurs de changement et de développement par la participation»

Thème de la 19<sup>e</sup> Assemblée régionale Europe de APF, réunie à Luxembourg (18 au 22 octobre 2006)

«En tant qu'élus, nous avons la responsabilité, sinon le devoir, d'entendre les jeunes et d'en faire des acteurs à part entière de nos sociétés. Il nous incombe de combler le fossé existant entre, d'un côté, leur volonté de s'exprimer et, de l'autre, les modalités et structures offertes par nos sociétés, sous peine d'alimenter le déficit citoyen, voire d'encourager la contestation.» C'est ainsi que Freddy Deghilage, Chargé de mission Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), voit le rôle des parlementaires.

Lors de l'Assemblée régionale au Kirchberg, il a souligné qu'en la vouant aux jeunes, «l'APF Région Europe témoigne de tout l'intérêt qu'elle porte à la participation de la jeunesse de l'espace francophone aux processus de prise de décisions, aux relations Nord-Sud, à la solidarité internationale, au développement durable et à la consolidation de la paix».

Divers organismes comme par exemple le Parlement Francophone des Jeunes (PFJ) contribuent déjà à faire participer les jeunes au débat politique. Le Conseil International des Organisations de Jeunes de la Francophonie (CIJEF), créé récemment et destiné aux jeunes de 18 à 30 ans, est une structure d'expression, alors que le Parlement Francophone des Jeunes est un programme éducatif porté par les parlementaires: c'est ainsi que Jacques Legendre, Secrétaire général parlementaire à l'Assemblée régionale Europe, situe ces deux structures. Il a encore relevé que les parlementaires s'engagent à créer des synergies entre les deux.

Les jeunes membres du PFJ et du CIJEF demandent à l'Organisation



(de gauche à droite) Les députés François Maroldt, Jacques-Yves Henckes, Jos Scheuer (trésorier APF) et Henri Grethen ainsi que les jeunes Nora Janah et Philippe Funk

Internationale de la Francophonie (OIF) de reconnaître leurs organes en tant qu'instances de représentation et de consultation, respectivement de sensibilisation à la démocratie. Dans une résolution adoptée le 20 octobre ils se sont adressés plus particulièrement à l'APF Région Europe. Ils lui demandent de s'engager «à encourager la création et le renforcement de Conseils nationaux de jeunes (CNJ) et de Parlements nationaux de jeunes (PNJ) représentatifs, autonomes et démocratiques et de diriger prioritairement les moyens de nos instances vers l'Europe centrale et orientale, à savoir l'Albanie, la Bulgarie, la Géorgie, la

Macédoine, la Moldavie et la Roumanie».

Le prochain élargissement de l'Union européenne a également influé sur la résolution de l'Assemblée régionale Europe du 19 octobre: Elle «demande à l'OIF, forte de ses premières initiatives dans cette région, de développer davantage ses projets d'implantation dans les pays d'Europe centrale et orientale, et de considérer l'Europe centrale et orientale comme l'un de ses champs d'action prioritaires, notamment du fait de l'élargissement de l'Union européenne».

L'Assemblée a été l'occasion de présenter les structures pour jeunes des divers pays. Concernant le Luxembourg, relevons deux passages du discours de M. Georges Metz, Directeur du Service National de la Jeunesse (SNJ) à Luxembourg: «Actuellement il y a 45 maisons de jeunes à travers tout le pays. Ce réseau a une grande importance pour la politique jeunesse, car c'est souvent par le biais des maisons de jeunes que nous arrivons à contacter les jeunes étrangers, qui ne trouvent pas le chemin vers les associations. (...) Un volet important du travail du SNJ consiste à initier des projets dans le domaine de la citoyenneté active, tels que des forums nationaux et européens ou des campagnes comme 'tous différents, tous égaux'. Un axe assez récent est l'engagement du SNJ dans le domaine de l'accès à l'emploi des jeunes.»

Une plateforme de participation des jeunes au Luxembourg a été présentée par la Ministre de la Famille et de l'Intégration, Mme Ma-

rie-Josée Jacobs, en ces termes: «En collaboration avec l'organisation représentative des organisa-

### DANS CE NUMÉRO

Heure de questions au Gouvernement (p. 32)

Protection contre les discriminations (p. 43)

Lutte contre le dopage (p. 44)

Rapport du Médiateur (fin de ce numéro)

tions de jeunesse luxembourgeoises, la conférence générale de la jeunesse luxembourgeoise, nous avons mis en place l'année passée la 'convention de jeunes', un événement qui se déroule à la Chambre des Députés luxembourgeoise. Cette convention rassemble des jeunes Luxembourgeois pour une journée de discussion sur des thèmes précis, au Parlement, et permet également d'installer un dialogue très important avec les parlementaires luxembourgeois. (...) Dans un mois d'ailleurs aura lieu la deuxième convention des jeunes, celle-ci sera consacrée à la question des diversités et contre les discriminations. Là encore, les jeunes auront l'occasion de débattre avec nos parlementaires.»

## Rapport du Médiateur



Au cours de la période du 1<sup>er</sup> octobre 2005 au 30 septembre 2006, 894 réclamations ont été introduites au Secrétariat du Médiateur. Par ailleurs, au cours de la même période, quelque 2.000 personnes se sont adressées au Médiateur pour obtenir des renseignements ou pour solliciter son conseil. Voilà les deux principaux chiffres de du rapport annuel que l'Ombudsman M. Marc Fischbach a présenté le 26 octobre 2006 - devant des députés et des journalistes - à la Chambre des Députés.

«Écouter, entendre, réagir: telle est la démarche que je poursuis depuis mon entrée en fonction en janvier 2004», écrit M. Fischbach dans l'avant-propos de son rapport dont les parties essentielles sont publiées aux dernières douze pages dans la présente édition du Compte rendu de la Chambre des Députés. L'intégralité du rapport peut être consultée en ligne sur le site Internet du Médiateur [www.ombudsman.lu](http://www.ombudsman.lu).



(de gauche à droite) M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, M. Freddy Deghilage, Chargé de mission Europe de l'APF, M. Jacques Legendre, Secrétaire général parlementaire de l'APF, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés, Mme Viviane Gérard, Secrétaire administrative

### ► L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

#### Historique (\*)

C'est à Luxembourg, en mai 1967, qu'a eu lieu l'assemblée constitutive de l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF). Elle réunissait alors les délégués de 23 sections issues de Parlements d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe et d'Océanie.

Dès sa création, l'AIPLF a préconisé la mise en place d'une institution intergouvernementale de la francophonie. Ainsi est née en 1970 l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), devenue depuis l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie.

Tout en œuvrant pour le rayonnement de la langue française, son premier objectif, l'AIPLF se voulait le reflet et le témoin du pluralisme culturel des peuples de la francophonie.

C'est lors de la XVII<sup>e</sup> Assemblée générale de Paris, en juillet 1989, que l'AIPLF est devenue l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française, affirmant ainsi sa vocation à être l'organisation interparlementaire des pays de la francophonie, tel que l'avait reconnu le Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, à Dakar en mai 1989.

Lors du Sommet de Maurice d'octobre 1993, les chefs d'État et de gouvernement, après avoir réaffirmé la place éminente de l'institution parlementaire au cœur de la démocratie représentative et de l'État de droit, ont considéré que l'AIPLF, seule organisation interparlementaire de la francophonie, constitue le lien démocratique entre les gouvernements et les peuples de la francophonie. En

conséquence, ils ont décidé de reconnaître l'AIPLF comme l'Assemblée consultative de la Francophonie, ce qu'a confirmé la Charte de la Francophonie adoptée à Hanoï en novembre 1997, qui a créé par ailleurs le poste de Secrétaire général de la Francophonie occupé par M. Boutros Boutros-Ghali.

Pour se mettre en conformité avec la Charte, l'Assemblée a décidé lors de sa Session ordinaire d'Abidjan en juillet 1998 d'adopter le nom d'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF).

#### 2) Objectifs (\*)

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie est un lieu de débats, de propositions et d'échanges d'informations sur tous les sujets d'intérêt commun à ses membres.

Par ses avis et recommandations à la Conférence ministérielle de la Francophonie et au Conseil permanent de la Francophonie, elle participe à la vie institutionnelle de la francophonie. Elle intervient devant les chefs d'État lors des Sommets de la Francophonie.

En étroite collaboration avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), elle engage et met en œuvre des actions dans les domaines de la coopération interparlementaire et du développement de la démocratie. Ses actions visent à renforcer la solidarité entre institutions parlementaires et à promouvoir la démocratie et l'État de droit, plus particulièrement au sein de la communauté francophone.

(\*textes du site Internet de l'APF)

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie mène un important travail de réflexion portant sur des sujets tels que les libertés et droits politiques, les Parlements et la communication, l'espace économique francophone et la coopération décentralisée ou encore l'éducation, les obstacles à la diffusion des connaissances dans les pays francophones ou la place du français dans les organisations internationales. L'Assemblée se prononce sur la base de rapports établis par ses Commissions.

#### L'Assemblée régionale Europe

Elle comprend toutes les sections européennes de l'APF. En ce qui concerne le Luxembourg, M. Lucien Weiler l'a situé comme suit: «Le Grand-Duché répond ainsi parfaitement à ce constat d'Onésime Reclus, ce francophone de la première heure et 'créateur' même du terme de 'francophonie': «Nous acceptons comme francophones tous ceux qui sont ou semblent destinés à rester ou à devenir participants de notre langue.»

19 sections ont assisté à la 19<sup>e</sup> Assemblée régionale Europe au Kirchberg: les uns représentant des pays, tels que la France, la Bulgarie, la Géorgie ou le Luxembourg, les autres représentant une association de pays, telle que le Benelux, ou des parties de pays, telles que la Communauté française de Belgique, le Jura ou le Valais.

#### La langue française à Luxembourg: cadre légal

La loi du 24 février 1984 règle le régime des langues:



Les jeunes participants des différents pays membres de l'APF Région Europe

#### Article 1<sup>er</sup>: Langue nationale

La langue nationale des Luxembourgeois est le luxembourgeois.

#### Article 2: Langue de la législation

Les actes législatifs et leurs règlements d'exécution sont rédigés en français. Lorsque les actes législatifs et réglementaires sont accompagnés d'une traduction, seul le texte français fait foi.

Au cas où des règlements non visés à l'alinéa qui précède sont édictés par un organe de l'État, des communes ou des établissements publics dans une autre langue que la française, seul le texte dans la langue employée par cet organe fait foi.

Le présent article ne déroge pas aux dispositions applicables en

matière de conventions internationales.

#### Article 3: Langues administratives et judiciaires

En matière administrative, contentieuse ou non contentieuse, et en matière judiciaire, il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxembourgeoise, sans préjudices des dispositions spéciales concernant certaines matières.

#### Article 4: Requêtes administratives

Lorsqu'une requête est rédigée en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'administration doit se servir, dans la mesure du possible, pour sa réponse de la langue choisie par le requérant.

### ► «Aller vers les citoyens!»



Madame Margot Wallström, Vice-Présidente de la Commission européenne, a rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Députés

Comment intéresser les citoyens aux affaires européennes? Comment les associer aux débats essentiels? C'est autour de ces questions qu'a tourné l'entrevue de Madame Margot Wallström, Vice-Présidente de la Commission européenne en charge des Relations institutionnelles et de la Stratégie de communication, avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Députés en date du 16 octobre dernier.

En début de réunion, Mme Wallström a développé les principaux axes de sa stratégie visant une plus grande participation des citoyens aux processus de prise de décision en Europe. Ces axes ont été construits sur base du fameux Plan D (comme Démocratie, Dialogue et

Débat) que la Commission européenne avait lancé en octobre 2005. Il s'agissait à l'époque de réagir et de répondre au double non (français et néerlandais) au Projet de Traité constitutionnel.

L'avenir de ce Traité fut d'ailleurs un sujet parmi d'autres abordés au cours de la discussion entre députés luxembourgeois et commissaire européenne. Il a été question par ailleurs du rôle de la Commission et de l'adhésion de la Turquie, pour ne citer que ces deux sujets.

Mme Wallström a été accueillie par le Vice-Président de la Chambre des Députés M. Jos Scheuer. M. Ben Fayot, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, présidait la réunion de travail.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe:

### ► Problèmes budgétaires

«Il y a deux manières de tuer une organisation internationale comme le Conseil de l'Europe.» C'est avec ces mots le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, Monsieur Terry Davis, est intervenu lors du débat d'actualité sur le budget du Conseil de l'Europe pour décrire la situation budgétaire préoccupante après des années de croissance zéro: «La première est de la supprimer et de confier ses responsabilités à une autre, c'est ce qui s'est passé avec le transfert du volet intergouvernemental de l'UEO à l'Union européenne. L'autre possibilité, c'est de l'affamer à mort en lui refusant les ressources qui lui permettent de vivre, surtout si une autre organisation a de l'argent et est prête à reprendre ses responsabilités, ce qui est le cas de l'Union européenne.»

La plupart des orateurs ont été d'accord pour souligner la charge accrue de la Cour européenne des Droits de l'Homme et qu'il revient aux gouvernements de trouver des ressources supplémentaires pour la Cour afin que puisse être mis fin à l'enlisement totalement inacceptable du budget ordinaire de 200 millions d'euros pour 800 millions d'habitants.

Au cours de la quatrième partie de sa session ordinaire de 2006 qui s'est tenue à Strasbourg du 2 au 6 octobre 2006, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a évacué deux débats selon la procédure d'urgence, le premier sur les développements récents au



Les membres de la délégation luxembourgeoise: Mme Anne Brasseur, M. Norbert Hauptert, M. Marcel Glesener, Mme Lydie Err, M. Jean Huss (de gauche à droite)

Liban dans le contexte de la situation au Proche-Orient, le second sur l'arrivée massive de migrants irréguliers sur les rivages de l'Europe du Sud avec l'intervention de M. Thomas Hammerberg, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. Elle s'est par ailleurs penchée plus particulièrement sur la situation dans les Balkans en écoutant notamment des discours de M. Ivo Sanader, Premier Ministre de la

Croatie, de M. Sali Berisha, Premier Ministre de l'Albanie, et de M. Adnan Terzić, Président du Conseil des Ministres de la Bosnie-Herzégovine.

Le Luxembourg était représenté par M. Marcel Glesener, président, Mme Lydie Err, vice-présidente, et M. Charles Goerens, membre effectif, ainsi que M. Norbert Hauptert, M. Jean Huss et Mme Anne Brasseur, membres suppléants de la délégation luxembourgeoise.

115<sup>e</sup> Assemblée de l'Union Interparlementaire à Genève

## ➤ Lutte contre le terrorisme, sécurité énergétique, personnes portées disparues et annulation des dettes des pays en développement

La 115<sup>e</sup> Assemblée de l'Union Interparlementaire de l'UIP s'est tenue au Centre international de Conférences de Genève du 16 au 18 octobre 2006. Le Grand-Duché de Luxembourg a été représenté par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, les Vice-Présidents, MM. Laurent Mosar et Henri Grethen, ainsi que par le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen. Parmi les sujets à l'ordre du jour figurait en premier lieu la condamnation du terrorisme sous toutes ses formes.

Alors que le terrorisme n'est pas un phénomène nouveau, son ampleur et la progression à détruire se sont bien modifiées et la menace a pris une dimension mondiale.

Provoquer le maximum de pertes chez les civils, vouloir changer le monde de façon radicale, voilà quelques buts des groupes terroristes qui mènent une attaque contre la communauté internationale dans son ensemble et portent atteinte aux libertés fondamentales et à l'État de droit.

Les parlementaires réunis à Genève ont ainsi entre autres:

- déclaré être profondément préoccupés par les souffrances et les destructions absurdes infligées à l'humanité par les activités terroristes;
- réitéré que le renforcement de la démocratie, la promotion des droits de l'Homme et l'appui au règlement juste et pacifique des conflits, dans le respect des normes et principes du droit international, sont essentiels à la lutte contre le terrorisme;
- été profondément préoccupés par le fait que l'Assemblée générale des Nations Unies n'a pas pu s'accorder sur une convention globale sur le terrorisme international lors de sa 60<sup>e</sup> session;
- demandé aux parlements de soutenir fermement l'élaboration d'une convention globale des Nations Unies sur le terrorisme international;
- invité les Nations Unies à œuvrer plus étroitement avec l'UIP à la définition des cadres juridiques de lutte contre le terrorisme;
- demandé aux gouvernements et aux parlements de travailler systématiquement et concrètement, d'échanger des informations pour repérer et faire cesser les activités de prolifération nucléaire et d'adopter des mesures spécifiques de nature à empêcher que des armes nucléaires ne tombent entre les mains de terroristes ou d'organisations terroristes;
- demandé aux parlements de soutenir fermement l'élaboration d'une convention globale des Nations Unies sur le terro-

risme international, y compris une définition universellement acceptée du terrorisme, et a prié les parlements de faire pression sur leurs gouvernements à cette fin.

### L'accès à l'énergie et la sécurité énergétique

Autrefois un élément important de la politique mondiale, la politique énergétique est aujourd'hui revenue au premier plan de la scène internationale concernant la sécurité. Tout porte à croire, au vu de l'évolution de ces dernières années, que l'énergie sera une question majeure du débat mondial sur la sécurité au 21<sup>e</sup> siècle. La sécurité énergétique est indubitablement un enjeu pour chaque pays, car développement économique et sécurité énergétique sont indissociables.

L'UIP est conscient qu'il faudra trouver des réponses aux questions telles que le rôle du charbon et de l'énergie nucléaire, les subventions nationales à la production d'énergie, les limites des nouvelles explorations pour des combustibles fossiles, le rôle des énergies renouvelables, d'une part, la maîtrise de l'énergie et la protection de l'environnement d'autre part, le tout dans le souci de trouver un compromis entre la sécurité énergétique et un développement énergétique durable.

La 115<sup>e</sup> Assemblée de l'Union Interparlementaire a voté une résolution dans laquelle elle demande:

- une coopération parlementaire accrue aux niveaux international et régional en matière de sécurité énergétique;
- aux parlements d'adopter des lois de nature à inciter les consommateurs à recourir aux énergies renouvelables et de promouvoir la recherche-développement sur les énergies nouvelles et alternatives;
- aux parlements et aux gouvernements de mettre au point des stratégies et plans nationaux de diversification énergétique, d'amélioration de l'efficacité énergétique et d'économie d'énergie.

L'UIP abordait par ailleurs la question des liens entre terrorisme et sécurité énergétique.

### L'éradication de la pauvreté et de la corruption

La deuxième commission permanente - développement durable, financement et commerce - a débattu du rôle des parlements dans le contrôle des efforts accomplis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier en ce qui concerne le problème de la dette et l'éradication de la pauvreté et de la corruption.

D'entrée les parlementaires ont réaffirmé leur adhésion aux objectifs de la Déclaration du Millénaire pour le développement du Som-

met mondial de 2000. Ce nouvel élan aux efforts déployés pour éliminer la pauvreté s'était fixé les huit objectifs suivants, tous assortis d'indicateurs de réalisation:

1. réduire l'extrême pauvreté et la faim
2. assurer l'éducation primaire pour tous
3. promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes
4. réduire la mortalité infantile
5. améliorer la santé maternelle
6. combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies
7. assurer un environnement durable
8. mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Alors que tout le monde s'accorde de relever que l'éradication de la pauvreté constitue un impératif moral et même une exigence économique, il n'est pas moins vrai que six ans plus tard de nombreux rapports d'ONU, des ONG et des institutions financières ont dressé un tableau contrasté et alarmant des progrès accomplis:

1,2 milliard de personnes - soit une personne sur cinq dans le monde - survivent avec moins d'un dollar US en parité de pouvoir d'achat par personne et par jour

Ainsi les différentes assemblées parlementaires présentes à Genève ont

- rappelé que la paix est la première condition du développement et donc de l'éradication de la pauvreté;
- constaté que l'engagement de poster l'aide pour le développement à 0,7% du PNB n'est toujours pas respecté par la plupart des pays, mais notant que plusieurs pays se sont engagés à y parvenir dans les 10 ans à venir;
- souligné que l'augmentation de l'aide pour le développement durable et l'annulation de la dette porteront leurs fruits si les pays bénéficiaires promeuvent la démocratie, appliquent les principes de bonne gouvernance et s'attachent à éradiquer la corruption;
- constaté le caractère insupportable de la dette pour un grand nombre de pays en développement.

En 1980, la dette totale extérieure des pays en développement s'élevait à 603 milliards de dollars.

En 1990, soit seulement 10 ans plus tard, les chiffres avaient plus que doublé: la dette atteignait 1.473 milliards de dollars.

En 1997, ce montant s'éleva à 2.317 milliards de dollars.

Aujourd'hui, la dette totale extérieure dépasse le chiffre de 2.500 milliards de dollars.

La dette extérieure de l'Afrique est de 300 milliards de dollars.

Pour 1 dollar dû en 1980, les pays en développement ont remboursé 8 dollars mais en doivent encore 4.

Au niveau de la dette elles ont demandé que soit accélérée la mise en place de procédures efficaces d'annulation ou de rééchelonnement viable de la dette, tout en veillant à éviter un nouveau surendettement des pays en développement. Le pendant de l'annulation des dettes serait l'obligation d'affecter les ressources libérées par l'annulation de la dette aux dépenses liées aux OMD, notamment en matière de santé, d'éducation et d'égalité entre les sexes, conformément à la stratégie de réduction de la pauvreté de chaque pays.

Enfinement les parlementaires ont demandé instamment aux pays participant aux négociations commerciales multilatérales en cours à l'Organisation mondiale du Commerce de reprendre rapidement le Cycle de négociations de Doha afin d'améliorer sensiblement les perspectives de commerce et de développement des pays en développement.

### Les personnes portées disparues

La troisième commission permanente - démocratie et droits de l'Homme - s'est occupée lors de la réunion d'automne de la problématique des personnes portées disparues étant donné que sur les cinq continents des parents, des frères et des sœurs, des époux, des enfants cherchent jour pour jour désespérément à retrouver celui ou celle dont ils ont perdu la trace.

Vivre dans l'ignorance du sort de leurs proches est la dure réalité que connaissent des centaines de milliers de familles touchées par une situation de conflit armé ou de violence interne.

Il n'est donc nullement étonnant que le monde parlementaire s'est montré profondément préoccupé et alarmé par les souffrances causées par les disparitions de personnes résultant d'un conflit armé ou autre situation de violence interne et par les disparitions forcées et a prié toutes les parties à de telles situations de prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir les disparitions en conformité avec les règles applicables du

droit international humanitaire et insistent à ce que les États observent et protègent les droits de la personne afin de prévenir les disparitions forcées.

### ANNONCE PAR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE DE SON ESSAI D'ARME NUCLÉAIRE ET RENFORCEMENT DU RÉGIME DE NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE

La 115<sup>e</sup> Assemblée de l'Union Interparlementaire,

déplorant l'annonce par la République populaire démocratique de Corée, le 9 octobre 2006, de l'essai nucléaire auquel elle a procédé en violation de la résolution 1695 (2006) du Conseil de sécurité de l'ONU et de la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité le 6 octobre 2006,

réaffirmant qu'il faut régler pacifiquement la question nucléaire dans la péninsule coréenne par la voie diplomatique et que les pourparlers à six demeurent un moyen réaliste de traiter les questions pertinentes,

résolue, dans l'intérêt de la paix et de la stabilité dans le monde, à contribuer à la coopération internationale visant à renforcer les mécanismes de non-prolifération des armes nucléaires, a, entre autres,

1. exprimé, au nom de la communauté parlementaire internationale, l'espoir que le monde sera un jour exempt d'armes nucléaires;
2. appelé la République populaire démocratique de Corée, conformément au Cadre agréé de 1994, au TNP, à la Déclaration commune de 1991 sur la dénucléarisation de la péninsule de Corée et à l'Accord de garanties de l'AIEA, à revenir sur sa décision de se retirer du TNP, à redevenir partie à cet instrument et à l'Accord de garanties de l'AIEA et à s'acquitter de toutes ses obligations envers la communauté internationale dans les efforts qu'elle déploie pour parvenir à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire;
3. prié instamment la République populaire démocratique de Corée de reprendre des relations de paix et de stabilité en coopération avec les pays concernés de la région;
4. fait un appel à engager tous les États à redoubler d'efforts pour prévenir et enrayer la prolifération des armes nucléaires et autres armes de destruction massive.

Ces recommandations votées, il reste une fois de plus aux différents parlements d'agir et de montrer que ces grands principes corroborés à plusieurs reprises ne restent pas lettre morte.

(Suite page 4)



(Suite de la page 3)

### L'Union Interparlementaire en bref (\*)

L'Union Interparlementaire est l'organisation internationale des Parlements des États souverains (Article 1<sup>er</sup> des Statuts de l'Union Interparlementaire). Elle a été créée en 1889.

Foyer de la concertation interparlementaire à l'échelle mondiale, l'Union oeuvre pour la paix et la coopération entre les peuples et l'affermissement de la démocratie représentative.

À ces fins, elle:

- favorise les contacts, la coordination et l'échange d'expériences entre les parlements et les parlementaires de tous pays;
- examine les questions d'intérêt international et se prononce à leur sujet en vue de susciter une action des parlements et des parlementaires;
- contribue à la défense et à la promotion des droits de l'Homme - facteur essentiel de la démocratie parlementaire et du développement;
- contribue à une meilleure connaissance du fonctionnement des institutions représentatives ainsi qu'au renforcement et au développement de leurs moyens d'action.

L'Union oeuvre en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies dont elle partage les objectifs et appuie les efforts. Elle coopère en outre avec les organisations interparlementaires régionales et les organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales qui s'inspirent des mêmes idéaux.

Plus de cent quarante parlements nationaux sont membres de l'Union. Elle compte aussi sept assemblées parlementaires régionales en qualité de membres associés. La plupart des membres appartient à un des six groupes géopolitiques actuellement actifs à l'UIP.

L'Union interparlementaire est financée par ses membres avec des fonds publics. Son budget pour 2006 s'élève à 10,5 millions de francs suisses.

Le Siège de l'Union est à Genève (Suisse).

(\*) texte du site web de l'Union Interparlementaire - [www.ipu.org](http://www.ipu.org)

## ► Audience au Palais grand-ducal

Comme il est de coutume à l'ouverture d'une nouvelle session parlementaire, S.A.R. le Grand-

Duc a reçu en audience au Palais grand-ducal, en date du 20 octobre 2006, le Président, les Vice-

Présidents et les membres du Bureau de la Chambre des Députés.



(photo: Cour grand-ducale / Carlo Hommel)

(de gauche à droite) 1<sup>re</sup> rangée: M. Michel Wolter, M. Henri Grethen, M. Lucien Weiler, S.A.R. le Grand-Duc, M. Jos Scheuer, M. Laurent Mosar, M. François Bausch,

2<sup>e</sup> rangée: M. Claude Frieseisen, M. Lucien Clement, Mme Colette Flesch, M. Alex Bodry

### Arbeitsbesuch des Präsidenten von Benin

## ► „Wir brauchen die Unterstützung Luxemburgs“

„Benin möchte ein Zielland der Hilfe der Luxemburger Bevölkerung sein.“ Mit diesen Worten richtete sich der Staatspräsident Benins, Thomas Boni Yayi, an den Präsidenten des Luxemburger Parlaments. Beim Gespräch mit Lucien Weiler bedankte sich der Gast aus Benin für die Hilfe, die der Luxemburger Staat in seinem Land leistet. Luxemburg unter-

stützt fünf Nichtregierungsorganisationen in Benin, die in den Bereichen Gesundheit, Mikrokredit, Sozialdialog und lokale Entwicklung aktiv sind (MSF, Fondation Raoul Follereau, SOS Faim, Prisma Lux, Jongbaueren a Jongwënzer).

Gleichzeitig unterstrich der Staatspräsident aber, wie sehr die Bevölkerung auch weiterhin auf die

Hilfe des Großherzogtums hofft. So würde das westafrikanische Land gerne zu den Zielländern der Luxemburger Entwicklungshilfe zählen. Zurzeit unterstützt das Großherzogtum zehn sogenannte Zielländer: Burkina Faso, die Kapverdischen Inseln, Mali, Namibia,

Niger, Senegal, Nicaragua, El Salvador, Laos und Vietnam.

Der Parlamentspräsident sicherte dem Staatspräsidenten Benins die Unterstützung der Abgeordnetenkammer zu. Falls die Regierung beschließen würde, die partnerschaftlichen Beziehungen zu Benin in Sachen Entwicklungshilfe zu vertiefen, so würde das Parlament diesen Schritt mitgehen, so Lucien Weiler. Luxemburg gehört seit dem Jahr 2000 weltweit zu den fünf Ländern, die mehr als 0,7% des BIP der Entwicklungshilfe widmen; im Jahr 2006 sollen es über 0,86% sein.

#### Luxemburg: ein Modell für Benin

„Mein Land braucht die Unterstützung Luxemburgs“, betonte der Staatspräsident, „dies sowohl auf humanitärer, wirtschaftlicher und politischer Seite.“ Er wies ebenfalls auf die demokratische Entwicklung seines Landes in den letzten Jahren hin. „Es war ein friedlicher politischer Wechsel“, so Thomas Boni Yayi. Neben der progressiven Konsolidierung der Demokratie legt der Staatspräsident den Akzent verstärkt auf die wirtschaftliche Entwicklung Be-

nins. Luxemburg sei in vielen Hinsichten ein gutes Beispiel für die Republik.

Des Weiteren wies der Gast aus dem westafrikanischen Land darauf hin, dass Benin und auch zahlreiche andere afrikanische Staaten unter der aktuellen Schuldenlast unterzugehen drohen. Die Annullierung der Schulden der Entwicklungsländer war auch ein Thema bei der rezenten 115. Versammlung der Interparlamentarischen Union in Genf. (Lesen Sie dazu in dieser Ausgabe: 115<sup>e</sup> Assemblée de l'Union Interparlementaire à Genève: „Lutte contre le terrorisme, sécurité énergétique, personnes portées disparues et annulation des dettes des pays en voie de développement“).

Ein weiteres Thema beim Gespräch mit dem Parlamentspräsidenten war das Aids-Virus. Der Parlamentspräsident zeigte sich sehr besorgt über die Ausbreitung dieser Krankheit in Benin und überhaupt auf dem afrikanischen Kontinent. Thomas Boni Yayi erläuterte hierzu die Maßnahmen, die zur Bekämpfung der Ausbreitung der Krankheit ergriffen wurden.



#### Extrait du message que le Président du Bénin a rédigé dans le Livre d'or de la Chambre des Députés

Je suis au cœur de la Démocratie luxembourgeoise. Un pays qui est dans la dynamique de la prospérité pour le bonheur de son peuple. Cette prospérité est possible parce que ses institutions sont crédibles et le Parlement joue son rôle de veille. Ce pays a su réserver un environnement favorable au marché et au capital privés. Le Bénin a décidé de suivre cette vision et surtout de bénéficier d'un partenariat à la mesure du cœur du peuple luxembourgeois.

Le Bénin souhaite être un des pays cibles de l'aide du peuple luxembourgeois.

Le Bénin salue l'effort du Luxembourg et celui de ses institutions pour l'avènement d'une bonne gouvernance des affaires de ce monde, pour la prospérité des peuples.

M. Yayi Boni, Président de la République du Bénin.

#### Die Republik Benin

Benin zählt über 7 Millionen Einwohner und gehört zu den ärmsten Ländern der Erde. Gemäß dem Indikator der menschlichen Entwicklung des UNDP - United Nations Development Programme - rangiert Benin auf Platz 162 unter 177 erfassten Staaten. Mit weniger als 500 Euro pro Jahr verfügt das Land über ein niedriges Pro-Kopf-Einkommen. Ein Drittel der Bevölkerung lebt in extremer Armut und hat keinen Zugang zu sauberem Wasser, die Kindersterblichkeit ist relativ hoch. Die durchschnittliche Lebenserwartung liegt bei 54 Jahren.

## Lutte contre le dopage

### 5175 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention contre le dopage, ouvert à la signature, à Varsovie, le 12 septembre 2002

L'objectif fondamental du projet de loi 5175 est de faire approuver le Protocole additionnel à la Convention contre le dopage, ouvert à la signature à Varsovie, le 12 septembre

2002. La Convention précitée fixe des normes contraignantes en vue d'une harmonisation des réglementations antidopage. Elle prévoit de réduire la possibilité de se procurer et d'utiliser des substances interdites, telles que les stéroïdes anabolisants ou encore d'établir un lien entre l'application stricte de la réglementation antidopage et l'octroi de subventions aux organisations sportives ainsi qu'aux sportifs individuels. La Convention contient par ailleurs une liste de référence de substances interdites.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 08.07.2003	
Rapporteur: Monsieur Alex Bodry	
Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: Monsieur Alex Bodry):	
22.11.2005	Désignation d'un rapporteur
17.10.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 24.10.2006	

### 5537 - Projet de loi portant

#### a) approbation de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris, le 18 novembre 2005;

#### b) modification de l'article 16 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport

Le projet de loi 5537 vise à transposer en droit national la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris. Cette Convention de l'UNESCO reprend pour l'essentiel les principes auxquels les gouvernements ont souscrit lors de l'adoption de la Convention contre le dopage du Conseil de l'Europe.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration le 01.02.2006	
Rapporteur: Monsieur Alex Bodry	
Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: Monsieur Alex Bodry):	
18.05.2006	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.09.2006	idem
17.10.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 24.10.2006	

## Prévention et gestion des déchets

### 5508 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

La loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets détermine les objectifs inhérents à la gestion des déchets, précise les principes directeurs d'une telle gestion et réglemente les modalités de gestion des déchets. C'est la transposition en droit national de la directive modifiée 75/442/CEE relative aux déchets.

Les adaptations à apporter à cette loi n'ont pas pour objectif d'en modifier le champ d'application. Il s'agit plutôt de préciser la législation existante sur des points déterminés. Ainsi, le projet de loi 5508:

- remplace les cas de dispense d'une autorisation par un enregistrement;
- précise les modalités de gestion des déchets relevant de l'action SuperDrecks-Këscht;
- précise la mise en place d'un réseau de centres régionaux pour la gestion de déchets inertes;
- précise les personnes chargées de la poursuite et de la constatation des infractions;
- introduit des sanctions administratives;
- harmonise la notion de déchets inertes;
- prévoit que des règlements grand-ducaux déterminent les obligations des producteurs ou détenteurs, des importateurs ou des distributeurs pour ce qui est de la gestion des déchets, alors qu'ils assurent la production et la commercialisation des produits générant des déchets.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 25.10.2005	
Rapporteur: Monsieur Roger Negri	
Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: Monsieur Roger Negri):	
30.01.2006	Désignation d'un rapporteur Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.02.2006	Examen d'une série d'amendements
06.03.2006	Continuation
22.03.2006	Continuation de l'examen des propositions d'amendements
20.09.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.10.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 24.10.2006	

## Protection contre les discriminations

### 5518 - Projet de loi portant

#### 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

#### 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

#### 3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

#### 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;

#### 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Le projet de loi transpose en un seul texte la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique et la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail.

Les deux directives établissent des normes qui garantiront à travers toute l'Union européenne un niveau commun de protection contre les discriminations.

Le projet de loi interdit formellement toute forme de discrimination, directe ou indirecte, basée notamment sur la religion ou les convictions, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, l'appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou une ethnie.

En ce qui concerne l'appartenance ou non à une race ou à une ethnie, le projet de loi va plus loin que le législateur européen dans la mesure où il retient ce motif de discrimination peu importe que l'appartenance ou la non-appartenance à une race ou une ethnie soit réelle ou fictive. Il suffit que cette distinction habite l'esprit du raciste.

Le projet de loi définit la discrimination directe et la discrimination indirecte.

D'après le texte, on parle de discrimination directe lorsqu'une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre ne l'est, ne l'a été ou ne le serait dans une situation comparable, sur base de l'un des motifs de discrimination susmentionnés, alors qu'une discrimination indirecte se produit lorsqu'une disposition, un critère ou une pratique apparemment neutre est susceptible d'entraîner un désavantage particulier pour une personne par rapport à une autre personne pour les mêmes motifs que ceux invoqués précédemment, et sans que ce critère ou cette pratique ne puisse être objectivement justifiée par un objectif légitime et que la réalisation de cet objectif implique des moyens appropriés et nécessaires.

Le harcèlement en tant que forme de discrimination est intégré dans le dispositif légal. En effet, d'après le projet de loi sous rubrique, «le harcèlement est considéré comme une forme de discrimination (...) lorsqu'un comportement indésirable lié à un des motifs y visés se manifeste, qui a pour objet ou pour effet de porter atteinte à la dignité d'une personne et de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant».

Une telle inclusion permettra à la victime d'introduire une action en réparation, et cela même en dehors de toute relation de travail.

Le harcèlement ne se limite pas non plus à des conduites répétées. Un comportement ou un acte isolé suffit, dès lors qu'il est grave.

Le champ d'application du projet de loi inclut l'emploi et le travail, la protection sociale y compris la sécurité sociale et les soins de santé, les avantages sociaux, l'éducation ainsi que l'accès aux biens et services et la fourniture des biens et services, y compris en matière de logement. L'interdiction de discrimination s'applique ainsi de manière générale à un ensemble relativement vaste de secteurs et d'activités.

Sont concernées par les dispositions du projet de loi sous examen, toutes les personnes, tant publiques que privées, physiques ou morales, y compris les organismes publics.

À noter que les fonctionnaires et autres agents de l'État sont exclus du champ d'application des dispositions du projet de loi sous rubrique ayant trait aux conditions d'accès à l'emploi, ainsi qu'aux conditions d'emploi et de travail, y compris les conditions de licenciement et de rémunération. Ces dispositions contre la discrimination dans ces domaines seront incluses dans le projet de loi 5583 modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. Ce projet est en cours d'instruction par la commission parlementaire compétente de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Médias et des Communications.

Le projet de loi prévoit également que, par exception au principe de l'interdiction de toute discrimination liée à l'âge, dans certaines circonstances ayant par exemple trait aux objectifs légitimes de politique de l'emploi, de marché du travail ou encore de formation professionnelle, des différences de traitement fondées sur l'âge peuvent être justifiées.

Le projet de loi prévoit la possibilité d'introduire des actions positives c.-à-d. des mesures spécifiques destinées à compenser les désavantages liés à l'un des motifs visés. Il prévoit également des actions positives spécifiques ayant pour but de promouvoir l'emploi et la formation des personnes handicapées.

Conformément aux exigences des directives susmentionnées, des clauses de protection des personnes victimes ou témoins d'un acte ou d'un comportement discriminatoires sont intégrées dans le projet de loi afin de protéger ces personnes de représailles.

Le projet de loi contient également des dispositions mettant en matière de non-discrimination tout travailleur concerné à l'abri d'un licenciement. Le travailleur concerné se voit reconnaître le droit d'agir en justice et de demander aux juridictions compétentes la nullité du licenciement et son maintien voire sa réintégration au poste de travail.

Le projet prévoit aussi des voies de recours qui peuvent être exercées par la personne qui s'estime lésée par le non-respect à son égard du principe de l'égalité de traitement, mais également par des associations sans but lucratif, renforçant de ce fait le droit d'agir en justice de ces dernières.

En ce qui concerne la charge de la preuve, le demandeur doit apporter les premiers indices, les faits qui font présumer la discrimination à son égard, le défendeur doit, quant à lui, prouver qu'il n'y a pas eu violation du principe de l'égalité de traitement. Il s'agit d'un mécanisme important de lutte contre la discrimination.

Enfin le projet de loi sous rubrique institue un «Centre pour l'égalité de traitement» qui a pour missions, entre autres, d'émettre des avis ainsi que des recommandations sur des questions liées à des discriminations telles que visées par le projet de loi sous rubrique ou encore à apporter une aide aux personnes qui s'estiment victimes d'une discrimination.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 22.11.2005	
Rapporteur: Monsieur Ali Kaes	
Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: Monsieur Marcel Glesener):	
16.05.2006	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.05.2006	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.06.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.07.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport
11.10.2006	Présentation et examen de la version amendée du projet de loi Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Vote en séance publique: 24.10.2006	

### 5583 - Projet de loi modifiant

**1. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;**

**2. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux**

Le projet de loi 5583 transpose dans le statut général des fonctionnaires de l'État deux textes européens, à savoir:

- la directive 2000/43/CE du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

- la directive 2000/78/CE du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail.

Le projet de loi interdit toute discrimination directe ou indirecte fondée sur la religion ou les convictions, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, l'appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou une ethnie. S'y ajoute l'interdiction de toute discrimination directe ou indirecte fondée sur le sexe ou par référence à l'état matrimonial ou familial.

Le projet de loi vise à s'attaquer aussi bien à la discrimination directe qu'à la discrimination indirecte en reprenant les définitions des directives. On parle de discrimination directe lorsqu'une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre ne l'est, ne l'a été ou ne le serait dans une situation comparable, sur base de l'un des motifs de discrimination susmentionnés, alors qu'une discrimination indirecte se produit lorsqu'une disposition, un critère ou une pratique apparem-

ment neutre est susceptible d'entraîner un désavantage particulier pour une personne par rapport à une autre personne pour les mêmes motifs que ceux invoqués précédemment, et sans que ce critère ou cette pratique ne puisse être objectivement justifié par un objectif légitime et que la réalisation de cet objectif implique des moyens appropriés et nécessaires.

L'harcèlement fondé sur la religion ou les convictions, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, la race ou l'ethnie ainsi que le harcèlement sexuel sont considérés comme des formes de discrimination lorsqu'un comportement indésirable lié à ces motifs se manifeste ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à la dignité d'une personne ou à l'intégrité physique et de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant. Cette mesure permettra à la victime d'introduire une action en réparation. Le harcèlement ne se limite pas non plus à des actes répétés. Un comportement ou un acte isolé suffit s'il présente la gravité nécessaire.

Vu que le statut des fonctionnaires de l'État connaît déjà dans son article 10 des formes de harcèlement prohibées, le projet de loi se limite à intégrer le cas de figure d'un environnement dégradant ou offensant dans la législation actuelle.

Afin d'assurer la pleine égalité dans la pratique, le projet de loi prévoit la possibilité d'adopter ou de maintenir des actions positives, à savoir des mesures destinées à compenser les désavantages liés à l'un des motifs visés par l'article 1bis. Il prévoit également des actions positives spécifiques ayant pour but de promouvoir l'emploi et la formation des personnes handicapées.

27.09.2006 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  
Examen d'un amendement gouvernemental  
19.10.2006 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 24.10.2006

### Convention d'Aarhus

**5582 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement à la Convention, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, tel qu'il a été adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 mai 2005**

Le présent projet de loi se propose d'approuver l'Amendement à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, tel qu'il a été adopté à la deuxième réunion des parties à la Convention, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 mai 2005.

La Convention d'Aarhus consacre:

- un droit d'accès aux informations environ-

nementales détenues par les autorités publiques;

- un droit de participation au processus décisionnel en matière d'environnement, dès les premiers stades;

- le droit de contester en justice les décisions publiques qui ne tiennent pas compte des deux droits précités ou du droit environnemental en général.

L'Amendement à la Convention d'Aarhus exige des Parties qu'elles informent et consultent le public dans tous les cas de dissémination volontaire et de mise sur le marché d'OGM et impose la prise en compte, dans le processus décisionnel, des avis émis à cette occasion. Il prévoit également que toute décision finale soit accessible au public avec ses justifications. En outre, et à l'exception des informations couvertes par le secret commercial, toutes les informations liées à la décision finale doivent être disponibles pour le public. L'Amendement n'introduit pas le droit d'accès à la justice pour le public en ce qui concerne les OGM.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 07.06.2006

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications (Président: Monsieur Lucien Thiel):

05.07.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption du projet de rapport

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 02.06.2006

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: Monsieur Roger Negri)

20.09.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.10.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.10.2006



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber live

**Chamber TV**

och an der Rediffusioun  
all Sëtzungsdag  
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**  
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Présidence: M. Lucien Weiler, Président  
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Henri Grethen, Vice-Président

## Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi
2. Communications
3. Institution d'une commission spéciale «Tripartite» et composition de la Commission spéciale «Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État»
4. 5617 - Proposition de loi portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée  
5621 - Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition (*Déclaration de recevabilité*)
5. Ordre du jour
6. Heure de questions au Gouvernement
  - Question N°121 du 24 octobre 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à la mise en place de campagnes d'information sur les dangers liés à la canicule, adressée au Ministre de la Santé
  - Question N°122 du 23 octobre 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative aux rapatriements forcés de demandeurs d'asile déboutés, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
  - Question N°123 du 24 octobre 2006 de Monsieur Fernand Diederich relative aux dangers liés aux traces de mazout sur les voies publiques, adressée au Ministre des Travaux publics
  - Question N°124 du 24 octobre 2006 de Monsieur Jean Huss au sujet de l'accord politique atteint lors du Conseil Environnement concernant la directive relative à la qualité de l'air ambiant, adressée au Ministre de l'Environnement
  - Question N°125 du 24 octobre 2006 de Monsieur Marc Angel relative aux vaccins contre la grippe, adressée au Ministre de la Santé et au Ministre de la Sécurité sociale
  - Question N°126 du 23 octobre 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative au reclassement des salariés du site de la WSA (Warehouse Service Agency), adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
  - Question N°127 du 24 octobre 2006 de Monsieur Ben Fayot relative aux développements des négociations concernant le statut unique, adressée au Ministre de la Sécurité sociale et au Ministre du Travail et de l'Emploi
  - Question N°128 du 24 octobre 2006 de Madame Anne Bresseur relative à la constitution d'un fonds permettant de financer la gestion et la maintenance des cartables électroniques au Lycée Aline Mayrisch, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
  - Question N°129 du 24 octobre 2006 de Madame Claudia Dall'Agnol relative au règlement grand-ducal destiné à protéger les agents publics contre les émanations résultant de la consommation de tabac d'autrui, adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
  - Question N°130 du 24 octobre 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la «loi antitabac» et les décisions du Conseil de Gouvernement du 19 octobre concernant l'application de la loi dans les bâtiments publics, adressée au Ministre de la Santé
7. Dépôt d'une proposition de loi
8. Heure de questions au Gouvernement (suite)
9. Question avec débat N°9 de Monsieur Marco Schank relative à l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles
10. 5508 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets  
(*Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)
11. 5582 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement à la Convention, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, tel qu'il a été adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 mai 2005  
(*Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)
12. 5583 - Projet de loi modifiant
  1. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
  2. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
 (*Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)

## 13. 5518 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;
2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;
3. modification du Code du Travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;
4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;
5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

(*Rapport complémentaire de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Vote sur la nouvelle version du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*)

## 14. 5537 - Projet de loi portant

- a) approbation de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris, le 18 novembre 2005;
- b) modification de l'article 16 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport

5175 Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention contre le dopage, ouvert à la signature, à Varsovie, le 12 septembre 2002

(*Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(*Début de la séance publique à 15.03 heures*)

))) M. le Président. - D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(*Interruption*)

Madame Delvaux!

## 1. Dépôt d'un projet de loi

))) Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Här President, ech sinn autoriséiert vum Grand-Duc fir de Projet de loi iwwert d'Reform vun der Formation professionnelle ze déposieren, wat ech da géif heimadder maachen.

5622 - *Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle et portant modification*

a) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

b) de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

c) de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue;

d) de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail.

))) M. le Président. - Ech ginn Iech Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi. De Projet gëtt un déi zoustänneg Kommissioun verwisen.

## 2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projet et proposition de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. **5620** - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.10.2006

2. **5621** - Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition

Dépôt: Monsieur le Député Ben Fayot, le 18.10.2006

3) En date du 12 octobre 2006 fut remise par «Handicap International» la pétition N°274 relative à l'interdiction des bombes à sous-munitions.

4) Par lettre du 12 octobre 2006 Monsieur le Député Jean Huss a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpellier le Gouvernement au sujet de l'évolution de la nanotechnologie.

## 3. Institution d'une commission spéciale «Tripartite» et composition de la Commission spéciale «Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État»

An hirer Réunioun vum 4. Oktober huet d'Presidentekonferenz virgeschloen eng Spezialkommissioun anzesetze fir d'Analys vum Projet de loi 5611 iwwert d'Ëmsetzung vun den Tripartitesdécisionen.

Folgend Propositione sinn agereecht ginn: Fir d'éischt d'Dénomination vun där Kommissioun, déi wär: «Commission spéciale 'Tripartite'».

D'Zesummesetzung geséich folgendermoossen aus, wann d'Chamber domat d'accord ass:

- d'Vertreieder vun der CSV-Fraktioun: déi Häre Michel Wolter, Lucien Clement, Ali Kaes a Marc Spautz;

- d'Vertreieder vun der LSAP-Fraktioun: déi Häre John Castegnaro, Romain Schneider a Ben Fayot;

- d'Vertreieder vun der DP-Fraktioun: déi Häre Claude Meisch a Charles Goerens;

- de Vertrieeder vun der Fraktioun vun deene Gréngen: den Här François Bausch; an

- de Vertrieeder vum ADR: den Här Gast Gibéryen.

Ass d'Chamber domat averstanen?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou décidéiert.

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission spéciale «Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État» ubelaangt, gouf den Här Henri Grethen duerch den Här Charles Goerens ersat, deen d'Présidenz vun där Spezialkommissioun iwwerholl huet.

#### 4. 5617 - Proposition de loi portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée

#### 5621 - Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition

**(Déclaration de recevabilité)**

An hirer Réunioun vum 19. Oktober huet d'Présidentekonzferenz sech fir d'Recevabilité vun zwou Propositions de loi ausgeschwat, an zwar d'Proposition de loi 5617 vum Här Michel Wolter iwwert de Lëtzebuerger Fändel an d'Proposition de loi 5621 vum Här Ben Fayot iwwert d'Offres publiques d'acquisition.

Ass d'Chamber domat averstanen?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou décidéiert.

#### 5. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun haut de Mëtteg ubelaangt, huet d'Présidentekonzferenz folgend Punkte virgeschloen:

1. eng Froestonn un d'Regierung;
2. d'Question avec débat N°9 vum Här Marco Schank iwwert den Artikel 17 vum modifizéierte Gesetz vum 19. Januar 2004 iwwert den Naturschutz;
3. de Projet de loi 5508 iwwert d'Gestioun vun den Offäll, nom Modell 1;
4. de Projet de loi 5582, eng Ofännerung vun der Konventioun vun Aarhus, nom Modell 1;
5. de Projet de loi 5583, eng Ofännerung vum Statut vun de Stats- a Gemengebeamten, nom Modell 1;
6. de Projet de loi 5518, d'Ëmsetzung vun EU-Direktive géint d'Diskriminéierung op der Aarbecht, nom Modell 1;
7. a schliesslech d'Projets de loi 5537 a 5175 iwwert den Doping. Béid Projete ginn an enger Diskussioun nom Modell 1 behandelt.

Ass d'Chamber domat averstanen?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou décidéiert.

Haut de Mëtten hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung. Laut eisem Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. D'Froen kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Opposition.

Als éischt hu mer d'Fro N°121 vum Här Marc Spautz un de Gesondheitsminister iwwert d'Informatiounscampagnen, déi d'Leit iwwert d'Gefore vun der Summerhëtzt informéieren. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

#### 6. Heure de questions au Gouvernement

##### - Question N°121 du 24 octobre 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à la mise en place de campagnes d'information sur les dangers liés à la canicule, adressée au Ministre de la Santé

» M. Marc Spautz (CSV). - Här President, Här Statsminister, Léif Frëndinnen a Frënn, d'Wieder vun haut drängt sech zwar vläicht net grad op fir déi Fro ze stellen, mä ech mengen, dass et awer wichteg ass, sech mat Zäit mat där Thematik ze beschäftegen an net erëm ze waarden, dass et esou geet wéi am Juni oder am Juli d'lescht Joer, dass mer da vun enger Hëtzwelle erdréckt ginn a wou da verschidde Leit gesondheetlech Problemer kënnen kréie respektiv hunn.

Wann een héiert vun de Statistiken, déi aus Frankräich virleien, wéi vill Leit - an net nëmmen eeler Leit, mä och Sportler an aner Leit - mat der Problematik vun där dréckender Hëtzt geplot waren, war meng Fro am Fong un de Gesondheitsminister, ob och Lëtzebuerg esou Statistiken huet, wéi vill Leit dovou betraff waren, wéi vill Stierfäll oder aner Problemer op déi dréckend Hëtzt vum leschte Summer zrëckzeféiere sinn, an ob mir och eng Informatiounscampagne fir déi eeler Leit, fir d'Kanner an och fir d'Sportler.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Spautz. Den Här Minister zoustänneg fir d'Gesondheet a fir d'Gefore vun der Summerhëtzt huet d'Wuert.

**(Hilarité)**

Den Här Mars Di Bartolomeo.

» M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn dem Här Spautz dankbar fir déi dote Fro, well et eng vun deene Froen ass wou een direkt d'Resultat kann an d'Hand drécke vun deem, dee se stellt.

Mir brauchen eis net méi ze iwwerleeën, esou eng Campagne ze maachen. Mir hu vum Juli vun dësem Joer un schonns eng grouss ugeluechte Campagne gemaach an d'Richtung vu Risikogruppen, déi besonnesch vun enger Hëtzwelle kënnen getraff ginn; mä vläicht ware mer nach e bëssen ze vill diskret, da musse mer dat d'nächst Joer nach e bësse méi intensiv maachen.

Mir hunn 2006 en Aktiounsplang „Canicule“, dee mer an de Joren 2004 an 2005 fir de Fall vun enger Hëtzwelle preparéiert hunn, fir d'éischte Kéier eng grousser Format lancéiert. Iwwer eng Informatiounsfiche fir de Grand public, also d'Risikogruppen, awer och alleguer déi aner Leit, hu mer eng ganz Rei vu Rotschléi ginn, wéi ee sech soll verhalten bei grousser Hëtzt. Mir hunn en Dépliant an dräi Sproochen - franséisch, däitsch a portugisesch - erausginn un de Public, mä awer och un d'Dokteren, d'Apdikter, d'Spideeler, d'Ligue médico-sociale, also d'Dispensairen, alleguer d'Gemengen, d'Ministèren an d'Verwaltunge verdeelt.

Op enger Pressekonferenz vum 18. Juli vun dësem Joer hu mer den Aktiounsplang offiziell virgestallt a mer hunn d'Leit, déi entweder eleng stinn, keen haten, deen hinne konnt hëllef, oder Leit, déi ee kannen hunn, deen eleng stoung, opgefuerdert, déi Leit bei der Gemeng ze mellen.

Zesumme mat der Croix-Rouge hu mer dunn eng Hotline opgestallt, wou déi Leit sech konnte mellen. Zesumme mat de Réseauen „Help“ an „Hëllef doheim“ konnte mer déi Leit evaluéieren a mer hunn, dee Moment wou mer d'Alerte ausgeruff hunn, dee Moment wou d'Temperaturen iwwer länger Zäit tëscht 30 a 36 Grad gependelt hunn, deen Dispositif ausgeléist.

Mir hu 484 Persounen gemellt kritt; déi sinn alleguer evaluéiert gi vun de Réseauen. Et si Visité bei iwwer 200 Leit gemaach ginn. Dat waren déi Leit wou d'Evaluatioun esou Visiten als noutwendeg festgehalten huet. Radio an Zeitungen, deene mer Merci soe fir hir Mataarbecht, hu regelméissig op déi Hotline opmierksam gemaach. Doriwwer eraus krute mer vun de Services d'urgence vun de Spideeler Fäll gemellt, déi op iwwerméissig Hëtztexpositioun zrëckzeféiere waren a mir konnten duerch de Service de proximité vun der Croix-Rouge un excelente Service bidden.

Vun 2004 un hu mer och déi Kooperatioun mam Familljeministère intensivéiert an an den Alters-, Fleegeheimer an och an de Spideeler probéiert, deenen dote Situatiounen Rechnung ze droen.

Ech wëll hei allen Acteuren, déi matgeholf hu bei där doter Campagne, en hærzleche Merci soe fir déi excellent Zesummenaarbecht, och de Medien, dass se eis geholf hunn, fir un déi Leit erunzekommen. Mir sinn am Moment amgang d'Resultater ofzeweien.

Op den éischte Bléck ass keng Iwwermortalitéit ze mellen, mä mir wäerten dat awer am Detail kucken - mir hunn d'Chifferen elo an deene leschten Deeg vun de Gemenge kritt; dat ass also ganz verlässlech. Mir wäerten d'Evaluatioun maachen, ob Problemer trotz deem doten Dispositif opgetaucht sinn an, wann et noutwendeg ass, opgrond vun där Evaluatioun fir d'nächst Joer den Dispositif weider verbesseren. E steet, e ka jiddferzäit ausgeléist ginn, wa mer mat enger Hëtzwelle konfrontéiert sinn.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Un den Här Ausseminister Jean Asselborn adresséiert sech déi nächst Fro vum Här Bettel iwwert d'Rapatriements forcés de demandeurs d'asile déboutés. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

##### - Question N°122 du 23 octobre 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative aux rapatriements forcés de demandeurs d'asile déboutés, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

» M. Xavier Bettel (DP). - Här President, ech soen lech Merci. Déi lescht Deeg konnt een an der Press liesen, dass e Wäissruss ausgewise ginn ass, an dass fir déi Ausweisung Moyéné geholl gi sinn, déi engem schlechten Zeenario vun engem Policefilm gläichkommen. En effet gesäit et esou aus wéi wa fir déi Ausweisung, déi déi éischte Kéier net geklappt huet, déi zweete Kéier d'Air Rescue benotzt ginn ass, an als Moyén Betäubungsmittel, fir den Här anzuschlofen oder op jidde Fall ze berouegen. Dat wier, esou soen och verschidde Mënscherechtsassociatiounen, konträr zum Artikel 3 vun der Convention européenne des droits de l'Homme.

Ech mengen, dëst ass - wéi ech elo just virduresot hunn - ee schlechten Zeenario. Dat hätt ee geduecht an engem Film ze gesinn, an et schéngt awer hei bei dëser Regierung elo normal ze sinn.

Dat ass jo dann och meng Fro: Ob dat Usus ass, an ob dat fir d'éischt ass; wéi oft dat gebraucht ginn ass; wéi dat geschitt ass; ob et wouer ass, dass et hautdësdags nach ëmmer keng gesetzlech Basis dofir gëtt, wéi d'Rapatriementer ze organiséiere sinn; ob de Minister net mengt, dass et héich Zäit wier, fir awer do Garantien ze ginn an och konform zu den europäesche Gesetzgebungen ze sinn.

» M. le Président. - Merci, Här Bettel. Den Här Ausseminister Jean Asselborn.

» M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif vläicht, wéi dat normal ass, mat där éischter Fro ufänken: D'Police grand-ducale, déi jo chargéiert ass mat der Exekutioun vun de Rapatriementer, vun deene forcéierte Rapatriementer, huet bis elo nach ni Moyens d'étourdissement, wéi den Här Bettel se genannt huet, ugewannt bei Rapatriementer an dat nämlech ass och de Fall gewiescht beim Rapatriement vum 12. Oktober 2006. Mä ech wëll der Transparenz wegen e puer Wuert iwwert dat soen.

Mir hunn hei ze di gehat mat enger Demande d'obtention vum Statut vun Réfugié vun engem Wäissruss. Déi ass gemaach ginn den 2. August 2004. D'Décisioun war negativ, wat eis Servicer ueget, de 6. Juni 2005. De Mann ass da virun den Tribunal gaangen. Den 23. November 2005 huet den Tribunal gesot, dass säi Récit incohérent wier, vague an och contradictoire. D'Cour huet den 23. Februar 2006 dës Positioun vum Tribunal confirméiert. Dat heescht och, dass weder den Tribunal nach d'Cour bei deem Demandeur d'asile Elementer vun engem politesch Verfollegte constatéiert hunn. Den Interesséierten ass, wéi an alle Fäll dat ëmmer geschitt, den 3. Abrëll 2006 informéiert ginn, dass elo déi Décision coulée en force de chose jugée ass, dass hien also den Territoire hei zu Lëtzebuerg misst fräiwëlleg wa méiglech verloossen.

Ech hu gëschter mam Här Jacoby geschwat, dat ass de Commissaire en chef, deen huet dräi-, véiermol probéiert mat him ze schwätzen. Dat huet näischt gedéngt, hien huet refuséiert fir fräiwëlleg den Territoire ze verloossen, nodeem dass d'Décisioun also rechtskräfteg war.

Dunn ass eng éischt Tentative vum Rapatriement probéiert ginn. Dat war kee Charterflieger, dat war ee Luxair-Vol vu Lëtze-

buerg op Frankfurt a vu Frankfurt op Minsk. Dee Vol war projézéiert de 26. September. Den Demandeur d'asile, den Här aus Wäissrussland, huet awer dunn zwee Polizisten blesséiert bei där Operatioun, déi och dunn hu missen e Krankeschäin huelen, an de Kapitän huet refuséiert fir dann den Demandeur d'asile, deen déboutéiert war, u Bord ze huelen.

Dunn ass dann den 12. Oktober 2006 e Privatflieger gelount ginn an dunn huet dee Vol stattfonnt. An deem Flieger waren de Kapitän an dann nach e Mann Besatzung, an et war en Infirmier dobäi, an ech mengen och dräi Leit vun der Police. An dee Moment ass dat dann ouni Problemer iwwert d'Bühn gaangen, esou wéi mer bericht ginn ass. An ech hunn hei e schrëftleche Bericht och vum Här Commissaire en chef, dee mer seet, dass déi Leit, déi am Flieger waren, och den Infirmier, bezeie kënnen, dass keng Drogen, keng Medikamenter, keng - wéi hat Dir gesot? - keng Moyens d'étourdissement am Spill waren.

Déi zweet Fro, dat ass effektiv jo eng ganz interessant Fro. Mä do mengen ech brauche mer net ze vill wäit gruewen ze goen an eiser Gesetzgebung. Mir hu jo elo en neit Gesetz vum Mee 2006 iwwert den Asyl mat alle Konsequenzen, déi dat ebe mat sech bréngt. Mä och schonn an deem viregte Gesetz stoung dran: «Une décision négative du ministre vaut ordre de quitter le territoire en conformité avec les dispositions de la loi modifiée» vum März '72.

Bei den Demandeurs d'asile, déi déboutéiert sinn, gëtt normalerweis och Referenz gemaach op den Artikel 9 vun deem Gesetz, wou drasteet: «...ceux qui continuent à séjourner dans le pays après qu'ils auront été dûment avertis que l'entrée et le séjour ou l'établissement dans le Grand-Duché leur ont été refusés...», déi kënnen also expulséiert ginn. Wou gi se expulséiert? Dat steet och genee am Artikel 14 vum Gesetz: eben do an dat Land, deem seng Nationalitéit dass se hunn.

Bleift déi Fro, bei där mer alleguerten a selbstverständlech och och ëmmer musse Fangerspëtzegefill hunn, an déi mer och tranchéiere mussen als Mënsch an als Politiker. Dat ass eben den Artikel 14 vum Gesetz vum '72, dee seet: «L'étranger ne peut être expulsé ni éloigné à destination d'un pays s'il établit que sa vie ou sa liberté y sont gravement menacées ou qu'il y est exposé à des traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950...»

Bis dato ass et an eisem Ministère an och am Service vun der Immigratioun esou gewiescht, dass, wann Zweiwel bestinn op dësem Punkt, selbstverständlech dann d'Ministèren an d'Ministèren, déi zoustänneg sinn, wëssen, wat se ze dinn hunn.

Allerdéngs muss ee sech och hei kënnen référéieren op dat wat d'Riichter analyséieren. An d'Riichter hu carrément gesot an deenen zwou Instanzen, dass keng Elementer géife bestoen, déi am Récit vun deem Här aus Wäissrussland géife beleeden, dass do säi Liewen a Gefor wier. Ech mengen och, dass dat sech après coup och bewisen huet no der Landung zu Minsk.

Ech wollt nach soen, dass an der Europäescher Unioun och dohinner rapatriéiert gëtt. Ech hu mech selbstverständlech informéiert a si gewuer ginn, dass souwuel d'Belsch wéi d'Hollänner, wéi déi Däitsch, wéi d'Irlänner, wéi d'Englänner och Réckféierunge maachen, Rapatriementer maachen a Wäissrussland zu dësem Zäitpunkt. 2005, 2006 hunn déi Däitsch 115 Leit och a Wäissrussland rapatriéiert. Dat ass just eng Explikatioun. Ech menge selbstverständlech, dass den Artikel 14 ee ganz wichtige Artikel ass, an dass ee muss Cas par cas kucken, wat dann do ze decidéieren ass.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorablen Här Diederich un den Här Bauteminister iwwert d'Gefore, déi vun de Mazoutspuren op der Strooss ausginn. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

##### - Question N°123 du 24 octobre 2006 de Monsieur Fernand Diederich relative aux dangers liés aux traces de mazout sur les voies publiques, adressée au Ministre des Travaux publics

» M. Fernand Diederich (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, erlaabt mer eng Fro ze stellen iwwert d'Gefor vun de Mazoutspuren. Et geet bal keen Dag laanscht ouni dass een am Radio an den Noriichten héiert, dass erëm eng Spur iergendwou am Land ass. Et war virun

enger Woch elo e gréisseren Incident zu Wafer wou souguer e Stau war vun zéng Minutten bis d'Leit konnte virufueren.

Ech stellen déi Fro aus zwee Grënn: Éischens well eng Rei Leit, besonnesch Motarden, mech ugesprach hunn, well déi enger grousser Gefor ausgesat sinn. Ech mengen, et gëtt Motarden, déi sech vläicht och net ëmmer un d'Reglementer halen, mä et gëtt der och, déi defensiv a seriö fieren. Ech fieren och nach heiansdo, mä ech hu grad sou vill Angscht fir virun deenen ominöse Spure vu Mazout op der Strooss ze fieren, wéi dat een Automobilist mech an enger Kräizung mat ewechhëlt.

Déi zweet Ursach ass déi, dat och eng Rei Gemengen, ënner anerem d'Gemeng Walfer, sech driwwer beklot hunn, dat am Dag d'Services techniques mussen dauernd erausfieren. Am Dag si keng Pompjeeën do - vun där Problematik wësse mer allegueren -, da muss de Service technique vun der Gemeng erausfieren. Do ass just eng Zuel, déi ech wëll nennen: An der Stad sinn 321-mol d'lescht Joer d'Services de protection civile erausgefuer eleng fir déi doten Aarbecht.

Ech stellen eng Fro: Sinn d'Chauffeure vun de Camionen däermoossen nolëssig oder misst ee vläicht, wéi den Här Mosar seet, och d'Geleechenheet nutzen, fir vu Bréissel vläicht ze intervenéieren, do wou d'Camione gebaut ginn an Europa, fir dat se do e bësse méi Soin op d'Konstruktioun vun den Tanke leeën? Op alle Fall, wa mer ee Verletzten oder Doudegen évitéiert kréien do d'uer, da wier et schonn der Méi wäert.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Diederich. Den Här Claude Wiseler, zoustänneg Minister, huet d'Wuert.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Merci, Här President. Op déi Fro vum Här Diederich géng et soen, dat hien effektiv zu enger Problematik, déi fir eng Rei Motorradfuerer sécherlech am dagdeegleche Geschehen e Problem ass, eng Fro gestallt huet. Eng Fro, déi awer net einfach an de Grëff ze kréien ass, well mer Schwierigkeiten hunn hei preventiv ze schaffen, well ganz einfach all déi Evénementen, déi Der beschriwwen hutt, accidentel Evénementen sinn, wou souguer oft d'Chauffeure vun deene Gefierer, déi da Mazout op d'Strooss verschëdden, net wëssen, dat aus hire Gefierer Mazout erausleef, well de Stopp op ass oder well och e Problem um Auto ass oder ähnlech Pannen do sinn, a well een dat do einfach och net ka virausgesinn.

Wat geschitt elo an der Realitéit, wat maache mer am Fall, wou detektéiert gëtt, dat esou Problemer vun Uelech, vu Mazout op der Strooss sinn, sief et, dat d'Leit et bei der Polizei mellen, sief et, dat d'Servicer vun der Gemeng oder vun de Ponts et Chaussées et selwer gesinn? Normalerweis ginn dann effektiv d'Servicer vun der Protection civile vun deenen eenzelne Gemengen op d'Plaz mat engem extrae Produit, deen d'Hydrocarburen absorbéiere kann, fir esou d'Strooss erëm propper ze maachen.

Vu dat dat deier Produité sinn, an dat do vill Gemenge méi wéi eng Kéier mussen erausfieren, ass et och esou, dat de Präis vun deene Produiten de Gemengen direkt rembourséiert gëtt, sief et, dat se de Produit ersat kréien, sief et, dat se op Facture de Präis rembourséiert kréien.

Wann et sech ëm gréisser Incidenten handelt, zum Beispill dat eng grouss Mass vun Hydrocarburen notament op Autobunnen auslafen, dann ass et esou, dat de Service vun de Ponts et Chaussées en extrat Gefier huet, wat een „Frimocar“ nennt, dat mat engem spezielle Produkt équipéiert ass, deen a sech als Eegeschaft huet fir d'Moleküle vun Hydrocarburé fütizemaachen. Dee gëtt dee Moment op d'Strooss geschott an d'Strooss gëtt esou gebotzt. Dat sinn awer relativ deier Produkter, esou dass déi just zentral organisabel sinn an nëmme op den Autobunnen a ronderëm de Stationnement vun der Strooss zu Bartreng benotzt ginn.

Dat ass d'Situatioun. Ech weess net wéi een anescht kéint drop reagéiere wéi dat, wann esou en Incident kënn, mer esou schnell wéi méiglech iwwert d'Gemengen oder zentral iwwert d'Ponts et Chaussées reagéieren.

Datt d'Suerg ëm d'Motorradfuerer awer eng Suerg ass, déi mer permanent hunn, beweist leschtendlech de Fait, dat mer all déi geféierlech Stroossepunkten, wou ebe kann ausgerutscht ginn, mat Sécherheitsleitplanken équipéieren. Mir hunn an deene leschte Jore 26,72 Kilometer Leitplanken op de Routes nationales nogerësch. Mir hunn och op allen Autobunnen, op alle Bretellé 24 Kilometer Sécherheitsplanken nogerësch,

a mir maachen och Sensibilisatiounscampagné fir d'Motorradfuerer, wou mer zesumme mam Transportministère op deene geféierleche Plaze während dem Fréijoer, dann, wa vill Moto gefuer gëtt, Avertissementer maachen, dat soll lues gefuer ginn, dat soll opgepasst ginn.

Alles ass net dran, mä mir maache wat mer kënnen.

» **Une voix.** - Très bien.

(Interruption)

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass eng Fro vum honorablen Här Huss un den Ëmweltminister iwwert den Accord politique atteint lors du Conseil Environnement concernant la directive relative à la qualité de l'air ambiant.

- **Question N°124 du 24 octobre 2006 de Monsieur Jean Huss au sujet de l'accord politique atteint lors du Conseil Environnement concernant la directive relative à la qualité de l'air ambiant, adressée au Ministre de l'Environnement**

» **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter Laangem ass kloer, dass eng verschmotzte Loft zu Gesondheetsschied ka féieren: haauptsächlech Otemwee-Erkrankungen, Häerzkrankheiten, Kriibs an esou virun.

An deene vergaangene Jore sinn eng Rei EU-Direktiven ergraff gi géint Loftverschmutzung, déi och e gewëssenen Erfolleg haten. Trotzdeem bleiwen awer Problemer europawäit bestoen, virun allem duerch den zounehmenden Autosverkéier, souwuel wat d'Stickoxyde ubelaangt, den Ozon an d'Feinstëbser.

An deene vergaangene Jore si besonnesch Diskussiounen gefouert ginn iwwert d'Gesondheetsgedreue vun de Feinstëbser. Déi Feinstëbser, déi eng Partikelgréisst hu vu manner wéi 10 Mikrogramm pro m<sup>3</sup>, a besonnesch rezent och elo déi, déi nach méi kleng sinn, nämlech méi kleng wéi 2,5 Mikrogramm pro m<sup>3</sup>, well déi am geféierlechste sinn, well se am déifsten an d'Otemweeër, an d'Longen andréngen an duerch de ganze Kierper kënnen verdeelt ginn.

Den europäeschen Ëmweltkommissär Dimas huet dozou viru kuerzem, ech mengen gëschter, gesot, dass dat zu 350.000 fréizäitegen Doudesfäll an Europa géng féieren an engem Joer. Dat heescht, dat wäert ronn 2,8 Millioune fréizäiteg Doudesfäll an der Europäescher Unioun an deenen nächste Jore bis 2015.

Bei deene Feinstëbser ass et eng éischt Direktiv gi fir se ze regelen, déi den 1. Januar 2005 a Kraaft getratt ass. Viru kuerzem huet déi konservativ Mehrheet vum Europaparlament an éischer Liesung déi Regelung verwässert, mä gëschter war de Conseil vun den Ëmweltministere hei zu Lëtzebuerg an huet déi Beschlëss vum Europaparlament aus éischer Liesung deelweis erëm eng Kéier verbessert. Mä insgesamt ass an eisen Ae kee wierkleche Fortschritt erziilt ginn.

Am Géigendeel, d'ONGe vun Ëmwelt a Gesondheet gesinn och déi Accorde vu gëschter éischer als e Skandal u wéi als e wierkleche Schutz vun der Ëmwelt a vun der Gesondheet. Virun allem well dee wichtigste Faktor, d'Partikelstëbser vu Partikelgréisst méi kleng wéi 2,5 Mikrometer, eréischt ab 2015 - dat ass eréischt an acht Joer! - muss agehale ginn.

Ech hu keng Zäit am Detail hei op aner Ausnahmeregelungen anzegoen, mä wann dat stëmmt, wat de Kommissär Dimas selwer gesot huet, 350.000 fréizäiteg Doudesfäll an och vill Krankheete pro Joer an der EU, da sinn allerdéngs eng Rei vu Froen erlaabt, Här Ëmweltminister, mä déi riichte sech och un d'Regierung insgesamt.

Éischt Fro: Wat war d'Haltung vu Lëtzebuerg vis-à-vis vu Verlängerungen an Ausnahmegenehmigungen a virun allem vis-à-vis vum Zäithorizont 2015 bei de Particulen, déi méi kleng si wéi 2,5 Mikrogramm?

Zweet Fro: Ka Lëtzebuerg haut déi virgesinne Grenzwäerter anhalen? Iwwerall? Wou eventuell net? A wann net, wat fir eng Mesurë wëllt Der dann an Zukunft ergräifen, fir dat se kënnen agehale ginn?

An drëttens: Wann eréischt bis 2015 eng Verbesserung ka kommen oder eréischt duerno eng Verbesserung ka komme par rapport zu deene klengste Feinstëbsepartikelen, wéi wëllt Der déi Zuele vun esou vill fréizäitegen Doudesfäll a Krankheeten der Bevölkerung erklären?

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Huss. Den Här Minister Lux huet d'Wuert. Här Lux!

» **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro vum Kolleg Jean Huss ass schwéier ze beäntweren, besonnesch wat d'Ëmsetzung fir Lëtzebuerg ubelaangt an engem Moment, wou mer u sech an engem schwiewende Verfahre sinn.

Ech mengen, och deen Accord politique gëschter vun den Ëmweltministere heescht jo nach net d'Enn vum Lidd, mä et ass elo ofzeweerde wéi d'Europaparlament an zweeter Liesung decidéiert. An ech mengen, da muss jo tëschent deenen zwou Institutionen eng Négociatioun ufänken, vläicht souguer eng Conciliatioun, fir ze kucken, wat dann definitiv den Text wäert si vun där Direktiv, déi mer amgaange sinn ze diskutéieren.

Ech kann allerdéngs soen, dass et enorm schwierig ass fir déi eenzel Memberlänner op eng Linn ze kréien, an den Accord politique vu gëschter war e ganz schwierigen.

Ech mengen, mir hunn, well dat eng Fro vun lech war, als Lëtzebuerg Regierung déi Position vun der finnescher Présidence akzeptéiert an ënnerstëtzt, well sech erausgestallt huet, dass dat déi eenzeg méiglech war; eng Ligne médiane tëschent deenen, déi nach vill méi wäit wollte goen, an deenen, déi och eng Minorité de blocage duergestallt hunn, deenen den Accord politique vu gëschter schonn ze wäit gaangen ass.

Trotz allem mengen ech, dass, och wann ee mat de Fristen, déi elo am Text stinn, eng net contraignant Basis bis 2010 an dann eng contraignant Basis bis 2015 huet, dat awer e Fortschritt ass. Ech mengen, et ass e Fortschritt feststellen, dass mer, no deene Partikele bis 10 Mikrogramm pro m<sup>3</sup>, och elo am Text drastoen hunn, déi vun 2,5 Mikrogramm pro m<sup>3</sup> ze attackéieren.

Sécherlech kann ee soen: 2015 ass nach wäit; mä d'Memberlänner mussen schonn à partir vun 2010 Aktiounspläng maachen. An och d'Méiglechkeeten, fir Iwwergangsbestimmungen ze kréien, si reduzéiert gi par rapport zu deem, wat d'Amendementen zum Beispill vun der Ëmweltkommissioun a vum Ëmweltparlament sinn, déi jo a ville Froen bien en retrait sinn zu deem, wat d'Décisioun gëschter vum Conseil war.

Zum Beispill och an der Fro, déi Däitschland jo ganz besonnesch interesséiert, well déi jo haut scho par rapport zu de Partikele bis 10 PM d'Limite gesat hu vu 35 Deeg am Joer, déi een net iwwerschreiden däerf; d'Europaparlament huet do 55 Deeg proposéiert. Dat ass eng Linn, déi de Conseil net suivéiert huet, esou dass ech mengen, et sollt een elo emol ofwaarde wéi d'Négociatioun mam Europaparlament weiderginn.

Mä ech ka soen, dass e Land wéi Holland, zum Beispill, ganz staark géint déi Propositionen ass, déi gëschter ugeholl gi sinn, a virun allem drop drängt, wat och richtig ass, dass d'Kommissioun awer och gläichzäiteg niewent deem, dass se nei Standarde setzt, dann awer op där anerer Säit och déi Instrumenter fräimécht, zum Beispill Euro 5 an Euro 6 bei den Autoe respektiv bei de Camionen, fir dass op där anerer Säit awer och d'Méiglechkeet besteet, do, wou de Verursacher ass, fir dann och wierklech déi Limité kënnen anzehalen. Well Holland seet: Mir sinn an de Ballungszentre vu Rotterdam a vun Amsterdam haut scho bal an der Onméiglechkeet 10 PM anzehalen an esou virun, wéi solle mer et da fäerdeg bréngen, muer 2,5 PM anzehalen?

An ech mengen och zu Lëtzebuerg ass gewosst, dass mer wäit ewech si vun der Limite vu 35 Deeg, mä trotz allem och eenzel Deeg hunn an esou virun, wou mer d'Limite vun den 10 PM iwwerschreiden, an also och amgaange si mat der Stad Lëtzebuerg ënner anerem am Moment eng Etüd auszeschaffen, fir eis en Aktiounsplang ze ginn. An ech mengen, wann den Text definitiv dann an eng Direktiv mündet, da muss mer bei der Ëmsetzung kucke wéi mer déi 2,5 PM dann och hei zu Lëtzebuerg anhale kënnen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass eng, déi den honorablen Här Marc Angel un den Här Gesondheitsminister wëllt stellen. Si betrëfft d'Impfung géint d'Gripp.

No der Summerhëtzt kënn also d'Impfung géint d'Wantergripp.

- **Question N°125 du 24 octobre 2006 de Monsieur Marc Angel relative aux vaccins contre la grippe, adressée au Ministre de la Santé et au Ministre de la Sécurité sociale**

» **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Här Gesondheitsminister, Léif Kollegen, de Mount Oktober laut wéi all Joer d'Saison vun der Gripp an. A mir wëssen all, dass d'Gripp, déi een net mat engem Schnapp oder enger Erkältung ver-

wiesselen däerf, eng Infektioun vun den Otemweeër ass. Dat Geféierlechst an där Gripp sinn awer virun allem déi Komplikatoune, déi se erviruffe kann, wéi zum Beispill Longenentzündungen an Häerzmuskelentzündungen.

Wat ee muss wëssen ass, dass d'Gripp europawäit nach ëmmer déi infektiounskrankheet ass, un där déi meescht Mënsche stierwen. Déi saisonal Gripp ass all Joer weltwäit d'Ursach fir dräi bis fënnf Millioune schwéier Krankheitsfäll. Et gëtt och ugeholl, dass se all Joer fir 250.000 bis 500.000 Doudesfäll weltwäit responsabel ass.

Europawäit ginn all Joer, genau wéi hei zu Lëtzebuerg, dofir grouss Sensibiliséierungscampagnen duerchgefouert, an och ëmmer erëm méi Leit loosse sech impfen. Am leschte Joer koum et ëmmer erëm zäitweeleg a punktuell zu Enkpäss. An dofir wollt ech de Minister froen, ob et esou Enkpäss och schonn hei zu Lëtzebuerg gouf. Wéi gesäit d'Situatioun momentan mat eisem Stock aus vun Impfstoff? Wivill Prozent vun eiser Landbevölkerung loosse sech all Joer impfen? Ass dee Prozentsatz héich genuch am Verglach mat aneren europäesche Länner, oder wat strieft de Gesondheitsministère eigentlech un?

A falls lech nach Zäit bleift, Här Minister, wär et vläicht nach interessant eng Kéier un d'Recommandatiounen un d'Populatioun ze erënneren, an och wat eventuell déi méiglech Risiko vun esou enger Impfung sinn; och an engem Moment, wou et d'lescht Woch eng Polemik gouf an Israel, wou et véier Doudesfäll gouf kuerz no esou enger Impfung. Dofir wollt ech lech e puer Informatiounen zu dësem Thema froen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Angel. De Minister huet d'Wuert.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Marc Angel huet dee richtigen Zäitpunkt getraff fir d'Fro iwwert d'saisonale Gripp ze stellen. Ech wëll probéieren esou prezis wéi méiglech op déi eenzel opgeworfene Froen ze äntwerten.

De Marc Angel huet gefrot, ob et Enkpäss ginn hätt bei de Vaccinsliwwerungen an deene leschte Joren. Ech kann dat bestäetegen. D'lescht Joer hate mer an enger Iwwergangsphas Problemer, well mer vill méi Leit haten, déi sech gepimp hu wéi an deene Jore virun. Am Joer 2005 woren et der ongeféier 95.000. An de Virjoren ëm 50.000 - 60.000. Dat huet sécher domat ze di gehat, dass d'öffentlech Meinung sensibiliséiert war duerch déi Diskussioun, déi iwwert déi aner Gripp d'Pandemie gefouert ginn ass. Et war eng vorübergehend Situatioun. Mir hu schnell nogeliwwert kritt, a jiddferen, dee sech wollt impfe loosse, konnt sech och am leschte Joer impfe loosse.

Dir wësst, dass d'OMS all Joer virun der Grippenzäit d'Kompositioun vun deem méigleche Vaccin matdeelt opgrond vun deene viraussichtleche Viren, déi optrieden. Dat ass och dëst Joer geschitt. Et sinn dräi verschidden Typen ugi ginn. Vu dass awer ee vun deenen dräi Type sech net esou séier multiplizéiere gelooss huet wéi dat gewünscht war, ass et zu Verspéidunge bei der Produktioun komm. Net nëmme zu Lëtzebuerg, mä international.

Et ass allerdéngs esou, dass an der Zwëschenzäit, op Mëtt Oktober, d'Halschecht vun de Liwwerunge schonn ukomm sinn, a mer och an der Zwëschenzäit keng Problemer méi hu fir eis ze approximéieren. D'Apdikten an Grossist liwweren dat mat grousser Zouverlässegkeet.

Et ass och kee Problem gewiescht, dass et 14 Deeg méi spët ginn ass an de Liwwerungen, well hei zu Lëtzebuerg am Moment iwwerhaapt keng Grippaktivitéit ass. Dat weist eis eise Réseau vun de Grippendokteren, Sentinelle genannt, déi op dem Internetsite vun der Santé all Kéier weisen, ob Grippaktivitéit do ass oder net.

Ech wëll och soen, dass et iwwerhaapt kee Problem ass fir sech am Oktober, November oder Dezember nach impfen ze loosse, well d'Grippewell an deene leschte Jore regelméisseg eréischt zum Joresufank opge-

trueden ass. Ech wëll elo net soen, dass dat dëst Joer och de Fall wäert sinn. Dat kann een net viragesinn, mä et ass awer nach ëmmer sënnavoll fir et och an där Period ze maachen.

Dir hutt gefrot: Wat sinn d'Direktive vun der Santé fir sech impfen ze loossen? Éischt Prioritéit: d'Leit iwwer 65 a chronesch Kranker.

Dir hutt och gefrot: Wat fir e Prozentsatz? D'lescht Joer hu 54% vun deene Leit iwwer 65 sech impfen gelooss. Eist Zil ass et bis 2010 op 75% ze kommen. Doniewent sollt jiddferree sech impfen loossen, dee vill méi mat Leit a Kontakt kënnt: eenzel Berufsgruppen, wéi de Personnel de Santé, awer och anerer. Eng ganz Rei vu Betriber stellen hire Leit an der Zwëschenzäit och Impfungen zur Verfügung, well wa se gesond bleiwen, si se an de Betriber och do.

Ech kommen zu där Fro, déi de Marc Angel zum Schluss opgeworf huet: d'Problemer, déi am Zesammenhang mat véier Doudesfälle an Israel opgetaucht sinn, wou ee Moment gefaart gi war, dat kéint mat engem Vaccin zesammenhängen. An der Zwëschenzäit huet dat sech als falschen Alarm erausgestallt, an an Israel gëtt erëm weidergeimpft. Et gëtt also och kee Grund fir dat hei zu Lëtzebuerg net ze maachen.

Ech kommen zu mengem leschte Saz, Här President: Ech wëll awer soen, dass et niwient der Grippeimpfung och wichteg ass, elo an dësen Zäiten elementar Virsiichtsmoossnamen ze huelen, wéi regelméisseg d'Hänn ze wäschen a Rücksicht ze huelen, wann een den Houscht oder de Schnapp huet, op déi Leit, déi ronderëm sinn.

Villmools Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum Här Jaerling un den Här Aarbechtsminister iwwert de Replacement vun de Beschäftegte bei der WSA. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°126 du 23 octobre 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative au reclassement des salariés du site de la WSA (Warehouse Service Agency), adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi**

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Nodeem de Sozialplang bei der WSA ugelaft ass, gëtt et nach ëmmer Mataarbechter vun där Firma, déi entlooss goufen an net wësse wat mat hinne elo geschitt. Verschiddener hu Formulare vun Arcelor-Mittal kritt fir sech do kënnen anzuschreien, fir eng Demande ze maachen. A Verschiddener hunn awer scho kloergemaach kritt, dass hire Profil net géif an déi Gesellschaft passen.

Anerer, hunn ech héieren, géife refuséieren bei Arcelor ze goen, well se keng dräi Schichte wëlle maachen; wat ech och nëmmen normal fanne vu Leit, déi sech während 20 Joer eng gewësse Liewensqualität opgebaut hunn, well se nëmmen Dagschicht haten. Duerfir fannen ech et nëmmen normal, dass déi elo an hirem Alter net nach wëllen déi Liewensqualität a Fro stellen an dräi Schichte maachen.

Dofir wollt ech den Här Aarbechtsminister froen, wéi d'Situatioun dann elo ausgesäit, wat d'Personal vun der WSA betrëfft, déi bis elo néierens ënnerdaach komm sinn. Wivill Persounen hu keng Chance fir een neien Job ze fannen, deen iwwert de Sozialplang verméttelt ginn ass? A wat sinn deene Leit hir Zukunftsauaussichten, besonnesch deenen hir, déi Enn 40 oder driwwer sinn? Wivill Leit huet de Lëtzebuurger Stat effektiv iwwerholt, a wivill sinn der bei Arcelor effektiv engagéiert ginn?

An da meng lescht Fro, déi och wichteg ass: Déi, déi refuséiert hu bei Arcelor ze goen, well se keng dräi Schichte wëlle maachen, riskéieren déi net hire Chômage a Fro gestallt ze kréien?

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Den Här François Biltgen, zoustännege Minister, huet d'Wuert.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Merci, Här President. Ech wollt fir d'éischt eng Virfro stellen. Ech hunn den 29. September genee déiselwecht Fro schrëftlech gestallt kritt vum Här Meisch,...

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Très bien!

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - ...déi ech elo haut mëndlech vum Här Jaerling kréien. Normalerweise war et emol fréier esou üblech, dass déi éischt Fro ëmmer gezielt huet.

Ech hunn awer guer kee Problem, au contraire, fir de Mëtten déi Fro vum Här Jaerling ze beäntweren. Ech wär just frou, wann ech wësst, ob den Här Meisch nach op eng schrëftlech Äntwert hält oder ob en zefridden ass, dass ech haut déi zwou zesumme beäntweren. Ech hale mech do selbsterständlech un d'Chamber. Ech maachen dat, wat Der gären hätt.

» **M. Claude Meisch (DP).** - Dat kann ech lech awer eréischt soen, wann ech d'Äntwert héieren.

(Hilarité)

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Da mussst Der mer dat schrëftlech matdeelen, Här Meisch.

» **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Jo, well et ass keng Debatt hei bei dëser Fro virgesinn.

Zu der Fro vum Här Jaerling wëll ech soen, dass déi Froen, déi e mer stellt, zum Deel verfréit sinn, well de Sozialplang huet den 1. vum Wäimount ugefaangen, a mir sinn haut eréischt, esou wäit ech weess, Här Jaerling, de 24. vum Wäimount. Dat heescht, fir e Sozialplang ze evaluéieren, wat erauskënnt oder net, si mer e bësselche fréi drun.

Ech wëll soen, dass mer bei der WSA 363 Leit schaffen haten. Dovunner sinn 199 am Endeffekt net betraff ginn. Déi 199, déi setze sech zesummen aus folgende Leit: 106, déi zu Suessem bleiwen, do ass d'U.S. Air Force; da war et och esou, dass mer 40 Leit bei der Arméi haten, 13 am Centre militaire, dräi an der Fourrière, 37, déi scho fréier an den Travaux extraordinaires waren. Et sinn also 164 Leit iwwer bliwwen, déi hätte kënnen vum Sozialplang betraff ginn.

D'Regierung huet an hirem Conseil décidéiert, dass se solle selwer en Effort maachen, fir ze kucken, dass déi Leit, déi méi wéi 50 Joer al sinn, net géifen ënnert de Sozialplang falen. Engersäits well mer wëssen, dass et ganz schwierig ass, Eelerer ënnerdaach ze bréngen, anerersäits well et och esou ass, dass déi Leit hei eng perséinlech Situatioun haten, déi wesentlech méi héich läit wéi dat oft de Fall ass.

Mir hunn also versicht, iwwert deen dote Wee déi iwwer 50-Jähreg, woubäi mer vu Kompensatioun geschwat hu wann een an zwou Kategorië géif falen, dass mer da géife bis op Leit op 45 Joer erofgoen, dass d'Regierung géif kucke wou et Sënn géif maache fir de Stat, dass de Stat géif der WSA Aarbechte gi fir hien ze schaffen. D'duerch konnten - plus Prérétraite an esou weider - 89 Leit effektiv bei der WSA behale ginn; dat heescht si schaffe weider fir d'WSA an d'WSA mécht Aarbechte fir de Stat. Dat leeft dann aus wann déi Leit do an eng Prérétraite ginn. Hei gëtt voll och mat der Prérétraite gespilt.

Sou dass zum Beispill 21 Leit - do sinn awer effektiv och Jéngerer derbäi zum Deel - sech ëm d'Gestioun vum Site Beetebuerg-Diddeleng bekëmmen. Dir wësst, dass de Wirtschaftsministère dee Site brauch wann e gär e Logistic Center hei opbaut. Do muss also och den Entretien gemaach ginn. Da sinn 41 Leit, déi bei verschidde Verwaltungen ënnerdaach komm sinn; néng, déi bei lux-Airport ënnerdaach komm sinn; sechs, déi bei der A.s.b.l. Année culturelle ënnerdaach komm sinn, an eng Partie, déi am Neie Lycée och ënnerdaach komm sinn, well déi och Leit brauchen.

Dat heescht, de Sozialplang, deen den 1. vum Wäimount - fir déi Leit, déi net wësse wat de Wäimount ass: Dat ass den 1. Oktober -; fir déi Leit, déi also den 1. vum Wäimount ënnert de Sozialplang gefall sinn - dat sinn der 62 -, do si mer an der Politik Maintien dans l'emploi, wéi bei all deenen anerer och. Ech hu Bréiwer kritt, do sote se: Dir spillt Är Politik Maintien dans l'emploi net, well 62 Leit hu keng Perspektiv! Mä d'Administration de l'Emploi huet déi dote Profiler eréischt zougestallt kritt den 1. vum Wäimount.

Dunn hu mer selbsterständlech versicht, och iwwer Regierungspoids aus mat der Arcelor Kontakt opzehuelen. Et sinn der 54 vun deenen 62, déi hu mer bei d'Arcelor geschéckt, déi hunn och do en Entretien kritt. Véier ginn agegallt, 13 sinn net agegallt ginn, dovun hunn der eelef refuséiert Schichtaarbecht ze schaffen, een huet fonnt, d'Pai op der Arcelor wär net héich genuch an een huet mëttlerweil eng aner

Schaff fonnt gehat. Elo sinn der nach 37, deenen hiren Dossier en cours ass, sou dass et elo ze fréi ass driwwer ze schwätzen.

Dat wat ech wëll soen, wat d'Politik vun der Regierung ubelaangt: Vun deenen 62, déi ënnert de Sozialplang falen, sinn der do 54, déi eng Offer kruten, aacht - do kommen der awer nach dräi derbäi, déi och dozou gehéieren, also eelef Leit insgesamt - kruten nach keng Offer; do muss mer kucken deenen eng Offer ze ginn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Fayot un de Minister vun der Sécurité sociale an de Minister du Travail et de l'Emploi iwwert de Statut unique vun den Aarbechter an de Privatbeamten.

- **Question N°127 du 24 octobre 2006 de Monsieur Ben Fayot relative aux développements des négociations concernant le statut unique, adressée au Ministre de la Sécurité sociale et au Ministre du Travail et de l'Emploi**

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, bei den Accords tripartites war eng vun de groussen Errungenschaften de Statut unique. Et ass och dee Statut unique, deen et erlaabt huet, finalement en Accord an der Tripartite ze fannen.

Ech wollt de Minister oder d'Regierung froen, nodeem dass mer an der Zeitung gelies hunn, dass déi véiert Verhandlungsrund war, wéi wäit dass mer mat deem Statut do sinn, d'autant plus wou mer jo wëlles haten, virun Enn 2006 en Accord op d'Been ze kréien an déi legislativ Prozeduren am Joer 2007 mussen engagéieren - ech erënnere drun, dass mer am November 2008 Sozialwahlen hunn, déi jo dann och hoffentlech no deem Statut unique do solle fonctionnéieren. Dat ass meng Fro.

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Den zoustännege Minister huet d'Wuert, den Här...

» **Une voix.** - Di Bartolomeo.

» **M. le Président.** - ...Di Bartolomeo.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Mir zwee.

» **M. le Président.** - Jo, gitt lech eens! Kommt elo net allen zwee mateneen.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Mir schwätzen allen zwee zesummen.

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Da kommt mateneen. Wann dat lech Freed mécht, kënnt Der och mateneen op d'Tribün kommen.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Renne mer dann net aneneen?

(Hilarité)

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Mir maachen elo eng Première!

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Mir maachen eng Première.

» **M. le Président.** - Très bien.

» **Une voix.** - Abee jo!

(Hilarité)

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vu dass mer zu zwee zoustännege sinn an dat och esou harmonesch an deene leschte Woche gemaach hu wéi haut, wollt mer a kuerze Wierder soe wou mer dru sinn. Mir hunn an der Zwëschenzäit véier Réuniounen hanneren eis mat de Sozialpartner wou jeeeweils déi zwee zoustännege Ministeren derbäi waren.

D'Regierung huet gëschter en éischte Positionspabeier opgrond vun de Stellungnahme vun de Sozialpartner virgeluecht. Gëschter sinn et déi éischt Reaktiounen ginn, a mir hunn eis refixéiert fir den 21. November erëm eng Kéier mat de Sozialpartner zesummenzekommen.

Eis Diskussiounen lafe kontravers, mä mir komme virun, sou dass mer dovunner ausginn, dat mer den Timing, deen eis d'Tripartite ginn huet, kënnen anhalen.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Jo, ech wëll soen, dass mer selbsterständlech der Chamber

allen zwee zesummen zur Verfügung stinn. De Marcel Glesener sot mer als President vu senger Kommissioun, dass - dat kann ech mech erënnere - d'Kommissioun gefrot huet, dass eng Commission jointe vun der Commission Travail an der Commission Sécurité sociale géif mat deenen zwee Ministeren zesummekommen. Ech géif dann Är zwou Kommissiounen bieden, en Datum zesumme mat eis zwee ze organiséieren.

» **Une voix.** - Dat do war bravo!

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Merci.

» **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz begeeschtert: Hei äntweren zwee Ministeren a si brauchen nëmmen zwou Minuten! Normalerweise geet et engem net duer mat véier. Duerfir, d'Chamber ass ganz zefridden!

(Brouhaha général)

Déi nächst Fro ass déi vun der Madame Anne Brasseur un d'Ministerin zoustännege fir d'national Erziéung, d'Madame Delvaux. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert fir Är Fro iwwert d'Finanzéierung vu Laptopen am Lycée Aline-Mayrisch.

- **Question N°128 du 24 octobre 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la constitution d'un fonds permettant de financer la gestion et la maintenance des cartables électroniques au Lycée Aline-Mayrisch, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Merci, Här President, dass Der mer d'Wuert eleng gitt. Ech mengen, ech géing och eleng eens ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn eng Fro un d'Madame Educationminister iwwert d'Laptopen am Lycée Aline-Mayrisch, wou jo e Projet elo während Jore gelaft ass iwwert d'Cartables électroniques, finanziert iwwer eLëtzebuerg. Or, dëst Joer kruten d'Eltere vum Lycée geschriwwen, dass se invitéiert gi sinn, eng Participation aux frais vu 50 Euro ze huelen, fir e Fong ze speisen, fir déi Laptope kënnen ze ënnerhalen, fir kënnen domat ze schaffen.

Ech wollt d'Madame Minister froen, ob et stëmmt, dass déi Initiativ zréckgeet op de Fait, dass net genuch budgetär Mëttelen do sinn an dass keng budgetär Mëttelen zur Verfügung stoungen, fir dee Kredit, deen eLëtzebuerg virdrun hat, ze iwwerhuelen.

Ech wollt och d'Madame Minister an deem Zesammenhang froen, ob et vläicht net drop zréckgeféieren ass, dass eng grouss Diskrepanz besteet tëschent deene Suen, déi d'Lycéeën zur Verfügung gestallt kréien.

Am Projet de budget 2007 steet zum Beispill fir de Lycée Aline-Mayrisch eng Zomm dra vu 576.000 Euro, an dat fir 1.350 Eléven. Do kritt dann de Lycée pro Elève 427 Euro. De Lycée technique Michel-Lucius huet eng Dotatioun vu 586.355 Euro fir 1.100 Eléven; dat mécht 533 Euro pro Elève. An den Neie Lycée, deen huet méi Dotatioun wéi déi zwee aner Lycéeën do, nämlech 588.709 Euro fir 280 Eléven; dat mécht 2.103 Euro pro Elève!

Dat heescht, den Neie Lycée huet eng Dotatioun, déi fënnemol esou héich ass wéi déi vum Lycée Aline-Mayrisch, an ech wollt froen, ob déi Kontributioun, déi d'Eltere gefrot gi sinn am Lycée Aline-Mayrisch, eppes ze dinn huet mat der ongläicher Répartition vun de Crédits budgétaires? Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Brasseur. D'Madame Delvaux, d'zoustännege Ministeresch, huet d'Wuert.

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Här President. Am Fong kënnt ech mer d'Äntwert ganz einfach maachen a soen: Neen, et huet näischt domat ze dinn.

(Interruption)

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Da maacht dat! Haalt op!

» **M. le Président.** - Jo, mä...

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Mä d'Madame Brasseur huet natierlech laang ausgeholl iwwer eng Budgetdiskussioun, déi d'Chamber jo um Enn vun Joer hei féiert. Ech wollt just soen, dass dee Bréif de 26.

September erausgaangen ass, éier bilateral iwwerhaapt gewosst war, wéi vill Suen d'Ly-céeë géife kréien. Et huet also näischt domat ze dinn.

Et ass eng Offer, déi vun der Schoul gemaach ginn ass un d'Elteren. Et ass net obligatoresch. D'Schoul seet zu den Elteren: Wann Der wëllt, interesséiert sidd un engem Service fir d'Maintenance vun de Laptopen. Well Laptopen, et ass jo schéin déi ze kafen, mä wa se méi al ginn, da mussen se och méi oft an d'Rei gesat ginn, dann ass méi Maintenance ze maachen. A vu dass dat net méi ofgedeckt ass duerch deen initiale Kredit vun eLëtzebuerg, duerch deen de Projet jo finanziert ginn ass...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

Ech wëll just drun erënneren, dass dat e Budget war vu 7 Milliounen Euro fir den Aline-Mayrisch, fir dee Laptop-Projet. Dat war en décke Montant an deen ass ofgelaf Enn 2004. Duerfir huet d'Schoul den Elteren d'Offer gemaach, wa se interesséiert wären e Service ze kréien, wann e Laptop eng Maintenance brauch, ouni dass en express füttig gemaach ginn ass - well do mussen jo ëmmer d'Schüler an d'Elteren intervenéieren -, da kënnt se op esou e Fong zréckgräifen. D'Contierpartie dovunner wär, dass se 50 Euro d'Joer géife bezuelen, fir praktesch déi Assurance ze kréien.

Vun deenen 1.300 Elteren oder vun deenen Eltere vun deenen 1.300 Schüler, déi et am Aline-Mayrisch gëtt, hunn d'Halschent op dee Service zréckgegraff.

Wann Der erlaabt géife mer eng aner Kéier iwwert d'Dotation budgétaire vun de Gebaier diskutéieren. Déi ass effektiv ganz ënnerschiedlech, jee no Gebai. Deelweis huet dat mam Historique ze dinn. Gebaier, déi vill haten, kréien nach ëmmer vill; dat ass esou a ville Secteuren, vu dass mer an der Gestion séparée sinn an dass eigentlech déi ganz Kreditter weidergeschriwwen ginn.

Dëst Joer, vu dass mer an enger Phas sinn, wou gekuckt gëtt, wéi kënne mer Frais courants, dat si jo Dépenses courantes, wéi kënne mer déi spueren, ass am Prinzip drop zréckgaang ginn, dass all Lycée 10% manner krut, ausser Ausnahmen. Zum Beispill kënnt ech elo de Lycée technique des Arts et Métiers zitieren, deen e ganz décke Budget huet. A Schoulen, déi nei Saache mussen kafen, well se hiert Equipement nach net voll hunn, hunn natierlech méi eng héich Dotation, mä ech denken, dass mer am Kader vun de Budgetsdebatten dorobber kënne zréckkommen.

Also, meng Äntwert op Är Fro ass: Neen, et huet näischt domadder ze dinn. Merci.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Delvaux.

D'Froen Nummer 129 an 130, vun der Madame Dall'Agnol a vum Här Gibéryen, hu sensiblement deeselwechten Objet a betreffen d'Tabaksgesetz oder d'Antitabaksgesetz an d'Fëmmen am öffentlechen Déngscht oder an öffentleche Gebailechkeeten. Duerfir proposéieren ech, dass mer déi zwou Froen mateneen huelen. D'Madame Dall'Agnol an den Här Gibéryen exposéieren hir Froen an dann äntweren déi zoustänneg Ministeren, den Här Wiseler an den Här Di Bartolomeo, duerno drop.

» **Une voix.** - Gutt.

» **M. le Président.** - Madame Dall'Agnol!

- **Question N°129 du 24 octobre 2006 de Madame Claudia Dall'Agnol relative au règlement grand-ducal destiné à protéger les agents publics contre les émanations résultant de la consommation de tabac d'autrui, adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative**

» **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Här Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, leschte Freideg ass jo am Regierungsrot e Règlement grand-ducal ugeholl ginn, deen als Ambitioun huet d'Statsbeamtinnen a -beamte virun den negativen Auswierkunge vum Fëmmen ze schützen.

Ech muss soen, ech war enttäuscht, wou ech Detailler doriwwer am Radio héieren hunn, well ech eigentlech dovun iwwerzeegt sinn, dass d'Chamber virun der grousser Vakanz e gutt Gesetz gestëmmt huet a wat och vill méi wäit geet wéi dee Schutz, deen elo de Statsbeamtinnen a -beamte soll zougutt kommen. Well ech fäerten - an ech mengen domat stinn ech net eleng heibanen -, dass, wann et weiderhin erlaabt gëtt an Eenzelbüroen ze fëmmen, da genee déi Büroen sech an noer Zukunft als Fumoiere

entpuppen, an dass dat ganz Personal dohinner wäert goen, fir seng Zigaretten ze dämpfen. De Chef d'administration bräicht jo dann eigentlech kee Fumoir méi anze-richten, wéi et em no dësem Reglement eigentlech erlaabt wär.

Mengen Infoen no war awer de Modus Vivendi a verschiddene Ministère vill méi strikt, notament bei der Famille, der Santé an och bei der Sécurité sociale. Do huet ee missen, wann ee wollt eng Zigarette fëmmen, virun d'Dier goen; dat zweemol den Dag. Wann ee méi oft wollt fëmmen, da konnt een dat gäre maachen, mä et huet ee sech awer missen ausbadgen.

Duerfir wëll ech de Minister och froen, firwat hie sech net un deem dote Modus Vivendi orientéiert huet, fir de Schutz vun den Netfëmmerten dann och wierklech effikass ze maachen. Ech erënneren an deem Kontext och nach eng Kéier drun, dass d'Chamberskommissioun eigentlech...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

...gehofft hat, nom Gesetz vum August 2006, dass elo géife seriö Schréttler ageleet ginn, wat d'Fëmmverbuet op der Aarbechtsplaz, an deemno dann eben och an der Fonction publique, ugeet.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Dall'Agnol. Den Här Gibéryen.

- **Question N°130 du 24 octobre 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la «loi antitabac» et les décisions du Conseil de Gouvernement du 19 octobre concernant l'application de la loi dans les bâtiments publics, adressée au Ministre de la Santé**

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. D'Kollegin Dall'Agnol huet elo schonn een Deel vun deene Saache gesot, déi ech och soe wollt. Mir hu virun der Summervakanz dee Projet de loi hei nach gestëmmt, d'Antitabaksgesetz. Mir als ADR hunn dee Projet bekanntlech net matgestëmmt. Ënner anerem hu mer ëmmer drop opmierksam gemaach, dass et herno virun allem bei den Ausféierunge géif eng ganz Rei vu Problemer ginn, virun allem och am Privatsektor, virun allem wat d'Beschäftegung vum Personal ubelaangt.

D'Regierung huet den 19. Oktober elo e Projet de règlement grand-ducal adoptéiert aus deem ënner anerem ervirgeet, dass a Büroen, wou méi wéi eng Persoun beim Stat géif schaffen, net méi dierft gefëmmt ginn. An anere Wieder, a Büroen mat enger Persoun kéint also beim Stat gefëmmt ginn. Och dat, menge mer, ass eng Léisung, wou ee sech muss d'Fro stellen, ob déi net - an do schléissen ech mech de Wieder vu menger Virriednerin un - a Kontradiktioun steet mat där Euphorie, déi virun der Summervakanz hei ausgebrach ass mat deem Antitabaksgesetz, well elo d'Regierung do e Signal setzt a seet, bei hinnen an de Büro kéint awer gefëmmt ginn.

An da komme mer op déi praktesch Ausleeungen. Wann do gesot gëtt, eng Persoun an engem Büro dierft fëmmen, wann Der e Büro dann hutt mat zwou Persounen, déi allen zwou géife fëmmen, déi dierften da laut dësem Reglement net fëmmen. Wéi ass et mat engem Büro an deem Visité sinn oder wou vill Visité sinn, dat kéint jo emol virkommen? Et fällt mer elo keen direkt an. Vlächicht de Büro vun eise Statsminister, deels, well dee jo awer vill Leit bei sech am Büro empfängt. Dierft deen dann do dee ganzen Dag fëmmen an dann auslännesch Statsgäscht do empfänken? Et dierft een nodenken, wat deene Leit dann alles domat ugedoe géif ginn.

#### (Hilarité)

Mä ech mengen, alles dat si jo awer Problemer, déi sech elo mat deem Reglement do kéinte stellen. Duerfir géife mer mengen, hätte mer gären déi néideg Erklärunge vun der Regierung, wéi se dat Ganzt gesäit.

» **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Wie wëllt fir d'éischt äntweren?

#### (Interruption)

Den Här Minister zoustänneg fir den öffentlechen Déngscht, den Här Claude Wiseler, huet d'Wuert.

» **M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, d'Regierung huet effektiv e Reglement ausgeschafft, a wéi all Reglement baséiert dat Reglement op engem Gesetz. D'Regierung exekutéiert heimat e Gesetz a gëtt am Fong den Detail u vun deem, wat am Gesetz an engem grousser Kader stoung.

Et geet hei em d'Gesetz vum 11. August 2006, wat virun der Vakanz hei an der

Chamber gestëmmt ginn ass, no villen Diskussiounen an der Kommissioun. Dat Gesetz setzt de Kader - an den Här Gibéryen huet gesot, et wär mat vill Euphorie gestëmmt ginn -, duerfir widderhuelen ech nach eng Kéier a kucken nach eng Kéier an dat Gesetz éier ech d'Äntwert ginn, wat fir ee Reglement mer hei gemaach hunn.

Dat Gesetz schwätzt vun engem Fëmmverbuet op enger ganzer Rei präzise Plazen an et detailléiert déi Plazen. Dir wësst dat alles, mä ech widderhuelen et awer nach eng Kéier.

Et seet ganz kloer, wou et verbueden ass ze fëmmen:

an de Spideeler; an den Altersheimer; an de Wartesäll vun den Dokteren; an den Apdikten; an de Gebaier, wou den Accueil vu Mannerjährege gemaach gëtt; an de Sportsgebaier; an de Kinoen; an den Theateren; an de Muséeën; an de Galeries d'art; an den Autobussen; an den Zich; an de Restauranten, mat all deene Konditiounen, déi do ronderëm anzehale sinn; an den Diskothéiken; an de Galeries marchandes; an den Ausstellungsgebaier; an de Verkafsloualen an an de Commercë fir lesssaachen.

An da spezifesch fir de Stat steet an deem Artikel hannendrun: an alle Schoulen, do iwwerall, an dann „dans les halls et dans les salles des bâtiments de l'État, des communes et des établissements publics“. Do ass et verbueden ze fëmmen. Dat steet am Gesetz.

Da seet d'Gesetz a sengem Artikel 17 an a sengem Artikel 18, wou de Statut vun der Fonction publique engersäits a vun der Fonction communale anerersäits emgeännert gëtt, dass et net verbueden ass do ze fëmmen, mä dass de Patron - de Stat an d'Gemengen an dësem Fall - eng Obligatioun huet, fir «prendre les mesures nécessaires afin que les fonctionnaires soient protégés de manière efficace contre les émanations résultant de la consommation de tabac d'autrui». Kee Fëmmverbuet, mä eng Protektiounsobligatioun fir déi aner Säll, woubäi dat Gesetz, wat mat Euphorie gestëmmt ginn ass, op deenen anere Plazen, déi virun definéiert gi sinn, e Fëmmverbuet ausschwätzt.

Et geet also hei drëm, fir e Schutz ze maache vun deene Leit, déi op deene Plaze schaffen, géint déi, déi fëmmen. Doropshin ass dann an deem Reglement eng Proposition gemaach ginn, déi sech ganz kloer an den Esprit vun deem Gesetz, an de Kader vun deem Gesetz aschreift.

Et ass verbueden ze fëmmen op all deene Plazen, wou Beamten oder Leit, déi an der Administratioun sinn, sech gemeinsam ophalen, also an alle Büroen, wou méi wéi ee schafft, an an alle Büroen, wou eng Réunioun stattfënnt, während där Réunioun. Zousätzlech: an alle Couloiren, an allen Trapeuhaiser, an alle Liftten, an alle Sanitaires an an allen Déngschtween. Dat ass dat, wat am Text steet.

Zousätzlech steet an deem Text, dass se kënne an deenen eenzelnen Administratioune Fumoiere agericht hunn, wa se dann deene Konditiounen entsprechen, déi iwwer Règlement-ministériel nach ze fixéiere sinn an déi am Prinzip sollten, missen déiselwecht si wéi déi, déi an enger zweeter Etapp gültig si fir an dem Privatsektor. Et steet och dran, dass d'Chef-d'administratioun kënne dat Reglement hei preziséieren, komplettéieren am Intérêt vum Service.

Am Résumé wëll ech soen, dass dësen Text a sech genau de Virgabe vum Gesetz entsprécht: De Schutz vun den Netfëmmerte par rapport zu deenen, déi fëmmen, an deene Säll a Raim, wou et net duerch d'Gesetz souwéisou verbueden ass ze fëmmen, wéi et am Artikel 6 steet. Et baut sech op d'Logik an op de Wëlle vum Gesetz vum August 2006 op.

Dësen Text ass elo selbstverständlech pour avis an de Conseil d'État gaangen an un d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics, op deenen hiren Avis ech waarden.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Den Här Gesondheitsminister. Jo, et war eng Fro un lech gestallt ginn, an déi aner un...

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Den Här Wiseler huet op all d'Froen geäntwert. Ech ka mech deem uschléissen.

» **M. le Président.** - Gutt. Dir Dammen an Dir Härren, mir sinn domadder um Enn vun eiser Froestonn fir haut ukomm. Déi Froen, déi elo nach opstinn - et sinn der nach fënnf Stéck -, déi kënne an der nächster Sitzung nei gestallt ginn. Mir haten an der Presidentekonferenz decidéiert, mir

géifen eis an Zukunft un eis Stonn halen, well et soss ëmmer erëm zu Schwierigkeete kënnt.

Voilà! Mir kommen dann...

#### (Interruption)

Den Här Mehlen!

### 7. Dépôt d'une proposition de loi

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Ech wollt just froe fir den Dépôt vun enger Proposition de loi, wann Der mer dat erlaabt, Här President.

» **M. le Président.** - Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, ech wollt, éier mer mat eise Programm virufueren, lech soen, dass ech gär géing den Dépôt an Är Hänn maache vun enger Proposition de loi, déi dovun handelt fir den Artikel 17 an den Artikel 5 vum Naturschutzgesetz ofzeänneren.

*5623 - Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux.*

Wann ech gelift.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Déi Proposition de loi gëtt un déi zoustänneg Gremië weidergeleet.

### 8. Heure de questions au Gouvernement (suite)

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Entschëllegt, Här President!

» **M. le Président.** - Madame Flesch?

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Ech wollt just eng Fro stellen: Déi Froen, déi haut net beäntwert ginn, wa se erëm gestallt ginn, kommen déi als éischt op d'Lëscht vun deene Froen d'nächste Kéier?

» **M. le Président.** - Mir fueren nom Prinzip, dee mer hunn: Alternance zwësche Majoritéit an Oppositioun.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Jo, mä...

» **M. le Président.** - Mä déi heite si selbstverständlech vir am Déngen.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Okay. Merci.

» **M. le Président.** - Bon, allerdéngs déi Froe si caduc no dëser Sitzung. Déi Froe mussen nei gestallt ginn.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Nei gestallt ginn, mä si hunn och de Rang d'ancienneté?

» **M. le Président.** - Jo.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Okay.

» **Une voix.** - Bis wéini leeft den neien Délai?

» **Une autre voix.** - Et héiert een näischt.

#### (Interruption)

» **M. le Président.** - Wat se méi fréi heibanne sinn, wat se méi Chance hu fir virun ze kommen.

» **Une voix.** - Ah!

» **M. le Président.** - Ech hunn lech geäntwert, Madame Flesch.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung: d'Question avec débat iwwert den Artikel 17 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Januar 2004 iwwert den Natur-

schutz. Den Auteur vun der Fro, den Här Schank, huet fénnef Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister kann en och eng Zousatzfro virdroen. D'Regierung huet zéng Minutten Zäit. Elo huet den Här Schank d'Wuert.

## 9. Question avec débat N°9 de Monsieur Marco Schank relative à l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

►► M. Marco Schank (CSV).- Här President, meng Fro respektiv d'Froen dréinen ëm d'Interpretatioun vum Artikel 17 vum Gesetz vum 19. Januar 2004. D'Kritiken, besonnesch vun de Bauereverbänn - awer net nëmmen, och vun den Naturschutzorganisatiounen -, déi mer déi lescht Wochen héieren hunn, si ganz hefteg an dréinen ëm deen zweeten Interpretatiounsversuch vum Artikel 17.

D'Kritik sinn déi: ze vill restriktiv Grondhaltung, ze bürokratesch, net praxistauglech an insgesamt ze vill negativ Haltung vis-à-vis vun der Landwirtschaft an esou weider.

Eng wesentlech Kritik, déi och vun engem Mouvement écologique komm ass, ass, dass dat Dokument d'Méfiance vun de Bauere vis-à-vis vun Naturschutz net erofdréckt, mä am Géigendeel nach verstärkt vis-à-vis vun deem éischten Interpretatiounsversuch.

Beim Méco heescht et, dass de Pabeier a leschter Konsequenz kaum Fortschreiter fir den Naturschutz bréngt. Et mierkt een elo schonn um Terrain vun den Naturschutzsyndikater, vun den Naturparken an de Stations biologiques, dass d'Akzeptanz vun de Baueren, fir bei Ëmweltprogrammer matzemaachen, enorm erofgaang ass, an dat kann een zum Deel och verstoen.

Zum Interpretatiounsversuch selwer: Mir brauche keng willkürlech, mä eng nuancéiert a positiv Interpretatioun vum Artikel 17, déi et erlaabt, dass Wesentlech ze schützen. An duerfir brauche mer ënner anerem och positiv Ureizer finanzieller Natur awer och struktureller Natur, wéi Berodung an esou weider.

Här President, à propos Interpretatioun: Jiddereen, deen un Naturschutz gleeft, dee kann net zefridde sinn, wann eng Verwaltung, notament d'Forstverwaltung, an en negativen Eck gedréckt gëtt oder sech selwer dran dréckt, an déi schlächend Marginalisierung ass definitiv weder gutt fir hire Rôle an der Gesellschaft nach fir den Naturschutz insgesamt.

Klammer op: Et kënn derbäi, wann ee mat Bauere schwätzt, dass et ee Problem ass, dass vill Bauerebetriber vill ze vill laang mussen op d'Genehmegung fir hir Ställ waarden. Notament 30 Betriber hu bis elo keng Äntwert; déi brauchen awer Autorisatioun bis den 31. Dezember dëst Joer, soss fale se aus entspreche landwirtschaftlechen Aiden eraus.

Virun allem awer mussen déi Betreffen am Artikel 17 Kloeerheet kréien. Kloeerheet op wëssenschaftlecher a rechtlecher Basis, zum Beispill um Niveau vun enger kartographescher Grundlag fir déi aktuell Willkür aus deene villen Décisiounen erauszékriegen.

Am Dokument schwätzen d'Auteuren ënnert dem Kapitel 2 vun den «critères de refus», vun «valeurs environnementales potentielles». Wann een dee Saz bis zu Enn denkt, da muss ee mengen, dass all Terrain, deen net vun enger décker Couche Béton iwwerzunn ass, e potenzielle Biotop am Sënn vum Gesetz duerstellt.

Dann eng weider Fro: Firwat am Dokument déi Liewensraim feelen, déi opgrond vun der EU-Habitat-Direktiv schützen swäert sinn, also en héije Wäert hunn. Dann ass et och esou, dass dat aktuell Dokument net besonnesch hëllefreich ass, wat d'Uwendung vum Artikel 17 innerhalb vum Bauperimeter ugeet. Och hei däitlech d'Angscht, dass ee juristeschen Duercherneen entsteet, an och bei de Gemengen d'Akzeptanz fir den Na-

turschutz ofhëlt, a virun allem awer och d'Bauprojeten a Fro gestallt ginn.

Ech erënneren un eng Ried, déi de Paul Helminger viru kuerzem op der Hierschtofire gehal huet, wou en och genee op dee Problem hiweist, dass eng Ho, déi nodréiglech gewuess ass, effektiv Horde vu Bauplazen a Fro stellt.

Ech wollt duerfir zum Schluss och positiverweis op en interessant Dokument hiweisen, wat am Juni dëst Joer virgestallt ginn ass vun Naturschutzsyndikater, Naturparken, vun Naturschutzorganisatiounen, wou genau de Contraire gemaach gëtt, wou drop higewise gëtt: Mir brauchen eng Chance fir ee Matenee vun der Landwirtschaft mam Naturschutz a mam Waasserschutz.

An do gëtt zum Beispill gesot, et wier positiv fir zousätzlech Sue bereetzstellen, fir och eng Landschaftsfléegeprime plus fir zousätzlech Leeschtunge vun de Baueren ze honoréieren, fir dass ee vun där negativer Approche vun der Bestofung ewechkënn, a Richtung vun enger positiver Démarche vu besonneschen Efforten.

Meng zwou Froen zum Schluss: Am Sënn vum Matenee vun der Landwirtschaft an dem Naturschutz, wier et net sënnavoll, Här Minister, fir d'Textpropositioun grondleeënd ze iwwerschaffen? Respektiv zweetens, d'Fro och vu menger Fraktioun, ob de Minister der Meenung ass, dass den Artikel 17 misst ëmgeschriwwen ginn?

Merci.

►► Une voix.- Très bien.

►► M. le Président.- Merci, Här Schank. Den Här Ëmweltminister Lucien Lux huet d'Wuert.

►► M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dass déi Fro, déi de Kollege Marco Schank de Mëtten hei stellt, mer d'Geleeënheet gëtt, fir nach awer e puer vun den éischter onsachlechen, heiansdo och polemische Kommentaren zum Text vun der Forstverwaltung kënnen richtegstellen.

Et gëtt mer virun allem och d'Geleeënheet drop hinweisen, dass säit Joren - d'Naturschutzgesetz staamt vun 1982; den heitegen Artikel 17 awer deemools den Artikel 14 an en huet och an der Bearbechtung 2004 hei net geännert - gefrot gëtt vum Milieu concerné, souwuel d'Landwirtschaft wéi awer och d'ONGen, d'Fondatiounen, fir eng Kloeerstellung - wéi Der selwer gesot hutt - ze kréien iwwert d'Ausféierungsbestimmungen - an ech betounen d'Ausféierungsbestimmungen; net méi d'Interpretatioun, well d'Interpretatioun vun engem Gesetzesartikel ass de Gerichter operlooss, net engem Minister; dee mécht also Ausféierungsbestimmungen zu deem wat den Text seet.

Dat wëllt also heeschen, dass an deem Artikel, deen d'Chamber 2004 gestëmmt huet - iwwerregens ouni Géigestëmm heibannen -, Sutt ass fir driwwer ze diskutéieren, wat de Gesetzgeber da wierklech wollt, wéi wäit dat en et wollt, a wat fir engem Esprit dass en et wollt. An ech mengen, dee Versuch si mer am Moment amgaangen ze maache säit Enn vun leschte Joer mat deem éischten Text, deen d'Forstverwaltung dofir virgeluecht huet.

Ech mengen, et ass och richteg a sënnavoll, dass effektiv souwuel déi, déi kontrolléieren um Terrain - haaptsächlech d'Mataarbechter vun der Forstverwaltung - wéi och déi, déi ze kontrolléieren sinn - Baueren a Particulieren -, kloer, transparent a virun allem alleguer déiselwecht Regeln hunn am ganze Land.

Dass dëst also elo geschitt, dass war déi Debat scho wäert, déi mer elo gefouert hunn an deene leschte Wochen, woubäi ech der Meenung sinn, dass een all Debat och eng Kéier muss zu Enn féieren. Ech mengen, dass de Mount November e gudden Mount wär, fir déi Diskussioun dann och ofzeschléissen.

Ech mengen och, dass et och wichteg war, déi Diskussioun do oppen ze féieren. De Minister hätt och kënnen higoen an alle Fäll an déi Ausféierungsbestimmungen de Mataarbechter vun der Forstverwaltung zoukomme loossen a mat kengem doriwwer schwätzen.

Mir hunn zweemol offen allen interesséierte Kreesser déi Texter zoukomme gelooss a mir hunn Avisen erëmkritt. A wann een dat mécht, da mécht een dat net well dass eng L'Art-pour-l'art-Veranstaltung ass, mä fir op déi Avisen, déi mer kritt hunn, och anzegeen. An dat wäerte mer och maachen, fir dorobber eng Äntwert ze ginn.

Ech wëllt dann awer op den Artikel 17 eng Kéier zrëckkommen, fir feststellen, dass den Artikel, deen d'Chamber, de Gesetz-

geber, esou wollt, allerdéngs e strengen, e restriktiven, anerer géife soen e repressiven Artikel ass!

Den Artikel 17 seet ganz däitlech: «Il est interdit de réduire, de détruire ou de changer les biotopes...», an en zielt dann eng Rei dovun op, an nach an enger Opzielung, déi keng definitiv ass.

Et ass also e ganz strengen Artikel, deen dem Minister net vill Méiglechkeete léisst, ausser där, dass en zum Schluss seet: «Le Ministre peut exceptionnellement déroger à ces interdictions pour des motifs d'intérêt général.» D'intérêt général! Net d'intérêt particulier, mä d'intérêt général!

Mir hunn also en Artikel 17, deen effektiv e strengen Artikel ass! Mä dass wollt de Gesetzgeber esou, an ech mengen, de Minister, egal wien dat ass, ass dofir do fir déi Gesetzter dann och ëmzesetzen.

Allerdéngs - an do sinn ech mat lech d'accord - bleift vill Sutt fir Ausféierungsreglementer ze ginn, well iwwert d'Fro wat e Biotop ass kéint een héchstwahrscheinlech deeglaang dozéieren an et géif ee ganz ënnerschiddlech Meenunge kréien. D'Fro stellt sech och, wat eng Réduction d'un biotope ass. Geet déi bei engem Zentimeter schonn un, oder geet se eréischt un, wann et zéng Meter sinn?

An och d'Fro, wat den Intérêt général ass, ass jo eng Fro iwwert déi een, mengen ech, och ganz laang an intensiv ka philosophéieren an Artikeler ka schreiwen.

Elo sinn ech mat lech d'accord, dass et gutt ass, dee Vakuum, dee mer zum Deel um Terrain hunn, esou schnell wéi méiglech ze behiewen, an ech wëll an enger Fro ganz gär op lech agoen: Ech sinn och der Meenung no räiflicher Iwwerleeung an och no deem ech déi Avisé gekuckt hunn, déi erakomm sinn, dass an deem Text vun der Forstverwaltung zum Beispill dee Passage, wou geschwat gëtt vu Potenzialer, net an deem Text gehéiert.

Den Artikel 17 schwätzt vu reell existéierende Biotopen, net vu Biotopen, déi iergendeng Kéier duerch Potenzialer kéinten entsto. Hei ass also eng Clarificatioun an deem Text, deen elo am November ofzeschléissen ass, ze maachen, déi menger Usiicht no ganz wichteg ass a wou d'Avisen hëllefreich waren, fir dorobber anzegeen.

Ech mengen, dass a villem dach awer och d'Pedagogik hei e bësse matspillt an der Ëmsetzung. Et ass den Toun, et ass d'Aart a Weis wéi eenzel Parteie matenee fueren - och op der Säit vun der Forstverwaltung, och op der Säit heiansdo vum Ministère an esou virun -, déi vill dozou bäidroen, sou dass ech mengen, dass et vill manner ëm den Artikel 17 geet wéi heiansdo ëm déi Aart a Weis, wéi partnerschaftlech, oder op där anerer Säit, wéi rechthaberesch mateneen diskutéiert gëtt, fir zu Resultater ze kommen.

Ech wëll och an enger Saach eppes soen - well Der geschwat hutt vun där Ried vum Kollege Paul Helminger op der Foire de virleschte Samschdeg -, zu där Fro: Ass den Artikel 17 och uwendbar innerhalb vum PAG? Dozou, dass muss ech éierlech soen, hunn ech d'Document-parlementaire studéiert a mat ville Kollege geschwat, déi un deem Gesetz matgeschafft hunn: Op déi Fro, wat de Gesetzgeber hei wollt, ka kee mir eng Äntwert ginn.

Ech hunn en Avis juridique gefrot, an den Avis juridique seet mer, dass den Text, esou wéi en haut ass, am Prinzip heescht, dass den Artikel 17 uwendbar ass och innerhalb vun de PAGen, well nämlech all Kéier do wou de Gesetzgeber am Prinzip wollt spécifiéieren, dass et sech nëmmen ëm d'Zone verte handelt, gëtt et am Artikel vum Gesetz och all Kéier spécifiéiert, während den Artikel 17 net vun der Zone verte schwätzt, mä d'ordre général ass an deementspreechend - ech schwätze reng juristesch - der Meenung ass, dass dat esou ze gesinn ass.

Elo sinn ech awer der Meenung, dass de Gesetzgeber dat vläicht net esou wollt, well och déi Kollegen, déi ech sondéiert hunn, soe mer - an ech mengen net zu Onrecht -, dass de Gesetzgeber wuel éischer der Meenung ass, dass, wann den Ëmweltminister säin Accord ginn huet zu engem PAG, domadder am Prinzip och eng Äntwert ginn ass op déi Fro, ob dann net déi Décisioun iwwert där ze stoen huet, déi den Artikel 17 am Naturschutzgesetz bedéngt.

Dass ass, mengen ech, dass wat de Gesetzgeber éischer wollt. Mä Virgänger am Amt, de Charel Goerens, dee fir d'Gesetz 2004 responsabel ass, gesäit dat, mengen ech, no deem mer doriwwer mateneen diskutéiert hunn, och ähnlech.

Sou dass ech mengen, dass dat hei eng Fro ass - dat war eng Fro, déi Der zum Schluss gestallt hutt -, déi een effektiv souwuel politesch - dat kënnen mer an der Kommissioun maachen - wéi awer och juristesch muss

klären, wéi mer dat gesinn. A wann dann eng Ännerung op deem dote Punkt am Gesetz noutwendeg ass, sinn ech bereet, och e Gesetzesvorschlag ze maachen, well ech mengen, dass dat bei deene meeschten, wann net bei alleguer hei am Haus esou gesi gëtt; a wann et esou gesi gëtt, mengen ech, mir sollten et och spécifiéieren, wann et dann net kloer ass, well wéi gesot bei de Juristen ass et net kloer wat den Artikel 17 an där dote Fro seet.

Ech wollt dann nach eppes soen, well mer um Enn vun där Diskussioun ukommen a well mer wéi gesot mat den Avisen, déi mer kritt hu souwuel vun den ONGe wéi och vun der Landwirtschaft, viles kënnen ufänken, fir en Text ze maachen, deen, wéi Der et richteg gesot hutt, sech op dat Wesentlech bezitt, deen esou onbürokratesch wéi méiglech ass, mä dee vill Gratwanderungen zouléisst.

Ech wëllt an der Fro vun der Biodiversitéitsprime eppes soen: Et kann een natierlech der Meenung sinn, dass e Bauer, deen an esou eng Prime erageet, zu all Moment muss kënnen do erausgoen, an dee Biotop, fir deen de Stat öffentlech Subventiounen ginn huet, muss kënnen zerstéieren. Dass ass Flexibilitéit; dass ass sécherlech och en Esprit d'ouverture par rapport zu de Baueren, mä op där anerer Säit stellen ech awer d'Fro - déi muss awer gestallt ginn! -: Wéi ass et da mat den öffentleche Gelder, déi mer hei a Form vu Subventiounen eraginn, a mir näischt, dir näischt, ouni iergendwelch Konditiounen kann een do erëm erauskommen, an aus deem Invest, deen de Stat, de Steierzueler awer matfinanzéiert huet, kann een erëm erausspringen an de Biotop erëm zerstéieren?!

Dofir soen ech, hei ass d'Gratwanderung ganz kleng téschent der Flexibilitéit fir d'Baueren op där enger Säit an op där anerer Säit fir awer d'Deniers publics esou ze verwalten, dass et awer respectueux ass par rapport zum Steierzueler. Mä mir sollten och do de Versuch elo maachen, fir eis Konditiounen ze ginn, déi et erlaube fir de Baueren hei déi néideg Flexibilitéit ze ginn, well dass ass d'Suerg, déi ech hunn, dass effektiv herno Landwirtschaft an Naturschutz sech net méi vedroen. Ech mengen, dass war an alle Fäll fir d'Saach dobaussen negativ, an ech mengen, dass muss mer aus de Féiss kréien.

Ech wëllt och nach soen: Et geet net ëm eng Brennessel, ëm e Pull - wat hunn ech net Saachen an där leschter Zäit héieren, wat gesot ginn ass! Ech mengen, dass et wierklech net dorëm geet; et geet ëm dat Wesentlech.

Ech wëll awer op där anerer Säit och e puer Zuelen nennen, fir eis awer emol eng Kéier kloerzemaachen, iwwer wat mer hei streiden oder diskutéieren.

Ech hunn nokucke gelooss an deene leschten zéng Joer - dat begräift dräi Ministeren, déi dofir responsabel sinn -, wéi vill Demandé mer haten am Kader vum Naturschutzgesetz: Et ware 17.862 Demanden, déi gemaach gi sinn, fir Ausnahmen ze kréien, Autorisatiounen ze kréien am Kader vum Naturschutzgesetz. Ech wëll lech soen, an deenen zéng Joer sinn der 15.811 positiv beäntwert ginn, 1.360 negativ, 691 mat enger nuancierter Décisioun, déi weder jo nach neen war, wou nach weider Konditiounen gefrot gi waren.

Dass heescht net méi an net manner wéi dass an deenen zéng Joer, an der Moyenne vun deenen zéng Joer 7,6% vun den Demandes d'autorisation am Naturschutzgesetz verworf gi sinn.

Wat ech heiansdo dobaussen héieren a liesen, deet mech heiansdo mengen, et wär éischer ëmgedrënt, et wäeren 93% verworf ginn a 7% accordéiert ginn. Et ass also just ëmgedrënt. Dofir mengen ech, et wär awer vläicht och gutt, dass een awer d'Diskussioun net esou héich géif hänken oder géif maachen, wéi wann an der Landwirtschaft elo wierklech all Problemer vum Artikel 17 géife kommen. Wäit gefeelt! Ech mengen, dass et do aner Suerg gëtt, déi méi wäit ginn.

Ech wëll zum Schluss, Här President, dräi aner Zuelen nennen. Mir hunn haut de Moien als Ministère eng Studie virgestallt iwwert d'Entwécklung vun der Biodiversitéit an deene leschten 30 Joer hei zu Lëtzebuerg. Ech ginn lech just dräi Zuelen.

De Réckgang vun de Bongerten hei zu Lëtzebuerg an deenen 30 Joer: 58,5%;

Réckgang vun den Hecken a vun de Bamreien: 28,5%;

Verloscht vu markanten Einzelbeem a Bamgruppen: 55%;

Verloscht u Fiichtgebidd: 82%.

Ech mengen, et gëtt Zäit, dass mer op dat Wesentlecht zrëckkommen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Den Här Schank wëllt eng Zousatzfro stellen.

» **M. Marco Schank (CSV).** - Just eng Remarque an dann eng Fro. Ech wollt daitlech maachen, datt mir als Fraktioun net där Meenung sinn, datt et dat ass wat de Gesetzgeber wollt. Den Artikel 17 spillt no ofgeschlossener Prozedur am Kader vum Aménagement communal, fir e Bauprojekt ze verhënnere, wa wéi gesot nodréiglech eng Ho gewuess ass.

Ech wollt awer eng Fro stellen, well mer iwwer Kloerheet an Transparenz schwätzen. Den Artikel 17 schwätzt effektiv vu reell existierende Biotopen. Dofir, wa mer Kloerheet wëllen, wa mer keng Willkür wëllen, ass meng Fro un de Minister: Ob een net fir bestëmmte Biotop-Typen eng kartographesch Grondlag misst hunn, wéi dat a verschiddene Länner de Fall ass, zum Beispill an Nordrhein-Westfalen, wou et e Biotop-Kadaster gëtt, duerch dee jidderee weess wou en drun ass an deen him erlaabt, am Internet nozeliesen, déi Biotop-Type gëtt et, an da weess jidderee wou en drun ass. Ech mengen, datt dat e Beitrag kënnt sinn, fir d'Willkür ze stoppen a Kloerheet an Transparenz ze ginn.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Schank. Här Minister, Dir hut erëm d'Wuert.

» **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.** - Ech mengen, Här President, vun dëser Plaz kënnen ze soen, datt ech där Iddi do ganz besonnesch positiv entgéintkucken. Well ech mengen, souwuel och am Périmètre viticole, wou mer iwwer Remembrement schwätzen, wéi och an dësem Fall géif e Kadaster en Instrument duerstellen, duerch deen all Säiten, déi concernéiert sinn, vu virera wéisse wou se dru sinn.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domat ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen elo zum nächste Punkt. Dat ass d'Diskussioun iwwer de Projet de loi 5508 iwwer d'Gestioun vun den Offäll. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Calmes, den Här Gira an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Negri - an den honorabelen Här Grethen iwwerhëlt d'Présidence.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

## 10. 5508 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Rapport de la Commission de l'Environnement

» **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Här President, Dir Här Ministeren, Dir Dammen an Dir Härren, d'Gesetz vum 17. Juni 1994 iwwer d'Vermeidung an d'Gestioun vun den Offäll huet virun zwielf Joer d'legal Basis fir eng ekologesch Offallwirtschaft zu Lëtzebuerg geluecht. Dëst Gesetz huet dat éischt Offallgesetz vun 1980 ersat, deem seng éischt Prioritéit d'Offalleliminatioun war. An deene leschten zwielf Joer huet sech hei zu Lëtzebuerg a puncto Offallwirtschaft vill geend.

Trotz verännertem Konsumverhalten a permanenter Progressioun vu souwuel der Populatioun wéi och der Zuel vun de Frontalierë sinn d'Quantitéiten vun Hausmüll an ähnlechen Offäll, déi an d'Eliminatioun ginn, méi oder weineger konstant bliwwen. Industriell Offäll, déi eliminéiert musse ginn, hu ganz staark ofgeholl. Hei gëtt d'Majoritéit vun den Offäll, déi fréier op en Tipp koumen, an der Zwëschenzäit recycléiert.

Lëtzebuerg huet an der leschter Zäit verstärkt Initiative geholl, déi e méi ekologesch Émgang mat den Offäll mat sech bruecht hunn. Als Beispill kann een hei dräi Projeten opzielen:

- 1) d'SuperDrecksKëscht, mat souwuel der Asammlung vu Problemstoffen bei de Privatleit wéi och der Berodung vun de Betriber,
- 2) den Ausbau vun engem Netz vu Recycling-Zentren an

3) d'verstärkt Verwärtung vun den organischen Offäll duerch Kompostéierung oder Vergärungen.

Do derniewent goufen och an deene leschte Jore ganz vill Effortë gemaach, fir eis Entsuegungsanlagen op deen neiste Stand vun der Technik ze bréngen, sief et bei den Hausmülldeponien a bei der Verbrennungsanlag, sief et bei de Bauschutzdeponien.

Haut kann ee sécherlech behaupten, dass d'Lëtzebuerg Offallwirtschaft, och wann nach net alles perfekt ass, eng féierend Positioun an Europa huet.

De Projet de loi 5508 hält dowéinst och déi bestehend grouss Linnen an der Lëtzebuerg Offallwirtschaft nom Gesetz vum 1994 bäi. Säin Objektiv ass vill méi d'gesetzlech Basis vun 1994 op bestëmmte Punkten un d'Evolutioun vun deene leschte Joren unzepassen.

Här President, ier ech op déi wesentlech Aspekter vun dëser Upassung an der Offallwirtschaftsgesetzgebung aginn, wëll ech déi formal Eckdate vun dësem Projet de loi kuerz nennen.

De Projet de loi 5508 gouf de 25. Oktober 2005 an der Chamber deponéiert. De Statsrot huet säin Avis de 6. Dezember 2005 ofginn. Den 30. Januar 2006 sinn ech als Rapporteur vun dësem Projet de loi designéiert ginn. D'Ëmweltkommissioun huet an dräi Sitzunge sechs Amendements parlementaires ausgeschafft, déi den 30. März 2006 un de Statsrot gaange sinn. Säin Avis zu dësen Amendementer huet de Statsrot de 4. Juli 2006 ginn. Dësen Avis complémentaire vum Statsrot gouf den 20. September 2006 an der Ëmweltkommissioun analyséiert. Mäi Rapport gouf de 4. Oktober 2006 an der Ëmweltkommissioun ugeholl.

De Projet de loi 5508 begräift am Ganzen 19 Ëmännerungen um Gesetz vum 17. Juni '94, déi an engem Article unique zesumme formuléiert sinn. Well eng Partie Ännerunge just redaktioneller Natur sinn, wëll ech mech hei op acht Haaptakzenter vun dëser Upassung vun eiser nationaler Offallwirtschaftsgesetzgebung beschränken.

1) D'Referenz op d'„Haebichtgesetz“ gëtt aus dem Gesetz vum 1994 erausgeholl, well dëst Gesetz selwer jo annulléiert ass.

2) Net ënnert dëst Gesetz falen elo méi d'Déierefäkalien aus de Bauerebetriber genau wéi dat bei den Déierekadavere schon de Fall war. Domadder maache mir eis konform zu den EU-Direktiven 91/156/CEE an 2006/12/CEE.

3) Déi nei Definitioun vun den Déchets inertes, wéi se an der europäescher Direktiv an an deem entspreche Règlement grand-ducal steet, gëtt an d'Gesetz ageschriwwen. Des Weidere gëtt fir dës Déchets inertes d'Mise en place vun engem Réseau vu Centres régionaux no den Orientatioun vum Plan général de gestion des déchets definéiert.

4) D'Berücksichtigung vun deem Gesetz vum 25. März 2005 iwwer de Fonctionnement an d'Finanzéierung vun der SuperDrecksKëscht, wat d'gesetzlech Bestëmmungen iwwer d'Gestioun vun de problemateschen Offäll ugeet, ass iwwerholl ginn.

5) Am Gesetz vum 1994 ass virgesinn, dass eng speziell Genehmigung néideg ass, wann een Offall importéiere wëllt, deen hei am Land soll valoriséiert oder kann eliminéiert ginn. Dobäi gëtt keen Ënnerscheed gemaach, ob den Importateur aus engem EU-Memberstat oder aus engem Drëttstat kënnt. Well dëst net konform ass mat de Regele vum EU-Bannemaart, brauch nach just fir den Import aus Drëttstaten eng zousätzlech Autorisatioun ugefrot ze ginn.

Ech wëll och drop hiweisen, dass den urspréngleche Gesetzesprojekt virgesinn hat, d'office eng Rei vun Aktivitéiten am Offallberäich vun enger Genehmigung ze dispenséieren. D'Gesetz vum 1994 hat virgesinn, datt an deene Fäll eng Dispens zur Genehmigung kann ugefrot ginn. Betreff ware vun dëser Bestëmmung zum Beispill sämtlech Handwierksbetriber, déi hiren Offall owes wum Chantier an den Atelier mat huelen, fir e vun do aus ewechhuelen ze loossen. Dës 1994er Bestëmmung huet awer an der Praxis ni richteg fonctionnéiert.

Dowéinst sollten am Kader vun de Beméiunge fir eng Simplification administrative eben dës verallgemengert Dispensen agefouert ginn.

Leider ass et esou, dass während der Inspektionsphas vum Gesetzprojekt Italien weinst enger ähnlecher Dispens vum europäesche Geriichtshaff veruerteelt ginn ass. Fir dëst hei zu Lëtzebuerg ze vermeiden, ass dowéinst keng Dispens méi virgesinn, mä déi Betriber, déi an deem Fall sinn, musse sech bei der Ëmweltverwaltung enregistrierte loossen.

Et ass dëst zwar ëmmer nach en administrativen Akt, mä en ass am Opwand minimal an net ze vergläiche mat der Noutwendegkeet, eng regelrecht Genehmigung unzefroen.

6) Eng Vereinfachung vun der Genehmigungsflucht gëtt agefouert fir eng ganz Rëtsch vu Betriber, jee nodeem a wat fir enger Situatioun si am Offallberäich aktiv sinn. Hei geet et drëm, dass et Entreprisë gëtt, déi souwuel eng Autorisatioun hunn, fir Offall ze transportéieren, wéi och, fir mat Offall ze handelen.

An der Praxis huet sech awer erausgestallt, dass eng Rei Betriber eng Transportgenehmigung hunn, déi vill méi verschidde Kategorië vun Offall aschleisst wéi hir Handelsgenehmigung. Doduerch entsteet eng Méiglechkeet fir d'Gesetz ze ëmgoen. Fir dat ze vermeiden, gëtt d'Gesetz esou ëmgeännert, dass eng Entreprise, déi souwuel mat Déchetten handelt a se och transportéiert, zwou Autorisatiounen muss hunn, déi déiselwech Kategorie vun Offall ofdecken. Des Weidere kënnen déi Betriber, déi den 1. Juli 2006 iwwer d'Genehmigung fir den Traitement vu verschidde Kategorië vu Müll disponéieren, dës Genehmigung weider behale bis zu hirem Verfallsdatum, mä awer net iwwer den 30. Juni 2011 eraus.

7) Et gëtt eng nei Approche an der Offallwirtschaft kreéiert mat der Aféierung vum Verursacherprinzip. Dës Approche gouf et 1994 nach net. An der Tëschenzäit gëtt se awer scho bei verschidde Offäll ugewannt wéi d'Verpackungen, d'al Autoen, den Elektroschrott an deemnächst och d'Batterien. Wéinst dësem Verursacherprinzip goufen och nei Sanktionsméiglechkeete virgesinn, fir méi konsequent duerchgräifen ze kënnen am Fall wou e Produzentverantwortlechen net senge legale Responsabilitéiten nokënn.

Et gëtt en neien Artikel 36bis an d'Gesetz ageschriwwen, wou de Minister en Exploitant, e Producteur, en Détenteur, en Importateur oder en Distributeur opfuere kann, sech a maximal zwee Joer un d'Dispositione vun den Article 7, 8, 9, 10 an 11 ze halen. Verstéiss géint d'Offallgesetz gi vu Fonctionnaire vum der Douane a vun der Ëmweltverwaltung duerch Procès-verbalé festgehal.

8) Zum Schluss - awer domat ëmsou wichtig - gëtt duerch dëst Gesetz e weideren Aspekt vun der Aarhus-Konventioun an déi national Offallgesetzgebung integréiert. D'Gesetz vum 25. November 1994 huet den Artikel 5 vum Offallgesetz vum 1994 amendéiert fir sécherzestellen, dass d'grouss Öffentlechkeet bei der Ausschaffung vun dem Offallwirtschaftsplan mat bedeelegt gëtt.

An deem Gesetz gëtt den Aspekt vun dem Recours-Recht vun den zougelosenen Ëmweltschutzorganisatiounen gesetzlech verankert. Et ass ganz besonnesch de Prinzip, dass bei dësen Organisatiounen d'office en Intéret direkt unerkannt ass wa se géint d'Genehmigung vun Offallbehandlungsanlage kloer wëllen. Heimat gëtt virun allem d'Recht op d'Informatioun an d'Transparenz an domat d'Participatioun vun de Bierger, och an der Offallwirtschaft, weider gefördert.

(Coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Här Rapporteur, ech muss lech drop opmierksam maachen, dass Är Riedezäit als Rapporteur erschöpft ass.

» **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Ech hunn nach eng kleng Saach. Merci awer. Nach just e puer Sekonnen.

Mat dem Ëmsatze vum Projet de loi 5508 gëtt eis Lëtzebuerg Offallwirtschaftsgesetzgebung, déi op ekologesche Prinzipie baséiert, op de leschte Stand gesat an nees fit gemaach fir d'Zukunft. Dëst geschitt op Basis vum Gesetz vum 17. Juni 1994 duerch eng Upassung un d'Evolutioun vun deene leschten zwielf Joer an un d'Erfahrungen, déi an der Praxis gemaach si ginn.

Ech ginn domat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolasschteren.

Villmools Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wollt just eng Fro stellen. Hei op onsem Écran, do weist d'Riedezäit net un. Kënnt Der dat vläicht nokucken?

» **M. le Président.** - Ech kann lech soen, Här Fayot, dass dat am Moment net

Mardi,  
24 octobre 2006

funktionéiert. Mä de Secrétaire général adjoint war esou gentil d'Zäit ze moossen...

(Hilarité)

...a mer ze soe wéini d'Riedezäit ofgelaf wier.

(Interruptions)

» **Une voix.** - Eng Sandauer?

» **M. le Président.** - Hien huet déi bei sech.

(Interruptions)

Nodeem déi Fro elo gekläert ass, ginn ech dann dem éischten ageschriwwene Riedner, dem Här Marcel Oberweis, d'Wuert. Här Oberweis, et ass un lech.

Discussion générale

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Härren, Här Minister, erlaabt mer am Ufank wéi ëmmer dem Roger Negri Merci ze soen, dem Rapporteur, fir säi flotte méndlechen an och schrëftleche Rapport, dee mer virgeluecht kritt hunn.

Och wëll ech op dëser Plaz ganz speziell de Geescht eraussträchen, dee mer an der Kommissioun haten, wou mer duerch eng Rei vun Amendementer dëst Gesetz souguer op deem engen oder anere Punkt nach konnte verbessern. Wéi de Rapporteur et scho gesot an ënnerstrach huet: Et ass hei keng nei Phas an engem Gesetz, mä au contraire, mir passen eis Lëtzebuerg Offallpolitik un nei Momenter un. Mir hunn an de leschte Joren Erfahrung gesammelt, a mir hunn och festgestallt, dass een am Beräich vun der Preventioun an der Gestioun vun Offall nei Weeër muss goen, an déi wëlle mer dann an deem heite Gesetzesprojet definéieren an och verankeren.

Esou gëtt zum Beispill am Artikel 10, am Tillet 5, prezisiéiert, dass all Entreprise, déi an engem vun de Memberstate vun der Europäescher Unioun niddergelooss ass, keng Autorisatioun vum Minister méi brauch wa se Offall no Lëtzebuerg wëllt bréngen, deen hei zum Beispill validéiert oder recycléiert ka ginn, souguer eliminéiert. Datselwech gëllt awer och fir den Export. Och do brauch een da keng extra Genehmigung unzefroen soulaang d'Entreprise an engem Memberstat vun der Europäescher Unioun etabléiert ass.

Mat dëser Modifikatioun fällt fir Entreprises eng vun deene villen administrativen Hürden ewech. Et dréit souzeseen zur Simplification administrative bäi an erlichert duerno och d'Schaffensweis vun de Leit dobaussen um Terrain. Dëse Punkt ass vun der Chambre de Commerce positiv erausgehewe ginn.

Ee weidere wichtige Aspekt vun dësem Gesetzestext ass d'Tatsaach, dass nach eng Kéier ganz genee festgehal gëtt, wéi eng Missioun d'SuperDrecksKëscht am Beräich vun der Preventioun an der Gestioun vun dem Offall ze erfüllen huet. De Rapporteur ass dorop relativ genau agaan. Ech spueren dat hei.

Des Weidere ass och ze begréissen, dass e Réseau vu sougenannte regionalen Centre geschafe gëtt. An de But vun deenen Zentren ass ganz kloer: d'Gestioun vun dem inerten Offall nach besser duerchzuführen.

Wat nei ass, ass de Fait, dass déi regional Zentren net méi eleng schaffen, mä au contraire elo an engem kohärenten Netz zesummegefouert ginn. An dat kann een haut jo mat deenen neien Informatiounstechnologien nach vill besser gestalte wéi virun enger Zäit.

Dës nei Dispositioun bréngt awer och mat sech, dass all Tipp, sief dat kommunal oder privat, deen net méi an deem Réseau dran ass, net méi zougeloo gëtt, also och net méi do dierf akzeptéiert ginn. Deemo bedeit dës Ëmännerung vum Artikel 20 e wichtige Schrëtt zu enger gemeinsamer an, menger Meenung no, och méi enger effizienter Offallgestioun hei zu Lëtzebuerg. An domat gëtt sécherlech och eis Ëmwelt geschout.

Här President, op d'Neierungen am Artikel 11, déi fréier Dispositiounen iwwer d'Dispens vun de ministériellen Autorisatioun regelt an elo en Enregistrement fir verschidde Entreprisë virgesäit, wëll ech net weider

agoen. De Rapporteur ass hei relativ daitlech an ausféierlech drop agaangen.

E leschte Punkt, deen ech awer hei wëll belichten, ass dee vun der Aféierung vun de Sanktiounen fir déi Betriber respektiv déi Etablissements, déi sech net un d'Spillegele vun deem Gesetzesprojekt halen. De Minister kritt hei d'Méiglechkeet, verschidden administrativ Sanktiounen auszeschwätzen, wa concernéiert Acteuren um Terrain sech net wëllen un dat hale wat d'Gesetz vorschreift. Et ass wichteg, dass esou Mesuren agefouert ginn, well wat notzen ons déi beschte Gesetzestexte fir d'Ëmwelt an och fir ons Gesondheet, wann et Leit dobauss gëtt, déi sech doriwwer ewechsetzen? Hei kann elo jiddfere bestrooft ginn, dee mengt hie kéint op Käschte vun onser Ëmwelt maache wat hie wëllt.

Dee jéinegen, dee mengt hie kéint mat onser Ëmwelt de Geck maachen a se als säi privaten Dreckstipp ugesinn, dee muss bestrooft ginn an zur Rechenschaft gezu ginn. Interessanterweis ass bei deem Artikel ënnert dem Punkt 3 virgesinn, dass all Interesséierten d'Applikatioun vun den administrativen Mesuren ufroe kann a sech domat och e Bild ka maachen, wéi et dobaussen ausgesäit.

An deem Zesammenhang - e leschte Punkt nach - ass et wichteg ze ënnersträichen, dass ons Kommissioun sech duerch en Amendement am Artikel 13 derfir agesat huet, dass den Ëmweltschutzassociatiounen de Recours zu Décisiounen am Offallrecht zougestane gëtt. Dat ass ee weidere Schrëtt vun der Ëmsetzung vun der Aarhus-Konventioun.

A well der CSV-Fraktioun relativ vill un der Ëmwelt geleeën ass, un onser Gesondheet an onser Liewensqualität a mir ons voll bewusst sinn, bréngt mir och den Accord hei vun onser Fraktioun mat eran, an ech soen da Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Oberweis. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Emile Calmes (DP).** - Här Präsident, Dir...

» **M. le Président.** - Här Gira, Dir kommt jo nach drun.

» **M. Emile Calmes (DP).** - ...Dammen an Dir Hären, erlaabt mer och dem Här Negri Merci ze soe fir säin excellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dat erlaabt mer et och ganz kuerz ze sinn, fir lech ze soen, dass dës Projet de loi virun engem Joer hei an der Chamber déposéiert ginn ass. E Projet de loi, wéi dat scho gesot ginn ass, wouduerch eng Partie punktuell Verbesserungen um 94er Offallgesetz gemaach ginn.

Ech wëll hei net am Detail op alles agoen. Ech wëll just soen, dass déi Initiativ hei a sech opgrond vun engem Bréif, vum 29. Januar 2002 vun der Union des Entrepreneurs, geholl ginn ass, déi dorop erausgelaft ass, fir bei der Regierung oder beim Ëmweltministère eng Simplification administrative am Kontext vun der Offallgestioun ze kréien, wat jo och mat deem Gesetz hei zum groussen Deel gemaach gëtt.

Ech wëll mer awer erlaube vläicht e puer allgemeng Iwwerleeungen ze maachen iwwert d'Offallproblematik. Ech ka mech erënneren am Intitulé vum 94er Gesetz ass ëmmer erëm Rieds gaang an och drop gehale ginn op dat Wuert Preventioun, obschonn d'Gesetz net nëmme iwwert d'Preventioun gehandelt huet, mä iwwert d'Preventioun an d'Gestioun vun Offall dora geschwat gëtt. Mä et huet een d'Gefill wéi wann am Moment éischter haaptsächlech Efforten am Beräich vun der Gestiou gëife gemaach ginn.

Et kann ee sech dann och d'Fro stellen, ob een iwwerhaapt am Kontext vun deem Gesetz hei nach seriö vu Preventioun oder och vu Vermeidung vun Offall schwätze kann. Dat gëllt natierlech net eleng fir Lëtzebuerg. Ech wëll dat allgemeng hei soen.

Jiddfere vun eis weess jo awer, wat fir eng Onmass vu Quantitéite vun Offall scho bei jiddferengem dohem ufalen. An och wann de Recyclage wichteg an noutwendeg ass,

mengen ech schätze mer de Stellewäert vun Recyclage dach awer haut e bëssen héich an. D'Fro stellt sech, ob et mam Recyclage net einfach doréms geet, fir eis e gutt Gewëssen ze maachen. Dat gëllt fir jiddfer Einzelne vun eis, mä dat gëllt natierlech och fir déi, déi den Dreck produzéieren, an déi och net schrecklech vill Initiativen ënnerhuelen an Efforté maachen, fir d'Produktioun vun Offall ze vermeiden.

Et gëtt jo schonn - an dat ass och elo hei ëmmer gesot ginn - félicitéiert, dass ëmmer méi recycléiert gëtt. Dat ass sécher gutt esou, mä dat huet warscheinlech och domat ze dinn, dass a sech den Offall ëmmer méi grouss gëtt an doduerch de Reflex bei de Leit, fir ze recycléieren, och ëmmer méi gëtt. Dat wëllt guer net soen, dass de gudder Wëllen nëmme do ass, mä wann ëmmer méi Offall ufalen an d'Leit hunn de Reflex méi ze recycléieren, da gëtt automatesch méi recycléiert. Dat wëllt awer net soen, dass alles an deem Beräich gewonnen ass. An hei kënnt de Consumerpower awer sécher spillen. Dat wëllt einfach soen, dass emol jiddfere bei sech kënnt ufänken, anstatt ze recycléieren, emol beim Akafen opzepaszen, esou dass manner Offall hei ufalen.

Et ass dann och interessant sech emol d'Statistiken iwwert den Offall hei zu Lëtzebuerg anzueucken. Ech ka mech erënneren, sengerzäit, viru 15 Joer, hu mer eis vill Gedanke gemaach a mer sinn och Engagementer sengerzäit um europäeschen Niveau agaan, fir den Taux vun Recyclage eropzesetzen. Dat huet funktionéiert, a mer hunn och eng Partie Chifferen hei, déi dat soen, vun deene selektive Récupératiounen, déi hei gemaach ginn:

Beim Glas sinn 1984 3.000 Tonne recycléiert ginn, 20 Joer drop sinn dat 50.000 Tonnen; dat ass wesentlech méi. Beim Pabeier waren et '84 12.000 Tonnen, haut sinn et der 86.000. Beim Plastik, deen an den 80er Joren nach guer net recycléiert ginn ass, sinn et der haut 20.000. Goufen 1985 ronn 50 Tonne problemateschen Offall vun der SuperDrecksKëscht récupéiert, sinn dat haut méi wéi 2.000 Tonnen.

Aner Zuele sinn natierlech manner positiv: Goufen et am Joer 1984 80.700 Tonne problematesch Offall wéi Klinikoffall, Uelech, oder wat och ëmmer hei zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt, esou ass dat haut dat Duebelt. Eleng d'Residus d'opérations d'élimination de déchets sinn an zéng Joer vu 6.000 op 36.000 geklomm.

Den Import an den Export vun Offall dierf een och net aus den Ae verléieren. 1995 huet Lëtzebuerg 23 Tonnen Offall importéiert. Dës Zuel ass haut praktesch déiselwech; dat ass och verständlech. Während d'ärselwechter Period ass den Export vun Offall vun 187.000 Tonnen op praktesch 500.000 eropgeklomm. Dovun ass gewëss eng Partie, déi valoriséiert gëtt, an dat sinn der ëmmerhin awer bal 400.000, wat wesentlech ass. Déi aner Partie, ëmmerhin 100.000, mussen awer dann iergendwou am Ausland eliminéiert ginn.

Mir wëssen och alleguer, aus eise Responsabilitéiten eraus, dass d'Gestioun vun Offall keng einfach Saach ass, zumools well bei jiddferengem Einzelne jo och den NIMBY-Effekt besonnesch ausgeprägt ass. Ech mengen, eleng wat d'Bauschuttdeponien ugeet wësse mer, dass net vill Gemenge bereet sinn esou eng Bauschuttdeponie, wat jo awer net dat Komplizéiertst ass, bei sech ze huelen. Meng Gemeng hat sech zum Beispill 1991, op Appel vun deemolegen Ëmweltminister Bodry, gemellt; et ass bis haut nach net an der Rei, mä de Projet schéngt awer unzelaufen. Wa mer nach 20 Joer erëm hunn, da wäert dat awer schonn an der Rei sinn. Mir waarden dorop.

(**Interruptions**)

D'Bauschuttdeponie ass, mengen ech, e gutt Beispill. An et kann ee sech, ech mengen et war an där leschter Period, un déi grouss Publicitéitscampagne vun den Entrepreneuren erënneren, wou op engem Plakat gewise ginn ass, dass de Bauschutt bis ënnert d'Rout Bréck opgestapelt gouf, an a sech der viregter Regierung de Virwurf gemaach ginn ass, si géif sech net a genuch héijem Ausmooss ëm deen Dossier hei bekëmmern. Dobäi, mengen ech, ass sech an där viregter Regierung vun Ëmweltminister awer ganz vill Méi gemaach ginn, fir no Léisungen ze sichen an och gemäss der Direktiv vu '75 e Programm vu regionalen Décharges opzebauen; wou jo och dee Prinzip an deem Gesetz hei festgeluecht gëtt.

Folkendeng, dat ka jo jiddfere sech an Erënnerung ruffen. An der Zwëschenzäit ass keng nei Deponie dobäikomm. Obwuel keng geschafe ginn ass, schéngt de Problem vun Bauschutt awer haut kee méi ze sinn. Firwat dat dat esou ass, versteet sech

net, a wou dat en higeet, kann ee sech u sech net esou explizéieren.

Mä dovun ofgesi mengen ech ass dat hei e gutt Gesetz a bréngt eng Partie Verbesserungen zum 94er Offallgesetz. Meng Fraktioun kann dann och den Accord zu deem Gesetz hei ginn, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Calmes. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Merci. Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng wäerte sech bei deem Projet enthalen, net well mer Problemer hu mat deenen éischter méi techneschen Upassung vum Offallgesetz; net well mer eng Präzisierung vun der Roll vun der SuperDrecksKëscht net kloer genuch géinge fannen; net well mer net géinge begrëssen, dass endlech administrativ Sanktiounen am Offallberäich agefouert ginn; neen, well den Accès à la justice fir d'ONGen eis bei Wäitem net wäit genuch geet.

Dat wat hei geschitt ass den absolute Minimum an et ass absolut zaghaft. Esou zaghaft, dass souguer de Rapporteur vum Projet sech selwer net getraut huet deesen Zougang zur Justiz bei dem Objet vum Gesetz a sengem schrëftleche Rapport ze ernimmen,...

(**Interruption**)

...beschränkt sech deesen Zougang dach just op Betriber, déi ënnert d'IPPC-Direktiv oder d'Impaktstudien-Direktiv falen.

A mir verstinn als Gréng, Här Präsident, d'ës Mësstraue vun deeser Majoritéit vis-à-vis vun der Zivilgesellschaft eigentlech net. Ech mengen si huet bewisen, dass se ganz responsabel mat hirem Recht, viru Geriicht ze goen, emgaangen ass an och all Dag emgeet. An déi puer Fäll, déi se wierklech viru Geriicht gezunn huet, hate bal ëmmer Symbolcharakter an hu méi wéi eng Kéier zu enger ganz wichtiger Jurisprudenz gefouert. Et gëtt also eiser Meenung no keng Ursach den Accès net op all Betriber, déi eng Offallgenehmegung kréien, auszudehnen.

Mä, Här Präsident, dees Décisioun ënnersträicht méi wéi jee déi paradox Haltung vun deeser Regierung an deem ganze Beräich. An de Sonnesriede gëtt ëmmer erëm déi wichteg Roll vun der Zivilgesellschaft ënnerstrach. Wann et awer dréms geet, dës Wichtigkeet an d'Realitéit ëmzesetzen, da gëtt de Schwanz virun de Wirtschaftslobbyisten bägezunn. An den Houmasse gëtt d'Sträitkultur héichgehuewen. Wann et awer dréms geet, d'ONGe viru Geriicht streide loossen ze goen, da kréie se nëmme minimal Méiglechkeeten zougestannen dat maachen ze kënnen.

Also, weider eng vu villen Onkohärenzen an Inkongruenze vun deeser Regierung am Beräich Ëmweltpolitik. Verlaangt net vun eis, Här Präsident, dass mer dees Onkohärenzen an Inkongruenze matdroen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Gira. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här Präsident. Ech wëll och fir unzefänken dem Rapporteur Merci soen. En huet eis am Detail explizéiert ëm wat et hei geet. Et handelt sech ëm net méi an net manner wéi Ergänzungen an Adaptatiounen zum Offallgesetz vun 1994, ëm d'Erfahrungen, déi gesammelt si ginn an deene mer eis wëllen upassen.

Ech wëll soen, dass déi aktuell Situatioun eiser Meenung no wäit dovun ewech ass fir satisfaisant ze sinn, och nodeem dass mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn. Wann ee sech d'Prinzipie vun Offallgesetz vun 1994 an Erënnerung rufft - a meng Virriedner hunn dat jo och schonn deelweis gemaach -, da sti mer ëmmer nach engersäits bei der Vermeidung, wat awer schwéier ass; bei der Prioritéit fir de Recyclage, wat manner schwéier ass, wat zwar vill Opwand bedéngt, mä wat op där anerer Säit awer och fir eis Économie net eng Belaaschtung, mä éier eng Chance bedeit.

Menger Meenung no - ech wunne jo an enger Géigend wou et eng grouss Deponie gëtt - gëtt de Moment ëmmer nach vill ze vill op d'Deponie gefouert a vill ze wéineg op d'Méiglechkeete vum Recyclage zréckgegraff.

Ech denke virun allem - ech kommen ëmmer erëm drop zréck -, dass d'organesch

Fraktioun an eisem Hausmüll, déi eng grouss Valeur huet - et si Kolleegen heibanen, déi e Sonndeg den Owend en excellenten Exposé bei de Jongbaueren a Jongwënzer héieren hunn iwwert d'Méiglechkeeten, déi mer hu fir eis organesch Matière, net nëmme déi, déi op eise Felder an an de Bëscher produzéiert gëtt, mä déi, déi mer ewechgeheien, ze valoriséieren.

Dat bedéngt op där enger Säit Investissemter, mä wann een dat laangfristeg kuckt, da géing dat eis ganz sécher an eiser ee-gener Energieversuergung an am Erofsetze vun eiser Energieofhängegkeet vun Importer dach awer e gudder Krack weider virubringen an et wär am Intérêt vun der Natur, am Sënn vu Recyclage a vu Kreeslafbewirtschaftung.

Mir sinn an deem Punkt do bis haut nach net richtig virukomm. Et si Kompostéierungsanlagen opgeriicht ginn, déi eigentlech haut guer net méi an dat Konzept passen, well se näischt bréngen. Ausser dass déi Matière do e bësse verrotte gelooss gëtt, mä energesch bréngt se näischt a si produzéieren massiv CO<sub>2</sub>. Ech weess net, ob mer deen am Kader vu Kyoto net iergendwann och nach eng Kéier ugerechent kréien.

Dat anert ass, dass et eng ganz Partie Apparate gëtt, déi mer gebrauchen an dann ewechgeheien oder och zréckginn. Do komme jo Gott sei Dank elo Direktiven, déi drop ofzelen, dass déi esou solle gebaut ginn, dass se herno méiglechst luecht erëm kënnen an hir Bestanddeeler zerluecht ginn an d'Matière première esou wäit wéi méiglech erëm eng Kéier soll gebraucht ginn. Ech mengen mir mussen eis virun Aen halen, dass eng ganz Partie Matière première och net onendlech sinn, grad wéi d'Energie, an dass mer och eng Verflüchtung hu vis-à-vis vun deene Generatiounen, déi no eis kommen, fir déi Matière, déi recycelabel sinn, erëmzengewannen a se erëm an de Produktionsprozess eranzubringen.

Ech weisen drop hin, dass haut schonn Autosfirmen drop hingginn, hir Autoen esou ze konstruieren, dass wa se zréckkommen, quasi - vläicht net zu 100%, awer zu engem ganz héije Prozentsatz - déi Ausgangsstoffen erëm eng Kéier kënnen recycléiert ginn. Datselwech betrëfft, a muss an Zukunft betreffen, dee ganzen Elektroschrott, dee mer a riese Masse produzéieren, wou och wäertvoll Matière dra verschafft sinn.

Leider héiert een zum Beispill vun den Administratiounen, déi sech ëm d'Stroosse bekëmmern, dass camionsweis d'ers Geschier all Woch agesammelt gëtt, wat d'Leit einfach laanscht d'Stroossen deponéieren, well se et dann op eng bëlleeg Aart a Weis lassginn.

Ech mengen et soll ee sech och iwwerleeën, ob een net besonnesch op esou Geräter, déi e bësse méi grouss sinn, eng Tax soll dropleeë wa se kaaft ginn a wou een dat Geld soll erëmkréie wann een et dann erëm eng Kéier zréckgëtt, wann een et net méi brauch. Dat géing op jidde Fall dozou féieren, dass een et net méi géing an de Stroossegräber erëmfannen.

Här Präsident, ech mengen meng Zäit geet esou lues zu Enn.

Ech wëll nach just soen, wat d'Déchets inertes ubelaangt, dass mer eis do muttwelless d'Liewe schwéier gemaach hunn an der Vergaangenheet. Dass et eigentlech géint d'Ekologie ass wann ee seet, dass dat an engem Land wéi Lëtzebuerg praktesch alles muss op enger Plaz zesummegefouert ginn. Wann een den Energieopwand rechen, da kann dat net méi ekologesch sinn.

Et ass och net wirtschaftlech. Mir stinn a Kompetitioun zu eisen Nopeschlänner. Mä Virriedner huet gemengt, déi Problemer hätte sech an Nächst opgeléist; mä wann een awer héiert trotz allem, wéi déi Camionen, wéi vill Zäit do verluer geet, well se och dacks an enger File stinn ze waarden, fir iwwerhaapt bäizekommen, da muss ee sech d'Fro stellen - ech gesi schonn an, dass eenzel Gemenge soen: „Mir sinn net drun interesséiert, fir esou eng Deponie ze huelen“, mä et kënnt een awer, mat e bësse gesondem Mänscheverstand, ganz vill Déchets inertes, déi net schiedlech sinn, awer ganz dezentral am Land deponéieren.

Et hätt een och eng ganz Partie kënnen, mengen ech och, als Lärmschutzwand laanscht eis Autobunnen abauen. Do hätte se kee Mänsch gestéiert. Au contraire, si hätten nëmme Guddes gemaach.

Dat gesot, Här Präsident, stëmme mir dat Gesetz hei trotzdem. An der Erwaardung, dass trotzdem nach weider Verbesserungen an Zukunft wäerten ustoen.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Eis Riednerlésch ass domadder erschöpft an ech géif dann, wann d'Regierung wéilt, der Regierung d'Wuert ginn. Här Lux!

» **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen ech kënn ganz kuerz si fir engersäits Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi an der Kommissioun gemaach ginn ass, déi zweemol Trains d'amendement, déi mer gemaach hunn, fir relativ schnell dës sécherlech ze engem groussen Deel technesch Ännerungen, déi vill mat den Experienzen ze dinn hunn, déi eis Ëmweltverwaltung an anerer an deene leschte Joren op deem Gebitt gemaach hunn.

Ech wëll och soen zu där éischter méi negativer Stëmm, déi ech héieren hu vum honorable Kolleg Camille Gira, déi vun der Fro, déi hir Abstentiuon begrënnt. An der Fro vum Accès à la justice wëll ech nach eng Kéier soen, wat an der Kommissioun mengen ech scho gesot ginn ass, dass d'Regierung zrëckbehalen huet an där Fro, sech an allen eenzelne Gesetzer eent zu eent un d'Transpositioun vun der Aarhus-Konventioun ze halen.

Déi Aarhus-Konventioun gesäit vir, dass den Accès à la justice an den Intérêt direct vun den ONGe sech bezitt op déi sougenannten IPCC-Betriber, wat also méi grouss Betriber sinn, respektiv déi, déi an d'Études d'impact drafalen. Ech mengen dat hu mer hei gemaach. Et ass e Fortschritt par rapport zu där Léiglatioun, déi mer am Moment hunn. Ech mengen, dass een dat ganz daitlech muss soen.

Ech denken och, dass iwwert dat, wat mer elo hei gemaach hunn, déi Ännerungen, sécherlech eng Rei vu Froen an deenen nächste Méint, vläicht och Woche muss gekläert ginn. Et ass hei vun de Bauschuttdeponië geschwat ginn.

Effektiv si mer relativ no bei konkreten Décisiounen, ënner anerem bei där Deponie Diddeleng-Beetebuerg, déi wäit fortgeschritt ass a wou ech de Gemeenge wëll Merci soe fir déi konstruktiv Aart a Weis hei virunzekommen. Datselwecht géllt fir Monnerech, wou de Gemengerot d'lescht Woch an seng prinzipiell Décisioun geholl huet an d'Richtung vun der Bauschuttdeponie. Och dat hëlleft eis weider, fir nei Potenzialen op deem Gebitt ze kréien.

Ech wëllt och zu där Fro soen, déi elo nach zum Schluss vum Här Mehlen ugedeit ginn ass, déi vun der energetescher Gewöhnung, déi mer kënne maachen am Zesummenhang mat der Müllentsuergung, datt d'Regierung de leschte Freideg och de Projet ugeholl huet vun der Vergrësserung vum Minettkompost, awer gläichzäiteg och mat dem Projet vun der Injéctioun vum Gas, deen do produzéiert gëtt, Biogas an de Réseau ze maachen. Ech mengen, dass dat och e Projet ass, deen an déi richteg Richtung geet fir ze favoriséiere wat iwwegens an der Revisioun vun der europäescher Déchetsdirektiv wäert kommen, dass do net nëmmen d'Ressourcësounung an de Méttelpunkt gestallt gëtt, mä och gekuckt gëtt fir déi energetesch Fro ëmmer méi mat anzebeziéien.

Ech menge mir hunn um Niveau vun der Ëmsetzung vun den europäeschen Direktiven déi vun dem Elektroschrott oder vun der Adaptatioun vun den Emballagen hannerun eis. Mir hunn eis elo ze attackéieren un d'Ëmsetzung vun där vun de Batterien, wou mer och drun denke fir enk mat eenzelnen Initiativen am Privatsecteur zesummeneschaffen, an da kënn um europäesche Plang, wéi gesot, déi gesamt Revisioun vun der Déchetsdirektiv.

Loosst mech schlussendlech och nach soen, dass mer dese Mount ugefaangen hunn och richteg eranzesprangen an dat wat d'Revisioun vun dem nationalen Déchetsplang ubelaangt, deen obligatoresch muss gemaach ginn am Joer 2006 respektiv 2007, a wou et drëm geet, sech net nëmmen eng Rei vu Froen ze stellen, wat gutt gelaf ass a méi schlecht gelaf ass an deene leschte Joren, do wou mer evident Réussiten hunn, do wou awer och besonnesch an der Ëmsetzung vun eenzelnen Dispositiounen vum Gesetz eenzel Syndikater hannerdra sinn, déi dat nach net esou maachen, dat net alles maachen, net alles erauskëddele wat vu Méiglechkeeten do dra sinn. An ech mengen, dass och déi Ëmsetzung eis wäert hëlleft fir op enger Rei Gebidder vläicht eis och méi contraignant Ziler an Zukunft ze setzen.

**(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)**

Jiddefalls sinn ech frou, dass mer déi heite méi technesch Ännerunge relativ schnell konnte maachen an domadder virun allem d'Ëmweltverwaltung an d'Syndikater e Moyen kréien, fir méi einfach op deem Gebitt ze schaffen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen elo zum Vote vum Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5508 ass ugeholl mat 53 Jostimmen, bei 7 Abstentiuonen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Nancy Arendt), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);*

*M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*M. Aly Jaerling.*

*Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5582, eng Ofännerung vun der Konventioun vun Aarhus. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Calmes, den Här Gira an den Här Mehlen. D'Wuert huet den Här Roger Negri als Rapporteur.

## 11. 5582 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement à la Convention, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, tel qu'il a été adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 mai 2005

**Rapport de la Commission de l'Environnement**

» **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5582 betrëfft den Amendement vun der sougenannter Aarhus-Konventioun. Dësen Amendement ass zu Almaty vun de Signatairë vun der Aarhus-Konventioun ënnerschriwwen ginn am Kader vun enger Réunioun, déi vum 25. bis de 27. Mee 2005 stattfonnt huet.

De Projet de loi 5582 gouf den 2. Juni 2006 an der Chamber deponéiert. De Statsrot huet säin Avis de 4. Juli 2006 ofginn. Den 20. September 2006 sinn ech als Rapporteur vun dësem Projet de loi designéiert ginn. Mäi Rapport gouf de 4. Oktober 2006 an der Ëmweltkommissioun ugeholl. Ech erënneren drun, dass Lëtzebuerg d'Aarhus-Konventioun de 25. Juni 1998 ënnerschriwwen huet an d'Chamber der Ratifizéierung den 13. Juli 2005 zougestëmmt huet.

D'Aarhus-Konventioun berout op dräi Piliere. Heira verflachte sech d'Signatairen:

éischters, hire Bierger Zougang zu engem groussen Deel vun den Ëmweltinformatiounen ze ginn, déi déi verschidde Verwaltungen hunn;

zweetens, d'Bierger gi vun Ufank un an d'Décisionsprozesser mat agebonne wann et ëm Ëmweltfroe geet;

drëttens, d'Konventioun enthält e Volet iwwert den Accès zur Justiz, deen et de Bierger erméiglecht viru Geriicht ze goen, wann déi Responsabel den Zougang zur Informatioun oder d'Recht op Participatioun blockéieren.

Den Amendement, iwwert dee mir haut ofstëmme mam Projet de loi 5582, betrëfft d'Uwendung vun der Konventioun vun Aarhus op d'Verbredung vu gentechnesch verännerten Organismen, «organismes génétiquement modifiés» oder ofgekierzt «OGM».

Regelen iwwert d'Verbredung an den Handel mat OGMe gëtt et op verschiddenen Niveaue. D'Biodiversitéitskonventioun, déi de 5. Juni 1992 zu Rio de Janeiro ugeholl ginn ass, baséiert op dem Protokoll vu Cartagena iwwert den Ëmgang mat de Risike vun der Biotechnologie, déi den 29. Januar 2000 zu Montréal ënnerschriwwen gouf.

D'Zil vum Protokoll vu Montréal gëtt folgendermoosse festgehalen: «Conformément à l'approche de précaution consacrée par le Principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, l'objectif du présent Protocole est de contribuer à assurer un degré adéquat de protection pour le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger des organismes vivants modifiés résultant de la biotechnologie moderne qui peuvent avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine, en mettant plus précisément l'accent sur les mouvements transfrontières.»

Den Ëmgang also mat gentechnesch verännerten Organismen ass e ganz komplex Thema. Dofir gëtt et och um Niveau vun der Europäescher Unioun e puer Direktiven a Reglementer, déi sech mat dësem Thema beschäftegen. Esou regelt d'Direktiv 2001/18/CE ob d'Fräisetze vun OGMen onofhängeg dovun, ob d'Zil e wëssenschaftlech oder e kommerziell ass. Verschidden EU-Reglementer setzen de Kader ënner anerem fir d'Verbredung vun OGMen iwwert d'Grenzen eraus: fir d'OGMen an de Liewensmëttel an am Déierofudder, fir d'Traçabilité an d'Etikettéierung vu Produkter, déi aus OGMe bestinn oder OGMen enthalen.

Doriwwer eraus huet sech d'EU och verpflichtet, d'Aarhus-Konventioun ëmzesetzen. Zwou Direktive garantéieren de Bierger den Accès zur Informatioun an d'Recht op Participatioun an Ëmweltfroe. Eng Direktiv iwwert den Accès zur Justiz gëtt nach ausgeschafft. Well déi bestehend Direktive schonn en héije Präzisiounsgrad hunn, wäert d'Ratifizéierung vum Amendement vun der Aarhus-Konventioun keng Ännerung vum EU-Recht mat sech bréngen.

Et handelt sech bei deem Amendement nämlech net ëm eng grundsätzlech Verännerung, mä virun allem ëm eng Präzisioun. De Statsrot war a sengem Avis souguer der Meenung, den Amendement géif iwwerhaupt keng Neierung mat sech bréngen.

Där Meenung ass d'Ëmweltkommissioun awer net gewiescht. Au contraire. Den ursprüngelechen Text vun der Aarhus-Konventioun léisst deenen eenzelne Länner en immens grouse Spillraum fir ze decidéieren, ob an a wat fir engem Ëmfang si d'Öffentlechkeet informéieren, wann et ëm d'Disséminatioun vun OGMe geet.

Den Artikel 6 vun der Konventioun regelt d'Participatioun vum Public. Hei ginn d'Prinzipie vun de Prozedure festgehal, déi garantéieren sollen, dass d'Bierger fréizäiteg an den Décisionsprozess mat agebonne ginn. Um Enn vum Artikel 6 steet en Ofsaz, deen d'OGMe betrëfft. An dësem Paragraph 11 steet Folgendes: «Chaque Partie applique, dans le cadre de son droit interne, dans la mesure où cela est possible et approprié, des dispositions du présent article lorsqu'il s'agit de décider s'il y a lieu d'autoriser la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement.»

Wann natierlech all Land d'Wiel huet selwer festzeleeën, ob et méiglech ass an ugehoosst ass fir de Public un enger Entscheidung iwwert d'Verbredung vun OGMen deelhuelen ze loossen, muss een domat rechnen, dass d'Aarhus-Konventioun an dësem Punkt ganz oneenheetlech ëmgesat gëtt.

Den Zweck vum Amendement, iwwert dee mir haut ofstëmme, ass et dofir, dësen Interpretatiounsspillraum anzuschranken. D'Signatairë verflachte sech, d'Öffentlechkeet ëmmer ze informéieren an ze consuléieren, wann et ëm d'Verbredung vun OGMen oder den Handel domadder geet.

De Paragraph 11 vum Artikel 6 gëtt ersat. Fir d'Décisiounen, déi d'OGMe betreffen, géllt an Zukunft net méi den Artikel 6, mä en neien Artikel 6bis an eng nei Annex I bis, déi d'Modalitéite festleet. De Paragraph 11 vum Artikel 6 gëtt deemno duerch folgenden Text

ersat: «Sans préjudice des dispositions du paragraphe 5 de l'article 3, les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux décisions autorisant ou non la dissémination volontaire dans l'environnement et la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés.»

Hannert den Artikel 6 kënn dann en neien Artikel 6bis, deen do heescht, éischters: «Conformément aux modalités définies à l'annexe I bis, chaque Partie assure une information et une participation du public précoces et effectives avant de prendre des décisions autorisant ou non la dissémination volontaire dans l'environnement et la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés.»

**(Coups de cloche de la Présidence)**

An zweetens: «Les prescriptions établies par les Parties conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article devraient être complémentaires et s'appliquer en synergie avec les dispositions du cadre national relatif à la prévention des risques biotechnologiques, en concordance avec les objectifs du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques.»

Déi Annex also - I bis - gëtt detailléiert Richtlinie fir déi Prozeduren, déi et dem Public erméigleche sollen, sech mat Zäit an ëmfaassend ze informéieren a sech un den Décisiounen ze bedeelegen. An dëser Annex gëtt zum Beispill festgehal wat fir eng Informatiounen net kënnen als confidentiel agestuft ginn, oder a wat fir enge d'Autoritéiten d'Informationsprozedur net musse uwenden.

Här President, d'Präzisiounen, déi den Artikel 6bis an d'Annex I bis bréngen, wäerten dofir suergen, dass d'Aarhus-Konventioun a Relatioun mat den OGMe méi eenheetlech ëmgesat ka ginn, an dass dem Public nëmmen dann Informatiounen virenthale ginn, wann et e ganz trëftege Grond dofir gëtt. Ënner wat fir enge Bedingungen dat de Fall ka sinn, gëtt an der Annex I bis genau festgeluecht. Och wann et ëm dee sensibelen Thema vun den OGMe geet, soll d'Transparenz Prioritéit hunn. Dëst entsprécht dem Geescht vun der Aarhus-Konventioun, an ech géing lech bieden, den Article unique an domat d'Ratifizéierung vum Amendement vun Aarhus unzehuelen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a géif mech herno nach eng Kéier am Numm vu menger Fraktioun mellen.

Villmoos Merci.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Negri. Als éischte Riedner huet den honorable Här Marcel Oberweis d'Wuert.

**Discussion générale**

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Ministeren, wéi virdru schonn eng Kéier, datselwecht nach eng Kéier: e Merci dem Roger Negri, dem Rapporteur, fir de Rapport - mëndlecher a schrëftlecher Aart.

Mir hunn et hei mat engem Amendement ze di vun der Konventioun vun Aarhus, a ganz speziell mat de Konklusioone vun der Konferenz zu Almaty a Kasachstan. An dat beweist jo eleng scho quasi dee globalen Impakt vun den OGMen.

Ech wëll just rappéléieren, well et net genuch gemaach gëtt, déi dräi Piliere vun der Konventioun:

Deen éischten ass e wäertvollen; en erlaabt dem Bierger all Informatioun ze kréien, déi hie brauch iwwer d'Ëmwelt.

Deen zweeten ënnerstëtz dann de Public, dee sech an de Prozess décisionnel wëllt erabrëngen, fir den Ëmweltimpakt ze bemoossen.

An deen drëtte - et ass hei ugeschwat ginn - ass dee vum Accès à la justice; dee muss dann nach gekläert ginn.

Dee virleidenen Amendement muss en awer och am Kader vun der europäescher Charta fir Ëmwelt a Gesondheet vum 8. Dezember 1989 gesinn. Deemoos ass festgehal ginn, dass de Schutz vun der Ëmwelt an doriwwer eraus och de Schutz vun dem Mënsch a senger Gesondheet ee Ganz

duerstellt, an dat an der Rumm vun der no-halterer Entwécklung. Dat war am Joer 1989, dräi Joer virun der grousser Konferenz vu Rio.

An d'Haaptroll an dësem Amendement spille ganz einfach d'OGMen, déi genmanipuléiert Organismen, déi méttlerweil ron-derëm d'ganz Welt schwirren a wou nach kee weess, wéi Konsequenzen dat op d'Gesondheet an op d'Ëmwelt kann hunn. De Rapporteur ass dorüber relativ genau agang. Ech sueren dat hei.

Fir mech wichteg ass op alle Fall, dass de Public informéiert muss ginn an an d'Diskussiounen agebonne muss ginn, wann ebe genmanipuléiert Organismen op de Marché solle kommen. An ech schwätzen hei als President quasiment vun der Landwirtschaftskommissioun, wann et ëm d'Landwirtschaft geet, well grad do kréie mer jo dann Implikatiounen, déi och hir Auswierkungen op d'Ëmwelt kënnen hunn an doriwwer eraus op d'Gesondheet vun de Mënschen.

Vun Interesse ass awer och hei, dass dem Public all Informatiounen iwwer déi OGMen da matgedeelt muss ginn. Dorënner souguer d'Adress an den Numm vun deene Leit, déi se wëllen asetzen, an och déi Plaze wou dat da soll geschéien.

Well ech virdu vun der Gesondheet vum Mënsch an dem Schutz vun der Ëmwelt geschwat hunn, schéngt et jo nëmme logesch ze sinn, dass all Risiko fir d'Ëmwelt a fir de Mënsch domadder och matgedeelt muss ginn.

Dat heescht am Kloertext, dass all Land seng Bierger an den Décisionsprozess abanne muss, wann et zum Asaz vun OGMe soll kommen. Mat dëser Ännerung ass awer net - et ass ugedeit ginn hei - an der Konventioun den drëtten Piller ugaange ginn. Dat heescht, et ass net méiglech, dass d'Mënsche viru Geriicht kënnen goen, wann hei Décisionen iwwer OGMe muss geholl ginn.

Här President, nach e lescht Wuert hei iwwer ons eegent Gesetz: de 5380 iwwer d'OGMen. Et läit an der legislativer Prozedur, mir waarden drop fir dat an eiser Kommissioun ze diskutéieren. Do gi ganz kloer Aussoe gemaach iwwer den Exploitant vun den OGMen, iwwer d'Distanzen, déi mussen agehale ginn an iwwer dee sougenannte Fonds de responsabilité. Ech denken, dat wäerte mer deemnächst op den Dësch hei kréien an da kënnen mer eis iwwer d'OGMen och hei am Land ënnerhalen.

Ech bréngen domat och den Accord vun menger Fraktioun a soen da Merci fir d'No-lauschteren.

**» M. le Président.** - Merci, Här Oberweis. Den Här Gira huet d'Wuert.

**(Interruptions)**

**» Une voix.** - Dee verdréit dat guer net.

**» M. le Président.** - Pardon, den Här Calmes huet d'Wuert.

**» M. Emile Calmes (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just heihinner komme fir et ganz kuerz och ze maachen an dem Här Rapporteur och fir säin exzellente schrëfflechen a mëndleche Rapport ze félicitéieren, an net fir mech virum Här Gira hei virzedrängen, mä ech mengen et ass mäin Tour.

Dëse Gesetzesprojet reit sech an de Kader vun der Aarhus-Konventioun an, déi Lëtzebuerg jo scho ratifizéiert huet. Et handelt sech u sech nëmme ëm eng Präzisioun vun dëser Konventioun, andeem prezisiéiert gëtt, dass am Fall vu fräiwëllegem Fräisetzen a Mise sur le marché vun OGMen d'Öffentlechkeet muss informéiert a consultéiert ginn. Doppelt genäht hält besser.

Eppes Ähnlech hate mer schon am Gesetz vum 13. Januar 2004, mat deem d'Gesetz vum 13. Januar 1997 ëmgeännert ginn ass, iwwer de Contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés virgesinn, wou och d'Consultatioun vum Public an esou engem Fall muss organiséiert ginn.

Mir hate sengerzäit relativ grouss Diskussiounen, an déi hu sech effektiv deemools

haauptsächlech ëm d'Koexistenz vun der konventioneller an der biologescher Landwirtschaft mat der Landwirtschaft mat OGMe gedréint.

Sengerzäit hu mer eis eng Resoloutioun um Enn vun dësen Debatten hei gi gelooss, opgrond vun Diskussiounen, déi deemools d'Ëmwelt- an d'Landwirtschaftskommissioun zesumme gefouert haten, an hunn eis eens gemaach an déi Direktioun ze schafffen.

Dat Ganzt ass elo drop erausgelaf, dass e Gesetz presentéiert ginn ass vum Landwirtschaftsministère, wat dëse Moment amgang ass dann och an der Landwirtschaftskommissioun diskutéiert ze ginn.

Effektiv gerode mer hei ëmmer op Differenze mat der europäescher Législatioun zum engen Deel an op där anerer Säit och op Onverständnis am Statsrot, sou huet een d'Impressioun. Deemools war dat schon de Fall, an et huet een d'Impressioun wéi wann dat haut net besser wär.

Ganz oft gëtt d'Libre circulation des marchandises ugefouert, géint déi keng zousätzlech Entravé vun engem Land kënnen gemaach ginn. Mä a sech si mer eis schon deemools, an ech géif mengen och nach haut, hei an dësem Haus eens. Et huet een op jidde Fall d'Gefill, wéi wann ee grouse Konsens heiriwwer géif bestoen, net nëmme an dësem Haus, mä och am Secteur vun der Landwirtschaft.

A sech huet een eng ganz Partie Méiglechkeeten, Gesetze, op déi een, nieft deem wat momentan an der Landwirtschaftskommissioun diskutéiert gëtt, kéint zréckgräifen, fir dem Ausbau vun den OGMen e Riegel virzestoussen. Ech féiere se elo net alleguer op. Dat géif ze wäit féieren. Mir kréien déi Diskussioun an deenen nächste Woche ganz sécher.

Mir hunn deemools awer och gesot opgrond vun deem Konsens, deen hei zu Lëtzebuerg besteet, dass een éischte Schrëtt - en attendant, dass da juristesche Weeër géife geholl ginn - a sech dora géif bestoen, dass déi verschidde Bauereverbänn, ob dat d'Bauernallianz oder den FLB oder d'Bauernzentral ass, géifen een Accord aushandelen, deen dann op ee Moratoire géif erauslafen, kee genmodifizéiert Geseems hei zu Lëtzebuerg anzesetzen. Ech mengen, dat wier e relativ einfache Wee.

Ech verstinn a sech net, firwat dass Greenpeace ëmmer erëm op eis klappert an net versicht, déi Bauereverbänn un een Dësch ze kréien a mat deenen en Accord fënnt, fir dat dann op d'mannst um Niveau vun deene Bauerenorganisatiounen op dat Geseems do géif verzicht ginn. Dat wier wuel nëmme eng Iwwergangsléisung, mä et hätt och den Avantage, dass net nëmme d'Bauern dobäi géife matmaachen, mä an deem Konsortium kéint een och d'Uebstgärtner, d'Gärtner am Allgemengen an och vläicht d'Wënzer mat abezéien. Do mengen ech wier et vill méi einfach, fir dat op fräiwëlleger Basis ze maachen. Wat net ass, ka jo nach kommen.

Dat Gesetz hei schuet guer näischt. Et ass gutt, dass et gemaach gëtt, an duerfir fënnt et och eisen Accord.

Merci.

**» Plusieurs voix.** - Très bien!

**» M. le Président.** - Merci, Här Calmes. Den Här Negri huet d'Wuert.

**» M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Am Numm vun menger Fraktioun wëll ech soen, dass dat grousst Zil vun der Aarhus-Konventioun eng besser Ëmweltpolitik ass. Si berout op der Iddi, dass d'Bierger méi motivéiert sinn, Ëmweltpolitik aktiv ze ënnerstëtzen, wa se d'Méiglechkeet hunn, sech objektiv ze informéieren an och eng Chance kréien, wichteg Décisionen mat ze beaflossen.

Grad esou e sensibelt Thema wéi déi gentechnesch verännert Mechanismen dierf also hei net ausgeklammert ginn.

An Europa ginn d'OGMen an de Liewensmëttel an am Fudder vun eisen Hausdéiere vu breeden Deeler vun der Bevëlkerung ofgelehnt. Dës Oflehnung ass oft kategoresch a kompromisslos, well den Einzelnen net ofschätze kann, wat fir Risiko wierklech vun enger bestëmmter Zort OGMen, Mais oder Raps, fir d'Gesondheet oder d'Ëmwelt ausginn, an d'Noutwendegkeet vun der Existenz vun dëse Produkten och net agesät. An et ass ze verstoe firwat verschidden Organisatiounen, déi den totalen OGM-Verbuert fuerderen, esou vill Ënnerstëtzung fannen.

Op där anerer Säit steet d'Europäesch Unioun, déi intern all Barrièrë fir de fräien Handel wëllt a muss ofbauen an no baussen u sech awer och un d'Spillegele vun der Welthandelsorganisatioun gebonnen ass.

D'EU kann net ouni Begrënnung den Import vun allen OGMen oflehnen. Si ka just eng wëssenschaftlech fundéiert Risikoanalys fir all eenzel Zort OGMe maachen a Verschiddener verbidden, déi hire Kritären net standhalen.

D'EU ka Kontrolle maachen, fir den illegalen Import vun OGMen ze verhënneren. D'EU kann eng kloer Etikettéierung verlaangen, zumindest fir déi Liewensmëttel, déi net esou héichgradeg verschafft sinn, an et do duerch net méiglech ass, eng Kontroll duerchzuführen. D'EU kann och den Ubau vun OGMe mat héijen Oplage verbannen. Mä d'EU kann net in globo den Ubau an den Handel mat den OGMe verbidden.

Vun engem wëssenschaftleche Standpunkt aus gesinn ass esou eng selektiv an nuancéiert Approche natierlech richtig, mä wann ee sech den internationalen Drock virun Aen hält, deen op der EU laascht, fir méiglechst grousszügig Genehmigungen ze ginn, ass et ze verstoen, dass d'Bierger wéineg Vertrauen an dëse Mechanismus hunn. Et ass eng gewëssen Angscht do, dass d'OGMe sech duerch d'Hannerdier ëmmer méi staark an Europa verbreeden, an dass de Konsument iergendwa virum Fait accompli steet.

D'Verbraucher wëllen e Choix maachen, an et ass an eisen Aen d'Flicht vun der Regierung dofir ze suergen, dass d'Leit dëse Choix behalen, zum Beispill doduerch, dass eng kloer Etikettéierung duerchgesat gëtt an och ganz streng an deem Sënn kontrolléiert gëtt. Mä och doduerch, dass garantiéiert gëtt, dass déi konventionell an déi biologesch Landwirtschaften, déi bewost OGM-fräi schaffen, net duerch den Ubau vun OGMen op den Nopeschfelder an hirer Existenz bedroht ginn.

Et ass net vun ongefëier, dass de Paragraph 11 vum Artikel 6 an der Aarhus-Konventioun esou vag formuléiert ass. D'Regierung vun den EU-Memberstate setzen hei zwëschent zwee Still. Si si sensibel fir d'Fuerderung vun der Opinion publique, sinn awer verpflichtet, sech un d'EU-Recht ze halen a muss sech dem Uerteel, dat déi zoustänneg EU-Instanzen treffen, beugen. Do ass et méi bequem wa si deenen onpopulären internationale Verpflichtunge kënnen nokommen, ouni doriwwer eng öffentlech Debatte féieren ze misen. Dat ass allerdéngs och extrem kuerzsiichteg an eng ondemokratesch Haltung, déi d'Vetrauen an d'Politik ënnergriecht.

D'Gentechnik ass e Beräich vun der Fueschung, dee sech ganz schnell entwéckelt a souwuel Chancë wéi och Risiko mat sech bréngt. Well d'Risiken am Virus heiansdo schwéier anzuschätze sinn, muss de Principe de précaution Virrang hu vis-à-vis vun der Chance op e schnelle Profit. D'Lëtzeburger Regierung huet sech dofir och ëmmer konsequent fir e virsiichtegen Émgang mat gentechnesch verännerten Organismen agesat.

Här President, den Amendement vun der Aarhus-Konventioun ass deemno ganz an eise Sënn. E schreift verbindlech fest, dass d'Bierger ëmmer mussen driwwer informéiert ginn, wann iwwer eng Genehmigung fir den Ubau vun OGMen decidéiert gi soll. Dat heescht, dass d'Regierung hir Choixen an dësem Beräich systematesch justificéiere muss. Et ass awer och eng Chance fir méi eng nuancéiert Diskussioun. De Fait, dass d'Verwendung am medezinesche Beräich vun OGMen an der Gentechnik insgesamt op eng breet Akzeptanz stéisst, weist, dass d'Bierger an Europa net grondsätzlech fortschrëttfeindlech sinn an dass si d'Chancen, déi déi nei Technologie bidden, och notze wëllen.

Mä net all nei Entwécklung bréngt e Fortschrëtt fir d'Allgemengheet. D'Bierger wëlle selwer kënnen matbestëmme wat an hiren Aen e Fortschrëtt ass a wat net. An d'Bierger wëllen objektiv Informatiounen, déi et hinnen erméiglechen, Risiken a Virdeeler vun neien Technologie kënnen genee géinteneen ofzeweien.

Meng Fraktioun ass der Meenung, dass d'Bierger e Recht och dorop hunn. Dëst ass esou am Sënn vum Amendement zu der Aarhus-Konventioun iwwer d'OGMe virgesinn, an dofir ginn ech heimat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

**» Une voix.** - Très bien.

**» M. le Président.** - Merci, Här Negri. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Gira. Här Gira, elo ass et endlech un Iech.

**(Hilarité)**

**» M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech géing mech och wierklech hidden, mech hei virun den Här Calmes ze drängen, mä wann Dir mech rufft, da kommen ech, gell, jo?

**(Hilarité)**

Mä Merci fir d'Wuert elo; ech sinn och séier fäerdig.

Déi Gréng wäerte selbstverständlech och dëse Projet de loi an domat dësen Amendement zur Aarhus-Konventioun stëmme, och wann et esou ass wéi scho gesot ginn ass, dass et fir déi europäesch EU-Länner keng Verbesserung an deem Beräich gëtt. Mä, ech mengen et ass wichteg, dass iwwerall an der Welt esou vill wéi méiglech Transparenz an den Dossier OGM kënn. Wann iwwerhaupt, dann ass dat vläicht déi eenzeg Chance, dass d'Majoritéit vun de Konsumenten a Konsumentinnen, déi jo nach ëmmer géint dës Technologie sinn, vläicht eng kleng Chance hunn, géint déi multinational Firmaen, déi mat alle Moyenen dës Technik duerchdrécke wëllen, ze bestoen.

Wat méi Transparenz erakënnt, wat ëmmer méi kloer gëtt, dass éischters d'Avantages, déi sougenannt Avantage, vun dëser Technologie emol nach ze beweise bleiwen. Et gëtt genuch Etüden an der Tëschenzäit, déi soen, dass mer net manner Pestizide brauche mat OGMen, mä éischter méi, dass wuel eng Rei vu Planze resistent sinn op eng Rei Schädlingen, mä dass domat awer Gefore bestinn, dass och Onkraider resistent gi géint déiselwecht Schädlingen.

Dofir mengen ech, dass nach ëmmer grouss Virsiicht gebueden ass an dass all Moyenn muss gutt sinn, fir dee Match opzehuelen, besonnesch well den Drock ëmmer méi grouss gëtt.

Dir hutt sécherlech matkritt, dass en Uerteel vun der OMC komm ass opgrond vun enger Klo vun de Vereenegte State géint d'EU. Dat Uerteel ass zwar net gradso schaarf ausgefall wéi verschidde Leit gefaart haten, dass d'EU insgesamt fir hir Politik veruertelt géif ginn, mä et ass eigentlech nodréiglech gesot ginn, dass dee Moratoire, dee verschidde Länner aus der EU verhaang haten, eigentlech net an der Rei war. D'EU huet awer och confirméiert kritt, dass se awer d'Recht huet, d'Législatioun an d'Realitéit ëmzesetzen, fir konsequent d'Vir- an d'Nodeeler vun den OGMen analyséieren ze kënnen.

Ech mengen, duerfir sollt een um europäeschen, mä och um nationale Plang zwou Stroussrichtungen weiderhi verfolge. Ech stelle mat Freed fest, dass jo nach ëmmer anscheinend politesche Konsens an deem Land hei ass, dass dat net onbedéngt zum Virdeel vun der Mënscheit an der Ëmwelt ass, wa mer dës Technologie mar ganz massiv hei verbreeden. Duerfir mengen ech zwou Stroussrichtungen:

Dat Éischt ass, esou wäit wéi méiglech fueschen iwwer déi negativ Inzidenze vun dëser Technologie. Ech weess, dass mir do zu Lëtzebuerg vläicht relativ beschränkt sinn, mä ech mengen an den EU-Ministerréit - souwuel den Ëmwelt- wéi de Landwirtschaftsminister -, do kann ee jo drop puchen, dass d'Efforten zesummegeuecht ginn, fir weider Gelder an d'Fueschung iwwer déi negativ Inzidenze vun den OGMen ze stiechen. Et mierkt een nämlech, wat méi Etüden op den Dësch kommen, wat ëmmer méi kloer gëtt, dass dës Technologie weentlech méi negativ Konsequenzen huet wéi positiver.

An dann dat Zweet ass, dass mer endlech an esou séier wéi méiglech Regeln opstelle fir d'Koexistenz vun enger biologescher, enger classescher an enger OGM-Landwirtschaft. Wann een erlieft huet, wat deelweis a Kanada an an Amerika scho geschitt ass, da muss et engem wierklech Angscht gi fir déi biologesch Landwirtschaft souwisou, mä och fir déi traditionell Landwirtschaft, déi awer vläicht näischt wëllt heimat ze dinn hunn. An do mengen ech, dass mer grad zu Lëtzebuerg awer kënnen eppes maachen.

Ech war och frou de Moien um Courier électronique déi Amendementen vun der Regierung ze gesinn, fir de Projet ze amendéieren. Et geet jo virun allem drëm, dass dat wat virun an engem Règlement grand-ducal ageschriwwen gi war elo an den Text vum Gesetz kënn, wéi de Statsrot dat gare gehat hätt.

Ech si frou, dass dës Regierung op dës Wee geet. Ech mengen, dass dat schon och e bëssen d'Pist war, déi déi Gréng virun e puer Joer hei gewisen hunn, wou mer eis inspiréiert hunn um éisträichesche Land Kärnten, wou mer deemools, mengen ech, awer net all - d'Chamber insgesamt - esou falsch louchen, wéi mer vu Greenpeace an enger Rei Bauerenorganisatioun gesot kritt hunn, mir géingen hei e schlecht Gesetz iwwer d'Disséminatioun stëmme.

Ech mengen net, dass mir falsch louchen deemools. Mir haten deemools laut euro-

päeschem Recht net vill aner Méiglechkeeten déi Direktiv ëmzesetzen. An ech si frou, dass et elo awer ganz kloer an eng Richtung geet, dass mer eis esou restriktiv wéi méiglech Koexistenzregele ginn. A wa mer eis do gescheit uleeën, mengen ech, dass, mat engem Dréttel vun eisem Territoire, dee mat Bësch beluecht ass, mat enger Rei Natura 2000-Zonen, mat aneren Naturschutz-zonen, déi mer, wa méiglech, esou séier wéi méiglech sollten ausweisen, et misst méiglech sinn, dass mer praktesch de facto en OGM-fräit Land ginn.

Ech mengen, dass dat de Moment, och mat der aktueller europäescher Législatioun an och mat den OMCs-Regelen, déi eenzeg éierlech Méiglechkeet ass fir zu deem ze komme wat mer wëllen. Ech mengen schonn, dass et um politeschen Niveau ganz flott an och ganz wichteg ass, dass eenzel Gemeengen oder eenzel Regiounen sech als OGM-fräi deklaréieren. Dat ass schéin a gutt. Mir sinn eis awer eens, dass, wann et haart op haart kënnt a wann et bis zu juristeschem Sträit géng kommen, déi do Deklaratiounen net laang Bestand hätten.

Ech mengen och net, dass dat wat den Här Calmes préconiséiert huet duergeet. Wat nëtzt et wann zwou Bauerenorganisatiounen soen: Mir wëlle keng OGMen?

#### (Interruption)

Neen, mä gutt. Éischtens mengen ech, néierens steet, dass all Bauer muss an enger vun deenen zwou oder dräi Gewerkschaften sinn. A souguer wann déi Gewerkschaften dat decidéieren, kënne se dat jo net fir hir 2.000 Memberen decidéieren. Da steet et nach ëmmer all eenzelnem Landwirt fräi, déi Technik unzewenden, sou dass ech mengen, dass mer all Efforten a wierklech och vläicht déi beschd Juristë sollten dropsetzen, fir vis-à-vis vun der Législatioun ze Bréssel ze probéieren esou séier wéi méiglech déi praktesch Koexistenzregele opzesetzen. Dat ass vläicht déi eenzeg Rettung virum dëser Technik.

Merci villmools.

» M. le Président. - Merci, Här Gira. Leschte Riedner ass den honorabelen Här Mehlen. Här Mehlen!

» M. Robert Mehlen (ADR). - Merci, Här President. Och ganz kuerz: Mir wäerten eisen Accord zu dësem Projet ginn.

Et ass eng Matière, déi ëmmer méi komplizéiert gëtt, souwuel um legislative wéi um prozedurale Plang. Duerfir ass et noutwendeg, dass ee probéiert de Maximum um Transparenz an dee ganze Secteur eranzebréngen. Dat geet u beim Accès à l'information - dee soll jo hei gestärkt ginn -, dass de Public informéiert gëtt, dass en och soll consultéiert ginn, an zwar bei der Dissémination vun OGMen an och bei der Vermaartung vun OGMen.

Ech wëll soen, dass fir eis och d'Sichtweis déiselwech ass wéi dat wat d'Virriedner hei gréisstendeels gesot hunn. Et ass eigentlech net richtig, dass an esou enger sensibeler Matière de Fräihandelsprinzip Prioritéit huet virum Précautionsprinzip.

Et gëtt ëmmer gesot an der WTO: Et geet net anescht. Ech war frou zum Beispill de Moien och an deem Hearing ze héieren, dass de Wirtschaftsminister gesot huet, dass déi Regelen einfach net richtig sinn. Wann déi eng imposéiert kréien, qualitativ an ëmweltschutzrechtlech Contrainten anzehalen, an déi aner kënne maache wat se wëllen, an da begéine mer eis um fräie Maart, da kann dat net funktionéieren.

Hei ass iergendwou par analogie déiselwech Situatioun. Duerfir ass et, wa mer da schonn an där Contrainte sinn - an ech si mir och bewusst, dass et schwéier ass do erauszekomme -, wierklech noutwendeg, dass de Consommateur sech nach vläicht e bësse kann dogéint wieren, wa mer d'Kennzeichnungspflicht uerdentlech applizéieren. Ech froe mech, ob een net soll fir d'OGMen generell e Sigel erfannen, wou een direkt gesäit, ouni dass ee muss dräi Säite Klenggedrécktes liesen: Hei ass e Produkt, do sinn OGMen dran. An da kann ech jo soen: Ech wëll et oder ech wëll et net. Mä et muss esou sinn, dass een et praktesch op den éischte Bléck gesäit.

Dat anert ass de Schutz vun de Produzenten, dat wat meng Virriedner iwwerhaapt och ugesprach hunn: Mir schwätze vun Dissémination volontaire, mä mir si ganz séier an der Dissémination involontaire vun deem, deen dat uegebaut huet, wou et sech dann iergendwou, deemno wéi et ass, iwwert d'Pollen an esou weider verbreet, an och vun deem, deem seng Stécker oder seng Kulture contaminéiert ginn, dee sech och net kann dergéint wieren.

Dat ass effektiv eng Problematik fir déi konventionell Landwirtschaft, déi OGM-fräi wëllt produzéieren, a schonn nach vill méi fir d'biologesch Landwirtschaft. Duerfir fannen ech och, dat wat ugesprach ass, déi Justifikatioun vun all Décisioun, dass dat e schrecklech wichtegen Aspekt ass. Et kann net sinn, dass ee seet am Umkehrprinzip: Et muss bewiese sinn, dass dat do schiedlech ass, fir dass mer et net zouloossen.

Mir si jiddefalls der Meenung, dass et misst ëmgekeiert sinn, wann een am Précautionsprinzip rasonéiert, dass ee seet: Am Prinzip ass et Neen, et sief dann deejéinegen, deen dat gebastelt huet an dee wëllt Geld domat verdéngen, dee bréngt d'Preuve, dass et wierklech eppes bréngt. A wann een e bësse weess, wéi d'Mechanismen zu Bréssel funktionéieren, wat fir eng Lobby do amgaangen ass - ech schwätzen elo manner vun de Bauerenorganisatiounen, well ech weess wéi schlecht se vertritt si par rapport zu deenen...

» M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Oh, déi sinn awer och net schlecht vertritt.

» M. Robert Mehlen (ADR). - Neen, ech héieren awer ëmmer, Här Gira, dass dat wierklech ganz schwaach ass par rapport zu den Agrar-, Handels- a chemesche Konzern an esou weider, déi an der Produktioun vun Agrarproduktionsmëttelen täteg sinn. Do ass dat ganz kleng.

A wann ee weess, wat fir eng Influenz dass déi op déi Leit hunn, déi an der Kommissioun d'Dossiere virbereeden, a wann ee weess, dass mir emol ganz dacks net ëmmer Leit hu fir an déi Kommissiounssätzungen ze schécken, wou dat dann ausgehandelt gëtt, wou d'Décisiounen preparéiert ginn, da muss mer eis d'Fro stellen, wéi wäit dat mir als Politiker, souwuel um nationale Plang wéi och dann herno um communautaire Plang, wierklech Afloss op dat huele wat do geschitt.

An ech fannen, wann do wierklech Transparenz wär, da kéinte mer vu Fall zu Fall decidéieren, ob dann elo e Mais, deen iergende Insektizid produzéiert fir iergende Wiermche vu sech ewechzehalen, zouläseg soll sinn oder net. Do misst d'Politik wierklech kënnen Afloss drop hunn, natierlech op Basis vun engem Dossier, deen neutral an deen transparent ass.

Zum Schluss nach e Wuert zu de Bauereverbänn: Ech kann nëmmen ënnersträichen, dass dat zwar e fromme Wunsch ass, dass déi Organisatiounen sech sollen zesumendoen an eng fräiwëlleg Konventioun maachen. Mä et ass tatsächlech esou, wann deen een oder deen aneren individuell net matspillt, da spillt en net mat.

An ech wollt eng kleng méi lëschteng, oder wéi och ëmmer, Note hei drabréngen. Déi Zäiten, wou den Här Berns hei decidéiert huet a se alleguer stramm gestanen hunn, déi sinn...

» Une voix. - ...glécklecherweis eriwwer!

» M. Robert Mehlen (ADR). - ...op där anerer Säit glécklecherweis och eriwwer, souguer wann et an dësem Fall vläicht ze bedauern ass.

Ech soen lech Merci. Mir wäerten de Projet stëmmen.

» M. le Président. - Merci, Här Mehlen. Den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux, huet d'Wuert.

» M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*. - Här President, ech wëll ganz kuerz der Chamber a virum allem dem Rapporteur an der Kommissioun Merci soen. Ech mengen, et ass kloer gemaach ginn, dass dese Projet en tant que tel fir Lëtzebuerg a fir d'EU-Länner keng grouss Répercussiounen huet a sech virum allem d'Mëttel fir déi Länner, déi doriwwer eraus sinn, wäerte verbesseren.

Fir déi national Ëmsetzung verweisen ech op d'Aarbechten, déi an der Landwirtschaftskommissioun amgaangen sinn. A wat de Konsens ubelaangt, hu mer deen an der europäescher Enceinte, fir déi ech zoustännege sinn - hei zu Lëtzebuerg ass et jo de Landwirtschafts- an de Gesondheitsminister -, gehale mat enger Rei vun Erfolger, virum allem während eiser Présidence, wat d'Oflehnung mat der qualifizierter Majoritéit vun enger Rei vun OGM-Zorten ubelaangt.

Merci.

» M. le Président. - Voilà! Domadder si mer um Enn vun den Debatten ukomm. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5582 ass ugehall mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);*

*M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*M. Aly Jaerling.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann zu dem Projet de loi 5583, eng Ofännerung vum Statut vun de Stats- a Gemengebeamten. Déi Här Calmes, Klein, Adam, Gibéryen a Jaerling si bis elo ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers.

## 12. 5583 - Projet de loi modifiant

### 1. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

### 2. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

#### Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

» M. Paul-Henri Meyers (CSV), *rapporteur*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 7. Juni 2006 huet den zoustännege Minister vun der Fonctioun publique Claude Wiseler an der Chamber de Projet deponéiert, deen eng Ofännerung vum Beamtestatut virgesäit.

A Wierklechkeet ass den Objet - wann een den Initulé liest, kann een dat net esou richtig feststellen - deen, fir bei deenen Ofännerungen d'Ëmsetze vun zwou europäeschen Direktiven an hir Uwendung op den öffentliche Secteur virzugesinn.

Déi zwou Direktive baséieren op dem Artikel 13 vum Traité vun Amsterdam an hunn als Zil, géint all Forme vun Diskriminatioun, direkter oder indirekter Aart, virzugesinn.

Déi zwou Direktiven, dat sinn engersäits d'Direktiv 2000/43/CE, déi stellt de Kader der fir géint all Diskriminatioun virzugesinn, déi op der Rass oder der ethnescher Origine baséiert. Déi zweet Direktiv, 2000/78/CE, verbitt all Diskriminatiounen, déi motivéiert sinn duerch Grënn vun der Relioun, dem Handicap, dem Alter oder der sexueller Orientéierung.

#### (M. Jos Scheuer prend la Présidence)

D'Regierung hat an hirem éischten ursprénglechen Text, dee se deponéiert hat, virgesinn, dass och d'Direktiv 2002/73/CE duerch eng Ofännerung vum Beamtestatut am öffentliche Secteur sollt ëmgesat ginn.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 4. Juli 2006 sech formell opposéiert géint des Aart a Weis fir virzugesinn. D'Direktiv 2002/73/CE wär nämlech eng Ofännerung vun der Direktiv 76/207/CEE, déi zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 8. Dezember 1981 ëmgesat ginn ass. Dat Gesetz regelt déi gläich Behandlung vu Mann a Fra, oder vu Fra a Mann, an ass uwendbar op de priva-

ten an op den öffentliche Secteur. Dat ass also en allgemengt Kadregesetz.

Fir de Statsrot géif d'Transpositioun vun der Direktiv 2002/73/CE am Rahme vun dem Beamtestatut ongläich Behandlung vum de Salariéen aus dem privaten an öffentliche Secteur mat sech zéien an och dee beste-hende kohärente juristesche Kader a Gefor bréngen.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 4. Juli 2006 dann och beanstand, dass an deem Text, dee virläit, net den öffentliche kommunale Secteur mat abegraff war an esou huet verlaangt, dass de Projet an deem Sënn misst ëmgeännert ginn.

D'Regierung huet an hiren Amendement vum 18. September 2006 de Virschléi vum Statsrot Rechnung gedroen, esou dass de Statsrot an deem zweeten Avis vum 10. Oktober 2006 den Accord ginn huet zu dem Projet, mat e puer klengen textuellen Ännerungen.

Fir den Text ze resuméieren, mengen ech, kéint een en a sechs Punkten zesumme-faassen:

1. Duerch een neien Artikel 1bis gi souwuel am Gesetz vum 16. Abrëll 1979 vum Beamtestatut beim Stat wéi och am Gesetz vum 24. Dezember 1985, dat sech bezitt op d'Beamten am Gemengesecteur, all Forme vun Diskriminatioun, déi op der Rass, der ethnescher Herkunft, der Relioun, dem Handicap, dem Alter oder der sexueller Orientéierung baséieren, verbueden.

2. De Prinzip vun der gläicher Behandlung schléisst awer spezifesch Moosnamen net aus, fir eventuell Désavantages ze kompenséieren, an den Text zitéiert hei notament déi behënnert Persounen.

3. Den Text erlaabt Ausnahmen, déi motivéiert sinn duerch d'Natur vun der beruflecher Aktivitéit. Dat bezitt sech notament op beruflech Aktivitéiten an de Kierchen oder an aneren öffentliche Organisatiounen, esou wäit déi Aktivitéit legitim sinn an esou wäit och déi Moosnamen objektiv justifizéiert kënne ginn.

4. De Centre pour l'égalité de traitement, deen am Gesetz fir den öffentliche Secteur geschaf gëtt, gëtt och zoustänneg gemaach fir den öffentliche Secteur.

5. Personaldelegatiounen aus dem öffentliche Secteur, déi als A.s.b.l. constituéiert sinn, kréien d'Recht fir bei deenen zivilen an administrative Juridictiounen ze kloen, mat dem ausdrécklechen Accord vun deene be-traffene Beamten, déi och schrëftlech hir Awëlligung zu deenen dote Recoursé mussen ginn.

D'Fro, déi sech hei natierlech stellt, ob dann d'Charge vun der Preuve, déi beim Gesetz iwwert de private Secteur ëmgedréint gëtt - d'Preuve muss also erbruecht gi vum Patron, wann ee Salarié klot -, ass bei dem öffentliche Secteur net anescht, well den Artikel 10 vum Gesetz, wat mir haut nach eng kéier wäerte stëmmen, dat dote vir-gesäit.

Deen Artikel 10 gesäit nämlech vir, dass déi Dispositiounen iwwert d'Charge vun der Preuve uwendbar si bei den zivilen an administrative Juridictiounen. Wann een hei administrativ Juridictiounen seet, kënnen domat nëmmen déi gemengt sinn, déi zoustänneg si fir déi Recoursen, déi gemaach gi vun de Beamten aus dem öffentliche Secteur, well natierlech déi Salariéen aus dem Privatsecteur d'Recoursé maache beim Arbeitsgericht oder gegebenenfalls beim Zivilgericht.

6. E Beamten, dee sech iwwer eng Diskriminatioun beklot oder als Zeien optrëtt, därff dat op senger Aarbechtsplaz, wéi mer op Lëtzebuergesch soen, net ze spiere kréien, also kenge Repressalien ausgesat sinn. All Akt, dee géint diesen Text géif verstoussen, ass null an nichteg a kann och net zu disziplinaresche Moosnamen féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber hat schonn den 13. Juli eng éischte kéier iwwert d'Gesetz vun deenen zwou Direktiven am Privatsecteur of-gestëmmt. Mir wäerten haut, no Amendementen vun der Regierung, een neien éischte Vote virhuelen. Doduerch, dass och den Text fir den öffentliche Secteur haut ka gestëmmt ginn, an domat déi zwou Direktiven och am öffentliche Secteur kënnen ëm-

gesat ginn, ass et méiglech, dass souwuel fir de private wéi och fir den öffentleche Secteur déi zwee Texter gemeinsam kënnen a Kraaft trieden.

Ech géif d'Chamber bidden, dëse Projet, an där Form wéi d'Kommissioun et zréckbehalen huet, ze stëmmen. Ech géif och heimat den Accord vu menger Partei bréngen.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Meyers. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Emile Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

►►► **M. Emile Calmes (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer dem Rapporteur fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport ze félicitéieren. Wéi gesot, mir mussen eis, nodeem mer eis am Juli schon emol domat beschäftegt haten, nach emol mat deem Gesetz hei beschäftegen, och mat deem Gesetz nach wat duerno kënn a wat datselwecht wëllt soe wéi dat hei.

Et ass u sech Speck a Schwéngfleesch, déi zwee Gesetzer. Duerfir hätt ee se och matenee kéinte behandelen. Et ass och dat wat ech elo wëll hei maachen.

Et ass wéi gesot ze bedauern, datt mer dat sengerzäit net matenee gemaach hunn, dat heescht déi zwou Direktiven an eis Gesetzgebung ëmgesat hunn, souwuel fir de Privatsektor wéi och fir d'Fonction publique.

Mir wëssen alleguer, datt mer hei zu Lëtzebuerg an enger méi spezieller Situatioun sinn an datt dat dann net gutt ass, wann een dat matenee mécht.

Trotzdem ass Lëtzebuerg fir dat do condemnéiert ginn. Et géif een a sech awer emol gär wëssen, wat dat bedeit, esou eng Condamnatioun. Ech mengen, mir sinn am Februar, wann ech mech elo richteg erënnere, condemnéiert gi vun der Cour. Ech weess och net wat dat kascht, ob dat iwwerhaupt eppes kascht - dat geet aus dem Arrêt net ervir. Et wär jo awer interessant ze wëssen, ob ee sech an Zäite vu budgetäre Schwierigkeete kann erlaben, fir condemnéiert ze ginn an dann nach dofir mussen ze bezuelen.

Ech mengen, mir haten eis Argumenter schon am Juli ervirbruecht, wéi mir dat Gesetz den 13. Juli hei diskutéiert hunn, d'Gesetz 5518. Mir haten deemools schon eisen Accord bruecht. Ech wëll dat och haut maachen, souwuel fir dëst Gesetz a fir dat wat elo herno kënn.

Ech mengen, fir eis als Demokratesch Partei ass et selbstverständlech, datt mir géint all Form vun Diskriminatioun sinn. An dofir si mir dann och der Meenung, datt dat Gesetz hei an déi richteg Richtung geet, virun allem och doduerch, datt eng Ulafstell hei geschafé gëtt, wou déi Betraffe sech kënnen wende wa se mat Problemer a puncto Diskriminatioun konfrontéiert ginn.

Mir sinn awer och der Meenung, datt mir net nëmmen an der Chamber hei eis ganz vill Gedanke solle maachen an um legislative Plang solle virukommen. Mir mussen och versichen, datt dat Ganzt um gesellschaftleche Plang weidergefouert gëtt, fir datt all Zorte vun Diskriminatioun ofhuelen an datt dat bei de Leit zu engem Mentalitéitswieselsel féiert. Ech mengen, dat ass déi bescht Method, fir datt d'Diskriminatioun iergendwa ka verschwannen.

Ech wëll meng Interventioun awer da mat engem Ausbléck op d'nächst Joer ofschléissen. D'Joer 2007 ass nämlech dat Europäesch Joer vun der Chancéglicheit. Ouni d'Joer 2007 awer mussen ofzewarten, kënnen mir mat deemem Projet de loi hei, wéi mat deem, deen elo duerno kënn, e Bäitrag leeschte fir e Plus u Gläichbehandlung am alldeegleche Liewen.

Domat géif ech dann och, ech hunn et scho gesot, den Accord vun eiser Fraktioun zu dësen zwee Gesetzer - zu deemem an zu deem wat duerno kënn - hei bréngen an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Calmes. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Klein.

►►► **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Europäesch Unioun mécht sech Gedanken a Suergen, zu Recht, fir d'Gläichbehandlung vun alle Biergerinnen a Bierger, an dat an alle Beräicher wéi zum Beispill déi ethnesch Ofstamung, d'Rass, d'Relioun, den Alter, d'sexuell Orientéierung, d'Behënnerungen oder eng Differenz ze maachen téschent Mann a Fra.

All Diskriminatiounen opgrond vun esou Zougehéieregkeete si verbueden, dat besonnesch am Beräich vun eiser Aarbechtswelt. Direktive sinn zu deem Sujet erloos ginn, déi mir leider mat engem Retard amgang sinn an eis national Gesetzgebung ëmzesetzen.

Verschiede Prinzipie figuréiere schon an eise legislativen Instrumenter, wéi zum Beispill d'Gläichstellung téschent Fra a Mann souwéi och d'Ofschaffung vun der Altersgrenz an der Fonction publique.

Dëse Projet de loi ass de Pendant zum Projet de loi, deen haut och hei definitiv verabschit gëtt an dee sech an de Regime vum Secteur privé aschreift. Mir hunn elo, wa mir dëse Projet gestëmmt hunn, keng Diskriminéierung méi téschent dem Secteur privé an dem Secteur public. Dat war och eng Suerg, déi de Conseil d'État ausgesprach huet, eng Befierchtung, datt den öffentleche Secteur kënn eventuell vun Antidiskriminéierungsmoosnamen ausgeschloss ginn. Dat ass elo net méi berechtigt, ëmsou méi och well déi ganz Fonction publique mat ageschloss ginn ass.

Et ass och keng Differenz méi téschent dem Secteur communal an dem Secteur étatique. Déi ganz, déi gesamt Fonction publique gëtt elo vun deemem Projet hei erfaasst. Dofir sinn déi Befierchtungen, déi de Staatsrot ausgedréckt hat, onberechtigt ginn.

Et ass wichteg, datt déi Antidiskriminéierungsmoosnamen an de Statut...

►►► **M. le Président.** - Här Goerens, wëllt Dir dem Här Klein eng Fro stellen?

#### (Interruption)

►►► **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Geilift?

►►► **M. Charles Goerens (DP).** - Ech wollt just soen, Dir hätt lech gutt ageschafft an déi Matière. Et war e Kompliment.

#### (Hilarité)

►►► **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Merci.

►►► **M. le Président.** - Här Klein, Dir hutt nach ëmmer d'Wuert.

►►► **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Et sinn och Méiglechkeete geschafé ginn, fir géint esou Verstéiss virzegoen virun den Zivilgeriichter an och virun den administrative Geriichter, esou dass den Leit, déi eventuell kënn betraff sinn, iwwert déi néideg Mëttel verfüegen, fir dergéint virzegoen.

Well mir d'Wichtigkeet vun deemem Projet jo unerkennen, ginn ech och heimadder dann den Accord vu menger Fraktioun.

►►► **Une voix.** - Très bien.

#### (Hilarité)

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Klein. Nom Här Klein huet den honorabelen Här Adam d'Wuert.

►►► **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, „endlech no 2.309 Deeg“, sou schreift d'ASTI an engem Communiqué iwwert d'Gesetz oder déi Gesetzer, déi mir haut stëmmen. Et ass jo scho vu munge Virriedner gesot ginn, och vum Rapporteur, datt de Projet de loi 5583 an de Projet 5518 an engem enken Zesammenhang sinn. An dofir wëll ech och an dëser Interventioun fir déi zwee Gesetzer am Fong geholl eis Zoustëmmung bréngen.

Endlech setze mir déi europäesch Direktiven aus dem Joer 2000, wou eng Rei vu Mesurë géint d'Diskriminatioun geholl ginn, an d'Lëtzebuurger Legislatioun ëm. Déi Gréng bedauern, datt dat esou laang Zäit gebraucht huet. Mir stelle fest, datt de politesche Wëlle vun dëser an och scho vun der viregter Regierung, fir dës Direktiven ëmzesetzen, net grouss war.

Ass dëse Mangel u Begeescherung vläicht dorop zréckzeféieren, datt d'Ëmsetzung vun dësen Direktiven net een direkten ekonomesche Virdeel fir eist Land bréngt? Mir hu mat der Ëmsetzung och net een direkten Avantage fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg.

Datt mir dëse Projet oder dës zwee Projeten dës Woch um Ordre du jour hunn, ass dann och éischter dorop zréckzeféieren, datt mer

musse mat finanzielle Sanktiounen rechnen. Nodeems Lëtzebuerg schon am Februar an am Oktober 2005 zweemol vun der Cour de justice des Communautés européennes fir d'Netëmsetzung an de virgeschriwwenen Délaie condemnéiert ginn ass, huet de séchere Wee vum Näschtmaachen - den Här Calmes huet et och scho gesot - riskéiert e ganz deiere Wee ze ginn.

Déi Gréng hätten et léiwer gesinn, wa mir e Projet gehat hätten, dee souwuel de Secteur privé wéi de Secteur public betraff hätt. Domat hätt och kënnen Zäit gespuert ginn. An dat war och eng Haaptursach, firwat mir eis beim éischte Vote vum Projet de loi 5518 enthal haten. D'Argumentatioun vun der Madame Loschetter ass haut nach genausou richtig wéi se den 13. Juli 2006 war.

Well mir awer iwwerzeegt sinn, datt d'Bekämpfung vun all Form vun Diskriminatioun, esou wéi se an de Projet de loi festgeschriwwen ginn ass a wéi den Här Meyers als Rapporteur se hei genannt huet - ech soen him och Merci fir de Rapport -, vu grousser Wichtigkeet ass, a wéinst dem Fait, datt mir eben de Projet 5583 zur selwechter Zäit wéi de Projet 5518 stëmmen, bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Adam. Duerno huet den Här Gibéryen d'Wuert.

►►► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och, wéi verschidde vu munge Virriedner, versichen eis Stellung zu deenen zwee Projeten an enger Interventioun duerzeleeën, nämlech zu dem Projet 5583 an dem Projet 5518, vun deenen den Här Meyers an den Här Kaes Rapporteur sinn, deenen ech dann och wëll scho vun hei aus Merci soen, deem enge an deem aneren, am Virus fir hire Rapport.

Mir setzen hei zwou Direktiven ëm: 2000/43 an 2000/78. Ech wëll direkt soen, datt, wat den Objektiv vun dësen Direktiven ubelaangt, mir als ADR kee Problem domat hunn. Wat de Kampf géint all Form vun Diskriminatioun betrëfft, deen hei viséiert ass an der Direktiv, mengen ech, gëtt et vun eiser Säit och keng Oppositioun oder e Grund, fir domadder Problemer ze hunn.

Mir hunn éischer aner Suergen oder Problemer mat deemem Projet de loi oder mat deenen zwee Projets de loi. Dat Éischt ass, mir hunn eis déi lescht Kéier och enthal scho bei deem anere Projet de loi, dee mir am Juli vum Privatsektor gestëmmt hunn, well mir et net gutt fannen, datt mir zwee Projets de loi gemaach hunn.

Mir hätte léiwer gesinn, mir hätten ee Projet de loi gemaach a kënnen ee fir alle Mol zu der Konkusioun kommen, datt, wa mir fir de Secteur public an de Secteur privé déiselwecht Bestëmmungen hunn, mir déi dann och sollten an engem Gesetz ënnerbréngen, an net ëmmer mengen, mir missten higoen an zwee Gesetzer maachen. Mir hunn och am Secteur privé laang Zäit gebraucht, fir Gesetzer fir d'Aarbechter an d'Privatbeamten ze kréien. Wa mer 20 Joer zréckkucken, hate mir domadder ëmmer eis Problemer. Haut hu mer déi Problemer, Gott sei Dank, iwwerwonnen.

Positiv ass awer hei, datt mer et dës Kéier wéinstens fäerdeg bruecht hunn am Secteur public de Stat an d'Gemengen an ee Gesetz ze kréien, well wa mer eis erënnere un dee leschten Accord salarial, do hu mer deen emol net an ee Gesetz erabruucht, mä mir hunn do nach misse zwee Gesetzer maachen, mat engem groussen Intervalle. Et ass also eis éischt Remarque, datt mer gären ee Gesetz gehat hätten, fir déi zwou Direktive fir de privaten an den öffentleche Secteur ëmzesetzen.

Dat Zweet ass dat mat dem Renversement vun der Charge de la preuve. Dat hu mer déi leschte Kéier scho gesot. Mir kënnen eis domadder net averstanen erklären. Dat ass ee vun eise Rechtsprinzipien, wou mir net domadder averstane kënnen sinn, datt dee Renversement gemaach gëtt an dann am Fong de Patron an deemem Fall de Beweis bréngen muss, wann eng Uklo an déi Richtung kënn, wat fir deen an der Praxis ganz schwéier wäert ginn - ech schwätzen elo vum Privatsektor -, fir dat bewisen ze kënnen, wann een esou eng Behauptung opstellt: sief et wéinst der Hautfaarf oder wéinst enger Relioun, der Nationalitéit oder Gott weess wéinst wat.

Wéi soll do dann e Patron kënnen de Beweis bréngen, datt et net dowéinst war, datt hien déi Persoun net agestallt huet oder déi Persoun licenciéiert ginn ass oder keng Avancementer kritt huet oder Gott weess wat, alles wat mam Aarbechtsvertrag zesammenhängt? Dat ass also eng Mooss-

nam, déi mir net novollzéie kënnen an déi mir duerfir och net ënnerstëtze wäerten.

An dat Zweet, wat och mat dem Renversement vun der Charge de la preuve zesammenhängt, dat ass, datt dat net esou explizit am Text fir d'Fonction publique steet wéi fir de Secteur privé. Am Text vum Secteur privé steet dat ganz kloer dran.

Den Här Meyers huet als Rapporteur elo versicht eng Erklärung op déi Fro ze ginn, déi ech hei opgeworf hat. Ech muss awer soen, datt dat mech elo net esou iwwerzeegt huet, datt dat esou an der Fonction publique soll d'selwecht gehandhaabt gi wéi am Privatsektor. Ech hunn hei éischer esou d'Tendenz ze gleewe wéi wann de Stat dat, wat hien am Fong am Privatsektor de Patronen octroyéiert, nämlech datt si mussen d'Preuve bréngen, fir sech selwer awer net an d'Gesetz agebaut huet. Mir bleiwe bei där Meenung, an, wéi gesot, dat ass eng zweet Ursach, firwat mir net mat deemem Projet an dëser Form kënnen averstane sinn.

Eng drëtt Ursach ass, mir hu vun allen Diskriminatiounen geschwat, et wier vläicht och interessant gewiescht, wann zumindest am Secteur public d'Discrimination politique vläicht mat dragesat gi wier, well ech kenne vill Fonctionnaires, déi mir gesot hunn: Et war am Fong u mir fir déi Fonction oder fir déi Plaz do ze kréien, mä well deen do an där Partei ass, ass dee viru mech gesat ginn.

#### (Brouhaha général)

Och dat ass eng Diskriminatioun, déi een eventuell och hätt kënnen emol hei matdiskutéieren.

An dann dee véierte Punkt, dat ass dee vun den „Actions positives“. Ech mengen, mir hunn an eiser Constitutioun stoen, datt Mäner a Frae gläich sinn. An och dowéinst hu mir Problemer, datt hei esou „Actions positives“ drastinn. Mir soen et muss jiddereen déiselwecht Chancé kréien, awer op dem Terrain muss jiddereen sech selwer duresetzen. Et kann net duerch anescht bausent Agräife sinn, dass déi eng deenen anere virgezu ginn.

Dat sinn déi véier Haaptremarquen, déi mir zu dësen zwee Projeten hunn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an aus deenen Iwwerleeungen eraus wäerte mir eis och dës Kéier erm bei deenen zwee Projeten enthalen.

►►► **Une voix.** - Très bien.

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Elo huet d'Regierung d'Wuert.

►►► **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - D'Regierung soll nach e bësse Gedold hunn.

►►► **M. le Président.** - Här Jaerling, entschëllegt. Entschëllegt, Här Jaerling, dat wollt ech lech net undoen.

►►► **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Ech si schon iwwerall verstouss, da loosst mech hei halt wéinstens eng Kéier zu Wuert kommen.

►►► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

#### (Hilarité)

►►► **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Bon, Här President, ech géif mech dann och, genau wéi meng Virriedner, awer op déi zwee Projete matenee beschränken. Meng Suerg gëllt am Fong net esou de Patronen, meng Suerg gëllt am Fong jiddferengem, dee vun deem Gesetz hei betraff ass a wou ech awer scho beim Gesetz 5518 déi éischte Kéier dat Gesetz net gestëmmt hunn: Eben éischters emol wéinst dem Renversement de la charge de la preuve an zweetens, well ech awer weess wéi dat an der Praxis wäert ausgesinn.

Well dat ka schlëmm Ausmoossen unheulen, besonnesch op der Aarbechtsplaz, wann dann een ufängt deen aneren unzeschmieren. Dat gëtt e Fest fir d'Affekoten, wa mir dat Gesetz hei stëmmen, well mir kréien amerikanesch Zoustänn, wou dann emol kee méi deem anere kann d'Wourecht an d'Gesicht soen, ouni dass dee bei den Affekot leeft. Also, esou wäit dierfe mer et awer net komme loosse. Mir zillen hei eng Gesellschaft vun Denunzianten erop, dat soen ech lech hei ganz kloer. Esou wäert et an der Praxis ausgesinn an net anescht!

Ech si garantéiert dee Leschten, deen hei elo seet, et dierft näscht ënnerholl gi géint d'Diskriminéierung, mä mir mussen dat awer nuancéieren. Mir kënnen net einfach eppes an en Text eraschreien, wou mer ganz genee am Virfeld wësse wat doraus entsteet. A jiddereen heibanne weess et. Oder et sinn der, déi et net wësse wëllen.

**(Interruption)**

An dann ass et och esou wéi mäi Virriedner et gesot huet, dass et bei der Fonction publique effektiv net esou kloer ass wéi am Privatsektor. Mä eent ass op jidde Fall kloer: Et ass awer d'Ëmsetzung vun därsewlechter Direktiv, déi hei virgeholl gëtt, fir de privaten an den öffentliche Sektoren, esou dass also och d'Philosophie vun deem Ganze sech wäert bei der Fonction publique genee esou erëmspigele wéi dat am Privatsektor ass. An dat ass dat wat mer Suerge mécht. Et kann dach net sinn, dass een deen aneren uklot an dass deen Ugekloten dann do muss beweisen, dass hien näischt gemaach huet. Dat kann et net sinn!

Also hei gëtt wierklech eppes op d'Kopp gehäit a wou ech lech soen, dass dat eis an Zukunft ganz vill Schwierigkeete wäert maachen. Ech ka mat beschtem Wëllen, also ech enthalte mech do net, well dat kann ech net maachen, an ech wäert wéi bei deem éischte Gesetz a wéi bei där éischter Liesung och hei bei deenen zwee Gesetzter mat Nee stëmmen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Dann ass et un der Regierung.

» **M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Merci, Här President.

» **M. le Président.** - Den Här Minister huet d'Wuert.

» **M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Ech wëll just ganz ganz kuerz Stellungnahme huelen, fir éischtens dem Rapporteur och villmoos Merci ze soe fir seng Aarbecht. Hien huet a sech de Résumé vum Text ganz gemaach.

Zwou Remarquë wëll ech dozou maachen. Déi éischt ass, dass et drëm gaangen ass fir déi Moosnamen, déi besonnesch wäert fir d'Fonction publique an déi net an deem aktuelle Statut vum der Fonction publique esou ageschriwwen waren, och an de Statut anzuschreien, fir dass mer do och e kompletten Text hunn.

Dann ass et gaang ëm d'Definitione vum deene verschiddene Forme vum Diskriminationen, ëm eng prezis Definition vum Harcèlement, deen als Diskrimination definiert ginn ass. Et ass drëm gaang och déi Méiglechkeet vun „Actions positives“, déi momentan net am Statut steet, an de Statut anzuschreien. Et ass drëm gaang d'Méiglechkeet vu spezifesche Moosnamen, wa se justifiziert sinn, wa se legitim an objektiv feststellbar sinn, och als Méiglechkeet an de Statut anzuschreien.

Et ass drëm gaang och fir de Personaldelegationen, wa se sech dann als Représentation vum dem Personnel constituéiert hunn, den Droit d'agir ze ginn, am Numm vun där Persoun, déi diskriminiert ginn ass. An et ass och sechstens drëm gaang, de Schutz vum de Fonctionnaire géint Représailles anzuschreien, a wa se als Zeien agéieren, se och ze schützen.

Déi sechs Punkten hu missen an de Statut ageschriwwen ginn. Dat war och de Grund, well mer an der Fonction publique eng spezifesch Législation, déi prezis dat soll ëmraisse wat an der Fonction publique méiglech ass, och als spezifesche Statut wollten dohinnerstellen. Duerfir och deen Text, deen hei gemaach ginn ass.

Dann ass d'Fro gestallt gi vum de Condamnationen. Mir sinn effektiv condemnéiert zur Ëmsetzung, mä net condemnéiert zu Astreinten. Den Här Biltgen seet duerno nach e puer Wuert méi doriwwer, mä dat zu der Fro zum Präis an zu der Fro „Wat kascht et?“.

Déi lescht Fro, déi gestallt ginn ass, ass déi vum Renversement de la charge de la preuve, ob dat dann elo och applicabel ass fir d'Fonction publique. D'Antwort ass: jo. De Rapporteur huet schonn déi juristesche Antwort ginn. Am Artikel 8 vum Text steet kloer dran, dass hei déi administrativ Tribunal och zoustänneg sinn, an am Artikel 2 kënnt Der liesen, Paragraph 3, wat dann elo d'Exclusionne sinn.

Exclus sinn d'Fonctionnaires, wat d'Punkten a) an c) ugeet. Do geet et nëmmen ëm d'«conditions d'accès à l'emploi», d'«activités non salariées ou le travail, y compris les critères de sélection et les conditions de recrutement». An ënner Punkt c) «conditions d'emploi et de travail, y compris les conditions de licenciement et de rémunération». Dat sinn déi, déi spezifesch behandelt sinn. Dee Punkt iwwert de Renversement de la charge de la preuve ass also hei och applicabel op d'Fonction publique.

Dat war et wat ech wollt soen. Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - D'Diskussion ass ofgeschloss. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5583. Den Text steet am Document parlementaire 5583<sup>3</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Resultat ass dat hei: Mat Jo gestëmmt hu 55 Deputéierten, mat Neen 1, a 4 Enthaltungen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castagnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);*

*MM. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.*

*A voté non: M. Aly Jaerling.*

*Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.*

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass geschitt, Här President.

» **M. le Président.** - Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel? **(Assentiment)**

Esou ass et décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussion vum Projet de loi 5518 iwwert d'Ëmsetzung vum der EU-Direktiv géint d'Diskriminierung op der Aarbecht. Et handelt sech heibäi ëm e Projet de loi iwwert deen d'Chamber eng éischte Kéier den 13. Juli 2006 ofgestëmmt huet. Nodeems de Statsrot deen Dag duerno d'Dispens vum Second vote constitutionnel refuséiert hat, huet d'Regierung der Chamber eng nei Versioun vum Projet ënnerbreet, mat där sech de Statsrot a sengem Avis vum 10. Oktober befaasst huet.

Éier d'Chamber eng éischte Kéier iwwert dës nei Versioun ofstëmmt, muss ech se froen, ob se bereet ass, op den zweete Vote constitutionnel vum där initialer Versioun ze verzichten?

**(Assentiment)**

Et ass esou décidéiert.

D'Riedezäit ass dann nom Modell 1 festgeloet. Et hu sech ageschriwwen: den Här Calmes, den Här Schneider, den Här Adam, den Här Gibéryen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

**13. 5518 - Projet de loi portant**

**1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;**

**2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;**

**3. modification du Code du Travail et portant introduc-**

**tion dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;**

**4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;**

**5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées**

**Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi**

» **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzesprojet gouf a quasi därsewlechter Versioun vum eiser Chamber virun der grousser Vakanz, dat heescht den 13. Juli, an éischer Lecture gestëmmt, wat jo heibanne schonn haut den Nomëtteg méi dacks erwähnt ginn ass. De 14. Juli huet de Statsrot d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel verweigert, esou datt am Prinzip de Projet de loi 5518 hätt nach eng Kéier misse vun der Chamber an zweeter Lecture gestëmmt ginn, vun deem d'Chamber e jo elo just entbonnen huet.

D'Regierung huet dunn awer der Chamber de 27. September eng nei amendéiert Versioun vum Projet ënnerbreet. Dës Versioun enthält a sech keng Ännerung wat de Fong ugeet, mä den Text gëtt am Géigesaz zum initiale Projet nei strukturéiert. Doriwwer eraus huet d'Regierung de 4. Oktober dräi Amendementer zum Text vum 27. September agereicht, déi iwwregens den 12. Oktober erëm eng Kéier vun der Regierung zrëckgezu goufe mat der Begrënnung, datt d'Amendementer reng materiell Feeler am neie Code du Travail sollte verbessern.

Den Text, dee mir haut also an der Chamber virleien hunn, ass ausschliesslech a schlussendlech deen Text, deen d'Regierung de 27. September 2006 nei agereicht huet. Dësen Text ass vum Statsrot den 10. Oktober 2006 aviséiert ginn. Obschonn dësen Text keng fundamental Ännerung quant au fond mat sech bréngt, soll den amendéierten Text där normaler legislativer Prozedur, aneschtens gesot der duebeler Ofstëmmung, ënnerleien. Dës Virgoensweis entsprécht och deem wat de Conseil d'État a sengem Avis vum 10. Oktober 2006 virgeschloen huet.

Wat elo den Inhalt selwer vum Projet de loi ugeet, verweisen ech lech op de schrëftleche Rapport vun der Kommissioun vum 7. Juli 2006 respektiv op mäi mündleche Rapport an der Chamber vum 13. Juli 2006. An ech mengen och d'Explikatioun vum Här Meyers, déi jo zu deenen zwou selwechten Direktive waren, hunn och nach eng Kéier déi wichtegst Elementer vun deenen zwou Direktiven zrëckbruecht. Ech wëll hei kuerz déi eng oder aner prozedural Bemierkung maache respektiv op déi nei Struktur vum Projet de loi agoen.

Wéi schonn gesot, huet de Statsrot de 14. Juli 2006 der Chamber d'Dispens vum zweete Vote refuséiert. Ech erënneren lech drun, datt a sengem alleréischten Avis am Kader vum virleienden Text de Statsrot mat enger Opposition formelle gedroht hat, falls den Text d'Ausschleissung vun der öffentlecher Funktioun géif weider virgesinn.

D'Kommissioun war deemools der Meinung, et kéint een awer dësen Text stëmme loossen, vu datt d'Fro vun der Diskriminierung an der öffentlecher Funktioun am Kader vun engem anere Projet geregelt wier, an zwar eben dem Projet 5583, dee vum Minister vun der Fonction publique virun der Sommervakanz deponéiert gouf.

Doropshin huet de Statsrot op d'Concomitance vun deenen zwee Texter gepocht. Déi zwee Texter sollten zumindest zesumme gestëmmt ginn, wat jo dann haut de Fall ass. Vu datt de Projet 5583 awer am Juli nach net fir d'Ofstëmmung an der Chamber prett war, an d'Kommissioun awer eben net wollt bis...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

...den Hierscht mam Vote vum virleienden Text waarden, well mer jo schonn enorm a Verzug sinn, ass den Text am Juli an de Plenum komm, wou en och, wéi Der jo wësst, gestëmmt gouf.

Wéi deem och ass, de Statsrot erkläert sech a sengem Avis vum 10. Oktober 2006 mam virleienden Text averstanen, vu datt all aarbechtsrechtliche Dispositionen am Kader vum Projet de loi 5583 iwwerholl gi sinn, wéi den Här Meyers et jo virun erklärt huet. Dëse Projet regelt d'Fro vun der Diskriminierung an der öffentlecher Funktioun. Soumat ass eng vollstänneg Transposition vun deenen zwou europäeschen Direktive vum Joer 2000 assuréiert.

D'Konditioun vum der Concomitance vum virleienden Text an deem Projet de loi 5583 ass ausserdeem och erfëllt. Wéi gesot, deen anere Projet ass jo elo grad gestëmmt ginn.

Wat elo d'Ëmstrukturierung vum Projet 5518 ugeet, esou ass dëst outwendeg ginn nodeems de Code du Travail den 1. September vun dësem Joer a Kraaft getrueden ass. D'Codificatioun vum Aarbechtsrecht huet mat sech bruecht, datt déi verschidde Kapitele vum Projet nei agencéiert respektiv an de Code du Travail integréiert musse ginn. D'Ëmstrukturierung huet also eng reng formell Finalitéit.

Den Text ass elo a véier Kapiteln amplaz vu sechs Kapiteln opgedeelet. An zwar:

d'Kapitel 1, an deem een déi generell Dispositionen erëmfënnt, wéi d'Definition vum Konzept vum der Diskrimination oder vum Uwendungsberäich vum Gesetz;

d'Kapitel 2, dat sech mat de Rekursméiglechkeeten an de Rechter vun de betraffene Leit ofgëtt;

d'Kapitel 3, dat sech op de Centre pour l'égalité de traitement bezitt, an

d'Kapitel 4, wou een d'Disposition modificative erëmfënnt. Dëst Kapitel huet virun allem als Objet, de Code du Travail ze kompletéieren. Et féiert en neien Titel am Code du Travail a mam Intitulé: «Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail».

Vläicht nach eng kleng Bemierkung: D'Regierung huet wëlles deemnächst déi verschidde Redressementer um Niveau vum Code du Travail, déi se an engem éischte Moment jo wollt iwwert de Wee vun Amendementer maachen, via en neie Projet de loi ze proposéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif lech bieden, de virleienden Text ze stëmme, dee mam Projet de loi 5583 d'Chancéglichheet vun alle Saliariéen, ob an der öffentlecher Funktioun oder am private Sektoren, garantéiert. Ech ginn och heimat den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Kaes. Et bleift dann nach ee Riedner zu deenen zwee Projets de loi an dat ass den Här Romain Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

» **M. Romain Schneider (LSAP).** - Här President, erlaabt mer dann och vun der Plaz hei ze reagéieren an nach eng Kéier kuerz op de Projet de loi anzegoen. Wéi den Här Kaes, deem ech Merci soe fir dee flotte Rapport complémentaire, deen en hei bruecht huet, scho gesot huet, sinn et nëmme lichte Ännerungen zum Projet initial, déi erfollegt sinn.

Ech war selwer den 13. Juli am Fong op de Projet agaangen a géing mech hei beschränke meng Satisfaktioun auszudrücken, datt éischtens de Remarquë vum Conseil d'État Rechnung gedroe gouf, an zweetens virun allem och dem Wonsch vun der Kommissioun Rechnung gedroe gouf, datt eben déi zwee Projeten, souwuel de 5518 wéi och de 5583, zum selwechte Moment solle votéiert ginn, an an deem Sënn géif ech dann och den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

**(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)**

» **M. le Président.** - Merci, Här Schneider. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Minister François Biltgen.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, dass mer haut endlech dann och definitiv zum Vote vun dësen Texter kommen, déi zu Lëtzebuerg besonnesch laang Zäit geholl hunn, obwuel mer selwer dru geschafft hunn an Europa, fir déi Texter weiderzëbréngen. Et sinn nämlech wichteg Texter.

Wa mer wëllen och e bësselche méi Wäert leeën, net nëmmen op méi schaffen, mä och op eng besser Schaff, dann ass d'Netdiskri-

minatioun e wesentlecht Element, woubäi ech awer och wëll drop hiweisen, dass mer hei versicht hunn, zwou Direktiven zesummen ëmzesetzen, déi eng, déi den Aarbechtsmaart, d'Aarbechtsplaz betrëfft, an déi aner, déi doriwwer erausgeet, déi awer zum Deel net esou wäit geet.

Ech wëll dat soen, well dat einfach erkläert woufir mer hei ebe méi laang Zäit gebraucht hunn, well mer versicht hunn, och no dem éischten Avis vum Statsrot Saache mateneen an Aklang ze bréngen, déi net ëmmer an Aklang ze bréngen sinn, well jiddereeng seng eege Philosophie do huet, an dofir hu mer eis schwéiergedoen. Dat erkläert tout simplement woufir mer hei eben net esou séier weiderkomm si wéi mer wollte weiderkommen.

Mir hunn elo zwee Gesetzestexter, woubäi dee Gesetzestext 5518, deen Dir elo stëmmt - virdrun hutt Dir dee jo gestëmmt iwwert d'Fonction publique -, och erëm eng Kéier, wann een en analyséiert, aus zwee Deeler besteet: en allgemeng gültigen Deel, deen als Gesetz weiderbesteet, an dann en Deel, deen effektiv an de Code du Travail erakënn.

Ech soen dat nach eng Kéier, fir och drop hinzeweisen, dass déi Iddi, déi de Statsrot ëmmer hat fir ze soen, et muss alles aus engem Goss sinn, eigentlech net geet. Dat heescht, fir mech muss alles aus enger Philosophie sinn. Et ass richtig, dass ee muss an all Secteur déiselwecht Bestëmmungen ëmsetzen, mä alles aus engem Goss, dat geet einfach net, well d'Basisgesetzter aneschtersinn. Dat ass déi éischt Iwwerleeung, déi ech heizou wëll maachen.

Déi zweet Iwwerleeung, déi ech heizou wëll maachen, dat ass op dat agoe wat de Claude Wiseler virdu scho gesot huet: Mir sinn iwwerfällg hei an Europa. Ech sinn also frou, dass mer hei am „Scoreboard“ besser ausgesinn, well eis all Moment och kéint bliéen, dass mer géifen zu Astreinté condemnéiert ginn, an déi Astreinté, déi wäre retroaktiv. Et ass also dofir wichtig, dass mer elo definitiv deen Text hei stëmmen an dass en esou séier wéi méiglech och am Mémorial publizéiert gëtt, sou dass mer dat dann och kënnen der Kommissioun zu Bréssel matdeelen.

Drëtt Remarque, déi ech wëll hei maachen, dat ass déi, dass mer effektiv - wéi den Här Kaes et och gesot huet - Amendementen eraginn haten, déi mer zrëckgezunn hunn. Mir haten Amendementen eraginn, fir Erreur-matériellen am Code du Travail ze behiwen, wou e puer Saachen, net vill, mä e puer Saachen awer am Eifer des Gefechts zwëschen all den Instanze vergiess goufen.

Mir hunn dat iwwert de Wee vun Amendementen zu deemem Text gemaach, an dat war net de richtige Wee, mä dat ass eis herno bewosst ginn. Dat sinn Erreur-matériellen, dat heescht, et muss ee just eng Rectificatioun maachen. Mir maachen dat also iwwer eng Loi rectificative an net an deemem Kader, soss kann dat och falsch verstane ginn. Mir mussen och d'Rechtssécherheet op deem heite Punkt bewahren.

An da véiertens wëll ech hei och der Chamber Merci soen. D'Prozedur war net evident, well mer en éischte Vote gemaach hunn, mir hunn d'Dispens vum zweete Vote net kritt, bossescherweis, mä et ass awer elo esou. An doduerch war mer en cours du travail hannendran. Ech sinn och hei ganz frou, dass d'Chamber elo decidéiert huet, op deen éischten éischte Vote zrëckzekommen, dass mer elo en neien éischte Vote maachen, vun deem ech dann ausginn, dass mer d'Dispens vum zweete Vote kréien an dass dat da richtig ass.

Ech erspueren lech all déi verfassungsrechtlech Iwwerleeungen dozou, déi ganz spannend sinn, well esou eppes, mengen ech, hu mer nach net erlieft, mä gutt! Ende gut, alles gut. Ech si frou wa mer deesen Text mat grousser Majoritéit stëmme.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert den Text.

**Vote sur la nouvelle version du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5518 ass uegell mat 55 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm a 4 Abstentouen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrigh-Duval), MM. Marcel Gleesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Heitogaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);*

*M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.*

*A voté non: M. Aly Jaerling.*

*Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vun de Projekte 5537 an 5175 iwwert den Doping. Béid Projekte ginn an enger Diskussioun behandelt. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Hauptert, d'Madame Flesch, den Här Huss an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projete de loi, den honorabelen Här Alex Bodry.

## 14. 5537 - Projet de loi portant

**a) approbation de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris, le 18 novembre 2005;**

**b) modification de l'article 16 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport**

**5175 Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention contre le dopage, ouvert à la signature, à Varsovie, le 12 septembre 2002**

**Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports**

» M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deenen zwee Projeten handelt et sech ëm d'ratifikatioun vun zwou Konventiounen. Dat éischt ass e Protocole additionnel zu enger Konventioun vum Conseil de l'Europe iwwert den Doping, an dat anert ass d'ratifikatioun am Fong vun der éischter Weltkonventioun ënnert der Égide vun der Unesco géint den Doping, déi den 18. November 2005 ënnerschriwwen ginn ass.

Mä wann ee gemengt hätt, de Phenomeen vum Doping wär eppes wat eenegermoosse géif an de Grëff kréien, ass ee spëtstens dese Summer enges aneren iwwerzeegt ginn duerch eng ganz Rëtsch vun Nouvelles, déi ronderëm de Cyclissem, ronderëm d'Liichtathletik an aner Sportarten gefall sinn an déi gewisen hunn, dass een net kann dovunner schwätzen, dass an iergendenger Form den Doping-Phenomeen agëengt gi wär, mä dass een éischer d'Tendenz virfënt, dass dee Phenomeen duerch déi ganz staark Kommerzialiséierung, och déi wirtschaftlech Intérëten, déi finanziell Intérëten, déi am Héichleeschtungssport virherrschen, e Phenomeen ass, deen nach ëmmer besteet trotz allen Efforten, déi an deene leschte Joren och op internationalem Plang ënnereholt gi sinn.

Wat ass déi aktuell gesetzlech Lag zu Lëtzebuerg wat den Doping ueegt? Zu Lëtzebuerg gëtt et zwee verbindlech Texter an deem doten Zesummenhang. Dat ass éischters d'Grundkonventioun vum Conseil

de l'Europe iwwert den Doping vun 1989, déi mer duerch e Gesetz vum 26. Abrëll 1996 an d'Nationalrecht iwwerholt hunn, an et ass d'Sportsgesetz vum 3. August 2005 a besonnesch den Artikel 16 vun deem Sportsgesetz, deen zwee wichteg Punkten am Fong virschreift:

1) d'Schafe vun enger nationaler Antidoping-Agentur a Partnerschaft tëschent dem Sportsmouvement an dem Stat an

2) d'Aféierung vun engem neie Strofdelikt Doping, dee bestrooft gëtt mat Prisonsstrofe vun aacht Deeg bis dräi Joer respektiv mat enger Geldstrof vun 1.250 bis 50.000 Euro, wou de Besët, de Verkauf, den Import vun Dopingmëttelen bestrooft ginn, wou och d'Dokteren, déi wëssentlech Dopingmëttelen verschreiwen, bestrooft ginn, wou och den Entourage vum Sportler stroferechtlech ka belangt ginn, wann hien an Doping-Affäre mat implizéiert ass.

Wat an eiser Lëtzebuurger Législatioun opfällt ass, dass d'Strofbestëmmunge konzentréiert sinn op den Entourage vum Sportler an de Sportler selwer net ënnert déi Strofbestëmmung direkt zumindest fällt. Hie kann eventuell als Complice drënnerfallen, mä direkt fällt hien net drënner. Fir de Sportler sinn eigentlech Disziplinarmoosname virgesinn, déi da vum Sportsmouvement national oder international ze huele sinn.

Nieft deenen doten Texter, déi also rechtlech verbindlech sinn, gëtt et awer och eng Praxis, déi sech eigentlech schonn entwéckelt huet zu Lëtzebuerg, ier deen éischte verbindlech Gesetzestext géint den Doping hei am Land a Kraaft getratt ass, well zënter 1990 gëtt et zu Lëtzebuerg en nationale Comité fir de Kampf géint den Doping, deen aus der juristescher Form vun enger Fondation am Joer 2004 an eng Agence Luxembourgeoise Antidopage, Ofkierzung ALAD, ëmfonctionnéiert ginn ass, déi also opgebaut ass op der Partnerschaft tëschent dem Stat op där enger Säit an dem Sportsmouvement op där anerer Säit.

Déi Agence, wéi virdrun och den nationale Comité, ass aktiv um Terrain duerch Dopingkontroll an awer och duerch Informatioun, Sensibiliséierungs- a Berodungsaktioun.

E puer Zuele vläicht iwwert d'Aktivitéit vun där Agence. Aus hirem leschte Rapport d'activité geet ervir, dass am Joer 2005 zu Lëtzebuerg 159 Kontrollen duerchgefouert gi sinn. Dovunner waren der 157 negativ, zwou Dopingkontrollen ware positiv. Vun deene Kontrolle ware 97 Lëtzebuurger an 62 Netlëtzebuurger Sportler betraff. A vun deenen 159 Kontrolle waren der 89 net am Viraus uegekënnegt. Déi Kontrolle gi bei Kompetitiounen, beim Training an och ausserhalb vum Training duerchgefouert.

D'Kontrolle sinn also am Laf vun der Zäit ëmmer méi ausgedehnt ginn, wat d'Zuel ueget, mä awer och wat de Moment ueget, wou déi eenzel Dopingkontrollen och hei zu Lëtzebuerg vun der Agence duerchgefouert ginn. Fir 2006 si bis elo 120 Kontrollen duerchgefouert ginn, dovunner waren der 47 net uegekënnegt.

An deem Échange de vues, dee mer an der Kommissioun mat de Représentanté vun der ALAD respektiv vun de Partneren, déi sech do zesummegegess hunn, haten, hu mer och dann héieren, dass e ganz interessante Projet op Initiativ vun der Weltantidoping-Agentur och hei zu Lëtzebuerg mat duerchgefouert gëtt am Wanter 2006, am Summer 2007, wou also déi bescht Athleten, d'Spëtzenathleten, do mat implizéiert sinn a wou och déi Spëtzenathleten, dat sinn déi aus dem Elitokader vum COSL respektiv aus der Elitesportsektioun vun der Arméi, och an en Informatiounssystem mat erakommen, wou also gemellt gëtt vun hinnen, wou se sech am Laf vum Joer ophalen, wéi hiren Training ausgeriicht ass, wéi esou also och geziilt Kontrolle kënnen duerchgefouert ginn.

Dat schéngt eis als Kommissioun e ganz wichtige Schrëtt ze sinn an enger praktescher Bekämpfung vum Dopingphenomeen um Terrain, wou Lëtzebuerg selbstverständlech och eng aktiv Roll ze iwwerhuelen huet.

Wat sech nach zu Lëtzebuerg gemaach huet an deene leschte Joren, schonn am Virfeld vun deenen heite Konventiounen, dat ass och, dass d'Disziplinarrecht changéiert huet am Sportsmouvement insgesamt.

**(Coups de cloche de la Présidence)**

Op Initiativ vum COSL sinn Ännerungen an de Statute vum COSL selwer respektiv an de Statute vun eenzelne Sportsfederatiounen virgeholl ginn. Et sinn elo net méi d'Sportsfederatiounen selwer, déi duerch hir Organer responsabel si fir Disziplinarmoosnamen am Fall vun Doping duerchzeféieren, mä dat alles gëtt elo national zentraliséiert, konzentréiert op zwou Instanzen: de Conseil de

discipline respektiv de Conseil supérieur de discipline. Do ginn also all Vergehe géint Dopingregelen zu Lëtzebuerg geahnt, woubäi ech soe muss, dass, wann et sech ëm Spëtzenportler handelt, do och en international Disziplinargericht d'Zoustännegkeet kréie kann.

Wichtig fir eis schéngt et ze sinn, an dat hu mer och an eise Schrëttleche Rapport festgehalen, dass d'ALAD, déi eng ganz essenziell Fonctioun an deem Kampf géint den Doping anzehuelen huet, och, wéi elo schonn, an Zukunft déi néideg finanziell a personell Viraussetzung virtrëfft, fir hir Aarbecht um Terrain uerdentlech duerchzéien ze kënnen.

Ech hu gelies, dass am Statsbudget 2007 fir d'Participation de l'État un de Frais de fonctionnement vun der ALAD 30.000 Euro als Kredit virgesi sinn. D'Représentanté vun där Agence hunn eis matgedeelt, dass de Käschtepunkt, dee se brauche fir hir Kontrollen, besonnesch och wa se an Zukunft méi oft Blutkontrolle wäerten duerchféieren, nach dätlech méi héich wäert ginn, e gëtt op 60.000 bis 70.000 Euro d'Joer geschat.

Als Kommissioun sti mer zu 100% hannert de Beméiunge vum Sportsmouvement, awer och vun der Regierung, den Dopingphenomeen souwuel preventiv wéi och repressiv ze bekämpfen. Mir soen also Neen zum Doping aus etheschen Iwwerleeungen eraus, mä awer och aus Iwwerleeungen vun der öffentlecher Gesondheet eraus. Mir soen also Neen zum Fuddelen am Sport; eigentlech ass jo dat Schlëmmst bei deem Ganzen déi Ligen, déi nach hannendru kommen, wann dann en Dopingphenomeen opgedeckt gëtt.

Déi zwou Konventiounen bréngen eis an där doten Aktioun géint den Dopingphenomeen e Stéckche méi wäit. Firwat? Ma well et Konventiounen sinn, déi op enger internationaler Zesummenaarbecht fousen, an déi brauch een an deem heite Beräich méi wéi alles anescht, well den nationale Kader ze enk ass, fir och nëmme kënnen an iergendenger Form wierksam géint dee Phenomeen do virzegoen.

Et si Konventiounen, déi eis weiderbréngen, och an der géigesäiteger Unerkennung vu Kontrollen a vun anere Prozeduren. Och dat brauche mer. Mir brauche Rechtssécherheet an deem dote Beräich, well mer jo och wëssen, dass mat grousser Renfort vun Affekoten an anere Leit jo probéiert gëtt, wann da Kontrollen duerchgefouert ginn, déi erëm eng Kéier spéiderhi virun de Gerichtsinstanzen ze kippen. De wirtschaftlechen Intérêt ass jo enorm, deen un deene Saachen do drunhänkt.

Mir brauche virun allem, an dat geschitt och duerch des zwou Konventiounen, gemeinsam a harmoniséiert Prozeduren, Regeln a Standarden, wat d'Definitioun a wat d'Kontroll vum Dopingphenomeen europawäit a besonnesch och weltwäit ueget.

Dat ass jo dee grouse Plus eigentlech, deen d'UNESCO-Konventioun bréngt, well mer aus dem europäesche Kader, wou mer eis bis elo haaptsächlech dra beweegt hunn, erauskommen an op de Weltkader kommen, wou mer och nach méi wierksam kënnen virgoen, wann natierlech d'Staten, déi esou couragéiert ënnerschriwwen hunn, och elo den zweete Schratt maachen, dee mir amgaange sinn ze maachen, an och an hire Parlamentar d'ratifikatioun vun där Konventioun do virhuelen.

Mir kommen also aus engem Beräich, wou mer op Weltplang éischer bis elo duerch Deklaratiounen, déi gemaach si ginn, um Niveau vun der Fräiwëllegkeet waren, a méi e contraignant juristesche Kader, also a méi Verbindlechkeet eran, wat den Engagement vun deenen eenzelne Staaten an deem dote Beräich ueget.

Zu Lëtzebuerg muss mer fundamental näischt op d'Kopp geheien, wat u sech eis bishereg Regele betrëfft, well mer an der Praxis eigentlech schonn déi Regeln do virgezunn hunn an eis dorunner halen.

Déi eenzeg Ännerung, déi mer maache mussen, an dat geschitt och duerch deen zweete Projet de loi: Mir mussen den Artikel 16 vum Sportsgesetz ëmänneren, well dee bis elo eng Referenz gemaach huet, wat d'Dopingssubstanzen an d'Dopingmethoden ueget, un d'Annex vun der Konventioun vum Conseil de l'Europe. An Zukunft wäerten net déi Regele gëllen, mä et wäerten d'Regele gëllen, déi op Weltplang opgestallt ginn, op Initiativ vun der Weltantidoping-Agentur. Et ass also d'UNESCO-Konventioun an hir Annexen, déi an Zukunft wäerten d'Referenz duerstelle fir ze soen, wat ass eng Dopingssubstanz, wat ass eng Method fir Doping am Sport duerchzeféieren.

Mir hunn eis och ausgeschwat fir déi Ver-sioun vum Statsrot ze iwwerhuelen, déi eis och eng gewësse juristesche Sécherheet gétt par rapport zu den Obligatiounen, déi eis Verfassung eis mécht wat d'Publikatioun vun Normen ugeet, an dat schéngt eis also déi richteg Formulatioun ze sinn.

Et ass erfreeschlech, dass mer iwwert deen heite Wee och endlech de Statut vun der Weltantidoping-Agentur verbindlech festge-hale kréien an enger internationaler Konven-tioun, an dass mer zumindest och Stécker vum Weltantidoping-Code iwwert deen heite Wee verbindlech mat iwwerhuelen, wou jo och d'Strofmoosse festgehalene sinn, an dat ass och immens wichteg, dass een deem Ganzen also och méi eng staark legal Basis gétt.

Eng lescht Suggestioun wollt ech nach maachen. Et ass zwar e Punkt, dee mer net terribel an der Kommissioun diskutéiert hunn, en ass mer awer bei der Preparatioun vu menger Interventioun hei frësch an d'Äe gesprongen, an dat ergëtt sech aus der Konventioun, der Annex aus dem Conseil de l'Europe, wou d'Schinn gefuer gétt, dass déi national Antidoping-Agenturen eigentlech d'ISO-Qualitéitsnorme respektéieren sollten an eng Certificatioun och duerchféiere sollte loosse.

Dat wär eng Suggestioun, déi ech, ouni vill Leit hei ze trëppelen, mengen ech, kënn am Numm vun der Kommissioun un d'Regierung weiderginn, dass wierklech Effortë solle gemaach ginn, wéi dat wünschens-wäert ass, fir eng Certificatioun ze kréien, dass d'ISO-Qualitéitsnorme respektéiert gi vun eiser nationaler Agence, well dat méi Rechtssécherheet bréngt am Fall vu Con-Testatiounen. Well déi Iddi an de Konven-tiounen drasteet menge mir, dass et also wichteg wär, dass ee géif probéieren deen dote Schrott an nächster Zäit ze maachen, well mer eis alleguerten och konnten an der Kommissioun iwwerzeegen vun där gudder Aarbecht, déi déi Agence um Terrain mécht.

An deem Sënn géif ech lech bieden, déi Eestëmmegkeet, déi mer bei der Verab-schiedung vum Rapport an der Kommissioun haten, och hei vläicht gëllen ze loos-sen, hei bei der Ofstëmmung. Ech géif och gläichzäiteg den Accord vu menger Frak-tioun zu deem heiten Text abréngen.

Merci.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Bodry. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Norbert Hauptert. Här Hauptert!

#### Discussion générale

►►► **M. Norbert Hauptert (CSV).** - Här Pre-sident, Dir Dammen an Dir Hären, eigent-lech hätt een déi zwee Projeten hei, no deem excellenten Rapport vum Här Bodry, gläich kéinten ofschléissen, well et si jo am Fong geholl zwou international Konventioun-en, déi den Här Bodry elo explizit hei vir-gedroen huet, déi mer sollen an eist natio-naal Recht émssetzen. Awer d'Wichtig-keet vum Sujet, an ech mengen de Sujet selwer verlaangt, an Dir verstitt mech, datt ech kuerz hei am Numm vun eiser Fraktioun intervenéieren.

Déi zwou Konventiounen betreffen nämlech de Sport, eng vun deene wichtegste Fräi-zäitaktivitéite vun eiser heiteger Gesell-schaft, a méi prezis den Doping, ee vun deene gréissten Iwwelen, déi riskéieren de Sport futti ze maache wann net versicht gétt him op de Pelz ze récken.

Här President, gedopt gouf schonn zu allen Zäiten, wéi een an dem schrëftleche Rap-port vun der Kommissioun liese konnt. A ge-dopt gétt och an aneren Domänen wéi dem Sport: Schauspiller, Sänger, Manager, sou-guer Dokter an esou weider gräifen zu Opuptschmëttele fir de Stress...

#### (Interruption)

Gelift?

►►► **M. Alex Bodry (LSAP).** - D'Politiker och.

►►► **M. Norbert Hauptert (CSV).** - Politiker och souguer heiansdo, Här Bodry. Jo.

►►► **Une voix.** - Wie mengt Der?

►►► **M. Norbert Hauptert (CSV).** - Wie mer mengen? Ohhh!

►►► **Une autre voix.** - Wat kann een dann do ënnerhuelen? Dat ass meng Fro, wann den Här Bodry dat seet.

►►► **M. le Président.** - Kommt, loosse mer beim Thema bleiwen!

►►► **M. Norbert Hauptert (CSV).** - Losse mer soen et soll virkommen, Här President.

►►► **M. le Président.** - Här Hauptert, fuert Dir virun!

►►► **M. Norbert Hauptert (CSV).** - Also, déi gräifen och zu Opuptschmëttele fir de Stress an d'Middegkeet ze iwwerbrécken an esou besser Prestatiounen bréngen ze kënnen.

Firwat da just elo eng Konventioun iwwert den Doping, an nëmme eng Konventioun iwwert den Doping am Sport? Also, firwat just elo? Well den Doping an der leschter Zäit mat der Kommerzialisierung a beson-nesch mat dem Professionalismus am Sport gewaltig zougeholl huet, an dat riskéiert de Sport futti ze maachen.

Ech ka mech nach erënneren, datt am Tour de France 1953 - et sinn der net méi vill heibannen, déi déi Zäit den Tour de France deemools suivéiert hunn - de Fransous Jean Malléjac - en Numm fir Verschiddener kee Begrëff méi, den Här Koepp ka sech nach vläicht un deen erënneren - an enger Bierg-etapp vun engem Dopingsmalaise befall war an hie bal an deem Tour, esou wéi den Tom Simpson e puer Joer méi spéit, den Doud fonnt hätt.

Och op den Olympesche Spiller zu Roum - Madame Flesch, Dir kënn lech erënneren - ass en dänesche Coureur an der Course, well en Dopingsprodukt zou sech geholl huet, dout leie bliwwen. Awer déi Fall waren éischer an där Zäit rar, a besonnesch haut berichte praktesch all Dag d'Medien iwwer en Dopingskandal.

Firwat nëmme eng Konventioun fir de Sport? Mä well mer am Sport déi direkt Konfron-tatioun ënner Konkurrenten erëmfannen. An et ass jo besonnesch déi direkt Konfron-tatioun, déi de Sport esou interessant mécht an déi eben duerch den Doping verfälscht gétt. Dës direkt Konfrontatioun fanne mer eben net an deenen aneren Domänen, déi ech elo opgezielt hunn, esou dass een am Fong geholl fir déi Domänen keng extra Lé-gislatiounen iwwert den Doping brauch, well déi Dopingsprodukt, déi mer an där Kon-ventioun erëmfannen, gi jo och fir therapeu-tesch Zwecker gebraucht, an de Verkauf, d'Verschreien an d'Administratioun vun deene Produité gi jo iwwert den Droit com-mun geregelt.

Dofir huet de Mouvement sportif sech och laang géint eng spezifesch Gesetzgebung iwwert den Doping am Sport gewiert, well de Verkauf an d'Administratioun vun deenen Dopingsmëttelen iwwert den Droit commun ofgedeckt gétt, an de Phenomeen vun der Verfälschung vun der Kompetitioun jo e sportlech spezifesch Phenomeen ass, deen een a kengem aneren Domän erëm-fënn an dee mathin eleng vum Sport gere-gelt sollt ginn.

Här President, déi privat Sportbewegung an och d'Daachorganisatioun vum Lëtzebu-erger Sport, dat heescht de Comité olym-pique et sportif luxembourgeois, war scho fréi beméit dem Doping am Sport entgéin-zewierken; an ech mengen, den Här Bodry huet drop higewisen. Gläich nodeems datt d'Konventioun géint den Doping vum Conseil de l'Europe ënnerschrifwe war, huet de Comité olympique ënnert dem Im-puls vu sengem deemolege President, dem Gérard Rasquin, Schrëtt ënnerholl fir e Gre-mium op d'Been ze setzen, deen d'Kontrolle vun de Sportler hei zu Lëtzebuerg assu-réiere soll.

Zesumme mat der Société vun de Sports-dokteren, de Sportskinéen an och mam Sportsministère gouf ufanks den 90er Joren de Comité national de la lutte contre le do-page dans le sport gegrënnt, deem seng Missioun haaptsächlech dora bestanen huet, d'Kontrolle vun de Sportler während de Kompetitiounen, awer och während där Virbereedungsperiod ze organiséieren an d'Vergehe géint d'Reglementatioun am Kampf géint den Doping feststellen. Wann de Sportler da weinst Doping iwwer-fouert ginn ass, dann huet dee Comité déi zoustänneg Federatioun informéiert, an déi huet dann iwwer hir Reglementer a beson-nesch iwwer hir juristesche Organer déi nout-wendeg Sanktiounen ergraff.

Dës Prozedur hat zwee Hoken. En éischten Hoke louch doran, datt déi verschidde Fe-deratiounen verschidde Sanktiounen ergraff hunn. Mir haten zum Beispill zwee Sportler, déi datselwech Vergehe begaangen hunn. Deen ee Sportler huet a senger Federatioun just e Verweis kritt, an deen anere Sportler ass fir e puer Méint gespaart ginn.

En zweeten Hoke louch doran, datt am Fong geholl d'Federatiounsdirigenten net onbedéngt erpicht ware fir hir eege Sport-ler ze spären oder ze bestrofen. Et war méi einfach am Fong geholl fir d'Sanktiounen vun engem iwwergeuerdneten Organ ze ver-hängen.

1998 huet den Internationalen Olympesche

Comité zu Lausanne eng gemeinsam Ré-unioun tëschen de Sportsministeren an den nationalen olympesche Comitéen organi-séiert, fir gemeinsam Weeër ze goen an dem Kampf géint den Doping. Et koum 1999 zu Lausanne zur Grënnung vun der Agence mondiale antidopage - déi den Här Bodry och hei ernimmt huet - ënnert der Fe-derführung selbstverständlech vun dem In-ternationalen Olympesche Comité, där hir Kompositioun zu gläichen Deeler vun de Regierungen a vun de Mouvements sportifs assuréiert gétt.

Déi Agence huet och gläich e Code mondial antidopage élaboréiert an déi national Sportsbewegung goufen opgefuerdert, der Agence bäizetrieden an de Code unze-erkennen. Dat huet de Comité olympique et sportif luxembourgeois och gemaach a gläichzäiteg mam Sportsministère ze-summe gekuckt wéi een d'Virgoe vun dem Comité national de lutte contre le dopage kéint verbesseren.

Den 11. August 2004 gouf d'Agence luxem-bourgeoise antidopage gegrënnt, déi och gläich nom Modell vum internationale Code en nationale Code antidopage élaboréiert huet an eng neutral duebel Juridictioun, ee Conseil de discipline an ee Conseil supé-rieur de discipline en matière de dopage agesat huet, fir d'Vergehe géint den Doping ze sanktionéieren. Domat war déi ongläich Behandlung vun de Sportler jee no Federa-tioun aus der Welt geschaaft an d'Federa-tiounen haten net méi de Schwaarze Péiter fir hir eege Sportler ze bestrofen.

An der Agence sinn des Weideren, nieft dem Comité olympique, dem Sportsminis-tère, der Société des médecins dans le sport, och d'Santé, d'Sociétéit vun de Ki-néen an d'Sportsprofessoren vertrueden, well eng vun den Haaptmissiounen vun der ALAD, esou wéi d'Agence genannt gétt, be-steet an der Preventioun vum Doping iwwert d'Éducatioun an d'Informatioun.

Här President, och am neie Sportgesetz vum 3. August 2005 ass am Kapitel iwwert d'Éthique sportive en Artikel iwwert de Kampf géint den Doping virgesinn; den Här Bodry huet et schonn ernimmt. Deen Artikel gesäit awer besonnesch Sanktiounen fir déi Leit vir, déi Dopingsprodukt schafen, transportéieren, verschreien, administréie-ren oder verkafen.

Den Artikel prezisiéiert, datt d'Sanktiounen, déi um sportleche Plang ze huelle sinn am Fall vu positiven Dopingskontrolle vu Sport-ler, deenen nationalen an internationale kompetenten Instanzen virbehale ginn. Dat heescht, déi Sanktiounen sollen dann iwwert déi Instanze geholl ginn a nëtan net iwwer een zivil Gericht. Zivilgericht. Dat ass fir Lët-zebuerg an éischer Instanz de Conseil de discipline en matière de dopage an an zweeter Instanz de Conseil supérieur de discipline fir déi Sportler vun nationale Ni-veau.

Déi Sportler vun internationalem Niveau, déi hei vun dem Conseil de discipline verdon-nernt ginn, kënnen e Recours géint déi Décisi-on bei dem TAS, datt heescht dem Tribu-nal arbitral du Sport, zu Lausanne huelen. Den Artikel prezisiéiert des Weideren, datt d'Infractionne géint den Artikel vun der Po-lice grand-ducale, der Police judiciaire an den Agents de douane recherchéiert a constatéiert ginn. Dofir wier och eng méi enk Zesummenaarbecht tëschen der Agence luxembourgeoise antidopage, der Justice an der Douane unzestriewen.

Här President, Lëtzebuerg ass eent vun deenen éischte Länner, dat déi Konventioun approuvéiert. Lëtzebuerg huet ëmmer eng Virreideroll an dem Kampf géint den Do-ping gespilt, besonnesch well d'Zesum-menaarbecht tëschen den öffentlechen Instanzen an der privater Sportsorganisa-tioun, dat heescht tëschen dem Sportsmi-nistère an dem Comité olympique et sportif luxembourgeois, tadellos fonctionnéiert huet, awer och well d'Opdeeling vun de Kompetenzen tëschen Zivilgerichter a Sportgerichter respektéiert gouf: pénal Sanktiounen fir déi, déi de Sportler zum Do-ping verleeden oder verhëllefen, a sportlech Sanktiounen fir de Sportler, dee positiv kon-trolléiert gétt.

An deem Sënn soll och de Kampf am Do-ping an der Zukunft hei zu Lëtzebuerg vir-goen.

Ofschléissend wëll ech dem Här Rappor-teur félicitéieren fir deen exzellente schrëftle-chen a mëndleche Rapport an ech wëllt och hei den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Hauptert. D'Madame Flesch huet d'Wuert.

►►► **Mme Colette Flesch (DP).** - Här Pre-sident, léif Kolleegen a léif Kolleginnen, all déi, déi fir de Sport sinn - a mir sinn zahl-reich heibannen, déi där Meenung sinn -, musse géint den Doping sinn.

►►► **Une voix.** - Très bien!

►►► **Mme Colette Flesch (DP).** - Den or-ganiséierte Sport, ob professionell oder amateur, ass opgrond vu senger pedago-gescher Virbildfunktoun vun zentraler Be-deitung an onser Gesellschaft. Duerch de Sport kënnen Grondwäerter vermëttelt ginn, déi fir dat gesellschaftleche Zesummeliewe vun elementarer Bedeutung sinn. A kaum engem anere Beräich gi Valeurë wéi Tole-ranz, de Prinzip vun der Chancëgläichheet, de Leeschtungsprinzip oder de Gedanke vum Fair Play esou konsequent virgelieft a praktizéiert.

Duerch den Doping ginn all dës Grond-wäerter a Fro gestallt. De faire Wettkampf, bei deem de Bessere gewënnt, an deen, dee verluer huet, dem Gewënner seng Leeschtung unerkennt a respektéiert, ver-schwënnt. Beim Doping gewënnt entweder deen, dee bereet ass, seng Gesondheet op d'Spill ze setzen, oder deen, deen déi néi-deg finanziell Mëttelen huet, fir sech déi beschten a bis elo nach net noweisbar Mët-telen ze kafen.

Dobäi kënn, dass de Verlëierer d'Leeschtung vum Gewënner net méi respektéiert, mä nëmme als Resultat vun engem erfolle-gräichen oder méi erfollegräichen Doping considéiert. Doping widderstécht also ganz kloer der Iddi vum Fair Play a vun der Chancëgläichheet, also de Grondprinzipie vum Sport. Dofir ass et wichteg, dass kon-sequent a mat der néideger gesetzlecher Rigueur géint den Doping virgaange gétt.

Eng wirksam Bekämpfung vum Doping ass nëmme méiglech duerch gemeinsaamt Handeln um internationalen Niveau. Nëmme wann all Länner déiselwech Regel-en uwenden an nëmme wa fir jiddfer Athlet déiselwech oder analog Strofe gëllen, kann een de Problem vum Doping effektiv be-kämpfen. Mat deene virleiede Projets de loi maache mir e weidere Schrëtt an dës Richtung.

Ech wëll am Numm vu menger Fraktioun dem Rapporteur Merci soe fir säi schrëft-lechen a säi mëndleche Rapport, déi déi wesentlech Punkten an dëser Diskussioun an an der Entwécklung vum Kampf géint den Doping ervirgestrach hunn, an dëst in-klusiv senger leschter Suggestioun iwwert d'ISO-Normen. Ech si gespaant, wat de Mi-nister ons dozou ze soen huet.

Lëtzebuerg wäert mat der Adoptioun vun dësen Texter ënner Beweis stellen, dass bei ons d'Bekämpfe vum Doping keen eidelt Schlagwuert duerstellt, mä dass an dësem Beräich konkret gehandelt gétt. D'Kreatioun vun der Agence mondiale antidopage ass net ouni Schwierigkeeten iwwert d'Bühn gaangen. Ech wëll net hei elo laang dorob-ber agoen, mä ech wëll nëmme ervirhie-wen, dass Lëtzebuerg vun Ufank un dobäi war, engagéiert dobäi war a positiv dobäi war.

Ënnert där leschter Regierung gouf a puncto Doping vu menger Kolleegin Anne Brasseur konsequent eng Politik vun der Nulltoleranz gefouert; si huet och 2003 zu Kopenhagen dozou bägedroen, dass d'Deklaratioun géint den Doping am Sport ugeholl ginn ass, déi zu der internationaler Konventioun géint den Doping gefouert huet an also och zu dëser Konventioun vun der UNESCO, déi mer haut approuvéieren.

Mir si frou, dass de jëtzege Sportsminister déi Politik mat darselwechter Konsequenz weiderféiert. Mat der Grënnung am Joer 1990 vum Comité national de lutte contre le dopage dans le sport, dee virun zwee Joer an d'Agence luxembourgeoise antidopage ëmfonctionnéiert ginn ass, gouf e wichtige Schrëtt an der Saach vun Dopingbekämp-fung um nationale Plang geholl.

Op Basis vum Code mondial antidopage, dee wéi gesot 2003 op der Konferenz vun der Welt-Antidoping-Agentur zu Kopenha-gen ugeholl ginn ass, huet d'ALAD en natio-nalen Antidoping-Code opgestallt an et gouf, wéi den Här Hauptert elo erënnert huet, eng duebel Juridictioun, e Conseil de discipline an e Conseil supérieur de disci-pline agesat.

Mir si frou, dass zënter der Grënnung vun der ALAD am Joer 2004 grouss Fortschrët-ter an der Dopingbekämpfung, besonnesch wat d'Erhéijung vun der Zuel vun de Kontrol-len ugeet, konnt gemaach ginn. Fir dass d'Agence och an Zukunft hir Aarbecht kann

effikass weiderféieren, ass et wichteg, dass se iwwert déi néideg finanziell, personell an technesch Mëttele ka verfüegen.

Doping ass e Problem, dee sech leider längst net méi op de Spëtzesport beschränkt. D'Utilisatioun vu legalen an illegale Substanzen, déi d'Leeschungsfaegkeet steigern, hëlt mëttlerweile och am Fräizäitsport an am Amateursberäich zou. D'Meeschterung vu besonneschen Erausforderungen an de Wonsch no engem ideale Kierper ginn an onser Gesellschaft allgemeng als ëmmer méi wichteg ugesinn. Dëst géllt souwuel fir dat beruflecht wéi och fir dat privat Liewen, wéi virdru gesot ginn ass.

Preparater, déi engem d'Erreeche vun deem Zil vereinfachen, fénnen ee mëttlerweile net nëmmen an de Geschäfte, mä op villen Internetsäiten, a si kënnen do per Mausclick bestallt ginn. De Schrëtt vun de sougenannten Nahrungsergänzungsmittelen hin zum Gebrauch vu leeschungsmanipuléierende Substanzen ass ganz kleng.

Dobäi kënnt, dass de Prinzipp vun Fair Play duerch en héijen Erwaardungsdruck, deen op de Sportler laascht, duerch haart Selektionskritären an duerch eng zäitlech Begrenzung vun der sportlecher Carrière ëmmer weider Gefor leeft an den Hannergrond ze réckelen. Mat der Tentatioun vun Doping gëtt hautdësdaags wahrscheinlech bal all Sportler während senger Carrière konfrontéiert.

Den Här Haupt an ech kënnen eis sécher allen zwee erënneren, dass mer vun Doping gehéiert hu wéi mer op den Olympesche Spiller 1960 zu Roum waren. Ech ka mech souguer erënneren, dass ech Fäll gesinn hunn, wou effektiv Kolleeginnen, déi géint mech gefecht hunn, sech dopéiert hunn, mä dat war awer deemools éischer d'Exceptioun wéi d'Regel. De Phenomeen ass elo vill méi wäit verbreet, an duerfir ass et urgent, dass mer handelen, a mat Rigueur an Effikasitéit handelen.

Mä wann de Sportler mat der Tentatioun vun Doping konfrontéiert gëtt, dann ass d'Fro, déi sech stellt: Wéi gutt ass den Athlet informéiert? Hie muss wësse wat Dopingsubstanz sinn, hie muss Zougang zu der Informatioun hunn an hie muss preparéiert sinn, fir kënnen Neen ze soen. Dat ass natierlech d'Missioun vun den Trainieren, vun dem Encadrement vun de Sportler.

Mir sinn also der Meenung, dass nieft der Fro vun der Sanktionéierung och d'Dopingpreventioun muss verstärkt ginn. Generell Preventiounsarbecht ass an onsen Aen nëmme bedéngt sennvoll oder ausräichend. D'Preventioun kann nëmmen dann effektiv sinn, wann een d'Méiglechkeet huet, de betroffenen Athlet direkt ze errechen.

Mir sinn der Meenung, dass virun allem bei jonke Sportler a Sportlerinnen d'Opklärung iwwert d'Geforen an d'Risiko vun Doping nach verstärkt muss ginn. Hei ass un éischer Stell de Sportsministère, mä awer och den Educatiounsministère gefuerdert.

De Kampf géint den Doping ass awer och de Schutz vun de propperen Athleten. Och wann ee vun enger net onbedeitender Zuel vu schwaarze Schof kann ausgoen, si mir dëser ganz grousser Majoritéit vun Athlete...

#### (Interruption)

...fair Wettkampfméiglechkeete schëlleg a si verdéngen eise Respekt an eis Unerkennung.

Här President, mir stëmmen haut iwwer zwee Projets de loi of: een am Kader vun dem Conseil de l'Europe, een am Kader vun der UNESCO. Si stellen e wichtige Schrëtt an der Dopingbekämpfung duer. Et wäert net ëmmer einfach sinn, et wäert net einfach sinn an et wäert mat Sécherheet nach oft grouss Schwierigkeeten op deem Wee ginn. Trotz all deem däreft dat eis net dovunner ofhalen, weider fir e proppere Sport, e Sport uni Doping anzetrieden.

An deem Sënn wëll ech dann och den Accord vu menger Fraktioun zu deenen zwee Projete ginn.

» M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den Här Huss huet d'Wuert. Här Huss!

» M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech

wéilt dem Rapporteur, dem Här Bodry, Merci soe fir säin ausféierleche Bericht, deen et erlaabt hei relativ kuerz ze sinn.

Jiddfer éierleche Sportler oder Amateur vum Sport, jiddfer Politiker an och all politesch Fraktiounen heibanne si ganz kloer géint jiddfer Form vun Doping am Sport. Doping verstéisst net nëmme géint d'Ethik vum Sport, Doping kann och bei de Sportler, déi esou fuddelen, zu enger grousser Partie vu gesondheetleche Laangzäitschied féieren. Negativ Anabolika-Beispiller aus der fréierer DDR bleiwen och haut nach an der kollektiver Erinnerung.

Doping gëtt et munchmol och schonn am sougenannten Amateursport, engem Amateursport, wou munches hautdësdaags allerdéngs och net méi ganz esou amateurhaft ass. Méi verbreet ass den Doping natierlech an enger ganzer Partie vu Profisportarten, ob Vëlo, Fussball, Liichtathletik an esou virun, do wou et net eleng oder haaptsächlech ëm d'Éier geet fir ze gewannen, mä wou déi éischt Plaz, wou d'Gewanne mat décke Paien a Kontrakter a bei Spëtzesportler och mat décke Publicitéitskontrakter verbonden ass.

Schonn an der Antik, am idealiséierte Griichenland bei Olympia ass et och net eleng ëm de berühmte Lorbeerkrantz vum Gewënner gaang. Schon deemools gouf et ënnert der Hand och aner Belounungen. Mä haut, wou de Proficharakter a ville Sportarten an och de Medierummel an de Mediespektakel ronderëm de Sport ëmmer méi dominéieren, ass den Drang ze gewannen, den Drang no Éier an no vill Geld leider zu engem essenzielle Motiv vu professionell sportlecher Betätigung ginn. An do wou et ëm Bekanntheit, ëm d'Veermaartung vun dëser Bekanntheit an ëm lukrativ finanziell Recepte geet, do besteet natierlech och de Risque vu Frauden oder vun Doping.

Dat ass am Sport iwwerregens net anescht wéi an anere Beräicher vun eisem Liewen. Op munchen Aarbechtsplazen, do wou et ëm Stressbewältigung oder ëm Konkurrenz bei Carrièresavancementer zum Beispill a Chefetage geet, och do gëtt gedopt mat sougenannten Oputtschmittelen, fir Stressa-Konkurrenzkampf auszehalen. A souguer schonn a Schoulen oder Universitéite gëtt hautdësdaags op ähnlech Psychostimulanten a Psychopharmaka zréckgegraff, virun allem fir den Examenstress oder den Numerus-clausus-Stress duerchzehalen.

Dat si genau sou bedenklech Entwécklung wéi den Doping am Sport, iwwert dee mer haut hei diskutéieren, woubäi ech gläich hei am Numm vun der grénger Fraktioun awer wéilt betounen, dass mer selbstverständlech mat deenen elo hei virleienden Antidoping-Regelunge kënnen d'accord sinn.

Zréck also zum Doping am Sport, wou jo d'Événementer ëm d'Liichtathletin Marion Jones oder ronderëm d'Vëloprofilen Ullrich, Basso a Landis dëse Summer d'Schlagzeile vun de Medie beherrscht hunn. Kee Wonner wann ee gesäit, dass e fréiere Gewënner vum Tour de France, ee vun de groussen Favorite vum Tour de France a schliesslech den diesjähregen Tour-de-France-Gewënner dobäi erwëscht goufen, mat Doping a mat Dopingsdokteren a Kontakt gestanen ze hunn. Mä et waren net dës Coureuren eleng, et waren och aner an et waren der och an anere Sportarten, déi vläicht manner Prestige hunn oder wou bis elo ganz einfach manner Kontrolle gemaach goufen.

Et ass ebe leider esou, dass soubal vill Prestige an domadder vill Suen an déck Publicitéitskontrakter am Spill sinn, och ëmmer erëm vereenzelt Sportler sech verféiere loosse fir ze tricksen, fir mat alle Mëttele, zum Beispill och iwwer Doping, zu den éischte Plazen an zu Geld ze kommen. Eleng dofir, mä och fir esou Sportler viru Gesondheetsschied ze schützen si verschäerften Antidoping-Regelungen an alle Sportarten dréngend néideg.

Hei zu Lëtzebuerg, esou gouf eis an der zoustänneger Kommissioun verséichert, funktionéieren d'Antidoping-Kontrolle relativ gutt. Den Här Bodry huet a sengem Rapport hei schonn eng ganz Partie vun Zuele genannt. 150 Kontrollen, meeschtens ongemellt, pro Joer si sécherlech net näischt, besonnesch an engem klengen Land, wou et jo haaptsächlech ëm sougenannten Amateursport geet. Bei deene ronn 120 Kontrolle bis Oktober dëst Joer war och kee positive Fall ze vermellen, a vum Comité olympique a vun der Agence luxembourgeoise antidopage (ALAD) läit jo och en interessante Projet vir, fir och eis Spëtzesportler am Ausland ze iwwerwachen.

D'ALAD huet dobäi net nëmmen d'Missioun, d'Sportler ze kontrolléieren, mä si soll och aus preventive Grënn d'Sportler an d'Trainieren informéieren iwwer problematesch Stoffe, déi a Medikamenter kënnen enthalte sinn, woubäi eng sougenannt Positivlëscht

sécherlech vun Notzen ass.

D'Diskussioun ëm d'Dopingskontrollen dréint sech op internationalem Plang haut virun allem ëm folgend Froen:

Éischtens: Missten eventuell méi Kontrolle gemaach ginn, ongemellte Kontrolle selbstverständlech, an och scho beim Training?

Zweetens, oder misste just méi effikass Kontrolle gemaach ginn, dat heescht zum Beispill net nëmmen Urinalysen, mä och vill méi Blutanalysen, fir anormal Bluttwaertvariatioune kënnen feststellen? A well dat méi deier géng ginn, awéiwäit da virun allem och Profisligen oder Profismanageren sollte finanziell erugezu ginn, fir dat mat ze finanzéieren.

E puer Zuelen zu dëser Fro just aus engem vun eisen Nopeschlänner, nämlech Frankräich, wou et bekanntlech vill méi Profisport gëtt wéi bei eis. A Frankräich sinn 2005 insgesamt 9.000 Dopingsprouwe gemaach ginn, dovunner awer nëmmen 200 Blutanalysen. Oder bei iwwer 700 Fussballmatcher an deenen zwou franséische Ligen, der éischer an der zweeter Liga, d'lescht Joer sinn insgesamt nëmmen Dopingskontrollen gemaach ginn a 70 Matcher an och nach nëmmen Urinalysen. Mat null Resultat. Et ass guer näischt dobäi erauskomm. Do stellt sech allerdéngs d'Fro, ob dat realistesch Kontrolle sinn, woubäi munch Spatzen awer ganz aner Saache vun de franséischen Diecher päifen.

Eng weider interessant Fro hat sech zum Beispill am Kontext vun Dopingskandal am Tour de France erginn, wouriwwer ech virdru scho geschwat hunn. An deem Kontext awer, an dat ass an de Medie méi oder weiniger ennergaang, gouf bericht, dass ronn 60% vun allen Tour-de-France-Coureuren während deem Tour Medikamenter konsuméiert hunn, déi och verbueden Dopingsubstanzen enthal hu sollen, mä opgrond vun Ordonnances médicales.

A ville Fäll waren esou Medikamenter sécherlech onverzichtbar fir déi Coureuren, mä waren do all Ordonnancé wierklech ubruucht a ginn do all Ordonnancé wierklech ausgléiwert opgrond vun aktueller gesondheetleche Problemer a seriöse medezinesche Kontrollen, oder ebe just iwwer net aktuell Kontrollen an iwwer administrativ Enregistrementer? Och do schéngt elo op muncher Plazen nach Nobesserungsbedarf ze bestoen.

Nach kuerz e lescht Wuert zu de Sanktioune vis-à-vis vu betraffene Sportler, mä och vis-à-vis vu kriminelle Sportmedeziner. Et léisst sech zum Beispill d'Fro stellen, ob eng Spär vu just zwee Joer fir e Sportler, dee fir d'éischt beim Doping erwëscht gëtt, wierklech duergeet. Bei nach jonke Sportler sinn dës zwee Joer Spär net wierklech ganz laang, woubäi et an eisen Ae muss kloer sinn, dass virun allem awer déi kriminell Medeziner, wéi zum Beispill dee berüchtigten Dokter Fuentes a Spuenien a seng Komplizen, misste schäerfstens bestrooft ginn, fir do wierklech zu enger effikasser Ofschreckung ze kommen.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, no dëser méi spezifesche Remarquen ass et natierlech kloer, dass mir als Gréng wäerten all Fortschreitter bei den Antidoping-Regelunge kënnen ennerstëtzen, an duerfir wäerte mer hei och zoustëmmen.

Merci.

» Une voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Huss. De leschte Riedner ass den Här Mehlen.

» M. Robert Mehlen (ADR).- Merci, Här President. Ech mengen no deem excellenten Rapport an no deem wat duerno gesot ginn ass kann ech mech ganz kuerz faassen.

De Sport ass eis alleguer deier an helleg a mir hunn eréischt viru kuerzem hei driwwer geschwat, wéi wichteg dass e fir d'allgemeng Gesondheet ass am Kampf géint d'Obésitéit. Mä et ass jo net hei den allgemeng Breedessport, deen zur Diskussioun steet, mä éischer de Leeschungssport, deen och wichteg ass, deem mir awer net, wéll ech ganz däitlech soen, déi Bedeitung bäimiesse wéi dem Breedessport, deen all Mënsch soll an deem Mooss maache wéi en dozou fäeg ass.

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

De Leeschungssport, deen et esou laang gëtt wéi een d'Geschicht kann zréckverfolgen, ass an eiser moderner Zäit zu enger regelrechter Industrie ginn. An dat ass am Fong geholl den Hannergrond, woufir datt ëmmer méi zu all méigleche Mëttele gegraff gëtt, net nëmme fir déi beschtméiglech Leeschung ze bréngen, mä well domat a ganz ville Fäll enorm vill Geld verbonden

ass, heiansdo an Héichte wéi ee sech et eigentlech net richteg ka virstelle wéi esou dat méiglech ass. Mä an enger Welt, wou mam Sport vill Werbung verbonden ass a mat Werbung vill Émsaz verbonden ass, ass et och iergendwéi ze verstoen, wéi esou datt dat esou ass.

Am Mëttelpunkt de Sportler, dee gefuerdert ass, dee vun alle Säite gedrängt gëtt. Mir si selwer vläicht deelweis mat dru schold, well mer dann dat och vläicht ze vill héich bewäerten, wat do als Leeschungen erbruecht gëtt. Am Mëttelpunkt de Sportler, dee, wéi gesot, vun alle Säite gedrängt gëtt fir déi héchste Leeschung ze bréngen, a vun deene Leit, déi en entouréieren, da vläicht méi dozou verfuert gëtt fir sech ze dopen, wéi datt hie selwer aus eegenem Antrieb géng dozou gräifen. Ech mengen, och deen Aspekt muss een an dësem Zusammenhang mat a Betracht zéien.

Den Doping huet, Här President, eng morallesch Komponent - ech mengen, dat hu meng Virriedner scho gesot - an deem Sënn, dass e wierklech miserabel ass a sengen Auswirkungen op eis Jugend. En huet selbstverständlech gesondheetlech Konsequenzen, wat meng Virriedner och schonn hei virgestallt hunn.

En huet awer och eng kriminell Komponent an deem Mooss wéi en effektiv eng Concurrency déloyale vis-à-vis vun deenen, déi éierlech sinn, duerstellt. Duerfir ass et absolut noutwendeg - a mir droen dat selbstverständlech voll a ganz mat -, dass een alles ennerhëlt fir den Doping ze ennerbannen, preventiv, esou wäit wéi et méiglech ass, awer och repressiv an deem Mooss wéi et ze maachen ass. Et ass gradso selbstverständlech, dass dat nëmmen an der internationaler Kooperatioun ka geschéien. Duerfir, nach eng Kéier, si mir absolut d'accord fir déi zwou Konventiounen hei ze stëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Ofschloss mécht den zoustännege Minister, den Här Jeannot Krecké.

» M. Jeannot Krecké, Ministre des Sports.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll lech opriichteg Merci soen, well et beweist, dass, wa mer e Sujet wéi deen heiten hunn, wou mer eis och e bëssen eens sinn - wat e bëssen eng nobel Saach ass fir dergéint ze sinn -, da geet et och ganz schnell. Ech hunn e bëssen Drock gemaach aus engem ganz klore Grund, op deen ech nach eng Kéier wëll zréckkommen, mä ech wollt lech allegueren opriichteg Merci soen, dass Der bereet waart hei esou schnell ze handelen. Aner Länner sinn do nach net esou wäit.

A virun allem wëll ech och dem Rapporteur Merci soen, well hien den Historique fäerdeg bruecht huet - ech hunn och de Rapport wierklech duerchgelies -, dee flott weist wéi Lëtzebuerg, zesumme mat de Partner an Europa, versicht huet deem Problem do Meeschter ze ginn. An ech mengen, och d'Beispiller vun Norbert Haupt weisen, dass de Sujet eescht ass, scho längst bekannt ass a wahrscheinlech net ofgeschafft ass mat deene Konventiounen hei. Dovunner muss een einfach emol ausgoen.

Ech muss soen, dass Lëtzebuerg sech jo an där dote Saach exemplaesch beholl huet a sech ëmmer un d'Spëtzt gesat huet vun deenen, sief et beim COSL, sief et bei de Regierung virdrun, déi null Toleranz wollte gëlle loosse. Ech mengen, mir hunn ëmmer relativ schnell all déi Accorden, déi mer ennerenaner fonnt hunn, probéiert émsazsetzen, an déi Geschicht ass jo schonn '98 u sech e bësse méi kloer mat Konventiounen ugaangen.

Mir hate wuel Fäll. Si ware glécklecherweis nach net esou schlëmm, mä déi Gefor ass ëmmer ginn. Wa mer am Moment och e bëssen Opdriff hunn an eisem Sport, da muss een einfach ëmmer erëm bieden, dass hoffentlech net eng Kéier eppes passéiert.

Dat muss net sinn, dass de Sportler selwer ëmmer deen ass, dee wëssentlech esou eppes mécht. Ech wëll keen entschëllegen, mä ech muss als een, deen et selwer am Ausland erlieft huet, soen: Do kritt een heiansdo Mixturen dohinner gesat an et stellt ee sech awer eeschthaft heiansdo d'Fro, firwat dass een nuets net gutt schloufe konnt. Dat ware Froen, déi s de der an de 60er an an de 70er Joren awer konnts stellen. Ech wëll och léiwer haut net méi wësse wat fir eng Vitamine Einzeller vun de Sportler kruten, well deemools war dat do nach net an deem Mooss e Sujet. An duerfir soen ech: Et ass een net dovur gewappnet an de Sportler ass där ganzer Saach staark ausgeléiwert.

De Sportler ass där ganzer Saach nach méi ausgeléiwert a leschter Zäit, well och duerch dee Spektakel, dee ronderëm de

Sport ass, d'Gefor, de Reiz, fir och wëssentlech esou eppes ze maachen, risegrouss ass, well een nëmmen eng kuerz Zäit huet, wou een als absolute Leeschtungssportler ka mam Sport Geld verdéngen an een duerno erëm eng Kéier an dat normaalt Liewe muss anrieden, wou een da vläicht vergiess huet eng anstänneg Ausbildung ze verfollegen, an esou weider, esou dass ee muss gegebenenfalls e Risiko agoe fir vill Geld op ee Coup ze verdéngen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Duerfir, mengen ech, ass déi Course, déi am Fong geholl zwéischent de Sportler an de Laboen amgaangen ass, nach net eriwwer. An duerfir ass et och noutwendeg, dass mer e kloert Bekenntnis ginn.

D'Madame Flesch huet gesot: „Mir si kloer dergéint.“ Dir wësst, dass et haut Bestriewung ginn, déi soen: Wa mer et net kloer kënnen kontrolléieren...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

...a wann et esou ass, dass dat Sport spectacle ass, dass dat Profie sinn, déi jo muss wëssen, wou se dru sinn, dass et do eng Bewegung gétt, déi seet: Ma, maacht et einfach fréi, da kann ee maache wéi ee wëllt, dann ass jiddereen am même titre gedopt oder net gedopt, mä dann hu se alleguerten déiselwecht Avantagen!

Dee Wee gi mir net mat. Mir loosse d'Nulltoleranz gëllen, mä mir wëssen, dass duerch dee Filet wahrscheinlech deen een oder een aneren awer duerchgeet, well d'Laboratoires d'analyse probéieren all deenen neie Substanzen, deenen neien Triicken, déi do erfonden ginn, Meeschter ze ginn, mä dat ass net einfach, an déi Course wäert nach eng Zäitchen undauern.

Ech kommen elo just vu Moskau erëm; virun zwee Deeg. Do war de Conseil de l'Europe zesummen.

#### (Interruption)

Et war gutt kal do, ech kann lech et soen.

De Conseil de l'Europe huet jo eng führend Roll gespilt ronderëm d'Entwécklung vun der Législatioun an de Konventiounen, déi mer haut hunn. An de Conseil de l'Europe ass, wéi elo a ville Beräicher, och am Sport amgaange säi Wee ze sichen. De Conseil de l'Europe, d'Union européenne, dat Zesummespill ass net einfach. An et ass am Fong geholl festgehale ginn, dass de Conseil de l'Europe elo nëmmen op dräi Sujete géng weider e Rôle spillen - dat sinn haaptsächlech Sujeten, déi mat Droits de l'Homme a mat Justice ze dinn hunn -, an dass all déi aner Sujete leider e bësse vergiess gi sinn.

Mir hunn do eng länger Diskussioun gefouert iwwert déi lescht Plattform, déi mer an Europa hunn, well mer jo an der Europäescher Unioun nach keng communautär Politik hunn an där doter Fro, ob mer déi sollen esou liicht opginn an ob een net sollt probéiere mat deene ville Länner, déi net an der Europäescher Unioun sinn - mir sinn do am Moment zu 46 -, ob een net déi Plattform awer soll hale fir notamment iwwer Doping mat deene Länner ze schwätzen. Do sinn der vill, déi eng Vergaangenheet hunn, wou d'Leit sech, mengen ech, nach net richtig bewosst sinn op wat se sech deemools agelooss hunn.

An ech mengen, et wier net gutt se léns leien ze loosse zu deemem Zäitpunkt, mä et wier besser se ze begleeden. Duerfir hu mir och an deem Sënn plädéiert, dass d'Aarbechte solle weidergoen. Mä et ass awer esou, dass ee muss oppassen, dass déi Aarbechten net elo zwee- an dräifach gemaach ginn.

Mir hunn heimadder elo d'Weltorganisatioun géint den Doping, an ech mengen elo kréie mir eng Konventioun UNESCO, wou e Sekretariat funktionnéiert. Mir hunn am Conseil de l'Europe e Sekretariat wat funktionnéiert. Wann déi net zesummeschaffen oder jiddereen seng eegen Zopp mécht, dann hunn ech meng héchste Bedenken, muss ech soen. Well mir sinn elo amgaangen op dräi Schinnen ze fueren. Et ass gutt, dass een eng Plattform huet fir iwwer eppes ze diskutéieren, mä ech mengen, mir sollen déi puer Moyenen, déi mer hunn, probéieren ze bündelen. Dat probéiere mir hei zu Lëtzebuerg.

Et ass ugeklongen: Dat hei wäert keng gréisser Auswierkungen op eise Fonctionnement hei hunn, weder um Niveau Sportsministère nach um Niveau vun der ALAD. Mir applizéieren dee Code schon absolut zu 100%. Och de Finanzement, dee virgesinn ass, ass am Moment e Crédit non limitatif, esou dass mer d'Méiglechkeet hunn och doriwwer erauszegoen, wann dat noutwendeg ass.

Dir hutt gefrot, ob mer eis net der ISO-Norm wellen ënnerwerfen. Et ass noutwendeg fir d'Reconnaissance mutuelle ze kréien. An et ass u sech jo an der Konventioun vun 2002 dran, dass déi Reconnaissance mutuelle ënner de Länner do festgeschriwwen ass.

An do ass kloer dra gesot, dass déi ISO-Certificatioun noutwendeg ass, fir dass jiddereen datselwecht applizéiert. Bei eis hei zu Lëtzebuerg wäerte mir eis elo an deenen nächsten Deeg där Saach ënnerzéien. Da wäerte mer froe fir déi Certificatioun do ze maachen.

Normalerweis hate mer jo déi éischt Diskussioun am Sportsgesetz gefouert, well eng Rei Saache schon do verankert sinn. Ech si frou, dass mer et elo fäerdeg bruecht hu per Amendement dat kloerzestellen an déi Emännerung am Sportsgesetz och virzehuelen. Ech soen lech duerfir villmools Merci.

Dat Eenzezt wat vläicht e puermol zu Diskussiounen gefouert huet a wat ech awer kuerz hei uschwätze wëll ass dat, ob een de Sportler och penal belaaenge soll. Dat ass fir de Moment zu Lëtzebuerg nach net de Fall. Ech sinn och der Meenung, dass een dat am Moment soll si loosse, well ech mengen, dass de Sportler deene Leit, déi säin Entourage duerstellen, vill ausgeliehwert ass an en net ëmmer alles kontrolléiere kann. Ech hunn elo grad nach mat engem geschwat, deen am Ausland ass, dee gesot huet: Ech weess net ëmmer wat ech hei an deene Bechere kréien, déi ech als Vitamine presentéiert kréien.

An ech muss soen, mir muss wierklech ganz streng mam Entourage ëmgoen. Fir de Moment verzichten ech drop fir d'Sportler wëlle penal ze belaaenge. Et waren der, déi hei gesot hunn, zwee Joer wier net vill. Et ass richtig, zwee Joer am Moment wann ee 16 Joer huet ass vläicht net vill, mä bei der zweeter Kéier ass et liewenslänglech, dat wësst Der. An ech muss soen, een, dee 24 oder 26 Joer al ass, zwee Joer, dat ass de Schluss vu senger Carrière. Et ass meeschendeels de Schluss vu senger Carrière, well en éischten total aus dem Trétt kënnt, zweetens well déi meescht jo Kontrakter hunn. A wann Der kuckt wat jo awer de Moment geschitt - a glécklecherweis! -, dass d'Sponsoren hinne fortlafen, dass se gekënnegt kréien an hiren Équipes, da mengen ech ass d'Stof fir de Sportler scho ganz déck an zolidd an dass een net och nach eng penal Strof dorunner muss unhänken.

Fir déi meescht ass hir Carrière da fäerdeg oder zumindest au plus haut point gefährdet. Kuckt dat nëmmen. Ech géing fir de Moment soen, à l'encontre vun deem, wat déi franséisch, déi italiensch Autoritéiten am Moment hunn, déi se penal belaaenge, soll een et fir de Moment dobäi beloossen.

Ech schléissen net aus, dass, wann do eng Kéier Problemer optauchen, een dann och vläicht dee Wee muss goen.

Am Moment, mengen ech, ass de Sportler zimlech zolidd gestrooft mat där doter Aart a Weis an et muss een awierken op den Entourage, well et ass deen, deen normalerweis de Sportler och a Kontakter bréngt. Et ass seelen, dass de Sportler selwer sech ëm déi Saache bekëmmert.

Wéi gesot, Här President, ech si frou, dass mer hei an eng sougenannter nobler Affär am Sport zu esou enger grousser a breeder Adhésioun kommen. Ech hoffen, dass mer dat kënnen unanime stëmmen.

Mä ech erhoffe mer awer och, dass an anere Froen, déi de Stelwäert vum Sport betreffen an déi d'Sportpolitik als solch betreffen, mer déiselwecht Adhésioun hei an der Chamber kréien, notament wann et ëm de Budget an ëm aner Froe geet, déi mam Sport zesummenhängen, an dass mer net nëmmen hei erzielen, dass de Sport eng Wichtigkeet huet an der Educatioun, am Sozialbehuelen, an der Gesondheet an esou weider, mä dass de Sport eng Wichtigkeet per se huet. An dass mer dat net nëmmen doduerch bekunden, dass op all méigleche sportleche Manifestatiounen ech lech an Dir mech erëmgesitt, mä dass mer och emol heiansdo drun denken, dass de Sport wierklech en anere Stelwäert hei zu Lëtzebuerg verdéngt wéi deen, deen en haut huet vun der Politik.

Ech erhoffe mer eng ähnlech grouss Begeescherung wéi ech dat elo bei deemem Gesetz festgestallt hunn, wann et ëm aner Problemer, ëm Infrastrukturen, ëm Hëllefstellungen, souwuel beim Spëtzsport wéi beim Breedersport geet. Ech wënschen eis dann alleguerten domadder, dass mer och an deem Domän kee Problem kréien.

Ech soen lech Merci.

))) **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung. Do hu mer fir d'éischt de Projet de loi 5537.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5537 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Ma-

rie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Charles Goerens);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5175.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5175 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener,

## Sommaire des séances publiques

Dépôt d'un projet de loi	page 31
Communications	page 31
Institution d'une commission spéciale «Tripartite» et composition de la Commission spéciale «Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État»	pages 31-32
5617 - Proposition de loi portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée	
et	
5621 - Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition - Déclaration de recevabilité	page 32
Ordre du jour	page 32
Heure de questions au Gouvernement	
- Question N°121 du 24 octobre 2006 de Monsieur Marc Spautz	page 32
- Question N°122 du 23 octobre 2006 de Monsieur Xavier Bettel	page 32
- Question N°123 du 24 octobre 2006 de Monsieur Fernand Diederich	pages 32-33
- Question N°124 du 24 octobre 2006 de Monsieur Jean Huss	page 33
- Question N°125 du 24 octobre 2006 de Monsieur Marc Angel	pages 33-34
- Question N°126 du 23 octobre 2006 de Monsieur Aly Jaerling	page 34
- Question N°127 du 24 octobre 2006 de Monsieur Ben Fayot	page 34
- Question N°128 du 24 octobre 2006 de Madame Anne Brasseur	pages 34-35
- Question N°129 du 24 octobre 2006 de Madame Claudia Dall'Agnol	page 35
- Question N°130 du 24 octobre 2006 de Monsieur Gast Gibéryen	page 35
Dépôt d'une proposition de loi	page 35
Heure de questions au Gouvernement (suite)	pages 35-36
Question avec débat N°9 de Monsieur Marco Schank relative à l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles	pages 36-37
5508 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets	pages 37-39
5582 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement à la Convention, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, tel qu'il a été adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 mai 2005	pages 39-41
5583 - Projet de loi modifiant	
1. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;	
2. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux	pages 41-43
5518 - Projet de loi portant	
1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;	
2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;	
3. modification du Code du Travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;	
4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;	
5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées	pages 43-44
5537 - Projet de loi portant	
a) approbation de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris, le 18 novembre 2005;	
b) modification de l'article 16 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport	et
5175 Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention contre le dopage, ouvert à la signature, à Varsovie, le 12 septembre 2002	pages 44-47

## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1083	M. Marc Spautz	Travail au noir de personnes sans permis de séjour respectivement sans permis de travail régulier
1104	M. Roland Schreiner	Transport des élèves handicapés physiques et polyhandicapés, de l'intégration scolaire, de l'éducation différenciée et des travailleurs handicapés
1169	M. Jean-Pierre Koepf	Décharge du Sidec
1175	M. Camille Gira	Procédures de relotissement de terrains à bâtir
1182	M. Aly Jaerling	Salariés invalides
1198	M. Henri Kox	Rejets exceptionnels de la centrale de Cattenom
1229	M. Aly Jaerling	Garantie de 24 mois sur l'électroménager
1237	M. Aly Jaerling	Agressions et vandalisme dans les transports publics
1241	M. Aly Jaerling	Droit d'établissement des entreprises
1248	Mme Anne Brasseur	Introduction d'une heure de sport scolaire supplémentaire
1249	M. Aly Jaerling	Allocation de chômage
1250	M. Marco Schank	Conséquences du jugement du Tribunal administratif relatif à l'incompatibilité de la fonction du directeur de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture avec celle de membre d'un collège échevinal
1251	M. Aly Jaerling	Dépassements des teneurs maxima en métaux lourds et dioxines dans les légumes feuilles cultivés dans les jardins exposés aux émissions de l'industrie sidérurgique (Esch/Alzette, Schifflange)
1252	M. Xavier Bettel	Proposition COM(2006) 284 de la Commission européenne relative à la procédure d'examen et de consultation préalables pour certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives envisagées par les États membres dans le domaine des transports
1253	M. Marcel Oberweis	Gestion des rebuts par l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR)
1254	M. Aly Jaerling	Taxes à payer pour le nouveau passeport à données biométriques
1255	M. Carlo Wagner	Libéralisation des conditions d'établissement pour pharmaciens
1256	M. Marcel Oberweis	Ancienne décharge industrielle de Beggen
1257	M. Marcel Oberweis	Annexe du Lycée classique de Diekirch à Mersch
1258	M. Xavier Bettel	Service au client des CFL
1259	M. Xavier Bettel	Politique tarifaire des compagnies aériennes étrangères
1260	M. Xavier Bettel	Système de perception tarifaire électronique «e-go»
1261	Mme Colette Flesch	Organisation du recensement de la population à Luxembourg
1262	Mme Anne Brasseur	Premier jour de classe de l'année scolaire 2006/2007
1263	Mme Anne Brasseur	Organisation scolaire - Travaux à domicile
1264	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Extension du réseau des stations de distribution de gaz naturel et/ou biogaz
1266	M. Marc Spautz	Ligne ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette
1267	M. Marc Spautz	Mise en vigueur de la «loi antitabac»
1268	Mme Anne Brasseur	Éducation à la paix, aux droits de l'Homme et à la résolution non violente de conflits
1270	Mme Anne Brasseur	Construction d'un bâtiment pour le Lycée technique pour professions de santé
1272	M. Marc Spautz	Fermeture du bureau de la Coopération à Quito en Équateur
1273	M. Xavier Bettel	Mise en vigueur de la «loi antitabac»
1274	M. Xavier Bettel	Modification de l'horaire et de l'itinéraire de la liaison autobus Sarre-Luxembourg
1275	M. Claude Adam	Quotas d'inscription dans les universités étrangères
1276	M. Xavier Bettel	Retards de transposition de directives européennes
1277	M. Marc Spautz	Réglementation des stages pratiques - Université du Luxembourg
1278	M. Xavier Bettel	Régime de la pharmacie - Filiales de commerçants de médicaments par Internet
1279	M. Aly Jaerling	Centre thérapeutique pour fumeurs
1280	M. Robert Mehlen	Aviation militaire
1284	M. Xavier Bettel	Société McZahn - Prothèses et implants dentaires
1285	M. Aly Jaerling	Fonds de dotation de l'État et impôt commercial
1287	M. Aly Jaerling	Mise en place d'un système de «santé en ligne» européen
1288	M. Ali Kaes et M. Marc Spautz	Vente des usines de fabrication de toiles pour pneus du groupe Goodyear
1292	M. Carlo Wagner	Plan hospitalier national
1296	M. Laurent Mosar	Élargissement de l'espace Schengen aux dix nouveaux membres de l'UE
1297	M. Xavier Bettel	Contributions aux projets Eurocap-Rail et TGV-Est
1304	M. Aly Jaerling	Taux d'intérêt

**Question 1083** (17.5.2006) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **travail au noir de personnes sans permis de séjour respectivement sans permis de travail régulier**:

Tous les pays au monde sont confrontés à la problématique du travail au noir. Le Luxembourg n'y échappe pas.

Or, les dangers du travail au noir sont connus. Outre la paix sociale qui est menacée, le travail au noir recèle d'innombrables risques pour les travailleurs concernés. Ceux-ci se retrouvent souvent face à un système qui les exploite, les soumettant à des conditions de tra-

vail exécrables (durée de travail excessive, repos insuffisant ou encore rythme de travail irrégulier) pouvant avoir des conséquences néfastes sur leur santé et leur sécurité contre un salaire souvent de misère. À cela s'ajoute le fait que le travailleur au noir ne bénéficie d'aucune forme de couverture sociale et qu'il est limité dans son intégration tant au niveau de l'entreprise pour laquelle il travaille qu'au niveau de la société.

Un contrôle accru du marché du travail s'impose dès lors comme l'un des moyens sûrs pour lutter activement contre le phénomène du travail clandestin.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Messieurs les Ministres des Affaires étrangères et de l'Immigration et du Travail et de l'Emploi:

- Quels sont les organismes chargés de contrôler le marché du travail aux fins de lutter efficacement contre le travail au noir lorsque ce phénomène touche plus particulièrement des personnes sans permis de séjour respectivement sans permis de travail valable?

- Combien de contrôles ont été effectués ces dernières années?

- Combien d'infractions ont été constatées?

- Quelles sont les mesures qui ont été prises à l'égard des employeurs respectivement des travailleurs au noir, pour autant que des infractions ont pu être constatées?

- Comment le Gouvernement entend-t-il procéder dans l'avenir?

**Réponse commune** (19.10.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

L'honorable Député souhaite obtenir des informations quant aux organismes qui sont compétents pour contrôler le marché du travail aux fins de lutter efficacement contre le travail au noir lorsque ce phénomène touche plus particulièrement des personnes sans permis de séjour ou sans permis de travail valables.

Il y a lieu de retenir en premier lieu que la lutte contre le travail clandestin et contre le travail illégal constitue une lutte solidaire du Gouvernement qui se situe dans un cadre légal bien défini.

Ensuite, il y a lieu de tenir à l'esprit que la lutte contre le travail clandestin et contre le travail illégal mérite de la part des autorités compétentes l'intransigeance. Celle-ci ne peut aboutir que si les autorités gouvernementales s'entraident et échangent les informations à leur disposition respectivement opèrent de manière concertée pour faire respecter l'état de droit.

Au titre d'autorités gouvernementales impliquées dans la lutte contre le travail clandestin et le travail illégal, il y a lieu de considérer diverses situations ou cas d'espèce.

Le rôle primordial dans cette lutte incombe sans aucun doute à l'Inspection du Travail et des Mines (ITM), notamment par le biais du «programme plurimensuel de lutte contre le travail clandestin organisé - week-ends et après travail -», organisé par la cellule interadministrative de lutte contre le travail illégal. Sont impliqués, outre l'ITM, les Administrations des Douanes, de l'Enregistrement et des Contributions, ainsi que l'Association d'assurance contre les accidents et le Centre Commun de la Sécurité Sociale. Cette cellule gère aussi les «Actions Coup de Poing (ACP)».

Les activités de la cellule décèlent régulièrement des cas de travail illégal. Il y a lieu de renvoyer ici aux informations contenues dans la réponse à la question parlementaire N°0753 de Monsieur le Député Aly Jaerling (*cf. compte rendu N°9/2005-2006*). Ces informations, fournies par l'ITM, portaient sur les premiers résultats de la campagne nationale.

Ainsi, entre octobre 2005 et mai 2006, six ACP ont été effectuées, lors desquelles il a été possible de constater, outre les irrégularités en matière de droits d'enregistrement, de médecine au travail ou de droit de travail à proprement parler, à savoir, heures supplémentaires, prêt de main d'œuvre, sécurité et santé au travail, que cinq travailleurs étrangers étaient occupés par des employeurs sur des chantiers sans permis de travail valables, sans autre précision quant à l'identité de l'employeur ou du travailleur fautif.

La question relative au droit de séjour des travailleurs interpellés dans l'illégalité, ainsi que les suites réservées aux infractions constatées reste en suspens à l'heure actuelle.

D'autre part, l'ITM peut également être interpellée par le Service des permis de travail du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration afin de contrôler divers employeurs soupçonnés d'occuper illégalement des travailleurs.

Or, suite aux changements d'attributions des différents ministères lors de la formation du Gouvernement en 2004 et le transfert des compétences en matière de permis de travail au Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, il y a eu un certain flottement en ce qui concerne la compréhension des attributions des différentes administrations impliquées.

En 1972, le législateur avait confié la charge de surveiller l'observa-

tion de la réglementation applicable aux travailleurs étrangers à l'Administration de l'Emploi (ancien Office national du Travail), ce qui paraissait à ce moment tout à fait logique compte tenu d'une part du rôle prépondérant de l'ADEM dès l'ingrès de la procédure pour l'octroi d'un permis de travail, ensemble avec l'analyse du marché de l'emploi, et d'autre part, des compétences restreintes de l'Inspection du Travail et des Mines à l'époque et qui n'allaient être élargies que par le biais d'une modification législative qui intervint en 1974.

Ainsi, par la loi du 4 avril 1974 portant réorganisation de l'Inspection du Travail et des Mines telle que modifiée par la suite, ladite administration s'est vu élargir considérablement ses fonctions de contrôle et de recherche d'infractions, le tout de pair avec une adaptation conséquente de ses effectifs.

L'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 4 avril 1974 précitée dispose que l'ITM est chargée «notamment: a) d'assurer l'application des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles relatives aux conditions du travail et à la protection des travailleurs salariés dans l'exercice de leur profession, telles que (...), et suit une énumération qui n'est ni limitative ni exhaustive.

Il est constant que l'emploi illégal de main d'œuvre étrangère contrevient non seulement à l'ordre public, mais se traduit également en termes de protection des droits du travailleur ou de concurrence déloyale, alors que selon le cas de figure, les questions de protection sociale, de durée du travail, de droit au congé, etc. sont touchées, de sorte que l'ITM, par ses pouvoirs de contrôle, devient l'acteur privilégié lorsqu'il s'agit de lutter contre le travail illégal ou clandestin.

Aussi, le Ministre du Travail et de l'Emploi a-t-il expressément demandé à l'Inspection du Travail et des Mines d'intervenir aussi de manière ponctuelle et à la demande du service compétent du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration.

Comme il ressort en effet des chiffres avancés plus haut, c'est aussi au moyen d'enquêtes ciblées qu'il y a lieu de lutter effectivement contre le travail clandestin et le travail illégal. Les ACP devront certes être maintenues pour une politique répressive beaucoup plus générale, mais il est impératif que l'ITM assumera de nouveau à l'avenir les responsabilités lui confiées par le législateur en 1974.

**Question 1104** (31.5.2006) de **M. Roland Schreiner** (LSAP) concernant le **transport des élèves handicapés physiques et polyhandicapés, de l'intégration scolaire, de l'éducation différenciée et des travailleurs handicapés**:

Le Ministère des Transports organise entre autres les transports effectués dans l'intérêt des élèves handicapés physiques et polyhandicapés, de l'intégration scolaire, de l'éducation différenciée ainsi que des travailleurs handicapés. Selon mes informations, ces élèves nécessitant un encadrement approprié ne sont pas toujours accompagnés par un surveillant pendant le trajet.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, qu'en est-il de la responsabilité en cas d'incident?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que, pour des raisons de sécurité, les élèves handicapés ou à besoins spéciaux devraient être accompagnés par une personne adulte en dehors du chauffeur du

bus qui doit se concentrer sur la conduite?

- Est-ce que les institutions qui accueillent ces élèves ont aussi pour mission de les encadrer pendant le trajet ou est-ce que cette responsabilité incombe aux parents des élèves?

**Réponse** (13.10.2006) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports**:

L'organisation des transports des élèves à besoins éducatifs spéciaux se fonde sur les propositions qu'une commission spéciale, instituée par le Gouvernement en Conseil et comprenant des représentants du Ministère des Transports, du Ministère de la Famille et du Ministère de l'Éducation nationale. Ces propositions ont été acceptées par le Gouvernement en Conseil.

La réorganisation des transports en question s'était montrée nécessaire suite à la reprise par l'État des centres régionaux d'éducation différenciée, gérés préalablement par les communes.

À l'époque les membres de cette commission étaient d'avis que la présence d'une personne d'accompagnement n'était pas forcément nécessaire puisqu'ils estimaient que l'équipement spécial sophistiqué dont disposent les véhicules destinés aux transports d'enfants à handicap suffit pour garantir la sécurité des élèves. Tandis que le déroulement de la majorité des transports reste sans problèmes à ce jour, nous nous voyons confrontés de plus en plus souvent à des cas de figure plus difficiles semblant imposer la présence d'une personne d'accompagnement.

Les situations précaires qui nous sont signalées nous appellent à repenser la question de l'accompagnement des transports de sorte que des pourparlers afférents ont été repris récemment entre les représentants des services respectifs du Ministère des Transports et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

En cet ordre d'idées, les responsabilités seront réexaminées, la responsabilité de l'encadrement des élèves pendant les transports proprement dits devant incomber à la personne d'accompagnement.

Je puis assurer Monsieur le Député que la sécurité des personnes à handicap nous préoccupe particulièrement et que nous sommes soucieux d'améliorer ce point spécifique des transports.

À noter cependant que la présence d'un accompagnateur au sein d'un Minibus réduira d'une unité les places disponibles, pouvant entraîner des frais de transport supplémentaires.

**Question 1169** (13.7.2006) de **M. Jean-Pierre Koepf (ADR)** concernant la **décharge du Sidec**:

«Sidec - des autorisations non respectées», énnert dësem Titel gouf am „Codex“ um Mee dëst Joer en Artikel publizéiert, an deem schwéier Virwërf géintiwuer de Verantwortleche vun dësem interkommunale Syndikat an indirekt och géintiwuer dem zoustänneg Minister erhuewe ginn.

Duerfir folgend Froen:

1. Stëmmt et, datt de Sidec d'Konditiounen vun der ministerieller Autorisation N°C/3/87 a puncto Behandlung vum Sickerwaasser («rendement épuratoire de la charge organique d'au moins 90%») net respektéiert, an dat zënter 1988?

2. Stëmmt et, datt déi an der genannter Autorisation gefuerdert besonnesch Autorisation fir de

Bau vun der Kanalisatioun bei d'Klärslag „Bleesbréck“ bis haut net ugefrot gouf?

3. Stëmmt et, datt déi béid och net genehmegt „Bypassen“ vun dëser Kanalisatioun vun den zoustänneg Servicer vum Intérieur no Entdeckung 2004 gespaart goufen?

4. Stëmmt et, datt déi nei Autorisation fir de Sidec, déi vum Ëmweltministerium énnert der Nummer 96/CD/08 am Juli 1997 ausgestellt gi wier, wat d'Virschréift vun enger Kanalisatioun mat duebele Wänn vun der Décharge bis zum Hauptkollektier ugeet, bis haut net respektéiert géif ginn?

5. Stëmmt et, datt déi genannt Kanalisatioun bis haut och net, wéi et misst sinn, direkt an den Hauptkollektier geet, mä an déi normal lerpeldenger Kanalisatioun?

6. Stëmmt et, datt d'Schwéiermetallrückstänn an den Ofwässer vun dem Sidec «ont dépassé plus d'une fois les valeurs limites pour une canalisation publique»?

7. Stëmmt et, datt tëschent 1997 an 2005 keng Analyses chimiques totales vun den Ofgase vun der Décharge virgeholl goufen, obwuel dat d'Autorisation N°96/CD/08 virschreift?

8. De Sidec wier och an der Obligation eng Haftpflichtversicherung ofgeschlëssen, fir e Schued vu mindestens 7.436.806 Euro kënnen ofzedecken, besonnesch fir Ëmweltschied am Fall vun engem Accident.

Ass esou eng Versicherung antëscht ofgeschloss ginn? A wéini gouf dee Kontrakt ënnerzuecht? Falls keng Assurance ofgeschloss gouf, firwat net?

9. Stëmmt et, datt déi laut der Autorisation N°96/CD/08 erlaabte Kapazität schonns laang iwwerschritt ginn ass, an datt de Sidec «a omis de se faire autoriser la capacité restante (également 370.000 m³) de l'autorisation N°C/3/87 désormais caduque»?

10. Stëmmt et, datt an der aler Autorisation eng weider Vergrößerung vun der Fläch vun der Deponie (no där vun 1988) formell ausgeschloss gouf?

11. Gouf vun dem Sidec, wéi dat eigentlech virgesi gewiescht wier, ëm d'Joer 2003 (also zwee Joer virum Enn vun der Phas vun 1988) e Konzept mat Virschléi fir en neie Standuert presentéiert?

**Réponse commune** (16.10.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire** et **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement**:

1. An der Genehmigung C/3/87 vum 14. Juli 1988 ass am Artikel 44 virginn, datt Sickerwaasser vun der Deponie iwwer d'Kanalisatioun zu der Klärslag Bleesbréck evaküiert soll ginn. An der Klärslag soll et dann d'araart behandelt ginn, datt d'organesch Belaaschtung ëm mindestens 90% erofgesat gëtt.

Sou wéi et bei der Kontroll vun der Klärslag duerch d'Waasserwirtschaftsverwaltung ervirgeet, gëtt déi gesamt organesch Belaaschtung ëm mindestens 90% erofgesat.

2. Den Artikel 44 vun der uewe genannter Autorisation fuerdert, datt d'Kanalisatioun ze genehmegen ass: «La pose de cette canalisation reste soumise à l'autorisation du Ministre ayant dans ses attributions l'Administration des Eaux et Forêts, ainsi qu'à l'autorisation du Ministre ayant dans ses attributions l'Administration de l'Environnement».

Den 1. August 1997 huet den Ëmweltminister op Basis vum Naturschutzgesetz vum 11. August 1982 eng Genehmigung ausgestellt, déi un de Sidec gerichtet ass. Énnert dem Punkt 1 «Réaménagement de la décharge existante» seet de Minister sech d'accord mat der Virgehensweis, fir datt d'Sickerwaasser iwwer d'Kanalisatioun op d'Klärslag Bleesbréck evaküiert gëtt.

Den 21. Juli 1999 huet den Ëmweltminister dunn op Basis vum Waasserschutzgesetz vum 29. Juli 1993 d'Evakuatioun vum Sickerwaasser op d'Klärslag Bleesbréck genehmegt.

3. D'Waasserwirtschaftsverwaltung huet 2001 den Auslaf vun enger Entleerungsleitung vun der Kanalisatioun tëschent dem Fridhaff an der Uertschaft lerpeldeng mat engem Schlüss versinn. Sou muss bei eventuellen Ënnerhaltsarbeiten, déi en Eidelmaache vun der Kanalisatioun verlaangen, fir d'éischt d'Waasserwirtschaftsverwaltung informéiert ginn. Zënter dem Ubréng vum dem Schlüss ass nach keng Öffnung vun der Vanne néideg ginn.

4. D'Genehmigung 96/CD/08 vum 16. Juli 1997, ausgestellt vum Ëmweltminister un d'Adress vum Sidec, gesäit effektiv vir, datt de Raccord tëschent der Décharge an dem Hauptwaasserkollektier zu lerpeldeng duebelwänneg soll ausgefouert sinn. A Gespécher, déi an der Zäit mat de Responsabele vum Sidec gefouert goufen, huet sech allerdéngs erginn, datt et Schwierigkeete mat dem Erfülle vu der Konditioun gëtt.

An dësem Kontext ass ze erwähnen, datt énnert dem Kapitel IV «Protection des eaux» an der Genehmigung 96/CD/08 och virginn ass, datt e Konzept, bezunn op d'Behandlung vum Sickerwaasser, vum Sidec ausgeschafft gëtt. Dat Konzept gouf am Mee 2000 vum Sidec virgeluecht. Et gouf sech drop géeneegt, datt d'Variant 2, also de Bau vun enger mechanesch/biologescher Opberedungsanlage, um Site Fridhaff sollt realiséiert ginn. Wann déi Anlag realiséiert ass kann d'Sickerwaasser, dat am Moment nach op Bleesbréck geleet gëtt, an dëser Anlag benotzt ginn, wat eng Reduzéierung vun de Quantitéite vun deem ze entsuergende Sickerwaasser mat sech bréngt wäert.

5. Elei muss präziséiert ginn, datt mat dem «Collecteur principal», deen an der Genehmigung erwähnt gëtt, den Hauptkollektier vun lerpeldeng ze verstoen ass an net, wéi an der Fro vum honorablen Deputéierten ugeschwat, de Kollektier tëschent Eitelbréck an Dikrech.

6. An der Analyse vum Sickerwaasser, déi vum «Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement» vun der Waasserwirtschaftsverwaltung gemaach ginn, sinn nach keng Iwwerschreidunge vun de generell üblichen Auslafwäerter fir d'Schwéiermetaller an eng öffentlech Kanalisatioun festgestallt ginn.

7. Zënter Enn 2002 sinn d'Sanéierungs- an Emlagerungsarbeiten vum Offall op der Décharge Fridhaff fäerdeg. Dunn eréischt konnt d'Gaspotenzial vun den ofgelagerten Offäll definéiert ginn. Dorophi gouf déi entsprecheend Gassammelinfrastruktur nei opgebaut, a säit November 2003 ass d'Verdichtstatioun (Fakel) a Proufbetrieb.

Nodeems déi praktesch Duerchféierung vun de Moossungen zesumme mat der Ëmweltverwaltung an engem spezialiséierte Bureau Ufank 2006 festgeluecht a gepréift gouf, ass et elo um Sidec fir entsprecheend hirer Autorisation d'Moossungen ze maachen.

8. Et stëmmt, datt de Sidec déi an der Genehmigung gefuerdert Haftpflichtversicherung an där Form net virgeluecht huet. Am Fall vun engem Accident op der Décharge, dee verursaacht gëtt duerch d'Aktivitéite vun Sidec a bei deem entweder Drëtter oder d'Ëmwelt zu Schued kommen, muss also de Syndikat haften. Wann dem Syndikat seng Reserven net duergo fir de Schued nees guttzemaachen, muss entsprecheend den aktuelle Statute vum Syndikat, en Apport en capital bei de Membergemenge gemaach ginn.

9. D'Genehmigung 96/CD/08 gesäit eng Vergrößerung vun der

Décharge vir, mat engem Gesamtvolumen vun 120.000 m³. Dierneft erlaabt se dem Sidec weider 250.000 m³ Offäll am Zesummenhang mat der Aformbréngung a Sanéierung vun der Décharge anzubauen. Den Arrêté C/3/87 seet a sengem Artikel 36, datt d'Décharge (a speziell d'Fläch II) net iwwer déi maximal Cote vun 330 m erausgoen dierf.

Eng volumenofhängeg Limitatioun ass soumat an dësem Arrêté net virgesi gewiescht. Fir e genau Bild ze kréie wéivill Reschtcapacitéit d'Décharge nach huet, muss eng Opmoossung vun den abruachten Offallmasse gemaach ginn. Fir Kloerheet an der Fro ze kréien, huet d'Ëmweltverwaltung de Sidec dann och opgefuerdert esou eng Opmoossung an d'Wee ze leeden.

10. + 11. D'Genehmigung C/3/87 huet dem Sidec d'Aménagement vun der sougenannter Fläch II autoriséiert. Am Artikel 56 steet, datt op kee Fall eng spéider Vergrößerung vun der autoriséierter Fläch sollt gemaach ginn. Am Artikel 57 ass virginn, datt de Sidec e Konzept ausschafft mat Propositione fir en alternative Site fir d'Deponie.

Als Äntwert dorobber huet de Sidec 1996 eng Demande agereecht an d'Genehmigung ugefrot fir d'Décharge op dem aktuelle Site ze sanéieren, eng Tëschenofdichtung ze bauen, en Deel vun dem deponéierten Offäll émzelagere an eng Erweiterung vun de Kapazitéiten ze schafen. Dës Virgehensweis gouf duerch d'Genehmigung 96/CD/08 acceptéiert. De Sidec gouf gläichzäitig opgefuerdert e Konzept iwwer d'Virbehandele vum Offall auszuschaffen an doriwwer wéi d'Offäll an d'Deponie agebaut kënnen ginn, sou datt sou mann wéi méiglech Schued fir d'Ëmwelt (speziell Loft a Waasser) entstoe kann. Dat Konzept gouf, wéi schonns énnert Punkt 4 erwähnt, am Mee 2000 vum Sidec virgeluecht.

**Question 1175** (17.7.2006) de **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG)** concernant les **procédures de relotissement de terrains à bâtir**:

Bon nombre de particuliers, propriétaires de terrains classés à l'intérieur d'un périmètre à bâtir, font appel à un géomètre pour définir différents lots, par exemple pour régler l'héritage de leurs enfants ou afin de vendre le terrain en parcelles séparées.

Or, il s'avère que dans de nombreux cas lors de l'établissement d'un PAP d'autres délimitations que celles établies par le géomètre sont retenues, ce qui risque de poser des problèmes, notamment si une ou plusieurs parcelles ont déjà changé de propriétaire entre-temps.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il serait judicieux que les géomètres ne procèdent plus à un relotissement avant qu'un PAP ait été établi, et que les propriétaires de terrains pour lesquels un PAP n'est pas nécessaire se munissent du certificat de la commune y relatif avant de faire appel à un géomètre?

**Réponse commune** (12.10.2006) de **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget** et **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire**:

Dans le contexte de cette question parlementaire, il y a lieu de rappeler le droit du particulier de gérer sa propriété de son plein gré et les objectifs de la loi du 29 juillet 2004 concernant l'aménagement et le développement urbain.

Ainsi, les articles 105 et 106 de la loi du 19 juillet 2004 concernant

l'aménagement communal et le développement urbain disposent que les plans de lotissement, de relotissement et de morcellement sont, soit soumis à l'obligation d'élaborer un plan d'aménagement particulier conformément à la procédure définie par l'article 30 de la même loi, soit peuvent être décidés directement par le conseil communal sur proposition du collège échevinal pour les projets de moindre envergure.

Il s'agit en premier lieu du cas où quelqu'un se propose de diviser un grand terrain en deux ou plusieurs parcelles en vue de les affecter à la construction.

Il s'agit ensuite de la situation où un propriétaire divise une ou plusieurs parcelles cadastrales en vue de les affecter à la construction.

Il s'agit enfin du cas du relotissement où quelqu'un entend mettre ensemble deux ou plusieurs parcelles pour former un seul lot sur lequel il se propose d'ériger une construction.

La loi ne vise donc que les modifications du parcellaire en vue de leur urbanisation future.

Reste à préciser que ces dispositions ne sont pas applicables jusqu'au moment où le plan d'aménagement général de la commune concernée a fait l'objet d'une refonte complète.

Pendant la période transitoire, seulement les lotissements d'une certaine étendue dans une situation spécifique et dépendant de la condition du propriétaire sont soumis à l'obligation d'un plan d'aménagement particulier.

Il y a finalement lieu de mentionner que l'article 35 de la loi du 19 juillet 2004 prémentionnée dispose qu'un certificat constatant l'accomplissement des procédures du plan d'aménagement particulier sera délivré par le bourgmestre au vendeur ou titulaire transférant un droit réel immobilier, et mention en sera faite dans l'acte avec l'obligation expresse de faire cette même mention dans tout acte ultérieur concernant les terrains en question.

Toutes les autres divisions et regroupements de parcelles non directement destinées à l'urbanisation (par exemple dans le cas de successions ou d'une gestion patrimoniale) dérivent de l'exercice normal du droit de propriété sur les parcelles en question indépendamment des objectifs des communes ou d'autres instances.

Ainsi, les géomètres officiels de l'Administration du Cadastre ont toujours été confrontés aux demandes de morcellement de terrains sis à l'intérieur du périmètre d'agglomération et susceptibles de devenir des places à bâtir sans autorisation préalable des instances communales compétentes.

C'est pourquoi, depuis 1994, tout plan à l'acte visant la création de places à bâtir potentielles porte la mention suivante:

«Le(s) lot(s) figurant comme «place» sur ce plan ne peut (peuvent) être considéré(s) comme «place à bâtir» qu'après obtention de toutes les autorisations prévues par la loi».

Finalement, s'il est utile que le géomètre recommande au demandeur une vérification préalable auprès de la commune, il ne peut toutefois pas en faire une condition préalable aux actes de disposition.

**Question 1182** (19.7.2006) de **M. Aly Jaerling (Indépendant)** concernant les **salariés invalides**:

Laut dem neie Gesetz iwwer d'Invaliditéit huet en Employeur

d'«Recht engem Salarié, deen aus der Krankheet erëm schaffe geschéckt gëtt, en internt Reklassement aus verschiddene Grënn ze refuséieren, sou datt et meeschten zu engem externe Reklassement kennt.

De Fait, datt den Employeur dem Salarié refuséiert erëm bei hie schaffen ze kommen, kënn menger Usicht no enger Entloossung gläich.

De Salarié misst deemno Urecht kréien op all déi domadder verbounne Rechter, wéi zum Beispill déi no Anciennetéit gestaffelt Ofgangsentschädigung, déi den Artikel 24 vum Gesetz vum 24. Mee 1989 iwwert d'Aarbechtsrecht virgesäit respektiv an enger Rei vu Kollektivverträge ausgehandelt goufen.

Leider gëtt d'Ausbezuue vun dëser Entschädigung oft refuséiert, dat ouni gesetzlech Grundlag.

Kann den Här Aarbechtsminister mer duerfir dës Fro beäntweren:

1. Ass dem Här Aarbechtsminister dës Mëssstand bekannt?
2. Ass de Refus vun engem interne Reklassement net mat enger Entloossung gläichzestellen?
3. Wa jo, missten dann d'Dispositione vum virzitéierten Artikel vum Aarbechtsrecht an déi vun de Kollektivverträge net Gültigkeit hunn?
4. Gedenkt den Här Minister eng kloer Interpretatioun vun der Situatoun ze publizéieren?

**Réponse** (19.10.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Geméiss Gesetz gëtt e Salarié, deen net invalid am Sënn vum Gesetz ass, intern oder extern reklaséiert.

Intern reklaséiert ginn all déi Salariéen, déi bei Patrone schaffen, déi de gesetzleche Quorum, wat d'Beschäftigung vun handikapéierte Persounen ugeet, net erfëllen, et sief dann, de Patron huet e seriösen Dossier eragereecht, deen d'Commission mixte iwwerzeegt, dass en internt Reklassement net méiglech ass.

Dat kënn heiansdo vir a Betriber, wou et net einfach ass dem betraffene Salarié eng aner Aarbechtsplaz ze ginn, wann dës säin ale Beruf net méi ausüben kann (Beispill: e Betrib beschäftegt nëmme Camionschauffeuren an huet keen Atelier, well den Entretien vun de Camionen an enger spezialisierter Garage gemaach gëtt. An deem Fall ass et praktesch onméiglech en internt Reklassement auszesprechen).

Wann d'Commission mixte en externe Reklassement decidéiert, ass den Aarbechtsvertrag geméiss Artikel L.125-4 3 vum Code du Travail automatesch vun deem Dag un opgeléist, wou dem Patron d'Déci-sioun vum Reklassement zougestallt gëtt.

Et handelt sech juristesches also net ëm eng Entloossung mä ëm eng Opléisung vum Aarbechtsvertrag opgrond vun enger gesetzlecher Bestëmmung.

Doraus ergëtt sech, dass de Patron keng Ofgangsentschädigung ausbezuue muss.

Dat heescht ouni Akommes do steet, well am Fall vun engem externe Reklassement gëtt si automatesch beim Aarbechtsamt ageschriwwen a kritt Aarbechtslosegeld.

Huet déi betraffene Persoun kee Recht méi op Aarbechtslosegeld, kritt si eng «Indemnité d'attente» ausbezuel, déi der Invalidensioun entsprecht.

**Question 1198** (26.7.2006) de **M. Henri Kox** (*DÉI GRENG*) concernant les **rejets exceptionnels de la centrale de Cattenom**:

Les périodes de canicule posent de plus en plus de problèmes aux centrales nucléaires de production d'électricité. Ainsi, la centrale espagnole de Garona vient d'être fermée pour cause de températures trop élevées du fleuve Ebro. Comme en 2003, le Gouvernement français préfère éviter des fermetures et décide à nouveau de déroger tout simplement à la législation en vigueur: il autorise les centrales nucléaires françaises à rejeter pendant l'été des eaux de refroidissement hors la norme, c'est-à-dire plus chaudes (arrêté du 22 juillet relatif aux conditions exceptionnelles de rejets d'eau des centrales de production d'électricité).

Le nouvel arrêté autorise la centrale de Cattenom à rejeter des effluents jusqu'à ce que l'écart de température de la Moselle entre l'amont et l'aval de la centrale atteigne au maximum 1,5°C. L'ancien arrêté, auquel est temporairement dérogé, fixe pour sa part un seuil d'interdiction absolu de rejet dans la Moselle de 30°C.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelle est la position du Gouvernement face à la pratique répétée d'autorisation des rejets exceptionnels du Gouvernement français?

- Est-ce que ce nouvel arrêté déroge également au seuil d'interdiction de 30°C pour la centrale de Cattenom?

- Dans l'affirmative, est-ce que le Luxembourg fut consulté à l'avance en tant qu'État riverain de la Moselle?

- Toujours dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement entend revendiquer la fermeture provisoire de la centrale nucléaire de Cattenom?

- Sinon, est-ce qu'il va au moins insister pour que les autorités françaises ne définissent non seulement un simple écart de différence maximal entre l'amont et l'aval, mais aussi un seuil d'interdiction des rejets exceptionnels, au-delà duquel la centrale doit arrêter la production?

- Quelle est la température maximale tolérable pour la faune et la flore dans la Moselle?

- Est-ce que le contrôle de la température des eaux de la Moselle sera renforcé du côté luxembourgeois?

**Réponse conjointe** (10.10.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire* et de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

La question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox a pour objet le réchauffement de la Moselle par les rejets thermiques du site nucléaire de Cattenom et les dispositions réglementaires y afférentes.

Dans ce contexte il convient de rappeler l'avis du Gouvernement luxembourgeois du 7 octobre 2003 lors de la demande de renouvellement des autorisations de prélèvements d'eau et de rejets des effluents liquides et gazeux pour le Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Cattenom. À cette époque, le Gouvernement luxembourgeois avait demandé aux autorités françaises de veiller à des modes de fonctionnement de la centrale de Cattenom, seul ou en réseau avec d'autres centrales de production d'énergie électrique, qui garantissent qu'on n'ait plus besoin, en aucun cas de figure, de recourir à des dérogations au niveau des rejets thermiques. Ainsi,

il doit être assuré qu'il n'y ait donc pas de réchauffement des eaux de la Moselle au-delà des valeurs limites maximales, à savoir 30°C dans le cours d'eau transfrontalier. Cette position du Gouvernement reste inchangée.

Il convient en outre de relever que l'arrêté du 22 juillet 2006 relatif aux conditions exceptionnelles de rejets d'eau des centrales de production d'électricité pris par le Ministre de la Santé et des Solidarités, la Ministre de l'Écologie et du Développement durable et le Ministre délégué à l'Industrie de la République française est un arrêté-cadre s'appliquant à toutes les centrales nucléaires françaises. Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de cet arrêté ne dérogent pas aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté du 23 juin 2004 autorisant l'électricité de France à poursuivre les prélèvements d'eau et les rejets d'effluents liquides et gazeux pour l'exploitation du site nucléaire de Cattenom.

Précisons que durant l'épisode de canicule de juillet 2006, la centrale de Cattenom n'a pas eu besoin de recourir aux dispositions exceptionnelles adoptées par le Gouvernement français: la centrale de Cattenom a continué de produire en toute sûreté, dans le cadre de son autorisation habituelle (arrêté de rejet du 23 juin 2004).

Rappelons les limites de l'arrêté du 23 juin 2004:

- lorsque la température de la Moselle est inférieure à 28°C, la température du rejet doit être inférieure à 28°C;

- lorsque la température de la Moselle est comprise entre 28 et 30°C, la température du rejet doit être inférieure à celle de la Moselle;

- lorsque la température de la Moselle est supérieure à 30°C, tout rejet est interdit.

Dans tous les cas, la température à l'aval du rejet, après mélange aux eaux de la Moselle, ne peut excéder de plus de 1,5°C la température de la Moselle en amont. L'autorisation exceptionnelle de dépassement, adoptée de façon préventive par les pouvoirs publics français et pour une période limitée, aurait permis, pour une température de la Moselle comprise entre 28 et 30°C, d'effectuer des rejets à une température supérieure à celle de la Moselle, mais inférieure à 30°C et sans dépasser un écart de 1,5°C entre la prise et le rejet d'eau.

Précisons que l'autorisation exceptionnelle de dépassement de température de l'eau a été délivrée par les pouvoirs publics à titre préventif, sous forme d'un arrêté interministériel signé le 22 juillet. Ce dispositif, qui n'a pas été utilisé par Cattenom, n'aurait pu être mis en oeuvre que si la sécurité de l'approvisionnement électrique en dépendait, et sur demande du gestionnaire du réseau de transport d'électricité (RTE). En outre, elle n'aurait été possible qu'après information des autorités des États riverains de la Moselle.

Enfin, si la dérogation avait été utilisée, elle aurait été accompagnée de mesures renforcées de surveillance de l'environnement et de la vie piscicole, similaires à celles réalisées lors de la canicule de 2003. En application des dispositions afférentes au site de Cattenom, il est par conséquent prévu pour une période s'achevant au 30 septembre 2006 que le producteur d'électricité pourra continuer à pratiquer les rejets d'eau dans la Moselle jusqu'à ce que l'écart entre les mesures de la température de l'eau effectuées à l'amont et à l'aval du CNPE de Cattenom après mélange atteigne la valeur moyenne de 1,5°C.

L'article 2 de l'arrêté du 22 juillet 2006 dispose que l'utilisation de la mesure prémentionnée est réduite dans toute la mesure du possible et est limitée aux situations re-

quises pour le fonctionnement de l'installation à un niveau de puissance minimal pour assurer la sûreté du système électrique ou l'équilibre entre la consommation et la production d'électricité.

Notons que les autorités luxembourgeoises n'ont pas été consultées par les ministres français avant l'adoption de l'arrêté du 22 juillet 2006 comme il est prévu dans les dispositions de la directive du Conseil du 3 mars 1997 concernant l'évaluation de certains projets publics et privés sur l'environnement. Néanmoins, l'article 2 de l'arrêté en question prévoit que l'utilisation des dispositions relatives aux rejets thermiques n'est possible pour le bassin de la Moselle qu'après information des États riverains de ces cours d'eau.

De ce chef, l'Administration de la Gestion de l'Eau est intervenue, par le biais des chefs de délégation, auprès du Président des Commissions Internationales pour la Protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS) en vue de convoquer une réunion d'urgence réunissant toutes les délégations pour que les autorités françaises fournissent des informations notamment sur l'état du dossier, sur les mesures d'accompagnement prises, tel que l'augmentation des lâchures d'eau au niveau de la retenue du Vieux-Pré dans les Vosges, le renforcement de la surveillance de l'état de la faune aquatique dans le voisinage de la centrale de production électrique en question ou l'évaluation des effets sur la faune en cas de dépassement de la température de 30°C dans la Moselle.

Comme les impacts environnementaux liés à une augmentation de la température d'eau de la Moselle sont multiples, la fixation d'une température maximale tolérable pour la faune et la flore est complexe et doit tenir compte de nombreux paramètres physico-chimiques. D'une façon générale, l'augmentation de la température provoque une réduction de la valeur de saturation de l'oxygène dans l'eau, une diminution de la concentration de l'oxygène dans l'eau, une accélération du développement des microorganismes (eutrophisation), une augmentation de la dégradation microbienne de substances organiques (parallélisée par une consommation accrue de l'oxygène).

Plus précisément, au niveau de la faune piscicole, une augmentation prolongée de la température au-delà de 28 à 30°C peut avoir des conséquences létales pour la plus grande partie des espèces et des populations aquatiques. En même temps, il y a lieu de souligner que des températures en dessous de 24°C sont indispensables pour garantir des conditions optimales pour la reproduction de la plupart des espèces piscicoles présentes dans la Moselle.

En ce qui concerne le contrôle de la température des eaux de la Moselle, il y a lieu de mentionner que la division de la Radioprotection de la Direction de la Santé mesure en continu la température de la Moselle à la hauteur de l'écluse de Schengen. Des valeurs maximales ont été mesurées le 26 juillet 2006, dont 28,8°C au milieu et 29,2°C au bord de la rivière. La valeur maximale de température de la Moselle à sa sortie du territoire français a été enregistrée par le CNPE de Cattenom le 28 juillet 2006: 29,1°C.

**Question 1229** (9.8.2006) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant la **garantie de 24 mois sur l'électroménager**:

Eng EU-Direktiv, déi och an nationaalt Recht ëmgesat gouf, schreift vir, datt op Elektroartikelen eng Garantie vu 24 Méint misst zougestane ginn an datt dëst och op de

Garantieschäiner vermierkt misst sinn. Verschidde grouss auslännesch Chaïnen, ënner anerem och eng grouss franséisch Elektroentrepreneur, hale sech net un dës Bestëmmungen an hunn op hire Garantieschäiner just eng Garantie vun zwielef Méint vermierkt.

Wat de Consommateur kéint derzou verleeden no zwielef Méint, wann en e Problem mat sengem respektiven Apparat huet, net op seng Garantie ze pochen, mä e vläicht ewechzegehien, anstatt en iwwert d'Garantie flécken oder auswiesselen ze looschen.

Wann ee bei der respektiver Entreprise nofreet, da kritt ee gesot, datt selbsterständlech déi gesetzlech Garantie zielt, wann awer d'Garantie vu 24 Méint net um Garantieschäin vermierkt ass, kann dat de Consommateur ierleeden.

Kann den Här Mëttelstandsminister mir duerfir dës Fro beäntweren:

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt bei enger Rei Geschäfte, besonnesch bei auslännesche Superchaïnen, op dem Garantieschäin ëmmer nach nëmme Garantië vun zwielef Méint vermierkt sinn?

2. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt all Entreprise sech un déi gesetzlech Bestëmmungen hält a Garantië vu 24 Méint zougesteet?

3. Wier et net sënnavoll ze léigiféieren a festzeschreien, datt d'Dauer vun der Garantie misst op der Rechnung vum Artikel vermierkt sinn an datt déi Gültigkeit huet, well een e Garantieschäin net onbedéngt versuergeet?

4. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir de Konsument op säi Recht vu 24 Méint Garantie opmierksam ze maachen?

**Réponse** (12.10.2006) de **M. Jeanne Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Den éierewäerten Här Deputéierten Aly Jaerling huet eng Fro gestallt iwwert d'legal Garantie vun Elektroartikelen, sou wéi se sech durch d'Gesetz vum 2004 ergëtt. Dozou ass Folgendes ze soen:

1. D'Direktiv 1999/44/CE vum 25. Mee 1999 «sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation» seet, dass - bis op e puer Ausnahmen - e Verbraucher op all Bien meuble eng Garantie vun zwee Joer huet. Dës Bestëmmung gëllen domat fir all Land vun der Europäescher Unioun. Zu Lëtzebuerg ass d'Direktiv durch d'Gesetz vum 21. Abrëll 2004 iwwert d'«Garantie de conformité» transposéiert ginn an applizéiert sech ënner anerem op déi vun Här Jaerling évoquéiert Elektroartikelen.

2. De Wirtschaftsminister huet selwer keng Kompetenz fir Betriber ze zwängen d'Disposition vum deem Gesetz ze respektéieren. Wéi d'Direction de la Consommation aus mengem Departement awer virun engem Joer vun ëmmer méi Plaintë vu Konsumenten héieren huet, déi trotz dem Gesetz vum 2004 nëmme ee Joer Garantie vun hirem Vendeur zougestane kruten, huet dës Service um Terrain eng kleng Enquête gemaach, fir sech e Bild iwwert d'Situation kënnen ze maachen. Dobäi ass ze soen, dass déi Reklamatiounen haaptsächlech Artikelen vum Elektroménager respektiv Computere betraff hunn.

3. Wéi sech déi Faitë bestätegt hunn, huet mäi Service d'Union Luxembourgeoise des Consommateurs (ULC) doriwwer informéiert an huet se opgefuerdert do dergéint ze agéieren. D'Gesetz vum 2004 gëtt nämlech der ULC d'Méiglechkeet eng «Action en cessation» ze maachen an domat duerch eng Gerichtsdéci-sioun eng Entreprise ze zwänge mat der illegaler Praxis opzuehalen. A well dee Pouver vun der ULC sou wichteg ass fir d'Konsumenterechter ze schützen, ënnerstëtzt de Stat

d'ULC finanziell bei der Aktioun iwer seng alljährlech Konventioun an encouragéiert d'Associatioun fir verstärkt vun dësem effikassen Instrument Gebrauch ze maachen. D'ULC ass dunn och aktiv ginn an huet, sief et iwwert d'Verhandlung, sief et iwwert d'Gericht, déi zwee Joer Garantie bei grouse Supermarchéen an och bei méi klengen Buttecker duerchgesat. D'Associatioun ass och nach weiderhin aktiv, well et nach ëmmer Problemer mat verschiddene Firme ginn. Sollten dohier d'Konsumente Schwierigkeiten hunn, well ee Vendeur hinne keng Zweejioregarantie gëtt, da solle se sech bei der ULC mellen, déi sech dann där Saach unhëlt.

4. Ech mengen net, dass et néideg wier d'Gesetz ze änneren, sou wéi den Här Deputéierte Jaerling dat proposéiert. Eischtens sinn d'Leit dru gewinnt hire Garantieschäin ze halen, well dat och virum Gesetz vun 2004 noutwendeg war. Zweetens betrëfft d'Gesetz nëmmen d'Garantie légale, an all zousätzlech Garantie, déi de Professionnelle dem Client als Garantie commerciale gëtt, muss jo och iwer e Schäin attestéiert ginn, deen de Konsument muss halen. De Garantieschäin ass a bleift domat eng sënnavoll Traditioun, déi dem Verbraucher eises Wëssens no och iwwerhaupt keng Problemer mécht. Et weist sech nämlech och, dass d'Konsumenten am Allgemenge gutt iwwert dat Gesetz an hir Rechter informéiert sinn. Dat erkläert sech sécherlech zum Deel duerch den Informationsstand vum Wirtschaftsministère 2004 op der Fréijorsfoire.

Wéi Der sécherlech wësst huet mäin Departement do all Joer an Zesummenaarbecht mat der ULC während enger Woch ee Stand - mir nennen dat «Journées du consommateur», deen een aktuell Thema vum Konsumenteschutz dem Grand public presentéiert. Well d'Garantiesgesetz 2004 ganz nei war, hu mer déi Dispositiounen um Stand presentéiert a gläichzäiteg de Leit eng méi detailléiert Broschür matginn, déi si a Rou doheem konnte liesen. Ausserdeem huet och d'ULC an hirer Zeitung „De Konsument“ iwwert dat neit Gesetz informéiert a gräift och elo nach dee Sujet sporadesch erëm op. D'Leit kennen deemno hir Rechter, déi d'Gesetz vun 2004 hinne gëtt, an duerfir gesinn och de Moment keen akute Bedarf, eng nei Aktioun am Beräich Informatioun ze lancéieren. Sollten awer erëm méi Reklamatiounen bei der ULC erakommen, da wäert d'ULC sécherlech d'Thema verstärkt am public traitéieren. Dat wär dann och d'Geleeënheet de Conseil de la Consommation mat deem Thema ze befaassen.

**Question 1237** (10.8.2006) de **M. Aly Jaerling** (Indépendant) concernant les **agressions et vandalisme dans les transports publics**:

Et gëtt ëmmer nach an ëmmer méi Kloe vun Buschaffereuren a Kontrolleren an den Zich wéinst verbalen a souguer physechen Aggressiounen vu Säite vu Passagéier.

Et ass ganz oft schwéier d'Identitéit an d'Erheuele vun den Iwweltäter ze ermëttelen, zumools well d'Transportpersonal kee Recht huet Identitéitskontrollen ze maachen.

Och de Vandalismus an den öffentlichechen Transportmëttelen hëlt zou.

Dëst erschwéiert d'Aarbecht vum Transportpersonal a féiert zu ëmmer méi staarke Stresssituatiounen.

D'Busse vum RATP a Frankräich si säit längerem mat véier Kameraen ausgeriicht wat mat sech bréngt, datt d'Aggressiounen drastesch zréckgaange sinn.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt d'Aggressiounen an de Vandalismus an den öffentlichechen Transportmëttelen zouhuelen?

2. Wa jo, a wat fir engem Mooss an an wat fir enge Beräicher sinn d'Schwéierpunkter?

3. Ass dem Här Minister bekannt, datt déi franséisch RATP-Busse mat Kameraen ausgeriicht sinn?

4. Gedenkt den Här Minister och an esou eng Richtung ze goen?

5. Oder wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuele fir d'Personal vum öffentlichechen Transport géint Aggressiounen, an d'Material géint Vandalismus ze schützen?

**Réponse** (10.10.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

A senger parlamentarescher Ufro vum 10. August 2006 mécht den Här Deputéierten Aly Jaerling sech Gedanken iwwert d'Zouhuele vu verbalen a physechen Aggressiounen vu Clienten géintivwer dem Personal vum öffentlichechen Transport. An deem Zesammenhang wëllt den Här Deputéierte wëssen, wéi ech dës Aggressiounen wéilt an de Grëff kréien.

D'Regierung ass sech dem Zouhuele vun den Aggressiounen am öffentlichechen Personentransport bewusst. Fir d'Sécherheet um Terrain vun de Clienten an de Beschäftegten am öffentlichechen Transport ze verbessere sinn eng ganz Rei Moossnamen ergraff ginn:

- De Comité de pilotage «Sécurité dans les transports publics»

Dëse Comité, deen ënnert der Tutelle vum Transportminister funktionéiert, setzt sech aus Vertrieeder vum Transportministère, de verschiddenen Opérateuren (CFL, RGTR, TICE, AVL), dem Syvicol an de Gewerkschaften aus dem Transportsecteur zesummen. En huet als Missioun fir fiabel Statistiken iwwert d'Tëscheffäll am öffentlichechen Transport opzestellen an dorobber hi preventiv a repressiv Moossnamen ze proposéieren.

An dësem Zesammenhang huet de Comité de pilotage e Formulaire mam Numm «Constat incident sûreté» ausgeschafft, woumat et all Beschäftegtem méiglech ass en Tëscheffäll ze mellen, bei deem hie selwer Affär oder Zeie war. Déi Donnéeën, déi iwwert déi Formulare zesummekommen, ginn zentral gesammelt fir duerno Statistiken iwwert d'Aart, d'Period an d'Plaz vum Tëscheffäll opzestellen.

- Dat ofgeännert Gesetz vum 29. Juni 2004 iwwert den öffentlichechen Transport

Duerch den Artikel 22 vum ofgeännerte Gesetz vum 29. Juni 2004 iwwert den öffentlichechen Transport si Polizeiregelen virgesinn, fir d'Sécherheet am öffentlichechen Transport, op de Garen, den Arrêteen an den Haltestellen ze verbessere. D'Gesetz gesäit och juristesche Moossnamen vir, déi geholl kënnen ginn am Beräich vum öffentlichechen Transport.

De Paragraph 3 vun dësem Artikel gesäit och vir, dass Agenten, déi zoustänneg si fir d'kontrolléieren vun de Ticketen, vum Transportminister vereedeget kënnen ginn. Dës Agenten hunn och d'Méiglechkeet fir Persounen, déi sech net entsprechend behuelen an doduerch eng Gefor fir d'Sécherheet duerstellen, opzefuerderen d'Verkéisermëttel, d'Gare, den Arrêt oder d'Haltestell ze verloossen. Bei dësen assermentéierten Agenten handelt et sech ëm Agenten vum der Communauté des Transports, vum Transportministère oder vun den Opérateuren. D'Gesetz gesäit och vir, dass déi Agenten, déi assermentéiert ginn, eng Formatioun kréien. De Programm vun där Formatioun ass duerch d'groussherzogleche Reglement vum 21. Juli 2006 festgeluecht.

Zu gudder Lescht huet den Transportminister och nach duerch de Paragraph 4 vum grad genannten Artikel 22 d'Méiglechkeet enger Persoun, déi een oder méi Tëscheffäll veruersaacht huet während enger Period, déi ee Joer net iwwerschreiden däerf, den Zougang zum öffentlichechen Transport ze verbidden. De 7. März 2006 gouf esou ee Verbuet ausgesproch géint eng Persoun, déi Aggressiounen géintivwer Beamte vun der CFL verübt hat.

- E Gesetzesprojet iwwert d'Sécherheet am öffentlichechen Transport

De Comité de pilotage «Sécurité dans les transports publics» ass amgaang an Zesummenaarbecht mam Parquet, der Police an der Douane e Gesetzesprojet auszuschaffen, dee spezifesch de Volet vun der Sécherheet am öffentlichechen Transport ofdeckt.

- Den Asaz vu Kameraen an aner Moossnamen

Wat den Équipement mat Kameraen ueget, géllt et ze bemierken, dass där Kamerae schonn op sensible Plazen, wéi zum Beispill der Stater Gare, hänken an operativ sinn. Et ginn och scho verschidde Busentreisen, déi vun der Datechutzkommissioun eng Autorisation krute fir hir Gefierer mat Kameraen auszerüsten, an dat och gemaach hunn.

Des Weidere gëtt verstärkt Sécherheetspersonal an den Zich agesat a sinn d'Agenten mat portablen Téléfonen ausgerüst ginn.

- D'Konklusiounen vun der Eisebunnstripartite

An de Konklusiounen vun der Eisebunnstripartite vum 20. Dezember 2005 ass festgehale ginn, dass déi Agenten, déi duerch d'Reorganisatioun bei der Eisebunn net direkt gebraucht ginn, am Beräich vun der Sécherheet am öffentlichechen Transport agesat kënnen ginn.

**Question 1241** (13.8.2006) de **M. Aly Jaerling** (Indépendant) concernant le **droit d'établissement des entreprises**:

Am Joer 2005 hunn 1.800 Salariaënen hir Aarbecht verluer duerch Failliten. An deene leschten dräi Joer waren et der 5.000.

Bei deene meeschte Failliten huet de Fonds pour l'Emploi missen d'Gehälter vun de betraffene Salariaënen iwwert de Superprivileg ausbezuele well déi respektiv Entreprise net Liquiditéite genuch hat.

D'Salariaënen hunn des Weidere missen oft Méint laang op hir Sue waarde bis all Formalitéite vun der Faillite geregelt ware respektiv de Curateur den Ofschloss gemaach hat.

An dat well Betriber kënnen opgemaach ginn oni dat genug Récklagen hannerluecht mussen gi fir d'Payen ofzesécheren, an de Stat d'Paye muss bei enger Faillite iwwerhuelen.

Kann den Här Mëttelstandsminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Fënnt den Här Minister net och, datt et opgrond vun deene massive Failliten all Joer an der Zäit ass, d'Nidderloossungsrecht fir Betriber ze iwwerdenken a méi Garantië bei enger Betriebsgrënnung ze verlaangen?

2. Gedenkt d'Regierung endlech bei der Grënnung vun neie Betriber méi Récklagen ze fuerdere fir d'Salariaënen ze garantéieren, fir datt net de Fonds pour l'Emploi, also de Stat an d'Allgemengheet, mussen riichtstoe fir Betriebsfailliten?

3. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt bei Failliten d'Salariaëné méi schnell hiert Recht op net bezuelte Payen zougestane kréien?

**Réponse commune** (12.10.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

En réponse à la question parlementaire N°1241 du 13 août 2006 de Monsieur le Député Aly Jaerling concernant le droit d'établissement des entreprises, il y a lieu d'apporter les précisions suivantes:

Le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement a réformé le droit d'établissement en 2004, et dans le cadre de cette réforme un accent particulier a été mis sur la prévention des faillites et pour combattre les faillites organisées.

En ce qui concerne la prévention de faillites, les dispositions concernant l'accès à la profession dans le commerce ont été foncièrement remaniées pour ce qui est des activités commerciales avec l'assentiment des milieux professionnels concernés, en ce sens que l'accent est désormais mis sur les connaissances plus poussées de gestion d'entreprise, par hypothèse identique quelle que soit la branche commerciale envisagée. Par le passé, une certaine connaissance était exigée en gestion d'entreprise mais l'accent était mis plutôt sur les connaissances en ce qui concerne la branche commerciale exploitée.

A été en outre conféré au Ministre, la faculté d'exiger de personnes mêlées antérieurement à une procédure de faillite ou de liquidation judiciaire provoquée manifestement par un manque de connaissances en matière de gestion d'entreprise, qu'elles suivent préalablement à l'octroi de toute nouvelle autorisation, la formation continue en matière de gestion d'entreprise dispensée par la Chambre de Commerce ou la Chambre des Métiers.

En ce qui concerne la lutte contre les faillites organisées, les modifications apportées visent notamment à réduire les activités fictives et/ou purement spéculatives, ainsi qu'à mieux garantir le respect des critères d'honorabilité et de qualification professionnelles, en particulier s'agissant des personnes morales. Par ailleurs, deux dispositions sont ajoutées afin de préciser la portée et la validité de l'autorisation d'établissement.

Ainsi, ces dispositions, qui s'ajoutent à celles, de même nature, introduites par le biais de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre du commerce et des sociétés (notamment la déclaration sur l'honneur), visent une plus grande précision des dispositions du droit d'établissement relatives aux conditions d'octroi et modalités de retrait d'une autorisation d'établissement.

Il est ainsi précisé expressément à l'article 2 que l'autorisation d'établissement perd sa validité en cas de faillite, de banqueroute ou de liquidation judiciaire du titulaire de l'agrément ministériel.

La loi prévoit par ailleurs la possibilité d'étendre le respect de la condition de l'honorabilité professionnelle comme condition d'accès à la profession aux personnes, qui sans être les dirigeants de droit, sont en mesure d'influer éventuellement sur le fonctionnement d'une société, que ce soit par extension abusive de leur pouvoir de contrôle ou par tout autre moyen.

À cet égard, le détenteur de la majorité des parts sociales est nommément visé car il s'agit d'une hypothèse observée fréquemment, mais sont également visées toutes les personnes en mesure d'exercer une influence significative sur le fonctionnement de la société. Il s'agit notamment du bénéficiaire économique, en particulier lorsque les détenteurs de parts sont également des sociétés, des dirigeants de fait et même des détenteurs de parts minoritaires mais influents.

Dans la pratique, il s'est en effet avéré que certaines personnes non honorables ou non qualifiées utilisent des personnes interposées ou des sociétés écran pour diriger officiellement et en apparence la société, alors qu'en réalité ce sont eux-mêmes qui la contrôlent et la dirigent. L'autorisation d'établissement doit pouvoir être refusée tant que ces personnes ne sont pas écartées, à défaut de remplir la condition d'honorabilité professionnelle, même lorsqu'elles ne sont pas investies d'un pouvoir de direction.

Finalement, il y a lieu de signaler que sur base de l'article 2 de la loi modifiée du 28 décembre 1988, le Ministère des Classes moyennes s'emploie à combattre et à sanctionner les entrepreneurs qui maintiennent artificiellement leur capacité financière en omettant de payer les créanciers publics.

Sur demande d'une administration concernée, le Ministère refuse ou révoque régulièrement des autorisations d'établissement en cas de manquement aux obligations sociales ou fiscales.

Le Ministère des Classes moyennes est également amené souvent à refuser l'octroi d'une nouvelle autorisation ou à procéder au retrait d'une autorisation encore existante aux administrés qui ont accumulé des dettes fiscales ou sociales dans le cadre d'une faillite.

Quant au point 2 de la question parlementaire, je tiens à signaler que le Ministre des Classes moyennes n'est pas persuadé de l'utilité d'exiger une garantie financière de la part des entreprises lors de la constitution de ces dernières. En effet, le Ministre des Classes moyennes est d'avis qu'elle ne se justifie pas en raison des coûts occasionnés. À un moment où l'encouragement à l'esprit d'entreprise et la simplification administrative se trouvent au cœur de la politique communautaire et luxembourgeoise, la mesure proposée est donc politiquement inopportune.

En ce qui concerne le point 3 de la question parlementaire, le Ministre du Travail et de l'Emploi tient à vous signaler qu'il est vrai que l'Administration de l'Emploi (ADEM) est en charge du contrôle des dossiers et de l'ordonnancement des paiements.

Il a cependant fait vérifier et il s'avère que les délais subis par les salariés dans le cadre de certaines faillites ne sont pas imputables à l'ADEM, qui a mis en place un système de traitement extrêmement rapide.

Cependant, l'ADEM est tributaire de la clôture des dossiers par les curateurs. Pour certaines faillites, compliquées notamment, le curateur met nécessairement un certain temps avant de présenter la déclaration de créance, visée par le juge commissaire, accompagnée du procès-verbal demandé par la loi, à l'ADEM. Cet acte intervient donc à la fin des démarches du curateur. Cette dernière doit effectuer les contrôles nécessaires, certains curateurs demandant d'ailleurs des montants globaux que l'ADEM doit recalculer, ce d'autant plus que le contrôle financier interviendra par la suite et aura à son tour dix jours pour évacuer les dossiers. À partir de là, le paiement s'effectue de manière rapide.

**Question 1248** (23.8.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant l'**introduction d'une heure de sport scolaire supplémentaire**:

En date du 4 août 2006, Monsieur le Ministre des Sports avait répondu à une question parlementaire concernant l'éventuelle introduction d'une heure de sport scolaire supplémentaire que les services du Ministère de l'Éducation nationale seraient en train d'analyser les possibilités d'extension de l'horaire d'éducation physique (cf. *compte rendu N°16/2005-2006 - question parlementaire N°1176*). Lors d'une réunion de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de la Chambre des Députés en date du 6 juillet 2006, Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle avait remarqué que les horaires des écoles ne laisseraient guère de place à plus de cours.

- Vu ces déclarations contradictoires des deux Ministres, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Premier Ministre quelle est la position du Gouvernement concernant l'éventuelle introduction d'une heure de sport scolaire supplémentaire.

**Réponse commune** (21.9.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre des Sports*:

On cherchera en vain une contradiction entre le souhait exprimé par le département des Sports de voir s'étendre le volume des activités physiques et sportives à l'école et les initiatives prises par le département de l'Éducation nationale.

En effet, comme la migration de notre système d'enseignement d'une logique de programmes et d'horaires rigides vers une logique de compétences et d'apprentissages plus flexibles est en cours, le département de l'éducation nationale étudie la meilleure façon d'augmenter le volume des activités physiques et sportives dans un contexte plus souple de l'organisation scolaire.

En même temps le Gouvernement est conscient du fait que la compression des horaires dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement postprimaire suite à l'introduction du samedi libre n'est pas propice à l'extension d'activités supplémentaires et ne laisse guère de marge pour augmenter les horaires hebdomadaires.

Le Gouvernement fait sienne la préoccupation de motiver notre jeunesse à bouger davantage et à pratiquer plus de sport. Comme il s'agit d'un problème de société avant d'être un problème d'horaires scolaires, la solution à cet immobilisme progressif ne peut être que multiple. La contribution de l'éducation nationale n'en constitue donc qu'un élément.

**Question 1249** (24.8.2006) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant l'**allocation de chômage**:

Wann eng Persoun, déi op der Sich no Aarbecht ass, sech bei der ADEM aschreift, da geet hiert Recht op Aarbechtslosenënnerstëtzung eréischt un, wa se all Pièce fir hiren Dossier eragereecht huet.

Dëst kann, deemno wou se déi Pièce muss hierhuelen, an och vun der Attestation partonale un hirem leschten Employeur ofhänken, bis zu engem Mount daueren.

Dem Aarbechtsichende kann deemno bis zu engem Mount Akommes feelen, wann d'Recht op Aarbechtslosenënnerstëtzung net vun deem Dag ugeet, wou e sech bei der ADEM ageschriwwen huet, mä eréischt vun deem Moment un, wou säin Dossier komplett ass.

Dëst kann den Aarbechtsichenden an nach méi eng prekär Situatioun bréngen, wéi se duerch de Verloscht vun der Aarbecht schonn ass.

Kann den Här Aarbechtsminister mir duerfir dës Fro beäntweren:

1. Wéi gesäit den Här Aarbechtsminister des Situatioun?

2. Wier et vis-à-vis vum Aarbechtsichenden net méi gerecht, säin Urecht op Aarbechtslosenënnerstëtzung réckwierkend vun deem Moment ulafen ze loossen, wou e sech fir d'éischt androeg ge-looss huet, wa säin Dossier och vläicht e Mount méi spéit komplett virläit, fir datt e keen Akommesverloscht huet?

**Réponse** (22.9.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Den Aarbechtscode gesäit a sengem Artikel L.521-8, Paragraph (1), betreffend d'Aschreiwung bei der ADEM, vir, datt d'Aarbechtslosenënnerstëtzung ka vum éischten Dag ulafe wou en aarbechtslos ass, wann e sech direkt nom Verloscht vun der Aarbechtsplaz als Aarbechtsichenden aschreift a wann e seng Chômage-demande bannent zwou Wochen nom Urecht op d'Aarbechtslosenënnerstëtzung areecht. Dat heescht am Kloertext, datt en Aarbechtslosegeld kritt vum éischten Dag u wou e seng Plaz verluer huet, ënnert der Konditioun, datt e sech direkt beim Aarbechtsamt ageschriwwen huet an eng Demande fir Aarbechtslosegeld an deene 14 Deeg no der Aschreiwung agereecht huet.

De Paragraph 3 vun deem Artikel gesäit vir, datt, wann e sech méi spéit aschreift an deemno seng Chômage-demande och méi spéit areecht, déi Demande maximal 14 Deeg zrëckgeréckelt gëtt bis héchstens op den Datum vun der Aschreiwung.

Et kann also zrëckbehale ginn, datt en Aarbechtslosegeld vum Datum vun der Aschreiwung u kritt, wann e seng Chômage-demande ënnerthalb vu 14 Deeg no der Aschreiwung mécht, och wann e säi kompletten Dossier mat den néidegen Ënnerlagen eréischt e Mount méi spéit areecht.

Dat huet d'Gesetz esou virgesinn an dat gëtt och esou gehandhaabt zënter datt et a Kraaft ass.

Den Deputéierten huet also nëmmen zum Deel richteg Informatiounen a senger Fro zugrond geluecht.

**Question 1250** (23.8.2006) de **M. Marco Schank** (*CSV*) concernant les **conséquences du jugement du Tribunal administratif relatif à l'incompatibilité de la fonction du directeur de l'Agriculture avec celle de membre d'un collège échevinal**:

En date du 16 juillet 2006, le Tribunal administratif a rendu un jugement par lequel il confirme que la fonction du directeur de l'«Administration des Services techniques de l'Agriculture» est incompatible avec celle de membre d'un collège échevinal.

Si le Tribunal d'appel confirme ce jugement de première instance, un grand nombre de conseils communaux serait confronté à des démissions forcées. Une trentaine de communes devraient même organiser des élections complémentaires.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Quelles sont les conséquences que le Ministre entend tirer de la décision du Tribunal administratif du 16 juillet 2006?

**Réponse** (21.9.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire*:

Par son jugement du 13 juillet 2006 le Tribunal administratif a conclu que la fonction de Directeur de l'Administration des Services de l'Agriculture est incompatible avec un mandat de conseiller communal. Le Tribunal a pris sa décision suite à une analyse détaillée des fonctions exercées par l'intéressé par rapport aux dispositions contenues dans l'article 194 (2) point 3 de la loi électorale.

Étant donné que l'intéressé a interjeté appel contre cette décision du Tribunal administratif, il y a évidemment lieu d'attendre le jugement de la Cour administrative avant de se prononcer sur les conséquences à tirer.

Je rappelle toutefois que la loi électorale du 18 février 2003 a modifié les dispositions concernant les incompatibilités avec le mandat de conseiller communal et que les nouvelles dispositions ont été appliquées pour la première fois à l'occasion des élections communales du 9 octobre 2005.

Par ma circulaire n°2508 du 27 juillet 2005 j'avais dans ce contexte informé les administrations communales sur l'application de ces nouvelles dispositions légales et j'avais notamment noté que «Pour faciliter le constat de la compatibilité d'une fonction publique au sens du point 3 de l'article 194 (2) avec le mandat de conseiller communal dans une commune déterminée, l'élu concerné se munira d'une attestation du ministre du ressort affirmant que ses fonctions sont compatibles avec le mandat de conseiller communal dans la commune concernée.» En effet, il appartient aux élus concernés et à leurs supérieurs hiérarchiques d'apprécier si la fonction ou la tâche exercée par eux dans leur vie professionnelle auprès de l'État, de ses administrations ou services, est ou non compatible avec un mandat de conseiller communal et d'en tirer les conséquences qui s'imposent.

**Question 1251** (24.8.2006) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant les **dépassements des teneurs maxima en métaux lourds et dioxines dans les légumes feuilles cultivés dans les jardins exposés aux émissions de l'industrie sidérurgique (Esch/Alzette, Schifflange)**:

Aus der Press vum 24. am Kar-schnatz 2006 war gewuer ze ginn, datt den Ëmweltministère den 11. am Heemount 2006 de gekrauselte Kabes an d'Blatgeméis an der Minnëtegéigend op eventuell Schadstoff er kontrolléiert huet.

Aus deene Kontrollen schielt sech eraus, datt zu Esch an zu Schëffleng a verschiddene Gäert d'maximal Zoulooswäerter vu Bläi an Dioxinen an nach aner Schadstoff er fir Déierefidderung iwwerschritt goufen.

Iwwer weider Kontrollen zu Schëffleng gouf publizéiert, datt den Dioxingehalt fir mënschlech Alimmentatioun iwwerschritt gouf, awer kee sanitären Interventiounsbedarf géif bestoen, wat dat och ëmmer wëllt heeschen.

Méi wéi ee Mount no der Kontroll, wann déi betraffe Leit waméiglech d'Geméis scho giess hunn, gëtt public gemaach, datt een et net däréi iessen. Am Oktober sollen dann erëm Resultater vu Kontrolle vum Geméis publizéiert ginn, sécherlech vu Wäerter aus dem Kar-schnatz oder Hierschtmount.

Kann den Här Ëmweltminister mir duerfir dës Fro beäntweren:

1. Wéi sou ginn d'Resultater vun dëse Kontrollen eréischt iwwer e Mount méi spéit publizéiert?

2. Wéi sou ginn déi Leit, déi Geméis an deene prekären a kontrolléierten Arealen ugeplant hunn, net direkt informéiert?

3. Ginn d'Leit iwwerhaupt iwwer d'Gefore vum Uplanze vu Geméis an deene betreffenen Arealen informéiert?

4. Wat sinn d'Ursache vun esou spéide Publikatiounen?

5. Huet et iwwerhaupt nach Sënn, Geméis unzeplanzen, wann d'Geméis permanent verschmotzt gëtt duerch d'Industrie, a keen et fäerdeg bréngt, do Remedur ze schaffen?

6. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerehuelen, fir datt d'Industrie déi zoulässeg Grenzwäerter respektéiert an d'Leit endlech hiert Geméis ouni Angscht viru Vergëftung kënnen genéissen?

**Réponse** (15.9.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1 et 4)

La mise à disposition des résultats d'analyse de biosurveillance par l'Administration de l'Environnement est tributaire de contraintes sur lesquelles elle n'a pratiquement pas d'influence:

- la collecte des légumes feuilles exposés, leur préparation pour l'analyse et l'envoi au laboratoire d'analyse s'étendent sur une période de dix jours;

- le traitement analytique en laboratoire est un travail de haute technicité et de qualité. Les vérifications des résultats et leur validation définitive sont réalisées après trois semaines;

- l'exploitation des résultats en vue de la préparation du communiqué de presse prend deux à trois jours.

Il y a donc pratiquement un délai incompressible d'au moins cinq semaines. Le départ en congé d'un agent de l'administration et l'absence de l'agent remplaçant pour maladie a introduit un retard supplémentaire de deux semaines.

Ad 2 et 3)

Bien entendu, les exploitants de parcelles de jardin aux sites critiques sont informés et ils sont bien conscients de jardiner dans une zone de retombées de poussières d'origine industrielle susceptibles de contaminer excessivement les légumes feuilles. Cette contamination par des polluants, notamment le plomb et dans un degré moindre les dioxines, n'est pas prévisible d'avance. Elle dépend des sources d'émission mal contrôlées aux alentours, libérant des poussières (industrie sidérurgique et travaux d'assainissement d'anciens cras-siers).

Ad 5 et 6)

Ce sont les légumes feuilles qui sont sensibles à une contamination par une pollution du type retombées de poussières. Les autres types de légumes ne sont pas concernés. Par ailleurs les légumes feuilles ne sont pas contaminés de façon permanente mais de façon irrégulière. Le jardinage n'est donc pas fondamentalement à déconseiller.

Sur intervention des Ministres de l'Environnement et de la Santé, une rencontre a eu lieu en juin 2005 avec les responsables de ProfilARBED et ARES en vue de résoudre ces problèmes de pollution en provenance de sources d'émission diffuses sur les sites sidérurgiques. L'Administration de l'Environnement est associée à ce programme de réduction de sources diffuses et qui est continué actuellement afin d'améliorer la situation.

**Question 1252** (24.8.2006) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant la **proposition COM(2006) 284 de la Commission européenne relative à la procédure d'examen et de consultation préalables pour certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives envisagées par les États membres dans le domaine des transports**:

Le 10 juillet 2006 le Président de la Chambre des Députés a fait parvenir aux membres de la Commission des Transports une proposition COM(2006) 284 initiée par la Commission européenne et ayant trait à la procédure d'examen et de consultation préalables pour certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives envisagées par les États membres dans le domaine des transports.

- J'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration ainsi que de Monsieur le Ministre des Transports si le Gouvernement entend s'en tenir aux exigences de communication des textes nationaux aux instances communautaires dès à présent ou s'il est prévu d'attendre l'aboutissement de la procédure d'adoption de la décision proposée pour ce faire.

- Quelles sont les raisons motivant dans l'un et dans l'autre cas la solution retenue?

**Réponse commune** (29.9.2006) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

L'objet de la proposition est de procéder à la codification de la décision du Conseil du 21 mars 1962 instituant une procédure d'examen et de consultation préalables pour certaines dispositions législatives, réglementaires ou administratives envisagées par les États membres dans le domaine des transports. Le seul objet de cette proposition est la codification des actes précédents à ce sujet. La nouvelle disposition se limitera donc à regrouper la substance des actes précédents et ne crée pas de nouvelle exigence. Seules les modifications formelles requises par l'opération même de l'exercice de la codification seront apportées à la nouvelle décision.

Il n'y a par conséquent pas lieu d'attendre l'adoption de cette décision codifiée pour que l'exigence, énoncée à l'article premier de la décision proposée, soit applicable. Cette disposition prévoit qu'un État membre doit aviser la Commission, en temps utile et par écrit, et informer en même temps les autres États membres de son intention de prendre, dans le domaine des transports par chemin de fer, par route ou par voie navigable, des dispositions législatives, réglementaires ou administratives susceptibles d'interférer d'une manière substantielle avec la réalisation de la politique commune des transports. Le Gouvernement est déjà tenu de respecter cette obligation et aucune décision d'application anticipée de cette règle n'est à prendre puisqu'elle serait complètement dénuée d'objet.

**Question 1253** (25.8.2006) de **M. Marcel Oberweis** (*CSV*) concernant la **gestion des rebuts par l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR)**:

Certaines lettres ne peuvent pas être remises à leur destinataire ce qui est dû à des indications erronées ou à des absences d'adresses. Ces envois postaux classés non distribuables - appelés aussi les rebuts - sont transmis

le premier jour ouvrable de chaque semaine à l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) lorsqu'ils ne peuvent être renvoyés soit à leur expéditeur en service intérieur, soit à l'opérateur d'origine en service international. Cette transmission à l'ILR doit être accompagnée de la part de l'opérateur concerné d'un bref commentaire exposant le motif de la non-remise.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications:

1. Quelle procédure de gestion des rebuts a été établie par l'ILR?
2. Qui supporte les frais de cette gestion des rebuts?
3. Quels motifs de la non-remise sont interjetés par les opérateurs pour la non-remise du courrier?
4. Est-ce qu'il existe des périodes de l'année où on observe un nombre plus élevé de rebuts?
5. Combien d'envois ordinaires et recommandés ont été reçus par l'ILR au cours des dernières années?
6. Parmi ces derniers, comment a évolué la part de courriers pour lesquels l'ayant droit n'a pu être identifié? Comment s'explique cette évolution?
7. Quels efforts sont menés pour réduire le nombre des rebuts?

**Réponse** (21.9.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre des Communications*:

1. En application des articles 12 (3) et 25 k) de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux, l'Institut réceptionne une fois par semaine les envois déclarés non distribuables. Les envois sont ouverts dans le but de déterminer l'ayant droit. Une fois celui-ci déterminé, l'envoi en question lui est retourné. Les envois non identifiés sont détruits à l'exception de ceux qui contiennent des objets d'une certaine valeur qui sont gardés pendant une période de sept mois pour les envois recommandés et de deux mois pour les envois non recommandés. Après l'écoulement de ces deux périodes, le contenu est détruit à l'exception de l'argent liquide qui est remis à une œuvre de bienfaisance.
2. Conformément à l'article 26 (2) de la loi susmentionnée, les frais encourus sont à charge de l'État.
3. Les multiples motifs de la non-remise sont les suivants: Refusé - Non réclamé - Parti - Inconnu - Décédé - Adresse insuffisante/incorrecte - N'habite/n'existe plus à l'adresse indiquée - Pas de boîte à ce nom.
4. Il s'agit du premier trimestre de chaque année où le retour des envois pour Noël et le Nouvel An font augmenter considérablement le chiffre des rebuts.
5. Entre août 2002 (début des travaux de rebuts) et août 2006, l'Institut a reçu au total 183.398 envois

ordinaires et 1.525 envois recommandés.

6. Sur une période s'étendant de 2002 à 2006, il y a lieu de constater les pourcentages des envois recommandés suivants: 80,31%; 82,26%; 84,09%; 79,41% et 67,42% pour l'année 2006, incomplète.

Ces chiffres à l'appui, on ne peut pas parler d'évolution.

7. L'Institut applique individuellement un tampon sur les envois retour émanant des personnes privées qui relate brièvement les consignes à respecter dans le souci d'éviter des envois rebuts. Ces mêmes consignes sont d'ailleurs aussi imprimées d'office sur les enveloppes utilisées par l'Institut pour renvoyer les envois déclarés non distribuables.

Des consignes plus détaillées sont adressées par lettre postale ou par e-mail aux sociétés et entreprises par les soins de l'Institut. Finalement l'Institut essaie, par de nombreux appels téléphoniques, de persuader ces sociétés de l'importance de la présence des coordonnées de l'expéditeur à l'extérieur des envois confiés à l'opérateur postal.

**Question 1254** (28.8.2006) de **M. Aly Jaerling** (*ADR*) concernant les **taxes à payer pour le nouveau passeport à données biométriques**:

Ab dem 28. am Karschnatz 2006 ass de biometresche Pass agefouert ginn, fir Fälschung vum Identitéitsdokumenter ze verhënnere. Wann dës Initiativ och noutwendeg an absolut ze begrëissen ass, sou ass awer de Käschtepunkt vun deem neie Pass onvertriebar. Zum Beispill muss eng Famill mat véier Kanner d'Zomm vun 2x30 a 4x20 Euro, also 140 Euro opbréngen, wa se e Pass brauch fir an Net-EU-Länner ze reesen.

Wann esou eng Famill - wa se nëmmen de Mindestloun verdéngt - sech eemol esou eng Rees leeschte kann, da muss se och nach déi Zomm vun 140 Euro (bal 6.000 aler Frang) fir Passkäschtchen opbréngen. Och fir Klengverdéngeger a Rentner mam Mindestloun oder Mindestrent sinn déi Taxen do ze héich. De Stat obligéiert seng Bierger Indentitéitspabeieren ze hunn, huet also menger Usiicht no kee Recht, fir dofir Taxen ze verlaangen. D'Bierger gi scho genuch mat ëmmer méi indirekte Steieren op liewesnoutwendegen Artikele beaascht, datt se net och nach musen elo fir hir Identitéitspabeiere bezuelen.

Kann den Här Justiz- a Finanzminister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wat gedenkt d'Regierung sozial ze ënnerhuelen, fir och Leit e Pass

ausstellen, déi déi Taxen, déi verlaangt gi fir e biometresche Pass, net kënnen bezuelen?

2. Misst net all Bierger seng Identitéitspabeiere gratis vum Stat zur Verfügung gestallt kréien, wann de Stat en obligéiert esou Pabeieren ze hunn?

**Réponse commune** (22.9.2006) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances*:

En date du 22 juin 2006 le Conseil de Gouvernement a décidé de fixer le prix du nouveau passeport biométrique à 30 euros pour les adultes et à 20 euros pour les mineurs n'ayant pas encore atteint l'âge de cinq ans.

Ce prix reflète le coût de production de ce type de document de voyage.

Compte tenu de ce qui précède, il y a lieu de noter que le prix du passeport biométrique actuellement en vigueur est un des plus bas pratiqués dans les États membres de l'Union européenne.

En guise d'exemple on peut citer qu'un tel document coûte 36 euros en Autriche, 71 euros en Belgique, 48 euros aux Pays-Bas et 50 euros au Portugal.

Par ailleurs il y a lieu de retenir que ni la délivrance gratuite du passeport biométrique aux citoyens luxembourgeois ni l'émission à tarif réduit pour les personnes à faible revenu ne peuvent être envisagées.

**Question 1255** (28.8.2006) de **M. Carlo Wagner** (*DP*) concernant la **libéralisation des conditions d'établissement pour pharmaciens**:

Suite à une initiative analogue prise par le nouveau Gouvernement italien, le Ministre sarrois compétent vient de décider la libéralisation des conditions d'établissement pour pharmaciens.

Ces initiatives semblent bénéficier de l'appui des autorités communautaires, qui voient dans le système des concessions dans le domaine des pharmaciens, tel qu'il est pratiqué encore entre autres au Luxembourg, une entrave au libre établissement et à la libre prestation de services.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'immigration et à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Au regard des conséquences que peuvent avoir les initiatives italiennes et allemandes en la matière quelle est l'attitude du Gouvernement en la matière?

- J'aimerais notamment savoir si le Gouvernement entend défendre le statut quo tel qu'il résulte de la législation nationale actuelle. Si oui, quels sont les arguments pour ce faire, face à l'attitude des instances communautaires et des activités d'autres États membres de l'Union européenne cherchant à ouvrir ce secteur à la concurrence?

- Dans le cas contraire où le Gouvernement soutiendrait la position de la Commission européenne et envisagerait d'adopter une position dans le sens des initiatives précitées, quelles en seraient les raisons?

- Quelles seraient les conséquences à attendre pour les professions du secteur visé dans les deux cas évoqués?

- Est-ce qu'il y a déjà eu des concertations avec tous les concernés?

**Réponse** (28.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

J'admets que l'honorable Parlementaire, lorsqu'il parle d'une décision prise par le Ministre sarrois de la Santé de «libéraliser les conditions d'établissement pour phar-

maciens», vise l'autorisation donnée à la société néerlandaise Doc Morris d'ouvrir une filiale à Sarrebruck.

Entre-temps cependant, par jugement du 13 septembre 2006, le «Verwaltungsgericht des Saarlandes» a décidé de suspendre provisoirement l'autorisation jusqu'à ce qu'une décision sur le fond soit intervenue.

Il est donc certainement trop tôt de parler d'un précédent sarrois. De toute façon le litige qui y est pendante devant les tribunaux ne porte pas sur la question de la limitation en nombre des concessions, mais bien sur celle de savoir si une pharmacie peut être exploitée par une société.

La déclaration gouvernementale prévoit bien «l'extension du réseau de pharmacies en vue d'assurer une présence régionale et décentralisée». Je suis en train de poursuivre cette extension sans remettre en cause le régime des concessions, pas plus que ne l'a fait le Gouvernement précédent.

Le Gouvernement entend donc défendre le status quo en la matière, s'il était attaqué par la Commission, ce qui n'est cependant pas actuellement le cas.

**Question 1256** (29.8.2006) de **M. Marcel Oberweis** (*CSV*) concernant l'**ancienne décharge industrielle de Beggen**:

Selon mes informations, les travaux d'assainissement sur l'ancienne décharge CASA à Beggen sont sur le point d'être finalisés. Le reprofilage de la décharge ainsi que la mise en place d'un système d'étanchement superficiel sont devenus nécessaires afin de sécuriser le site et de réduire à long terme substantiellement les impacts négatifs sur l'environnement humain et naturel.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

Dans les années à venir, qui est responsable du suivi technique de l'ancienne décharge CASA à Beggen?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails quant à l'élimination et au traitement des eaux recueillies en aval de l'ancienne décharge?

- Où et dans quel intervalle les liquides récupérés seront-ils analysés?

**Réponse** (5.10.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

L'honorable Député s'interroge sur la gestion future de l'ancienne décharge CASA à Beggen.

Ad 1) Le règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets mentionne à son article 14 point 3) que l'exploitant de la décharge reste responsable des travaux d'entretien, de surveillance et de contrôle aussi longtemps que l'Administration de l'Environnement estime qu'une décharge est susceptible d'entraîner un danger pour l'environnement.

La responsabilité du suivi technique appartient donc à l'exploitant de l'ancienne décharge ou de son successeur, dans le cas présent

MecanARBED respectivement Arcelor Dommeldange Sarl.

Ad 2) L'arrêté ministériel N°1/02/0228 du 22 mars 2005 délivré par le Ministre de l'Environnement couvrant les travaux d'assainissement et d'aménagement final de la décharge détermine certaines procédures spécifiques quant aux analyses des différentes eaux qui se présentent sur le site de l'ancienne décharge CASA.

Ainsi au chapitre IV C) les conditions suivantes stipulent que:

9) Toutes les eaux de drainages ainsi que toutes les eaux de pluie et de ruissellement en provenance de l'intérieur du corps de la décharge ainsi que toutes les eaux polluées ou entrées en contact avec des déchets sont à recueillir dans des réservoirs étanches, dépourvus de trop-plein et destinés exclusivement aux eaux contaminées. Ces réservoirs doivent être pourvus de regards d'échantillonnage aménagés de manière à être aisément accessibles et à permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention de l'autorité compétente ainsi que des organismes agréés. L'évacuation des eaux ainsi recueillies vers la canalisation publique pour eaux usées ne peut se faire qu'après analyse chimique et sous réserve du respect des valeurs-limites «oEL» déterminées par la version la plus récente du document «Altablagerungen und Altstandorte Merkblatt Alex 02» émis par le «Landesamt für Umweltschutz und Gewerbeaufsicht» du Rhénanie-Palatinat. Au plus tard cinq ans après l'achèvement des travaux, l'exploitant doit présenter une étude d'évaluation des charges polluantes se basant sur les résultats des analyses effectuées. Sur base des résultats de la prédite étude d'évaluation, l'Administration de l'Environnement pourra procéder à une réévaluation des normes de rejet et des paramètres de surveillance.

10) L'exploitant doit assurer l'évacuation régulière des eaux de drainage de façon à avoir à sa disponibilité à tout moment des volumes suffisants pour recueillir les eaux polluées. Les prédicts réservoirs devront être dimensionnés de façon à éviter tout débordement.

11) En cas de dépassement des valeurs limites précitées, les eaux recueillies doivent être éliminées comme déchets dangereux conformément à la législation relative à la prévention et la gestion des déchets. En aucun cas les eaux contaminées ne peuvent être déversées dans le milieu naturel ou aquatique.

12) L'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires visant à réduire au mieux les quantités des eaux contaminées en provenance du corps de la décharge.

Ad 3) Les procédures de contrôle et de surveillance pendant les phases d'exploitation de la décharge et d'entretien du site désaffecté sont déterminées dans l'annexe III du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets.

Le tableau suivant reprend les indications concernant la fréquence d'analyse des eaux provenant d'une décharge après sa désaffectation:

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques  
de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Differdange

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication,  
Luxembourg

## Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live an integral

mat enger Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

	Après désaffectation
Volume de lixiviat	Tous les six mois
Composition du lixiviat (1)	Trimestriellement
Volume et composition des eaux de surfaces (6)	Trimestriellement

(1) Les paramètres à mesurer et les substances à analyser varient en fonction de la composition des déchets déposés. Les paramètres sont fixés dans les autorisations respectives et reflètent les caractéristiques des déchets en matière de lixiviation.

(6) En fonction des caractéristiques du site de mise en décharge, une dérogation de cette obligation peut être fixée dans l'autorisation.

Au chapitre V, condition 12) de l'arrêté ministériel N°1/02/0228 du 22 mars 2005 les paramètres à analyser suivants sont fixés:

- chlorures, fluorures, bromures, sulfates, nitrates, nitrites;
- sodium, potassium, ammonium;
- cyanures libres;
- dureté totale, dureté carbonatée
- métaux lourds (Cr<sub>6</sub>, Cr<sub>tot</sub>, V, B, Ba, Cd, Co, Cu, Fe, Mo, Pb, Hg, As, Zn);
- hydrocarbures halogénés et non halogénés.

Actuellement, les analyses sur les lixiviats sont réalisées par l'exploitant même (Arcelor). Après finalisation du chantier, un organisme agréé sera chargé pour réaliser les analyses d'après les prescriptions de l'arrêté ministériel et de la réglementation applicable en la matière.

#### Question 1257 (30.8.2006) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant l'annexe du Lycée classique de Diekirch à Mersch:

Lors du Conseil de Gouvernement du 25 août 2006, il a été décidé d'adopter un projet de loi visant à faire de l'annexe du Lycée technique du Centre à Dommeldange un nouveau lycée indépendant.

Cette décision a été motivée par l'envergure de l'actuel lycée, qui est le plus grand lycée du pays avec un effectif de 2.700 élèves répartis dans cinq annexes différentes. Le nouveau lycée sera appelé à scolariser prioritairement les élèves provenant de la vallée de l'Alzette.

À mes yeux, une situation semblable se présente pour le Lycée classique/technique de Diekirch annexe de Mersch. Il est rappelé que le Lycée classique/technique de Diekirch compte environ 2.000 élèves répartis sur trois annexes différentes, dont celle de Mersch. Cette dernière, qui regroupe prioritairement les élèves du canton de Mersch, accueille chaque année un nombre de plus en plus important d'élèves, de sorte que la question de l'aménagement d'un lycée autonome à Mersch se pose. Il est encore rappelé que l'annexe du Lycée classique/technique de Diekirch à Mersch constituait déjà par le passé une entité autonome.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas que la transformation de l'annexe du Lycée classique/technique de Diekirch à Mersch en lycée autonome est opportune notamment sous son aspect de gestion administrative?

**Réponse** (9.10.2006) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Il est vrai que l'annexe du Lycée classique/technique de Diekirch à Mersch a fonctionné comme entité autonome jusqu'au milieu des années 90. Toutefois, puisqu'à l'époque les effectifs à Mersch avaient chuté jusqu'à 101 élèves, la décision avait été prise de rattacher cet établissement au Lycée classique/technique de Diekirch (loi du 4 avril 1996).

Depuis lors, le nombre des élèves de l'annexe à Mersch est allé croissant, mais il s'est stabilisé depuis quelques années autour de 450 élèves. Parallèlement, le nombre des élèves inscrits à Diekirch a augmenté continuellement comme, par ailleurs, les effectifs de presque tous les autres lycées.

Dernièrement, les décisions ont été prises d'installer à Mersch le «Neie Lycée» ainsi que le Lycée technique pour professions éducatives et sociales.

Au vu de cette situation, il me paraît donc prématuré d'entamer actuellement une discussion sur la transformation de l'annexe de Mersch en un lycée autonome, d'autant plus que les répercussions du flux des élèves après l'ouverture du nouveau lycée à Redange en 2008 sur les effectifs du Lycée classique/technique de Diekirch ne peuvent pas être anticipées.

Quant à la gestion administrative de l'annexe de Mersch, je me permets de vous signaler que le Lycée classique/technique de Diekirch dispose de deux directeurs-adjoints, dont l'un est principalement en charge de l'annexe de Mersch.

#### Question 1258 (31.8.2006) de M. Xavier Bettel (DP) concernant le service au client des CFL:

Dans son édition du 7 juillet 2006 l'hebdomadaire «woxx» a publié une enquête sur le service au client des CFL. Il résulte des investigations des journalistes que trois champs d'activités donnent à cet égard lieu à problèmes: 1. Aux yeux de nombreux voyageurs, la ponctualité, la propreté et la sécurité nécessitent d'être améliorées. 2. L'information du client compte certaines lacunes, surtout pour les voyageurs qui ne prennent pas régulièrement le train sur un trajet déterminé. 3. Les questions relatives à l'intermodalité en matière de transports publics apparaissent plutôt comme un conflit de compétence entre les CFL et la centrale de mobilité qu'un objectif commun à promouvoir prioritairement.

Dans les conditions données j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports.

- Quelles sont les mesures concrètes que Monsieur le Ministre entend entreprendre pour remédier aux problèmes en question?

- Dans quel délai Monsieur le Ministre entend-il réaliser ces mesures?

- Quelles sont les ressources humaines et les moyens en place à la centrale de mobilité pour gérer ses missions?

#### Réponse (9.10.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Par sa question parlementaire du 31 août 2006, l'honorable Député Xavier Bettel souhaite se renseigner sur les mesures que le Ministère des Transports entend prendre afin de remédier aux problèmes en matière de ponctualité, de sûreté, de propreté des transports publics ainsi qu'en matière d'information des clients des transports publics.

Force est de constater que la qualité du service, à savoir la ponctualité, la propreté des transports publics et l'information des clients, tout comme la sûreté des transports publics sont constamment améliorées. Il convient de noter que les efforts effectués dans ces domaines sont vérifiés régulièrement à l'aide de sondages auprès de la clientèle des CFL.

En vue d'améliorer la sûreté dans les transports publics, un comité de pilotage «sécurité dans les transports publics» a été mis en place. Ce comité de pilotage, qui fonctionne sous la tutelle du Ministère des Transports, se compose de représentants du Ministère des Transports, des différents opérateurs (CFL, RGTR, TICE, AVL), du Syvicol et des syndicats du secteur des transports publics. Ledit comité de pilotage a pour mission d'établir des statistiques fiables sur les incidents se produisant dans le transport en commun et de proposer des mesures préventives et répressives.

Dans ce contexte le comité de pilotage a élaboré un formulaire standardisé appelé «constat incident sûreté» à l'aide duquel l'agent concerné peut signaler les incidents dont il a été victime ou témoin. Les données ainsi collectées sont centralisées pour servir notamment à l'établissement de statistiques reflétant la nature des incidents, leur périodicité et leur localisation.

En outre différentes mesures ont déjà été mises en place pour assurer la sûreté dans les transports publics, à savoir notamment une formation ciblée du personnel d'accompagnement des trains, la présence d'agents de sécurité, l'équipement des agents avec des téléphones portables, la surveillance de points névralgiques par caméra-vidéo ou encore un meilleur éclairage des quais.

Puis le comité de pilotage est en train d'élaborer, en collaboration avec le Parquet, la Police grand-ducale et l'Administration des Douanes et Accises, un avant-projet de loi qui aura pour objectif de déterminer les mesures et dispositions nécessaires pour assurer la police et la sûreté des services de transports publics.

Par ailleurs, dans ses conclusions du 20 décembre 2005, la tripartite ferroviaire a retenu que le personnel temporairement en surnombre auprès des CFL serait affecté à des missions de contrôle et de surveillance dans le cadre de projets de sécurisation des clients du transport public.

En ce qui concerne plus particulièrement l'information des clients, la Communauté des Transports est en train de mettre en place la centrale de mobilité, dont le rôle est d'informer sur les services de différents opérateurs (AVL, CFL, RGTR, TICE, City-Bus, Late-Night-Bus,...) et les modes de transport (automobile, transports en commun, itinéraires cyclables, transports à la demande,...).

Le 10 février 2006 le site Internet de la Mobilitészentral «www.mobilitet.lu» a vu le jour. Ce site Internet comprend un horaire intégré qui permet à l'utilisateur de choisir le trajet le mieux adapté à ses besoins, par le bus et par le train, d'une destination vers une autre.

En dehors de l'horaire intégré, le centre d'appel constituera un élément charnière du dispositif d'information et de conseil aux usagers. Il renseignera les utilisateurs par té-

léphone sur les différentes possibilités de trajets entre deux destinations. Il est prévu que le centre d'appel sera opérationnel à partir du 6 novembre 2006.

#### Question 1259 (31.8.2006) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la politique tarifaire des compagnies aériennes étrangères:

Dans une interview accordée au journal «Le Quotidien» le 28 juillet 2006, le responsable de British Airways à Luxembourg vient d'annoncer une réduction importante des prix pratiqués par sa compagnie sur la relation Luxembourg-Londres, tarifs apparemment appliqués aussi par d'autres compagnies aériennes.

- Je voudrais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports si la société aérienne nationale va suivre ce mouvement et pratiquer la même politique tarifaire compétitive sur la relation vers Londres.

- Par ailleurs, à la question si British Airways a l'impression de pouvoir travailler à sa convenance à l'Aéroport de Luxembourg, son mandataire a répondu «qu'il y a certains challenges qu'on ne rencontre pas forcément ailleurs». Cette critique semble faire allusion à des reproches similaires formulés il y a quelques mois par les responsables d'autres sociétés aériennes. Monsieur le Ministre peut-il expliciter les problèmes qui se cachent derrière ces reproches?

- Le Gouvernement a-t-il entretemps eu l'occasion de dresser en concertation avec les compagnies aériennes présentes au Findel ou désirant s'y implanter un inventaire exhaustif des problèmes rencontrés par les compagnies étrangères? Cet inventaire a-t-il été évalué par les plaignants?

- La stratégie gouvernementale concernant l'exploitation future du Findel donnera-t-elle l'avantage à l'actuel quasi-monopole de société aérienne nationale? Ou est-il prévu de mener une politique concurrentielle destinée à attirer d'autres compagnies aériennes et à améliorer la situation de celles opérant déjà à partir du Findel?

#### Réponse (10.10.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

L'honorable Député, en se référant à une interview accordée au journal «Le Quotidien» du 28 juillet 2006 par Monsieur Colin Talbot en charge de la direction commerciale de British Airways Benelux, s'enquiert si la société aérienne nationale va suivre la politique tarifaire dont fait état British Airways sur la ligne Luxembourg-Londres.

De manière générale, il convient de noter que de par la structure et l'activité des deux compagnies d'aviation, la comparaison entre British Airways et Luxair ne peut être réduite à un seul exemple de prix sur une route isolée. British Airways et Luxair proposent deux produits différents sur la route Luxembourg-Londres.

British Airways fonctionne en tant que transporteur de réseau, en d'autres termes, la politique de British Airways consiste à générer un maximum de passagers vers les aéroports où British Airways a constitué des bases («hubs») afin d'acheminer ensuite les passagers vers leur destination finale. British Airways compte ainsi optimiser son réseau de destinations.

Dans ce modèle, une ligne régionale ne peut être considérée individuellement, mais uniquement comme partie intégrante d'un réseau - dans le cas de British Airways, il s'agit d'un réseau mondial. Pour générer les volumes de passagers nécessaires vers ses «hubs», British Airways doit proposer à ses clients des capacités importantes ainsi qu'une politique de

prix adaptée, donc agressive sur les lignes d'«acheminement».

Luxair, par contre, se concentre sur le trafic régional, c'est-à-dire les liaisons «point-to-point», reliant différentes destinations européennes depuis le Luxembourg. La ligne Luxembourg-Londres ou Londres-Luxembourg est une de ces lignes. Ce modèle requiert des capacités moins importantes, ce qui résulte en l'utilisation d'avions à moindre capacité et donc en une politique tarifaire différente.

Si l'offre de British Airways se limite à deux liaisons quotidiennes, définies selon les besoins du réseau global de British Airways, Luxair définit ses liaisons selon les besoins de son client, qui est prioritairement le voyageur d'affaires. Luxair propose ainsi six vols quotidiens vers Londres, offrant à son client la flexibilité nécessaire pour planifier son voyage. Ce service justifie aussi la différence qui peut subsister au niveau de la structure tarifaire.

Il convient aussi de noter qu'alors que British Airways considère prioritairement le marché britannique pour établir son réseau et sa structure de prix, Luxair considère le marché de la Grande Région pour ce faire.

En plus, les structures de prix sont établies en fonction du réseau de destinations offertes et ne peuvent se baser sur une comparaison de la seule destination. Ainsi, alors que British Airways propose uniquement des vols vers Londres-Gatwick depuis le Luxembourg, Luxair propose des vols vers Londres-Heathrow et Londres-City, deux aéroports pour lesquels les taxes aéroportuaires sont plus élevées que pour Londres-Gatwick. Cette différence se répercute aussi sur le prix final que doit payer le consommateur.

Ceci dit, les prix offerts pour la liaison Luxembourg-Londres par Luxair et British Airways sont tout à fait comparables.

En considérant la flexibilité de l'offre de Luxair et la différence entre les deux produits, il s'avère que Luxair se positionne comme compagnie aérienne compétitive par rapport à British Airways.

Pour ce qui est du propos du mandataire de British Airways «qu'il y a certains challenges qu'on ne rencontre pas forcément ailleurs», il convient de compléter l'extrait de l'interview publié au «Le Quotidien». En effet, le mandataire ajoute: «Mais dans le travail, nous sommes aussi proches que possible des autorités.» Je n'ai d'ailleurs pas de connaissance de faits ou de circonstances qui pourraient préciser d'éventuels défis particuliers auxquels serait exposé British Airways.

L'honorable Député demande ensuite si un inventaire exhaustif des problèmes rencontrés par les compagnies aériennes présentes au Findel a été dressé et évalué par les «plaignants». Il m'appartient à cet égard de réitérer que le Ministère des Transports n'a pas été saisi par des soi-disant «plaignants» de problèmes spécifiques. Au contraire, l'AROC, qui représente les intérêts des opérateurs présents à l'Aéroport de Luxembourg, veille à mettre le Gouvernement régulièrement au courant des défis qui se présentent afin de développer continuellement la compétitivité du site aéroportuaire avec les autorités.

La stratégie aéroportuaire actuellement menée vise à positionner l'Aéroport de Luxembourg comme aéroport de référence de la Grande Région. Il est clair qu'avec une nouvelle infrastructure aéroportuaire opérationnelle fin 2007 permettant d'accueillir à long terme un volume de trois millions de passagers, il est indispensable à ce que la plateforme aéroportuaire évolue afin de permettre aux compagnies aériennes actuellement présentes de développer

leurs activités ainsi qu'à d'éventuelles nouvelles compagnies de s'installer, dans le respect du cadre légal et réglementaire existant.

**Question 1260** (1.9.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **système de perception tarifaire électronique «e-go»:**

Dans sa réponse du 19 août 2006 à la question parlementaire N°1161 du Député Félix Braz relative au système de perception tarifaire électronique dénommée «e-go» et appliqué dans les transports publics (cf. *compte rendu N°16/2005-2006*), Monsieur le Ministre a expliqué le fonctionnement technique du système et laissé sous-entendre l'introduction de réductions tarifaires pour les familles et les personnes âgées ainsi que pour les voyageurs utilisant les transports publics pendant les week-ends.

Or, la réponse reste muette sur un certain nombre d'autres questions soulevées par le projet en question qui, lancé en 2002, n'est toujours pas opérationnel.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

1. Quels sont les objectifs concrets et précis poursuivis par le système «e-go»? En quoi la réalisation de ces objectifs favorisera-t-elle l'attrait des transports publics? Comportera-t-elle d'autres avantages pour la question des services publics?

2. Est-il prévu d'appliquer le système «e-go» aux seules courses exploitées dans le cadre du RGTR ou une extension du système aux autres relations ferroviaires des CFL, TICE, AVL ou City-Bus d'autres communes luxembourgeoises est-elle prévue?

3. Selon quel échéancier le système «e-go» sera-t-il mis en œuvre?

4. Quelles sommes ont jusqu'à présent été investies dans le système «e-go»? Existe-t-il un plan de financement sur l'intégralité des coûts de développement du système, de la mise en œuvre et de l'exploitation? Quel est ce coût et par quels moyens sera-t-il financé?

5. En ce qui concerne les mesures de réduction tarifaire annoncées j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre quelles sont exactement ces mesures? Quand seront-elles mises en œuvre? À qui profiteront-elles? Quel en sera le coût?

**Réponse** (10.10.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député s'enquiert sur les modalités du projet de perception tarifaire électronique («e-go») en cours d'élaboration sur tout le réseau des transports publics du Grand-Duché.

1. Quant aux objectifs du projet, il y a lieu de relever une facilité des conditions de vente des titres de transport, notamment pour les voyageurs plus réguliers, une plus grande transparence dans les décomptes des opérateurs, tout comme la saisie de données statistiques détaillées sur l'utilisation des différents modes de transport.

2. Le système «e-go» est prévu d'être opérationnel sur les réseaux CFL, TICE, AVL et RGTR, où d'ailleurs une grande partie des installations sont déjà réalisées.

Une extension du système sur des organisations du transport local n'est pas exclue, pour autant que les communes responsables des City-Bus en font la demande.

3. Une mise en œuvre du système devrait être prévue début 2007. Une réunion de concertation y relative avec les différents opérateurs aura lieu à la fin du mois d'octobre 2006.

4. Un plan de financement du projet avait été établi en 2003 lors de la décision d'une introduction générale du système «e-go», suite à un projet pilote lancé en 2002. Le coût définitif en sera établi fin 2006, suite à la réunion de concertation annoncée ci-devant.

À noter cependant que l'ensemble des coûts relatifs au projet sera porté par le budget de l'État.

Une décision sur les modalités de financement de la maintenance du système électronique sera prise avant la fin de l'année en cours.

5. Quelques faveurs tarifaires avaient été annoncées avec le début du projet «e-go», dont la date reste encore à fixer:

Il s'agit notamment de l'introduction d'une carte annuelle pour seniors, carte valable dans les conditions de l'abonnement annuel existant pour jeunes (JUMBO).

La gratuité du transport sera étendue aux jeunes jusqu'à douze ans à condition d'être accompagnés d'une personne adulte.

Enfin, un titre de transport spécial de «Week-End» sera offert aux groupes et aux familles se déplaçant les dimanches et jours fériés.

Une évaluation du coût des prédictes mesures n'a pas pu être établie jusqu'à présent, faute d'indications sur le degré probable d'utilisateurs potentiels.

**Question 1261** (1.9.2006) de **Mme Colette Flesch** (DP) concernant l'**organisation du recensement de la population à Luxembourg:**

En 2010/2011 les États membres de l'Union européenne devront effectuer un recensement général. Le Ministre de l'Intérieur allemand vient d'annoncer dans ce contexte que les autorités allemandes renonceront à un «recensement classique» et se baseront uniquement sur des données déjà enregistrées auprès des diverses administrations. Selon le Ministre allemand, cette façon de procéder permettra de réduire d'environ deux tiers les coûts de cet exercice.

- Les Ministres peuvent-ils indiquer si l'Union européenne oblige les États membres à effectuer le recensement de cette façon?

- Si tel n'est pas le cas, les Ministres peuvent-ils m'informer si le Gouvernement envisage d'effectuer le recensement en question de la même manière que les autorités allemandes? Dans l'affirmative, les autorités luxembourgeoises compétentes disposent-elles des données et des outils informatiques nécessaires pour ce faire? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Les Ministres peuvent-ils fournir des données chiffrées quant aux coûts du dernier recensement effectué au Luxembourg?

**Réponse commune** (10.10.2006) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:*

Le projet de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les recensements de la population et des logements ne prescrit que la nature des données à fournir, mais laisse aux États membres la liberté de décider comment produire les données requises. Les États membres pourront opter pour la solution qui leur paraît la plus adéquate compte tenu des moyens et des sources statistiques à leur disposition.

Concernant les recensements au Luxembourg, tout indique qu'en 2011 on sera obligé de procéder de nouveau à un recensement dit «classique» où les ménages remplissent des questionnaires distribués et collectés par les soins

d'agents recenseurs opérant sous la responsabilité des autorités communales. L'alternative d'exploiter à des fins statistiques des fichiers administratifs existants nécessiterait un registre central de population absolument fiable qui servirait de support au dénombrement. Les informations (activité économique, études et formation, etc.) contenues dans d'autres registres viendraient alors se greffer sur les données démographiques de base (date de naissance, sexe, nationalité, commune de résidence,...). Un premier problème soulevé par cette solution alternative serait que pour un certain nombre de variables habituellement relevées lors des recensements, il n'existe pas de fichiers (par exemple conditions de logement des ménages) et qu'il faudrait alors compléter les statistiques obtenues sur base administrative par des enquêtes par sondage qui au Luxembourg ne permettraient guère de produire des statistiques précises au niveau des communes ou des localités.

Or près de 90% des requêtes adressées au Statec concernant le recensement ont justement trait à des informations sur ces subdivisions territoriales. Mais l'obstacle le plus grave à une solution alternative est le manque de fiabilité du registre central de population, le Répertoire général des personnes physiques. Il est généralement admis que la fiabilité de tels registres souffre essentiellement du mauvais enregistrement des arrivées de l'étranger, mais surtout, des retours vers l'étranger.

Or, au Luxembourg, l'importance de ces flux migratoires internationaux dépasse en importance le mouvement naturel (naissances, décès) qui lui est saisi avec une grande précision. D'où une fiabilité insuffisante du Répertoire général des personnes physiques qui devrait constituer la pièce angulaire de toute alternative au recensement classique. Comme, il est peu probable que la période qui nous sépare du recensement suffise à parvenir à une amélioration décisive de la qualité de ce registre, la solution la plus probable reste le recensement classique où l'on pourrait cependant faire appel à de nouvelles technologies pour la saisie et la codification des données recueillies.

Concernant le coût du dernier recensement de la population au 15 février 2001, le Statec l'a évalué à 2.020.000 EUR.

Un groupe de travail institué par le Gouvernement étudie les moyens pour améliorer le Répertoire général des personnes physiques.

**Question 1262** (1.9.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant le **premier jour de classe de l'année scolaire 2006/2007:**

Contrairement aux années précédentes, le premier jour de classe de l'année scolaire 2006/2007 n'est pas une journée de classe normale. Il est prévu de faire chômer les classes préscolaires et primaires l'après-midi du vendredi, 15 septembre 2006.

J'aimerais dès lors poser la question suivante à Madame la Ministre:

- Quelles sont les raisons qui ont amené Madame la Ministre à prendre une telle décision?

**Réponse** (2.10.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Suivant le règlement grand-ducal du 31 juillet 1980 fixant le régime des vacances et congés scolaires le début de l'année scolaire doit avoir lieu le 15 septembre.

Avant l'année 2000, le premier jour de classe n'était jamais une jour-

née normale de classe. Dans le temps les enfants étaient congédiés après la messe qui avait en principe lieu le premier jour de classe, sinon ils pouvaient rentrer vers 10.00 heures, quand les premières formalités de la rentrée étaient remplies.

Cet usage a été aboli à partir de la rentrée scolaire 2000/2001, lorsque le premier jour de classe a été fixé seulement au lundi, 18 septembre 2000 et non pas au vendredi, 15 septembre.

Étant donné qu'en 2006 la rentrée est également tombée sur un vendredi, j'ai décidé de maintenir la date de la rentrée au 15 septembre, comme la législation le prévoit, et de congédier les enfants après les cours de la matinée. Ceci permet aux enseignants de régler toutes les modalités de la rentrée le vendredi de sorte que les cours peuvent commencer normalement dès le lundi, 18 septembre.

Les parents ont également la possibilité et le temps nécessaire pour acheter le matériel scolaire nécessaire et de se familiariser avec l'organisation de la nouvelle année scolaire.

En outre les enseignants peuvent se concerter en réunion de service au cours de l'après-midi de la 1<sup>ère</sup> journée de classe et régler de façon optimale les questions organisationnelles de la rentrée.

Mes services n'ont reçu aucune réclamation concernant ces dispositions.

**Question 1263** (5.9.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant l'**organisation scolaire - travaux à domicile:**

Dans la lettre circulaire de printemps au personnel enseignant et aux administrations communales concernant l'organisation scolaire de l'année 2005/2006, Madame la Ministre s'est longuement exprimée sur les travaux à domicile et a formulé plusieurs instructions y relatives.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Dans quelle mesure ces directives ont-elles été respectées et appliquées?

- Madame la Ministre peut-elle me fournir des données résultant du suivi et de l'évaluation des mesures prises en relation avec les travaux à domicile?

- Madame la Ministre peut-elle indiquer si les directives en question seront maintenues?

**Réponse** (13.10.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Conformément au statut général des fonctionnaires d'État, les enseignants sont tenus de respecter les lois, règlements et directives officielles en vigueur. L'article 73 de la loi modifiée du 10 août 1912 stipule que les inspecteurs exercent la surveillance sur le personnel précité et veillent à ce que les lois et règlements soient observés. Je suis profondément convaincue que le personnel intervenant dans l'enseignement primaire s'acquiesce avec bon sens, engagement et dévouement de ses missions. Rien n'indique qu'il faille renforcer les moyens de contrôle et de surveillance déjà en vigueur.

Les directives concernant les devoirs à domicile s'appuient sur de nombreuses recherches scientifiques effectuées à l'échelle européenne et reflètent l'état des savoirs en la matière à l'heure actuelle. Par ailleurs, la problématique des travaux à domicile ne constitue qu'un élément parmi bien d'autres et ne peut être considérée sans prendre en compte d'autres

facteurs liés à la réussite scolaire des élèves.

C'est ainsi que les directives sur le travail à domicile s'ancrent dans une réflexion de fond sur les missions et le sens du travail scolaire, sur l'acquisition des compétences et connaissances indispensables, sur l'autonomie des écoles, la coopération famille-école et la lutte contre les inégalités.

Il serait donc inopportun d'évaluer les mesures ayant trait aux travaux à domicile de façon isolée en excluant les autres facteurs exerçant une influence notable sur la qualité de l'enseignement.

Dans cet ordre d'idées, j'envisage de créer une agence d'évaluation de la qualité de l'enseignement qui sera appelée à évaluer régulièrement en collaboration avec les écoles concernées la qualité de l'enseignement dispensé et à leur proposer des mesures favorisant la réussite de tous les élèves.

Afin de renforcer l'importance accordée au travail à la maison par une réglementation claire et précise, il va sans dire que les mesures actuellement en vigueur seront maintenues.

**Question 1264** (5.9.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** (CSV) concernant l'**extension du réseau des stations de distribution de gaz naturel et/ou biogaz:**

Le gaz naturel peut apporter une contribution importante à la réalisation des objectifs du Luxembourg en matière de réduction de la pollution et notamment des émissions de CO<sub>2</sub>. Il ne produit pas de particules fines et émet beaucoup moins d'oxydes d'azote, d'hydrocarbures et de monoxyde de carbone que le mazout, l'essence et le diesel. Utilisé en tant que carburant, il réduit même les émissions polluantes de 60 à 95% par rapport à l'essence et au diesel.

Cependant le nombre de stations-service qui proposent du gaz naturel et/ou du biogaz est encore très limité au Luxembourg, ce qui ne favorise guère la vente et l'utilisation plus large des voitures à gaz naturel. Selon mes informations, il existe momentanément seulement deux stations de remplissage publiques à Luxembourg-ville, deux autres stations seraient en planification dont l'une à Dudelange et l'autre dans la région nord du pays. Dans le cadre du 2<sup>e</sup> plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, le Gouvernement s'est également engagé à étendre le réseau de stations-service offrant du gaz naturel.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Combien de nouvelles stations-service sont prévues dans le pays?

- Dans quel délai peut-on espérer une couverture totale du pays?

- Envisage-t-on seulement la promotion du gaz naturel ou intègre-t-on également la commercialisation du biogaz?

- Dans l'affirmative le biogaz pourrait-il provenir des installations luxembourgeoises?

**Réponse commune** (5.10.2006) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement:*

Au Luxembourg, l'initiative privée «Lëtzebuerg gëtt Gas, a.s.b.l.», fondée fin 2005, entend promouvoir le développement du marché et l'utilisation du gaz naturel pour

véhicules (GNV) comme carburant contribuant au respect de l'environnement. Outre les deux stations de remplissage publiques à Luxembourg-ville, mentionnées par les honorables Députés, il existe une station à Esch/Alzette pour les besoins du Syndicat intercommunal TICE. Des initiatives sont actuellement en cours en vue d'installer deux autres stations dans le sud du pays.

L'investissement dans de telles stations de service, à présent entièrement financés par leurs initiateurs privés, est important par rapport au nombre limité de voitures fonctionnant au gaz naturel circulant actuellement au Luxembourg. Il reste néanmoins vrai que ce nombre ne peut augmenter qu'à condition que la couverture en stations-service offrant du gaz naturel soit suffisamment élevée.

Voilà pourquoi le Gouvernement préconise une démarche coordonnée des différents acteurs concernés - entre autres distributeurs de gaz naturel, pétroliers, garagistes - pour qu'à moyen terme, le Luxembourg puisse disposer d'un nombre suffisant de stations-service offrant du gaz naturel couvrant l'ensemble du territoire national, et entend accompagner de façon positive l'initiative «Lëtzebuerg gëtt Gas».

En ce qui concerne plus particulièrement le biogaz, le Gouvernement est en train de réaliser une étude technico-économique relative à l'injection de biogaz dans les réseaux de gaz naturel. Le Gouvernement évalue également la faisabilité d'un système de soutien à la production de biogaz destiné à être injecté dans les réseaux qui serait comparable au mécanisme de compensation dans le secteur de l'électricité. Le biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel pourrait ainsi être utilisé comme carburant pour des véhicules fonctionnant au gaz naturel ou à d'autres fins plus classiques comme le chauffage des bâtiments.

#### **Question 1266** (6.9.2006) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **ligne ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette**:

Afin d'adapter au mieux l'offre des transports publics aux besoins de mobilité, le Ministère des Transports prévoit pour les années à venir des investissements substantiels dans le développement et la modernisation de l'infrastructure ferroviaire nationale.

Parmi les projets d'envergure, il convient de citer la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Esch/Alzette dont l'étude de faisabilité technique a été décidée en séance du Conseil de Gouvernement le 5 juillet 2001.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Transports:

- À quel stade se trouve l'étude de faisabilité technique susmentionnée?

- Peut-on d'ores et déjà tirer des conclusions de cette étude?

- Dans l'affirmative, quel est le calendrier prévu pour la construction éventuelle de la ligne ferroviaire entre Luxembourg et Esch/Alzette?

#### **Réponse** (5.10.2006) de **M. Lucien Lux**, **Ministre des Transports**:

Le projet de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette, dont le dossier APS comprenant plusieurs variantes de tracé a été finalisé en novembre 2003, est ac-

tuellement soumis aux différentes procédures prévues par le projet de loi portant transposition en droit luxembourgeois de la directive européenne 97/11/CE. À cet égard, le dossier a été remis en novembre 2003 au Ministère de l'Intérieur, qui est encore en train d'effectuer l'étude d'impact comparative.

Suite à ladite étude d'impact comparative, le dossier composé de l'avant-projet sommaire, de la notice d'impact sur l'environnement, de la notice d'impact de sécurité ainsi que de l'étude d'impact comparative sera soumis à la consultation du public. Le résultat de cette consultation accompagné des études préalablement réalisées orientera le Gouvernement en Conseil quant au choix du tracé. Le Ministère des Transports préconise dans ce contexte une variante de tracé qui longe étroitement l'autoroute A4 et comporte deux arrêts intermédiaires projetés à Leudelange près de la zone industrielle «European Business Park» et à Foetz au côté nord de la zone industrielle/zone d'activités existante.

Si ce projet est retenu par la Chambre des Députés dans le cadre de la nouvelle procédure législative relative à l'optimisation du suivi financier des grands projets d'investissement, le Ministère des Transports se chargera ensuite de l'élaboration de l'avant-projet détaillé (APD) correspondant au tracé retenu par le Gouvernement en Conseil. Ledit projet figure, en effet, sur la liste des grands projets d'investissement du Ministère des Transports, liste qui sera soumise en octobre 2006 à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'engagement des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un APD à charge du Fonds du rail en 2006/2007.

#### **Question 1267** (6.9.2006) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **mise en vigueur de la «loi antitabac»**:

La loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, qui vient d'entrer en vigueur, interdit entre autres de fumer dans les établissements de restauration en précisant toutefois que ces établissements peuvent prévoir une pièce séparée dans laquelle leurs clients pourront continuer à fumer à condition que cette pièce soit munie d'un système d'extraction ou d'épuration d'air, dont les caractéristiques techniques seront fixées par règlement grand-ducal. Or, il résulte de la conférence de presse de Monsieur le Ministre de la Santé qu'un tel règlement ne sera prêt que d'ici quelques semaines. Cette situation pose inévitablement des problèmes aux restaurateurs désireux de disposer d'une pièce séparée où leurs clients pourront continuer à fumer dans la mesure où ils ignorent les caractéristiques auxquelles le système d'épuration ou d'extraction de l'air doit correspondre. Ils ignorent d'ailleurs souvent que, à défaut de règlement grand-ducal, ils ont le droit d'aménager d'ores et déjà une pièce séparée dans laquelle l'interdiction de fumer ne vaudra pas, quitte à conformer ultérieurement celle-ci aux exigences dudit règlement grand-ducal.

Une telle situation peut représenter pour de nombreux restaurateurs un manque à gagner certain.

Dans ce contexte le soussigné aurait aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Si le Gouvernement peut être plus précis quant à la date probable à laquelle le règlement grand-ducal en question sera présenté en Conseil du Gouvernement respectivement quand le règlement grand-ducal entrera en vigueur?

- Si le Gouvernement a prévu une période transitoire suffisamment

longue afin de permettre aux restaurateurs et autres établissements concernés de conformer leurs systèmes d'extraction ou d'épuration de l'air aux exigences techniques du règlement grand-ducal en question?

- Si le Gouvernement n'estime pas utile de préciser à nouveau à l'attention des établissements concernés que si l'interdiction de fumer vaut de manière générale, elle ne vaut pas pour les pièces séparées, quitte à aménager ultérieurement celles-ci conformément aux exigences techniques du règlement grand-ducal à prendre?

#### **Réponse** (28.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, **Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**:

Un projet de règlement grand-ducal établissant les critères auxquels doivent répondre les systèmes d'extraction ou d'épuration d'air des pièces séparées a été transmis pour avis aux Chambres de Commerce et des Métiers en date du 11 septembre 2006. Le projet de règlement a trouvé l'accord de principe du Gouvernement en date du 20 septembre 2006. Afin de parer à toute contestation relative à la régularité formelle du règlement je viens de transmettre ce projet au Conseil d'Etat, de sorte que je ne puis pas encore me prononcer sur la date exacte à laquelle il entrera en vigueur.

Le projet de règlement permettra aux restaurateurs intéressés de prendre leurs dispositions en vue de la procédure d'autorisation.

Le secteur concerné a été exhaustivement informé par le biais de l'Horesca de l'ensemble du dispositif légal en place, y compris les mesures relatives aux pièces séparées.

#### **Question 1268** (6.9.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant l'**éducation à la paix, aux droits de l'Homme et à la résolution non violente de conflits**:

La lettre circulaire de printemps parue en 2005 avait annoncé des activités portant sur l'éducation à la paix, aux droits de l'Homme et à la résolution non violente de conflits.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quelles activités ont été développées de la part de la «plate-forme nationale d'échange»?

- Madame la Ministre peut-elle indiquer si une documentation des exemples de bonnes pratiques telle qu'elle a été annoncée a entre-temps été réalisée et mise à la disposition des écoles?

#### **Réponse** (9.10.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, **Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**:

Plusieurs activités ont été développées par la «plate-forme nationale d'échange» en matière d'une éducation à la paix, aux droits de l'Homme et à la résolution non violente de conflits.

Ainsi ont été organisées en 2005, au niveau de la formation des enseignants de l'enseignement primaire et des Écoles associées de l'UNESCO, différentes journées pédagogiques. À Strassen, une formation continue de trois jours a porté sur le sujet «Éducation à la non-violence à l'école primaire», à l'école associée de l'UNESCO de Niederanven, des activités pédagogiques ont été organisées autour du sujet «Demokratie lernen und umsetzen».

À Wiltz a eu lieu une présentation du programme antiviolenze «faustlos», édité par le «Heidelberger Präventionszentrum». Cette présentation a été organisée par la Po-

lice grand-ducale en étroite collaboration avec les inspecteurs des ressorts concernés.

D'autres projets antiviolenze ont été réalisés dans les communes de Bridel/Kopstal, Bertrange, Differdange, Reuler, Strassen et Weiswampach. Les enseignants ont été initiés à la pédagogie coopérative visant la promotion des valeurs essentielles, telles que la responsabilité, le respect, la confiance, l'autonomie, afin d'améliorer le climat scolaire. Par ailleurs, une équipe d'enfants médiateurs a été constituée à laquelle les utilisateurs des services de transport peuvent s'adresser en cas de conflits.

Depuis 2003, dans le cadre de la «Journée de la mémoire de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité», plusieurs écoles primaires, à Strassen, Luxembourg, Bettembourg et tout récemment à Hosingen, ont organisé des activités de commémoration avec leurs élèves. Un projet pilote a été lancé en juin 2006 où deux classes de sixième année d'études primaires ont visité l'ancien camp de concentration de Hinzert. Les élèves ont été amenés à effectuer des travaux personnels documentaires ou artistiques en vue de traduire leurs émotions et leurs réflexions. Cette manifestation a été soutenue par le Collège des Inspecteurs et la Commission nationale de l'UNESCO.

La plate-forme d'échanges a recensé les exemples de bonnes pratiques sur le plan national. Plusieurs écoles avaient déjà réalisé des actions dans le cadre de leurs projets d'école comme à Hosingen et à Bridel ou commençaient à y réfléchir comme à Differdange et à Strassen. En collaboration avec le SCRIPT, un questionnaire a été élaboré pour collecter toutes les données utiles. 13 écoles qui avaient commencé à travailler sur la problématique transversale d'une éducation à la paix ont répondu au questionnaire. L'idée est de publier ces réponses dans un numéro spécial du Courrier de l'Éducation nationale.

#### **Question 1270** (6.9.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant la **construction d'un bâtiment pour le Lycée technique pour professions de santé**:

Au cours de la réunion de la Commission des Travaux publics Monsieur le Ministre a soumis aux Députés une liste des avant-projets de loi en voie d'élaboration.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir pourquoi le projet pour la construction d'un bâtiment pour le Lycée technique pour professions de santé n'a pas été retenu, alors que d'après mes informations le programme et les plans de construction ont été finalisés depuis un certain temps.

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ce projet devrait être traité de façon prioritaire, vu l'indadéquation des infrastructures actuelles?

#### **Réponse** (5.10.2006) de **M. Claude Wiseler**, **Ministre des Travaux publics**:

Madame l'honorable Députée n'est pas sans savoir que le projet du Lycée technique pour professions de santé a été présenté en date du 4 octobre 2005 à la Commission des Travaux publics de la Chambre des Députés dans le cadre de la nouvelle procédure concernant l'optimisation du suivi financier des grands projets telle qu'elle a été décidée par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes au cours de sa réunion du 20 juin 2005.

La Commission ayant donné son accord en 2005, il n'était dès lors plus utile de présenter de nouveau ce projet en 2006.

Depuis lors, le projet a suivi son cours, c'est-à-dire qu'il a fait l'objet d'abord de l'élaboration d'un APS (avant-projet sommaire) et ensuite de l'élaboration d'un APD (avant-projet détaillé).

Il est prévu de déposer à la Chambre des Députés le projet de loi qui sera réalisé sur base de cet APD en principe encore avant la fin de l'année.

#### **Question 1272** (7.9.2006) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **fermeture du bureau de la Coopération à Quito en Équateur**:

Dans le cadre de sa politique de coopération au développement, le Gouvernement procédera au cours des mois à venir à l'ouverture de deux nouveaux bureaux décentralisés à Ouagadougou au Burkina Faso et à Managua au Nicaragua. Étant donné que l'Équateur ne fait plus parti des pays cibles de la Coopération luxembourgeoise, le bureau du Luxembourg à Quito est en voie de fermeture.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Le Ministre pourrait-il fournir davantage d'explications concernant les procédures relatives à la fermeture de ce bureau à Quito, notamment en ce qui concerne les démarches entreprises respectivement à entreprendre par le Ministère à l'égard du personnel travaillant dans ce bureau?

#### **Réponse** (21.9.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz**, **Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire**:

La décision de fermer le bureau de la Coopération luxembourgeoise à Quito (Équateur) remonte au moins à 1998 quand Madame la Secrétaire d'État aux Affaires étrangères en charge à l'époque a confirmé «la décision de son prédécesseur» à cette fin. La raison soutenant cette décision a été le retrait de l'Équateur de la liste des pays cibles de la Coopération luxembourgeoise.

Depuis la fin de la Présidence luxembourgeoise du Conseil des Ministres de l'UE au premier semestre 2005 qui a retenu toute mon attention, je me suis attelé à mettre en œuvre la décision susmentionnée.

Le Chef du bureau de la Coopération luxembourgeoise à Quito ainsi que le personnel du bureau et les consultants sous contrat ont été informés dès l'automne 2005 de mes intentions. Le Chef du bureau s'est rendu à Luxembourg en mars 2006 pour discuter avec la Direction de la Coopération au développement des détails du calendrier de la fermeture du bureau et notamment des formalités à respecter en relation avec la terminaison des contrats du personnel et des consultants. Le Directeur de la Coopération au développement s'est rendu en mai à Quito pour informer les autorités équatoriennes des intentions du Gouvernement.

Le personnel du bureau et les consultants sous contrat ont fait part à la Direction de la Coopération au développement de leurs revendications chiffrées quant aux indemnités de licenciement et au paiement de prétendus arriérés de cotisations sociales auxquelles ils estiment avoir droit du fait d'une requalification de leurs contrats de travail respectivement de leurs contrats de prestation de services. La Direction, avec l'appui d'un conseil juridique équatorien, est en train de vérifier le bien-fondé légal de ces revendications. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre général de toute une série de démarches qui est en train d'être mise en place en vue de la fermeture du bureau. Il va de soi que le

personnel du bureau et les consultants rentreront dans leurs droits ayant trait à la terminaison de leurs contrats.

La loi telle que votée par la Chambre ne prévoit pas d'entrée en vigueur différée du règlement à intervenir.

**Question 1273** (7.9.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la mise en vigueur de la «loi antitabac»:

La mise en vigueur de la loi relative à la lutte antitabac, votée en juillet dernier, a été reportée au 5 septembre notamment afin de permettre aux restaurateurs de se préparer et de se conformer aux dispositions prévues par ladite loi. Les prescriptions visées en premier lieu concernent l'installation d'une pièce séparée dans laquelle l'interdiction de fumer ne vaut pas. Cette pièce séparée doit être munie d'un système d'extraction ou d'épuration d'air dont les caractéristiques techniques du système d'extraction ou d'épuration d'air devraient être fixées par règlement grand-ducal.

Or, ce règlement grand-ducal fait à l'heure actuelle toujours défaut, ce qui implique que le délai de deux mois accordé pour la mise en vigueur de la loi n'a pu être mis à profit par les restaurateurs afin de se mettre en conformité.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le délai supplémentaire de deux mois était prévu à l'origine pour permettre notamment aux restaurateurs de se mettre en conformité avec la loi en question?

- N'aurait-on pas dû prévoir un délai supplémentaire au-delà du 5 septembre ou bien une période transitoire par exemple de six mois?

- Quelles sont les raisons pour la non-finalisation à cette date des règlements grand-ducaux prévues par la loi en question?

Quand est-ce que ces règlements grand-ducaux seront-ils finalisés?

Est-ce qu'un délai sera prévu pour permettre aux restaurateurs d'aménager un fumoir correspondant aux prescriptions énoncées par le règlement grand-ducal en question ou est-ce que des contrôles seront effectués dès publication du règlement grand-ducal en question?

**Réponse** (28.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

La présente question parlementaire a pour l'essentiel le même objet que la question parlementaire N°1267 de Monsieur le Député Marc Spautz (cf. ci-dessus). Je puis donc me permettre de renvoyer l'honorable Parlementaire à la réponse que j'ai fournie à la précédente question.

Pour le surplus, et s'agissant du délai entre le vote de la loi, intervenu le 13 juillet, et sa mise en vigueur le 5 septembre, le but recherché était certes aussi de permettre aux restaurateurs de prendre leurs dispositions, notamment pour la mise en place des écrans énonçant l'interdiction de fumer, distribués par mes services. Mais il s'agissait surtout d'éviter que la loi entre en vigueur en pleine période de vacances.

Le règlement grand-ducal déterminant les exigences pour les systèmes d'extraction ou d'épuration des pièces séparées n'était pas prêt au moment du vote de la loi, alors qu'il n'était pas prévu au projet gouvernemental initial, mais n'a été ajouté au dispositif légal qu'en fin de procédure législative.

**Question 1274** (8.9.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la modification de l'horaire et de l'itinéraire de la liaison autobus Sarre-Luxembourg:

Dans une question parlementaire du 17 juillet 2006 (cf. *compte rendu N°16/2005-2006*), j'avais interrogé Monsieur le Ministre des Transports sur les problèmes et surtout la perte d'attractivité qu'avait comporté pour nombre de clients réguliers de ce service la réorganisation de la ligne d'autobus Sarre-Luxembourg à partir de mai 2006. En fait, cette réorganisation privilégie désormais le plateau du Kirchberg comme destination au détriment de la clientèle descendant au centre-ville. Dans sa réponse du 11 août 2006, Monsieur le Ministre avait minimisé ces difficultés et avait conclu que «lesdits problèmes n'existent plus pour l'instant».

Or, plus d'une quarantaine de clients de cette ligne sont loin de partager cette appréciation et pensent même que les explications ministérielles s'écartent de la réalité.

Dans ces conditions je souhaiterais obtenir de la part de Monsieur le Ministre des Transports des réponses aux questions complémentaires suivantes:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les clients de la ligne qui m'ont contacté après la parution de sa précédente réponse se trompent lorsqu'ils affirment: „Falsch ist die Aussage, dass sich der Großteil der Fahrgäste für diese Änderung ausgesprochen habe. Keiner der Fahrgäste wurde nachweislich gefragt. Unverschämterweise hat man sogar gerade mal vier Tage vor Fahrplanänderung die Fahrgäste offiziell darüber informiert. ... Wieso ändert man so eine seit Jahren gut funktionierende Busroute über die Köpfe der Fahrgäste hinweg? Hier werden einfach die Interessen eines Großteils der Fahrgäste ignoriert.“?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les dires des clients sont faux lorsqu'ils constatent que „Unverständlich ist es auch zu behaupten, dass die Zahl der Fahrgäste nach der Fahrplan-Modifikation gestiegen sei. Es mag zwar sein, dass der Anteil der Kirchbergfahrgäste etwas gestiegen ist. Aber über den Anteil der Fahrgäste aus der Innenstadt, die den SaarLuxBus 155 jetzt nicht mehr nutzen, wird leider nicht berichtet.“?

- Dans ce contexte j'aimerais également savoir si Monsieur le Ministre a connaissance du fait suivant: „Diese Fahrgäste tauchen in der Statistik der Busbetreiber leider nicht auf, weil ihr Luxemburger Oeko-Pass, den sie mit dem RSW-Abo gratis dazubekommen, immer noch billiger ist als wenn sie es hier ohne Bus-Abo kaufen würden. Sie benutzen mit dem Oeko-Pass dann CFL-Busse auf schnelleren und direkteren Routen. Die Bus-Abos laufen aber für die Busbetreiber weiter, obwohl diese Fahrgäste den SaarLuxBus Linie 155 nicht mehr nutzen.“

- Monsieur le Ministre peut-il commenter la critique suivante: „Ebenso wird behauptet, dass es nur zu Anfang Kritik von Fahrgästen aus der Innenstadt gegeben hätte. Die Kritik besteht immer noch mehr denn je. Leider resignieren viele Fahrgäste nach fünf Monaten ergebnisloser schriftlicher und telefonischer Beschwerden, was mittlerweile den Eindruck erweckt, dass dies seitens der Busbetreiber so gewollt sein könnte.“?

- Monsieur le Ministre a-t-il correctement analysé les retards enregis-

trés en attribuant la cause aux chantiers au Kirchberg, alors que les clients de la ligne constatent: „Nicht richtig ist auch, dass Fahrplanverzögerungen nur aufgrund von Baustellen auf dem Kirchberg entstanden seien. ... Verzögerungen entstehen einfach nur durch diese umständliche Route aus der Stadt über den Kirchberg und wieder zurück in den Verteilerkreis am Flughafen. Der Bus steht oftmals schon auf der Autobahn im Stau bevor er den Verteilerkreis, der ebenfalls hoffnungslos überlastet ist, erreichen kann. Dies wurde von den Fahrgästen schon mehrfach bemängelt. Busse sind oftmals mindestens 20 Min. hinter dem Fahrplan.“?

- Que pense faire Monsieur le Ministre pour récupérer les transfrontaliers sarrois ayant depuis la réorganisation de la ligne 155 abandonné le bus au profit de la voiture privée et pour retenir d'autres à suivre leur exemple: „Einige Grenzgänger, die schon seit Jahren mit dem SaarLuxBus fahren, sind schon abgesprungen. ... Falls sich wirklich nichts ändert, werden sicherlich noch einige mehr dazukommen, die den SaarLuxBus nicht mehr nutzen werden.“?

- Monsieur le Ministre est-il prêt à accepter la proposition des pétitionnaires de réinstaller l'arrêt central de la ligne pour les aller-retour au centre-ville notant que „alle Fahrgäste aus der Innenstadt und Kirchberg (haben) laut Transportminister 'gute' Verbindungen mit dem Eurobus. Dies wäre die optimale und gerechte Anbindung für alle um dann eine direkte Busroute über Sandweiler (ohne Umwege und Verzögerungen über den Kirchberg) aufrechtzuerhalten, die wir ja seit einigen Jahren hatten.“

- Est-ce que de l'avis de Monsieur le Ministre des efforts conséquents ne seraient pas nécessaires pour rehausser l'image de marque des transports publics dans les yeux des clients sarrois qui mettent en doute sa disposition au dialogue? („Aber leider finden die Interessen der in der Mehrzahl betroffenen Fahrgäste bei unserem Transportminister kein Gehör. ... Wir bezweifeln, ob es überhaupt Sinn macht sich direkt an den Transportminister zu wenden.“)?

**Réponse** (24.10.2006) de **M. Lucien Lux**, Ministre des Transports:

Monsieur le Député se réfère à des critiques émanant d'une quarantaine de personnes au sujet de l'offre de transport sur la ligne d'autobus transfrontalière Saarlouis-Mertzig-Luxembourg, exploitée sous la responsabilité de la RSW, Saarbrücken.

Depuis l'entrée en vigueur du nouveau plan d'horaires de cette ligne au 1<sup>er</sup> mai 2006, mon département me confirme ne pas avoir reçu les moindres observations concernant l'introduction d'un horaire cadencé de toutes les heures ou encore l'itinéraire adapté par le plateau de Kirchberg.

La critique me semble d'autant plus incompréhensible qu'à l'heure de pointe matinale une course d'autobus dessert toujours le centre de la ville par la Pulvermühle. Il s'agit de la course N°108 du plan d'horaire (arrivée à Luxembourg/Royal 07.44 heures).

Quant à l'évolution du nombre de passagers, je renvoie aux données chiffrées reçues de la part de l'exploitant RSW, qui avait recensé 34 passagers dans les deux autobus matinaux entrant à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2006. Ce nombre a évolué à 52 passagers le 2 juin 2006 et à 66 passagers le 19 septembre 2006.

Les dites statistiques ne proviennent pas de la vente d'abonnements, l'exploitant se basant à cet effet aux comptages des passagers réalisés en course de route.

Il est vrai que l'abonnement qu'utilisent les voyageurs de la prédite ligne transfrontalière se compose d'un titre allemand et de l'Oeko-Pass luxembourgeois, ce qui leur permet de faire usage des réseaux de transport public du Grand-Duché, sans payer de supplément.

Quant aux retards que subit la ligne en sortant de la ville, la RSW confirme que le rond-point Robert Schaffner à la sortie de l'autoroute est souvent surchargé. Le trajet par Kirchberg se fait toutefois par un couloir d'autobus spécialement aménagé et devrait, de ce fait, constituer un réel avantage pour toutes les lignes d'autobus à destination de l'Est et du Sud-Est du Grand-Duché.

À noter que le trajet, préconisé par les intervenants auprès de Monsieur le Député, à savoir celui par le boulevard d'Avranches et le Val de Hamm, passe également au prédit rond-point, sans qu'il y existe un couloir favorisant la circulation des autobus.

Quelques lignes nationales obligées de passer par cet itinéraire subissent d'ailleurs les mêmes retards.

Dans les conditions qui précèdent, il me semble invraisemblable que l'exploitant RSW procède à une nouvelle modification de sa ligne transfrontalière Saarlouis-Luxembourg.

**Question 1275** (12.9.2006) de **M. Claude Adam** (DÉI GRÉNG) concernant les quotas d'inscription dans les universités étrangères:

Vu la décision de certains pays européens de limiter les inscriptions des non-résidents à certaines formations dans les écoles spécialisées ou dans les universités, j'aimerais savoir:

- Que pensez-vous de la contradiction qui oppose d'un côté, le processus de Bologne avec sa notion élargie d'échange et de mobilité étudiante, et de l'autre, les différentes politiques d'accueil des étudiants dans les pays européens par le biais des prix des inscriptions et des quotas?

- Compte tenu du problème que cause le financement de la mobilité étudiante dans divers pays, ne faudrait-il pas songer à instaurer un fonds de compensation à la mobilité au niveau européen?

Du débat actuel que suscitent les quotas d'inscription découle d'autres questions:

Université du Luxembourg

- Dans le cadre de la politique européenne d'éducation, n'est-il pas du devoir et de la responsabilité de l'Université du Luxembourg de proposer un large éventail d'études bachelor?

Base des données des étudiants

- Où en sont les concertations entre vos services et ceux de la Caisse Nationale des Prestations Familiales pour pouvoir enfin disposer d'éléments statistiques sur les étudiants qui résident au Luxembourg et qui poursuivent des études supérieures au Luxembourg ou à l'étranger en centralisant certaines données des certificats d'inscription transmis lors de la demande en prolongation des allocations familiales?

**Réponse commune** (17.10.2006) de **M. François Biltgen**, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et **Mme Octavie Modert**, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

Le Processus de Bologne lancé en 1999 vise, d'ici 2010, une harmonisation des systèmes d'enseignement supérieur dans les pays signataires, et ce en vue, entre

autres, de faciliter et donc d'augmenter la mobilité des étudiants entre les différents pays.

Ainsi, des pratiques visant à restreindre l'accès des étudiants non nationaux à certaines formations ont été condamnées par la juridiction européenne. Un arrêt de la Cour de Justice européenne du 7 juillet 2005 condamne l'Autriche qui faisait de la condition d'avoir une place dans une université dans son pays d'origine, la condition à l'accès des étudiants non nationaux dans ses universités. Il est vrai cependant que d'autres pays, pour se protéger de l'afflux massif d'étudiants non nationaux dans certaines formations universitaires, mettent en place des quotas ou envisagent de percevoir des droits d'inscription des non nationaux.

Ces développements, qui ne sont pas dans l'esprit du Processus de Bologne, sont suivis avec vigilance par notre Ministère dans un souci d'offrir aux étudiants potentiellement concernés la meilleure information possible.

Pour ce qui est du financement de la mobilité des étudiants au niveau européen, il convient de relever que dans le cadre des traités afférents, l'organisation et le financement des systèmes d'enseignement relèvent de la compétence des États membres, l'intervention communautaire étant limitée à des mesures d'encouragement. De ce fait, la question d'établir un fonds de compensation au niveau européen n'est pas d'actualité. Pour ce qui est des obligations de l'État luxembourgeois en la matière, le calcul des aides financières de l'État pour études supérieures prend en compte le facteur de mobilité. Cette mesure compensatoire a été voulue par le législateur pour garantir ainsi la mobilité des étudiants luxembourgeois.

L'article 23 de notre Constitution stipule que «chacun est libre de faire ses études dans le Grand-Duché ou à l'étranger et de fréquenter les universités de son choix, sauf les dispositions de la loi sur les conditions d'admission aux emplois et à l'exercice de certaines professions». Il est de la mission du pouvoir politique de faire en sorte que le libre choix des études et, si possible, du lieu d'études soit assuré, mais il faut se rendre à l'évidence que des contingences dans d'autres contextes nationaux peuvent exiger une flexibilité des futurs étudiants dans le choix de leurs études et surtout dans le choix de l'université. Nous ne sommes pas d'avis que l'Université du Luxembourg doive organiser son éventail de formations en fonction des accès plus ou moins restreints dans ces formations dans nos pays limitrophes.

L'Université du Luxembourg a été conçue comme une université de recherche active dans des domaines spécifiques et non pas comme une université généraliste offrant toutes les formations à tous les degrés. Tel fut clairement le vœu du législateur de l'époque qui voulut éviter de verser dans une offre faisant double emploi avec les universités de la Grande Région et au-delà. Pour assurer que nos étudiants puissent suivre les formations de leur choix, nous misons sur une politique d'information quant à l'enseignement supérieur qui permet à nos lycéens de faire leur choix d'études en connaissance de cause.

Enfin, pour ce qui est de la concertation entre nos services et ceux de la Caisse Nationale des Prestations Familiales, les deux services ont élaboré un questionnaire commun envoyé à tous les parents qui sollicitent le versement des allocations familiales pour leurs enfants étudiants âgés de plus de 18 ans. Ce questionnaire a été envoyé pour la

première fois en 2005 et les résultats transmis à nos services ne sont pas encore assez affinés pour permettre d'en tirer des conclusions. Le même questionnaire a été envoyé en 2006; l'évaluation des questionnaires retournés à la Caisse Nationale des Prestations Familiales n'est pas encore disponible à l'heure actuelle.

**Question 1276** (12.9.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les **retards de transposition de directives européennes:**

Le Luxembourg accuse depuis quelques années un retard chronique en matière de transposition de directives. En cas de dépassement de l'échéance de transposition un État membre risque d'être mis en demeure par la Commission européenne, voire de se trouver cité devant la Cour de Justice des Communautés européennes pour des retards de transposition excessifs et de payer des amendes pour chaque jour de retard supplémentaire.

En période budgétaire plus délicate, ces amendes risquent de peser lourd sur notre budget d'État.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quel est le montant total que le Luxembourg a dû verser au cours des deux dernières années pour cause de retard en matière de transposition de directives?

- Quel en est l'impact sur notre budget d'État?

**Réponse commune** (16.10.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget* et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

En réponse à la question que l'honorable Député a bien voulu poser relative à la transposition des directives, nous avons l'honneur de l'informer que le Luxembourg n'a pas encore été condamné, à cette date, par la Cour de Justice des Communautés européennes à payer des sanctions financières à cause de la non-transposition de directives communautaires dans les délais requis.

**Question 1277** (12.9.2006) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **réglementation des stages pratiques - Université du Luxembourg:**

Au sein de nombreuses universités à l'étranger, comme par exemple en Allemagne, le règlement des examens prescrit un certain nombre de stages pratiques à effectuer par l'étudiant pendant la durée de ses études. Cette façon de procéder permet à l'étudiant d'acquérir une première expérience professionnelle ainsi que de se faire une image du monde du travail et de la profession qu'il envisage d'exercer plus tard. Or, sauf erreur, de tels stages pratiques ne sont pas prévus au sein de l'Université du Luxembourg. Il en résulte que de nombreux entrepreneurs, bien que désireux d'offrir des stages aux étudiants, n'y ont pas recours, comme ils ignorent souvent les démarches administratives y afférentes. Se pose également ici la question de la rémunération des étudiants.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- si le Gouvernement n'estime pas nécessaire de remédier à cette situation en réglementant les stages pratiques permettant de ce fait à l'Université du Luxembourg de pouvoir remplir pleinement ses objectifs.

**Réponse commune** (17.10.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

En 2005/2006, dans le cadre de la formation à l'ingénieur industriel dispensée à la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication, 157 étudiants ont effectué une période de stage pratique d'une durée d'un semestre au sein de 128 entreprises différentes. Toutes ces entreprises ont perçu une aide particulière en vertu du règlement grand-ducal du 21 juin 1999 déterminant les modalités du semestre de pratique professionnelle des étudiants ingénieurs industriels et le contenu du contrat de pratique professionnelle en entreprise ainsi que le montant de l'aide particulière à verser aux établissements accueillant un étudiant.

Les étudiants n'ont pas été rémunérés pour ces stages. En effet, il s'agit de stages organisés par l'université dans le cadre de programmes bien définis; ces stages sont un élément intégral du programme de formation et ne sont pas à considérer comme une activité rémunérée de l'étudiant. Ces stages sont régis par une relation contractuelle entre l'université et l'entreprise d'accueil. Pendant la durée du stage, l'étudiant reste inscrit à l'Université du Luxembourg et garde donc son statut d'étudiant.

À noter que cette pratique n'est pas seulement réservée aux futurs bacheliers en ingénierie, mais elle est aussi en application dans le cadre de la formation des futurs enseignants de l'enseignement primaire.

De façon générale l'université, dans le cadre de son autonomie pédagogique et scientifique, est l'organisateur de stages qui constituent un élément essentiel pour garantir l'employabilité des futurs diplômés, le cadre étant celui d'une relation contractuelle. Par conséquent, il n'y a pas besoin de légiférer en la matière.

**Question 1278** (14.9.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **régime de la pharmacie - filiales de commerçants de médicaments par Internet:**

Aux termes de la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie aucune pharmacie ne peut être établie dans le Grand-Duché sans autorisation du Gouvernement qui doit prendre au préalable l'avis du collège médical et de l'autorité locale.

Le Ministre de la Santé de Sarre, Monsieur Josef Hecken (CDU), a récemment autorisé l'ouverture d'une filiale de DocMorris, groupe néerlandais de commerce de médicaments par Internet, à Sarrebruck. D'après certains experts du domaine de la santé l'approbation de filiales de pharmacies du même genre que celles du commerçant par Internet DocMorris contribuerait à ouvrir le marché allemand des pharmacies et donc à décharger les caisses d'assurance maladie et les patients, analyse partagée par la déléguée du Gouvernement fédéral à la défense des patients.

Selon la Fédération nationale des Associations de Pharmaciens (ABDA), DocMorris, en achetant une pharmacie dans le centre-ville

de Sarrebruck, contreviendrait à la loi allemande, qui stipule qu'une pharmacie doit obligatoirement être la propriété d'un pharmacien qui la dirige lui-même. L'ABDA insiste également sur le fait que la loi allemande autorise uniquement les pharmaciens approuvés à gérer une pharmacie. Les filiales de pharmacies sont uniquement autorisées à proximité de la maison mère. L'entreprise néerlandaise de vente par Internet quant à elle s'appuie sur la liberté d'établissement au sein de l'UE.

Le Tribunal administratif de Sarre vient d'ordonner la fermeture de la filiale DocMorris après avoir examiné une plainte collective de la Chambre des Pharmaciens locale, de l'ABDA et de trois propriétaires de pharmacies contre le Land de Sarre et le Ministère de la Santé sarrois.

Aux yeux de Monsieur Josef Hecken cette décision serait contraire à la législation européenne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les vues du Ministre de la Santé sarrois?

- Est-ce que la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie doit être modifiée afin de la mettre en conformité avec la législation européenne?

- Est-ce que le Luxembourg a déjà été sollicité pour l'obtention d'une autorisation relative à l'ouverture d'une filiale d'un commerçant de médicaments par Internet?

**Réponse** (5.10.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Le «Verwaltungsgericht des Saarlandes» a suspendu l'autorisation d'ouvrir une pharmacie à Sarrebruck accordée par le Ministre sarrois de la Santé à un groupe néerlandais de commerce de médicaments par Internet, jusqu'à ce qu'une décision soit intervenue sur le fond de l'affaire. D'après mes informations appel serait interjeté contre ce jugement.

La procédure actuellement en cours ne laisse pas présager de la décision que les juges sarrois vont prendre sur le fond. Il est fort possible qu'ils vont poser une question préjudicielle à la Cour de Justice des Communautés européennes à Luxembourg.

Dans l'attente des décisions à intervenir une révision de la législation luxembourgeoise en matière de régime de la pharmacie n'est pas indiquée.

Le Luxembourg n'a pas encore été sollicité en vue d'une autorisation à délivrer à une filiale d'un commerce de médicaments par Internet.

**Question 1279** (14.9.2006) de **M. Aly Jaerling** (Indépendant) concernant un **centre thérapeutique pour fumeurs:**

De 5. am Hierschtmount 2006 ass dat sougenannten „Antitubaksgesetz" a Kraaft getrueden.

Dëst Gesetz huet niewent alle Contrainté fir d'Restaurateuren och negativ Folge fir d'Fëmmerten, déi riskéiere marginaliséiert ze ginn an als Ausseäiter vun der Gesellschaft dozestoen.

Et si fir d'éischt repressiv Moossname getraff ginn, anstatt prioritär dem Fëmmert aus senger Sucht erauszehëllefen. Wat et manner Fëmmerte gëtt, wat ee manner Contrainté brauch auszesprechen, fir d'Netfëmmerten ze schützen.

Et wier also un éischer Stell ubruecht gewiescht preventiv an therapeutesch virzegoen.

D'Fëmmen ass eng Sucht, vun där et gradesou schwéier ass lasszekomme wéi vun anere Suchte wéi Alkohol, liichten an haarden Drogen. Fir Alkohol an Droge gëtt et hei am Land Therapiezentren, wou déi Süchteg an enger geschlossener Kur gehollef kréie vun hirer Sucht lasszekommen, Useldeng a Manternach.

Effektiv, fir am effizienteste vun enger Sucht lasszekommen, muss een aus dem Suchtkrees eraus, wou ee sech ophält. Dofir sinn déi Therapieplazen zu Useldeng fir déi Alkoholsüchteg an zu Manternach fir déi Drogensüchteg geschaf ginn.

Fir d'Fëmmerte gëtt et keen esou en Therapiecenter, souwéi et och ganz weineg medezinesch rembourséiert Hëllef gëtt. En Therapiecenter wéi zu Useldeng a wéi zu Manternach wier awer eng adequat Plaz, fir de Fëmmerten, déi wëlle vun hirer Sucht lasszekommen, dobäi ze hëllefen.

Kann den Här Gesondheitsminister mir duerfir dës Fro beäntweren:

1. Ass d'Regierung bereet, fir och fir d'Fëmmerten en Therapiecenter ze schafen, an deem se gehollef kréie vun hirer Sucht lasszekommen?

2. Wat sinn déi konkret Mesuren, déi d'Regierung virgesäit, fir de Fëmmerten aus hirem Suchtverhalten eraus ze hëllefen?

**Réponse** (5.10.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Den éirewäerten Deputéierte bemängelt, dat „fir d'éischt repressiv Moossname getraff ginn, anstatt prioritär dem 'Fëmmert' aus senger Sucht erauszehëllefen".

Dat stëmmt esou net. D'Antitubaksgesetz gëtt der Regierung a sengem Artikel 5 den Optrag, Berodungsservicer an Informationsservicer ze schafen oder bestoend Servicer finanziell ze ënnerstëtzen, wou déi Interesséiert all méiglech Informationen a Berodung kënnen kréien, a ganz besonnesch och Hëllef, wa se mat Fëmmen wëllen ophalen.

Privatorganismen, déi vum Stat subventionéiert ginn, fir déi genannt Missiounen auszuféieren, gëtt et elo schon. Hir Dotatioun fir 2007 gesäit laut dem Budgetsprojekt e spezielle Beitrag vir, fir d'nächst Joer eng Campagne ze finanzéieren.

Doriwwer eraus ass de Stat amgaangen, eng Konvention mat der UCM auszeschaffen, déi eng Prise en charge souwuel vun den Dokteschkonsultatiounen, déi mat dem «sevrage tabagique» zesummenhängen, wéi och vun de «substitutiv nicotiniques» virgesäit.

Dogéint ass d'Schafung vun engem Therapiezentrum, wéi et fir Alkoholiker a fir Drogensüchteger besteet a wéi et vum éirewäerten Deputéierte gefuerdert gëtt, net virgesinn. Therapiezentren, wou süchteg Leit sech eng Zäit laang ophalen, sinn ubruecht fir Kranker, bei deenen d'Sucht eng staark psychesch Degradatioun verursaacht huet, an déi net méi richtig sozial fonctionnéieren, wéi dat bei ganz staarken Alkoholiker a bei Drogensüchtegen de Fall ass. Onnëtz ze soen, dass dat net fir Leit, déi fëmmen, zoutreff. Si vun doheim an och vun hirer Aarbechtsplaz eng Zäit laang ewechzezéien, ass net nëmmen net ubruecht, mä wier souguer total kontraproduktiv.

Menges Wëssens fonctionnéiert och nëierewou esou en Therapiezentrum.

Dat verhënnert natierlech net, dass eventuell déi vum Stat subventionéiert Organismen oder och Selbsthilfegruppe Leit, déi fëmmen, fir e Weekend zesummeruffen an dann Therapie mat hinne maachen.

**Question 1280** (14.9.2006) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant l'**aviation militaire:**

Meng Froe bezéie sech op d'Sécherheet vun der ziviler Aviatioun an eisem Loftraum am Kontext vun den Operationen vun der Militärfliigerei. Viru kuerzem ass am Raum Consdorf e Cargofliger vum Typ Boeing 747 observéiert ginn, deen an der Landungsapproche war iwwerdeems an darselwechter Héicht zwee Militärfjets bei hiren Exercicer geféierlech no un dës Maschinn erukomm sinn.

An deem Kontext géif ech lech, Här Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Wéi ass d'Militärfliigerei vis-à-vis vun der ziviler Loffahrt reglementéiert a wéi ass séchergestallt, dass et op dësem Gebitt net zu Akzidenter komme kann?

2. Ginn dës Regele vun der Militäraviatioun (Kampfjets) respektéiert respektiv wat fir Sanktionsméiglechkeete gëtt et wann et zu Violatiounen vun dëse Virschreite kënnen? Besteet eventuell Handlungsbedarf am legislativen oder reglementaresche Beräich?

3. Wéi dacks ass et gegebenensfalls an der Vergaangenheet zu esou Verstéiss komm a wat gouf konkret an esou Fäll ënnerholt?

**Réponse** (23.10.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Déi Beobachtung, déi den Här Deputéierte beschreift, ass net an de Bicher vum «Service du contrôle d'approche radar» vun der Flughafenverwaltung agedroen. Et sinn ausserdeem weder den Datum nach d'Auerzäit vun dëser Observatioun bekannt, sou dass eng spezifesch Recherche also materiell onméiglech ass.

Allgemeng muss een téschent dem kontrolléierten an dem net kontrolléierte Loftraum ënnerscheiden. De kontrolléierte Loftraum läit iwwer dem Grenzwäert vun 2.500 Fouss QNH a gëtt vum Service du contrôle d'approche radar vun der Flughafenverwaltung gëiert.

Iwwerdeems d'Radarteuerung vun de Fligere fir eng Approche vun der Pist 24 an enger Héicht vun op d'mannst 3.000 Fouss gemaach gëtt, fléien d'Militärfliigere oft ënner 2.500 Fouss am net kontrolléierte Loftraum. Am Fall wou de Kontroller géif en onbekannte Fluchverkéier um Radar gesinn, géif hien de Pilot vum guidéierte Fliger informéieren. Wann deejee-negen him da bestätegt, dass en de Fliger gesäit, dann ass keen anert Manöver noutwendeg.

Zu der éischer Fro vum Här Deputéierten iwwer d'Reglementatioun kann ee folgend Information ginn:

Wann d'Militär an hirer Spezialzon operéiert, hale sech d'Pilote vum d'Militärreglementatioun. D'zivil Fligere gi vun deenen Zonen ewechgehalen.

Wann awer Militärfliigere den zivile Loftraum duerchfléien, mussen d'Pilote, wéi jiddfer anere Benotzer vum zivile Loftraum, déi zivil Regele befollegen. Dës Regele si vun der OACI (Organisation de l'Aviation Civile Internationale) festgesat a sinn zu Lëtzebuerg duerch e Règlement grand-ducal vum 13. März 1993 ëmgesat ginn.

Wa Militärfliigere also de lëtzebuergesch kontrolléierte Loftraum duerchfléien, gi si duerch de lëtzebuergesch an déi nopesch Kontrollzentren (zivil oder militäresch) coordonnéiert. D'Pilote hunn ënner anerem d'Obligatioun op der Radiosfrequenz vun «contrôle d'approche» unzeruffe fir hir Positionen duerchzeginn.

An der Onméiglechkeet sech dës Relementatioun ze conforméieren, gëtt e spezielle Couloir am zivile Loftraum fir Militärfliigere reservéiert an d'Kontrollere vun zivile Loftverkéier mussen op eng

Trennung vu fënnf Meilen tëscht deem Couloir an dem zivile Loftverkéier Uecht ginn.

Fir niddreg Militärflich (ënnert 2.500 Fouss), am net kontrolléierte Loftraum, ass e Radiokontakt net néideg.

D'Reglementatioun an d'Prozedure stamen aus den internationale Standarden an de Sënn an Zweck ass et fir de Risiko vun Akzidenter op e Minimum erofzesetzen.

Wat déi zweet Fro ugeet, déi iwwert de Respekt vun der Reglementatioun handelt, ass et wichteg ze gesinn, datt d'Zesummeliewe vum zivilen a militäresche Fluchverkéier am kontrolléierte Loftraum no den internationale Standarden gutt fonctiounéiert.

Am Fall vu enger Verletzung vun de Regelen, mat der Bedingung, datt d'Identitéit vum Flieger bekannt ass, gétt eng Justifikatioun vun den zoustännegen auslänneschen Autoritéite gefrot, déi dann déi néideg Mesuren ergräifen. Dozou muss gesot ginn, datt d'Méiglechkeet besteet, d'Erlaabis fir eist Land ze iwwerfléien zréckzezéien.

Meng Servicer informéieren mech, datt et an der Vergaangenheet rar zu Tëscheffäll koum, déi all duerch eng normal zivil/militäresch Koordinatioun geléist goufen.

## Question 1284 (15.9.2006) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la société McZahn - prothèses et implants dentaires:

La société McZahn projette d'ouvrir d'ici fin septembre son premier cabinet dentaire en Allemagne (Krefeld). Cette société qui importe des implants et des prothèses dentaires bon marché de Chine veut établir un réseau de près de 400 filiales d'ici 2009. McZahn promet aux patients des implants ou prothèses dentaires gratuits, l'intégralité des coûts correspondant aux tarifs pris en charge par les caisses de maladie.

Alors que le fondateur de cette société promet la création de 1.500 emplois nouveaux, d'aucuns y voient au contraire une menace pour l'emploi, notamment au niveau des laboratoires dentaires.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il ce développement?

- Quelles pourraient être les conséquences pour le Luxembourg, notamment dans l'optique de la libre circulation des services de santé?

- Une filiale McZahn est-elle envisagée au Luxembourg?

- Quelles risquent d'être les conséquences pour les caisses de maladie, étant donné que les patients seraient moins réticents à se faire soigner et implanter des prothèses dentaires?

**Réponse** (9.10.2006) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Mes services n'ont jamais été en contact avec une société portant le nom de fantaisie de McZahn, bien que, à en croire un journal allemand, cette société ait des projets au Luxembourg. Dans les conditions données mes services ne détiennent dans ce contexte aucune information de source directe, tout en suivant les développements consacrés par la presse allemande aux activités réelles ou projetées de cette société.

Cela étant il y a à ce stade trop d'inconnues pour répondre d'une façon tant soit peu satisfaisante à l'honorable Parlementaire. Il n'est notamment pas clair si cette société entend employer des dentistes salariés, qui mettraient en place les implants et prothèses im-

portés de Chine aux patients, ou si elle se contenterait d'importer ce matériel de Chine et de le fournir à des dentistes établis en pratique libérale.

En toute hypothèse le matériel à importer devrait répondre à des critères de qualité et d'hygiène.

Mais en dire davantage sur la faisabilité au regard de la législation sanitaire et des implications en matière de sécurité sociale d'une société à activités mal cernées et hypothétiques au Luxembourg est un exercice dont je ne vois pas l'utilité à ce stade.

## Question 1285 (15.9.2006) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant le fonds de dotation de l'État et l'impôt commercial:

Enn Broochmount 2006 war d'Escher Gemeng an enger Situatioun, wou hir Kreditlinne bei de Banken opgebraucht waren an doerch verschidde Mandater net erfüllt konnte ginn.

Als Ursaach huet de Schäfferot uginn, d'Est wier eng Situatioun, déi temporär virkéim, well d'Payementer vu Säite vum Stat am Zesummenhang mat den Undeeler um Dotatiounsfong an der Gewerbesteier net rechtzäiteg géifen iwwerwise ginn.

Eng regelméisseg a rechtzäiteg Iwwerweisung vun den Undeeler aus dem Dotatiounsfong an der Gewerbesteier un d'Gemengen, an dem Fall un d'Escher Gemeng, et Retardé gétt, déi d'Gemeng kënnen an temporär Liquidatiounsschwieregkeete bréngen?

Kann den Här Banneminister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Stëmmt et, datt bei der Iwwerweisung vun de Gelder aus dem Dotatiounsfong an aus der Gewerbesteier un d'Gemengen, an dem Fall un d'Escher Gemeng, et Retardé gétt, déi d'Gemeng kënnen an temporär Liquidatiounsschwieregkeete kommen?

2. Wa jo, wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt d'Gemengen déi Gelder, déi se aus dem Dotatiounsfong an als Undeeler vun der Gewerbesteier zegutt hunn, regelméisseg a besonnesch rechtzäiteg iwwerwise kréien, fir datt d'Gemengen net méi an Liquidatiounsschwieregkeete kommen?

**Réponse** (2.10.2006) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:

An der Vergaangenheet ass d'Iwwerweisung vun der Dotatioun an der Gewerbesteier dräi bis véier Wochen nom Stéchdatum gemaach ginn, zënter e puer Joer awer sinn d'Suen um Stéchdag op de Gemengekonten, ausser wann de Stéchdag op e Samschdeg oder e Sonndeg fällt, da sinn d'Gelder een oder zwee Deeg méi spéit op de Konten (zum Beispill 1.7.2006 - 3.7.2006).

## Question 1287 (18.9.2006) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant la mise en place d'un système de «santé en ligne» européen:

Den 30. am Fréileng 2004 hat d'EU-Kommissioun eng Kommunikatioun publizéiert fir eng europäesch „santé en ligne“, also eng Upassung un déi neisten informatesch Technologie, fir d'Strukturen am Gesondheetswiesen an der sozialer Sécherheet beschtméiglech ze koordinéieren.

Doranner ass virgesinn, datt d'Memberstaten zesumme mat der EU-Kommissioun fir Enn 2006 e gemeinsamen Accord fannen, fir d'Patienten informatesch besser kënnen ze erfassen.

Fir medezinesch Informatiounen méi transparent on-line ze transportéieren, misst e System opgebaut ginn op gemeinsame Strukturen a gemeinsame Richtlinnen.

Fir Enn 2006 missten d'Memberstaten zesumme mat der EU-Kommissioun och Norme vun der Interopérabilitéit definéieren am Zesummenhang mat medezineschen Donnéeën an elektronesch géréiert medezinesch Dossierien.

Déi ganz strukturell Reform vum elektroneschem Transfert vun Donnéeën am Interesse vum Patient an enger méi effizienter Gestioung misst 2010 ofgeschloss ginn.

Kann den Här Minister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Huet den Här Minister Kenntnis vun der virzitéierter Kommunikatioun vun der EU-Kommissioun an deenen doranner recommandéierten Oplage fir eng besser informatesch Gestioung vum Gesondheetswiesen an der sozialer Sécherheet?

2. Ass d'Regierung gewëllt d'Beitrag vun de Patienten op informateschem Wee am Sënn vun enger europäescher „santé en ligne“ anzeféiere respektiv no deenen EU-Recommandatiounen auszebauen?

3. Wa jo, awéiwäit sinn déi zoustänneg Servicer vun der Santé an der sozialer Sécherheet mat deene recommandéierte Mesuren an Aarbecht?

4. Wat fir e Beitrag ka Lëtzebuerg leeschten, fir déi geplangten europäesch „santé en ligne“ schnellstméiglech ze realiséieren?

**Réponse** (2.10.2006) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Et ass richteg, datt d'Europäesch Kommissioun iwwert de Wee vun enger Kommunikatioun déi einzel europäesch Länner derzou ofgefuerdert huet sech eng national „eSanté“-Strategie ze ginn, fir eng konsequent Notzung vun den neien elektronesch Méiglechkeeten am Gesondheetswiesen ze ënnerstëtzen. Déi Kommunikatioun vun der Kommissioun, op déi sech den honorabelen Deputéierte bezieft, huet kee bindende Charakter, well d'Gesondheetswiesen ee Beräich bleift, an deem dem Subsidiaritätsprinzip no d'Verantwortung an d'Kompetenz bei de Memberstate leien. D'Regierung begreift awer dës wichteg a sënnavoll offe Kooperatioun vun de Memberstaten um europäeschen Niveau.

Nodeems Lëtzebuerg während senger Présidence mat den norwegeschen Autoritéiten dës europäesch Kooperatioun duerch d'Organisatioun vun der eHealth-Konferenz vun Tromsø ënnerstëtzt huet, ass am Juli 2005 och een nationaler Aarbechtsgrupp „eSanté“ vum Gesondheetsminister agesat ginn. Dësen Aarbechtsgrupp hat den Optrag, sech Gedanken ze maachen iwwer eng national Strategie fir e sënnavollen Asaz vun den elektronesch Méiglechkeeten am Lëtzebuerger Gesondheetswiesen. Am Aarbechtsgrupp waren niéft dem Gesondheetsministère, dem Ministère vun der sozialer Sécherheet, der UCM an dem Service eLëtzebuerg, och Vertrieeder vun der AMMD, der EHL, dem Syndicat des Pharmaciens, dem CRP-Santé an dem CRP-Henri Tudor mat agebonnen.

De Rapport vum Aarbechtsgrupp eSanté läit zënter Juni vun dësem Joer vir, an et ass geplangt, datt d'Regierung éischt Konklusiounen aus dësem Rapport am Oktober 2006 zéie wäert. Weider soll d'Strategie an dësem Beräich an der nächster Quadripartite virgestallt a mat de Sozialpartner diskutéiert ginn. Duerno gétt de Plang der Öffentlechkeet virgestallt.

D'Strategie „eSanté“, déi sech d'Regierung wëllt ginn, baut op den éischte Schrëtt an Erfahrun-

gen op, déi am Beräich vun der Informatisatioun am Gesondheetswiesen an de leschte Jore schonns gesammelt goufen. Sou soll zum Beispill den Healthnet, een Netzwerk, dat haut schonns d'Spideeler matenee verbënnt, weider zu enger gemeinsamer ofgesécherter Plattform fir Gesondheetsdaten ausgebaut ginn. Et goufen och schonns a Beräicher wéi der Telemedezin an dem Iwwerdroe vu Labosdaten an esou weider éischt Erfahrung gesammelt. Am zweeten Semester 2007 gétt de „Portail santé“ als Informatiounsplattform am Internet a Betrib geholl. Dës Plattform adresséiert sech mat nützlechen Informatiounen an Opklärung iwwer alles, wat d'Gesondheet an alle Liewenslage betrëfft - sou zum Beispill och an der Preventivmedezin, souwuel un déi Professionell wéi och un all d'Bierger, och déi gesond. Et wäert iwwert de Portail dann och méi einfach ginn, sech am Gesondheetssektor, mä och am Beräich vun der sozialer Sécherheet an der Solidaritéit erëmzefannen an déi gewënschten Informatiounen ze kréien.

D'Regierung ënnerstëtzt Efforten, fir op europäeschem Niveau zu engem gemeinsamen, sécher informatesch vernetzten an iwwert d'Grenzen ewech interoperabele Gesondheetswiesen ze kommen, d'Est fir der Mobilitéit vun de Bierger an Europa Rechnung ze droen. Dës Efforté kënnen awer nëmme duerch eng schrëttweis, koordinéiert a konsequent Investitiounspolitik, och zu Lëtzebuerg, an an der aktiver Zesummenaarbecht vun allen Acteuré geléngen. D'Ëmsetzung vun dësem Mesuré mécht och nëmme Sënn, wa se zu enger Verbesserung vun der Qualitéit an engem méi rationellen Asaz vun de bestoende Mëttele féieren a gläichzäiteg op déi néideg Akzeptanz bei de Professionellen an de Patientestoussen. Bei all dësem Beméiunge muss de Patient - an net d'Technik - am Mëttelpunkt stoen.

## Question 1288 (19.9.2006) de MM. Ali Kaes et Marc Spautz (CSV) concernant la vente des usines de fabrication de toiles pour pneus du groupe Goodyear:

Le groupe Goodyear vient de décider de vendre ses usines de fabrication de toiles pour pneus au coréen Hyosung. Un millier de postes sont concernés par cette vente. En outre Goodyear et Hyosung vont, en cas d'accord, signer un contrat sur plusieurs années pour la fourniture de toile, le groupe Goodyear s'étant engagé à acheter pour plusieurs centaines de millions de toiles au coréen. Goodyear espère ainsi faire d'importantes économies.

Selon le Président et CEO de Goodyear, si le groupe Goodyear veut rester rentable, celui-ci devra à l'avenir concentrer ses investissements sur ses activités clés à savoir la production et la vente de pneus.

Nous aurions aimé savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- si lors de sa dernière mission de prospection économique et de promotion commerciale aux États-Unis, qui s'est déroulée du 17 au 21 octobre 2005 et lors de laquelle la délégation du «Board of Economic Development» a rencontré entre autres les dirigeants de Goodyear, la question de la vente des usines de fabrication de toiles pour pneu fut discutée. Dans l'affirmative, si Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur disposait déjà à ce moment d'informations précises concernant cette vente?

- Le Gouvernement est-il au courant de l'intention de Goodyear de vendre d'autres activités connexes

à ses activités principales? Dans l'affirmative, lesquelles? Le Gouvernement dispose-t-il d'informations à ce sujet notamment quant aux conséquences éventuelles pour le site luxembourgeois?

**Réponse** (12.10.2006) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

1. La question de la cession des usines de fabrication d'entoilages pour pneumatiques n'était pas à l'ordre du jour lors de la visite d'une délégation du «Board of Economic Development» au quartier général de Goodyear à Akron, États-Unis en octobre 2005.

2. Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a connaissance, à travers les déclarations publiques des dirigeants de Goodyear, de l'intention de ce groupe de se séparer de ses activités qui ne sont pas en relation avec son métier de base, en l'occurrence la fabrication de pneumatiques.

Par contre, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur n'est pas au courant de l'intention de Goodyear de céder des activités connexes à ce métier et ayant un impact sur ses activités au Luxembourg.

## Question 1292 (19.9.2006) de M. Carlo Wagner (DP) concernant le plan hospitalier national:

Le dernier règlement grand-ducal établissant le plan hospitalier national date du 18 avril 2001. Depuis 1982 le plan hospitalier national se voit périodiquement révisé.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre juge-t-il nécessaire que le plan hospitalier en vigueur depuis avril 2001 soit révisé?

- Dans l'affirmative, les discussions relatives à une telle révision ont-elles déjà été entamées?

- Quel est, le cas échéant, le stade d'avancement de ces travaux?

- Est-ce que des conclusions peuvent d'ores et déjà être tirées de ces discussions?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il une réorganisation des régions sanitaires et de l'affectation du service d'urgence relevant du SAMU?

- Le service de nuit des médecins généralistes mis en place en 2002 ayant connu un franc succès, qu'en est-il de l'extension du service de jour des médecins généralistes aux fins de semaines (samedi et dimanche) et aux jours fériés?

**Réponse** (23.10.2006) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Les questions posées par l'honorable Député sont au nombre de six dont cinq ont trait au plan hospitalier.

L'honorable Député se rappelle certainement que le plan hospitalier de 2001 avait pour objectif de guider l'évolution du paysage hospitalier pour les cinq années suivantes et d'en déterminer les caractéristiques pour 2005. Ce plan ayant atteint ses objectifs, devra être adapté ou remplacé par un nouveau plan contenant des dispositions qui devront orienter l'évolution tout en énonçant les objectifs à atteindre dans les années à venir.

En collaboration avec les services concernés, j'ai entamé et les réflexions et les discussions afférentes. Les travaux en cours peuvent dès à présent se baser sur

une nouvelle édition de la carte sanitaire, qui reflète notamment l'évolution des activités dans les différents hôpitaux, tout en laissant entrevoir les effets des fusions ou synergies réalisées ou en cours entre différents acteurs du secteur hospitalier.

Il me semble prématuré d'annoncer des conclusions, mais sans anticiper, je puis d'ores et déjà affirmer que la notion de service ainsi que l'objectif d'une concentration des activités spécialisées au sein de ces services constituera l'épine dorsale du nouveau projet de plan hospitalier.

Aussi une réorganisation des régions sanitaires et de l'affectation du service SAMU n'est-elle pas prévue, ce qui n'exclut pas des adaptations marginales des lignes de séparation des différentes régions.

La sixième et dernière question concerne le service de remplacement des médecins généralistes et plus particulièrement son extension éventuelle aux périodes diurnes du week-end et des jours fériés. Des consultations avec l'AMMD ainsi que le cercle des médecins généralistes ont confirmé l'utilité d'une telle extension et un modèle d'implémentation a été élaboré qui prévoit l'intégration de maisons médicales dans le système permettant d'éviter des visites à domicile inutiles. Ce modèle fera l'objet d'une concertation avec les parties intéressées dans le but de pouvoir le lancer, le cas échéant comme projet pilote, à partir de 2008.

**Question 1296** (20.9.2006) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant l'**élargissement de l'espace Schengen aux dix nouveaux membres de l'UE:**

La Commission européenne vient de confirmer le 15 septembre 2006 que les dix nouveaux États membres de l'Union européenne ne pourront pas rejoindre l'espace Schengen, comme supposé, en octobre 2007.

La date initialement prévue pour l'accueil des dix États membres était le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Déjà à l'époque l'actuel «Système d'Information Schengen» (SIS) paraissait insuffisant pour accueillir les nouveaux membres et la nécessité de la mise en place d'un système de deuxième génération, baptisé SIS II, se faisait ressentir. Comme l'élaboration de ce nouveau système a pris du retard, l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2007 ne saurait être respectée. Au mois de juin de cette année

le Conseil européen a pourtant insisté et demandé que le SIS II soit opérationnel au plus tard en avril 2007, «ouvrant ainsi la voie à l'élargissement de la zone Schengen en (octobre) 2007». Suite aux affirmations de la Commission européenne, il apparaît toutefois que cette date ne pourra pas non plus être respectée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelles sont les raisons qui se cachent derrière ce nouveau retard?

- N'y a-t-il pas moyen de remédier à un nouveau retardement étant donné que cet élargissement a une valeur symbolique certaine surtout pour les nouveaux États membres, désireux de faire partie d'une Europe unie, sans distinction aucune entre nouveaux et anciens États membres?

- Ce retard aura-t-il des conséquences pour l'Union européenne et plus particulièrement pour la sécurité de ses frontières extérieures? Dans l'affirmative, quelles en seront les répercussions pour le Luxembourg?

**Réponse** (26.10.2006) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Il est vrai que le Système d'Information Schengen de deuxième génération (SIS II) ne sera prêt avant 2008. Ce sont essentiellement les travaux au niveau central qui accusent un retard pour différentes raisons (difficulté techniques inhérentes à un projet informatique de cette taille, préparation tardive du site central, retard au niveau de la procédure législative européenne, annulation en justice d'un marché public).

Le Conseil de l'Union européenne, dans sa formation Justice et Affaires intérieures, a conclu lors de sa réunion des 5 et 6 octobre 2006 que le développement du SIS II reste une priorité absolue et a donné instruction aux différentes enceintes préparatoires de faire leur possible pour accélérer les travaux.

Par la même occasion, le Conseil a donné instruction pour que la solution transitoire qui consiste en un raccordement des nouveaux États membres au SIS 1 + actuel soit mise à l'étude. À ce stade, il n'est en effet pas encore établi si une telle solution permettrait de tenir la date de 2007 pour la levée des contrôles aux frontières intérieures. Une décision définitive quant au recours à une telle solution sera prise par le Conseil lors de sa réunion de décembre.

Pour le Gouvernement luxembourgeois, l'élargissement de l'espace Schengen doit se faire dans le respect des conditions de sécurité prévues à cet effet. Un tel élargissement de l'espace Schengen est en effet soumis à une procédure clairement arrêtée et éprouvée par le passé lors d'élargissements antérieurs. Cette procédure se compose de divers éléments, dont les visites sur le terrain, et englobe tous les aspects de la coopération Schengen (contrôle des frontières, politique des visas, coopération policière et judiciaire, protection des données). Ce n'est qu'à l'issue de cette procédure et sur base de rapports d'évaluation positifs que le conseil sera en mesure de décider de la levée des contrôles aux frontières intérieures.

**Question 1297** (21.9.2006) de **M. Xavier Bettel (DP)** concernant les **contributions aux projets Eurocap-Rail et TGV-Est:**

La Commission européenne vient d'annoncer qu'elle dispose d'un budget de huit milliards d'euros pour soutenir entre 2007 et 2013 l'effort d'investissement des États membres en vue de la mise en place des grands projets prioritaires d'intérêt communautaire en matière de réseaux européens de transports.

- Comme le projet Eurocap-Rail et le projet du TGV-Est figurent parmi ces projets, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports quelle sera la contribution de la Commission européenne en faveur de ces deux projets.

- Sachant par ailleurs que le Gouvernement luxembourgeois est d'accord pour participer en principe aux frais d'investissement nécessaires en Belgique pour réaliser le projet Eurocap-Rail, quelle sera la contribution luxembourgeoise en question?

- Quelles sont les conditions fixées par le Gouvernement luxembourgeois en contrepartie de cette contribution?

- À combien est évalué le coût total du projet Eurocap-Rail et à quelle échéance sa réalisation est-elle programmée?

**Réponse** (26.10.2006) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

Par sa question parlementaire du 21 septembre 2006, l'honorable Député Xavier Bettel s'enquiert sur les dossiers Eurocap-Rail et TGV Est-européen et plus particulièrement la contribution financière de la Commission européenne en fa-

veur de ces deux projets.

Le financement mobilisé pour la première phase de la ligne à grande vitesse Est-européenne est de 3,125 milliards d'euros hors taxes aux conditions économiques de juin 1997. La ligne en question fait l'objet d'un cofinancement par l'État français, les 17 collectivités (régions, départements, villes ou agglomérations) qu'elle traverse ainsi que par l'Union européenne et le Grand-Duché de Luxembourg. Le plan de financement initial d'après réseau ferré de France prévoit une contribution de l'Union européenne de l'ordre de grandeur de 320 millions d'euros.

À l'occasion du comité de suivi du TGV Est-Européen tenu au Luxembourg en date du 13 juin 2006, il a été annoncé que le cumul des subventions obtenues était de 204 millions d'euros. La décision de concours pour 2006 était en attente.

Comme déjà indiqué dans la réponse à la question parlementaire N°1020 du 11 avril 2006 (cf. *compte rendu N°12/2005-2006*), la réunion bilatérale entre la Belgique et le Luxembourg qui s'est tenue à Bruxelles le 20 mars 2006 a permis de confirmer la volonté des deux pays à réaliser le projet Eurocap-Rail. Afin de préserver la qualité des circulations pendant toute la durée des chantiers, ceux-ci devront être harmonieusement répartis sur l'ensemble de la ligne et soigneusement coordonnés avec les travaux RER qui seront réalisés pendant la même période entre Otignies et Bruxelles. L'ensemble de la planification des travaux telle qu'elle se présente actuellement s'étirera de 2006 à 2014 et comportera notamment la réélectrification de la ligne, des améliorations à Gembloux, Ciney et Jemelle, la rectification de dix courbes et l'adaptation du bloc automatique pour obtenir le relèvement de vitesse à 160 km/h.

L'ensemble des travaux marquants à réaliser se présente comme suit:

- réélectrification de la ligne: 2007 - 2013

- amélioration à Gembloux: 2007 - 2010

- amélioration à Ciney: 2007 - 2011

- amélioration à Jemelle: 2012 - 2014

- rectification de 10 courbes: 2008 - 2014

- adaptation du bloc automatique pour obtenir le relèvement de vitesse à 160 km/h 2006 - 2014

Les travaux de modernisation à réaliser sur le territoire luxembour-

geois concernent le renouvellement des infrastructures de la ligne de Luxembourg à la frontière belge, le redressement des courbes en vue du relèvement de la vitesse sur la même ligne et la construction d'une gare nouvelle à Cessange. Les CFL ont été invités à faire avancer les études relatives aux travaux projetés en vue de les porter à un niveau APS.

La rencontre entre les Gouvernements belge et luxembourgeois qui s'est tenue le 19 juillet 2006 a confirmé la volonté commune prioritaire des deux Gouvernements de réaliser le projet Eurocap-Rail en procédant à des travaux de modernisation importants de l'infrastructure existante. Les premiers travaux débuteront en Belgique en 2006, et les investissements seront mis à fruit au fur et à mesure de leur exécution.

**Question 1304** (26.9.2006) de **M. Aly Jaerling (Indépendant)** concernant le **taux d'intérêt:**

Op eng Fro mengersäits un den Escher Schäfferot am Zesammenhang mam Impakt vun enger eventueller Erhéijung vun de Leetzënsen op déi finanziell Situatioun vun der Escher Gemeng huet de Schäfferot ënner anerem matgedeelt, datt de Banneministère keng Empruntë vun der Gemeng géif zu fixen Zënssätz autoriséieren.

Dës Approche schéngt mer zumindest kuriéis, well jo grad elo zu Zäite vun nidderegen Zënssätz d'Aushandele vun Emprunten zu fixen Zënssätz mir géif opportun erschéngen.

Kann den Här Minister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1) Stëmmt et, datt de Banneministère keng Empruntë mat fixen Zënssätz vun de Gemengen autoriséiert?

2) Wa jo, wat sinn d'Ursaache vun esou enger Décisioun?

3) Wier et net sënnvoll, elo wou d'Zënse niddereg sinn, Emprunten zu fixen Zënssätz ze kontraktéieren?

**Réponse** (5.10.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:**

Ech bieden den éirewäerten Här Aly Jaerling sech op d'Äntwert ze referéieren vun der parlamentarescher Ufro N°2344, déi den 18. am Karschnatz 2003 vum éirewäerten Här Deputéierten Claude Meisch gestallt gouf, an an där Är Froe schonn eng Äntwert kruten (cf. *compte rendu N°1/2003-2004*).



**Chambre  
des Députés**

L U X E M B O U R G

**Chamber TV**

**weist all öffentlech Sëtzung  
live an integral**

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Gréiwemaacher  
*um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt,  
Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

## Avant-propos du Médiateur

Depuis l'élaboration d'un premier rapport intermédiaire présenté à la Chambre des Députés le 21 octobre 2004, le présent bilan d'activité couvrant la période du 1<sup>er</sup> octobre 2005 au 30 septembre 2006, est le deuxième rapport annuel que j'ai l'honneur de présenter depuis la mise en place de mon Secrétariat le 1<sup>er</sup> mai 2004.

Au cours de cette période, 894 réclamations ont été introduites au Secrétariat du Médiateur. Par ailleurs au cours de cette période, quelque 2000 personnes se sont adressées au Médiateur pour obtenir des renseignements ou pour solliciter son conseil.

Écouter, entendre, réagir telle est la démarche que je poursuis depuis mon entrée en fonction en janvier 2004.

Une démarche qui est aussi l'objectif de ma fonction: Écouter les citoyens pour mieux entendre leurs préoccupations et réagir en conséquence.

## Écouter les citoyens...

Être à l'écoute des citoyens, revient à donner à tout citoyen la possibilité de s'adresser oralement au Secrétariat du Médiateur et d'avoir ainsi l'occasion de s'expliquer personnellement soit devant moi, soit devant l'un/l'une de mes collaborateurs/collaboratrices.

La possibilité de tout citoyen de déposer une réclamation orale auprès du Médiateur est largement tributaire des distances à parcourir et de la facilité des moyens de communication qui lui sont offerts pour accéder à mon Secrétariat.

Fort des expériences acquises depuis le début de mon mandat, je me suis vite rendu à l'évidence que les conditions pour accéder à mes services sont bien plus difficiles pour les citoyens du Nord du pays et plus particulièrement pour les résidents des cantons de Wiltz, de Clervaux et de Vianden, que pour les habitants des autres régions. Cette considération vaut a fortiori pour les personnes âgées, malades ou handicapées dont les domiciles sont éparpillés à travers les multiples communes de l'Oesling.

Telles sont les considérations qui m'ont amené, en accord et avec l'assistance bienveillante du député-maire, Monsieur Romain Schneider, à installer une antenne de mon Secrétariat à Wiltz.

Les nouveaux bureaux situés au 49, Grand-rue sont ouverts au public chaque premier et troisième vendredi du mois.

Depuis l'inauguration des nouveaux locaux le 29 mai 2006 jusqu'au 30 septembre, 23 personnes sont venues y déposer leur réclamation orale.

S'il est de toute évidence prématuré de faire un quelconque pronostic pour l'avenir, l'afflux enregistré au cours des premiers mois depuis la mise en place de cette nouvelle antenne semble d'ores et déjà justifier la décision prise de rapprocher les services du Médiateur des citoyens résidant dans le Nord du pays.

## ...tous les citoyens

Depuis que j'exerce ma nouvelle fonction, je suis régulièrement saisi de réclamations écrites de la part de personnes détenues en prison. Je constate que l'objet de telles réclamations est souvent peu précis, voire confus. Il faut dire que les détenus n'ont pas d'autre choix que de s'adresser par écrit au Médiateur alors que, privés de liberté, ils n'ont pas la possibilité de se déplacer pour me saisir d'une réclamation orale.

Très souvent il en résulte que les doléances des détenus à l'égard de l'administration ne peuvent être traitées avec les mêmes soins que ceux des autres citoyens.

*La privation de liberté n'est pas la privation de l'accès aux droits.*

Soucieux de maintenir et de faciliter la communication entre les détenus et l'administration publique et conforté par les expériences dans ce domaine par des pays aussi différents que la Suède, les Pays-Bas, le Québec et la France, j'ai décidé d'aller à la rencontre des détenus en envisageant l'ouverture de permanences du Médiateur dans les établissements pénitentiaires de Schressig et de Givenich.

Après une première entrevue que j'ai eue avec une délégation des détenus à la maison d'arrêt de Schressig en date du 10 octobre dernier, je me propose de finaliser tout prochainement les modalités du fonctionnement de mon Secrétariat à l'intérieur des établissements précités.

Il va de soi que mes compétences sont exactement les mêmes en milieu pénitentiaire qu'à l'extérieur. Aucune administration, y comprise l'administration pénitentiaire, ne sera exclue de mon champ d'intervention.

## ...pour mieux les entendre et réagir en conséquence

Les multiples doléances et réclamations dont je suis saisi me permettent d'avoir une vue globale de la qualité des relations entre les citoyens et les administrations publiques et donc de mieux évaluer les interrogations, les frustrations mais aussi les aspirations et les attentes de mes concitoyens.

En catégorisant les réclamations suivant l'administration concernée et leur objet, voire le caractère matériel ou procédural du dysfonctionnement allégué, j'arrive à mieux cerner les faiblesses et les insuffisances subsistantes au niveau du fonctionnement des administrations.

J'en tiens compte dans mes propositions et recommandations visant à améliorer le fonctionnement des services en cause voire de l'administration en général.

Mais quels que soient l'autorité et le crédit dont la fonction du Médiateur est investie, son action ne vaut que ce que valent les suites qui sont réservées à ses recommandations.

Le Médiateur a beau être indépendant, patient et obstiné, il ne saurait à lui seul changer durablement les comportements et les pratiques administratives sans l'appui fort et durable du pouvoir législatif, en tant que pouvoir de contrôle de l'action du gouvernement et du fonctionnement de l'administration publique.

À cet égard, je me sens conforté par la position prise par la Commission des Pétitions laquelle, lors d'une réunion à laquelle j'ai assisté en date du 6 avril 2006, a manifesté sa détermination à veiller dorénavant, en concertation étroite avec les commissions parlementaires compétentes, au suivi des recommandations formulées par le Médiateur.

J'attends de voir dans les mois à venir dans quelle mesure cet engagement pris par la Commission des Pétitions sera transposé dans la pratique parlementaire.

Marc FISCHEBACH

## Affaires relevant de l'État

### Immigration

Le nombre de réclamations formulées à l'encontre du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration et, plus précisément contre la Direction de l'Immigration, a diminué par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, le Médiateur constate que le nombre de réclamations ayant trait aux longs délais d'instruction et de réponse, respectivement au silence de l'administration, ont diminué par rapport à l'année dernière. Le Médiateur se félicite des efforts que les services de la Direction de l'Immigration ont entrepris pour traiter les dossiers avec la diligence requise.

Quant à la durée moyenne de traitement des nouvelles demandes en obtention d'une autorisation de séjour, le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration a répondu de manière exhaustive à la requête du Médiateur suite à une recommandation du Médiateur relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des dossiers relatifs à l'entrée et au séjour des étrangers et à l'emploi de la main d'oeuvre.

La collaboration entre le Médiateur et la Direction de l'Immigration s'est également améliorée. Les prises de position sont transmises au Médiateur dans des délais plus rapprochés.

Tout comme l'année dernière, le taux de correction est assez élevé.

Le Médiateur a été saisi de réclamations concernant tant le service des étrangers et

des réfugiés, que le service compétent en matière de permis de travail.

La plupart des réclamants s'adressent au Médiateur alors qu'ils ont des difficultés pour obtenir une autorisation de séjour, respectivement une carte de séjour. Le nombre de réclamations ayant trait aux permis de travail est moins élevé.

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations concernant le remboursement de la garantie bancaire que le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pouvait exiger en vue de l'obtention d'un permis de travail au profit de ressortissants non communautaires.

Quelques employeurs qui avaient versé une telle garantie ont saisi le Médiateur parce que le Ministre aurait refusé de leur restituer la prédite garantie qui était bloquée sur un compte bancaire alors que la relation de travail entre les salariés visés et leurs employeurs n'existait plus depuis un certain temps.

Le versement d'une garantie bancaire en vue de l'obtention d'un permis de travail n'étant plus prévu depuis le règlement grand-ducal du 12 mai 1972 déterminant les mesures applicables pour l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg tel qu'il a été modifié par le règlement grand-ducal du 22 août 2006, le Médiateur est intervenu pour que les réclamants puissent récupérer les sommes versées à titre de garantie bancaire.

Le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration a informé le Médiateur que ses services ne demandaient plus depuis janvier 2006 le versement d'une telle garantie bancaire aux entreprises sollicitant un permis de travail en faveur des ressortissants non communautaires et qu'il était dès lors disposé à restituer les garanties ban-

caires actuellement bloquées aux employeurs qui introduisent une telle demande.

Le Médiateur a été saisi de personnes qui se sont vu rejeter leur demande en obtention d'une autorisation de séjour pour raisons humanitaires ou leur demande en obtention d'une autorisation de séjour en vue d'un regroupement familial.

Le Médiateur a encore été sollicité par un ressortissant non communautaire exerçant une profession libérale qui s'est plaint de la délivrance de plusieurs autorisations de séjour successives, au nombre de 6, à chaque fois délivrées pour la durée d'une année.

Dans ce contexte, le Ministre compétent a informé le Médiateur que, d'une manière générale, les autorisations de séjour au profit des indépendants sont renouvelables d'année en année, ceci pendant une période variant entre 3 et 5 ans. Il a rajouté qu'il lui appartient de contrôler, avant de prolonger l'autorisation de séjour d'une personne bénéficiant d'une telle autorisation au Luxembourg, si elle dispose de moyens d'existence personnels suffisants pour supporter ses frais de voyage et de séjour.

Cette période de 3 à 5 ans s'explique par le fait que le ressortissant non communautaire qui vient s'installer au Luxembourg en qualité d'indépendant ne dispose pas d'un revenu stable dès le départ, ses revenus étant tributaires des résultats de son entreprise. La période de démarrage peut être plus ou moins longue, et certaines personnes mettent souvent plus de 3 ans pour asseoir leur entreprise.

En l'occurrence, la situation financière de l'entreprise du réclamant était très précaire de sorte que la réclamation a dû être rejetée comme non fondée.

Le nombre de réclamations émanant de demandeurs d'asile déboutés de leur de-

mande en obtention du statut d'asile politique est moins élevé que l'année dernière.

Dans la majorité des cas, le Médiateur a dû déclarer la réclamation non fondée. Dans quelques affaires, le Médiateur a pu intervenir avec succès auprès du Ministère compétent, afin que le statut de tolérance soit accordé aux personnes appartenant à une minorité ethnique du Kosovo et pour lesquels un retour forcé était impossible en raison de l'insécurité générale régnant dans leur pays d'origine.

Quant aux demandeurs d'asile déboutés de leur demande en obtention du statut d'asile politique, qui sont au Luxembourg depuis plusieurs années et dont les enfants y sont nés, ou qui sont déjà intégrés, le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration avait indiqué qu'il faudrait trouver, dans la mesure du possible, des solutions pour qu'ils puissent rester au pays. Ainsi, il faudrait examiner de plus près ces dossiers et chercher des solutions au cas par cas.

Le Médiateur salue une telle approche qui témoigne de la sensibilité des Ministres compétents au regard de la situation familiale des réfugiés.

Par ailleurs, le Médiateur se pose la question s'il ne faudrait pas procéder à une régularisation des sans-papiers qui sont au pays depuis plus de 5 années, qui sont affiliés à la sécurité sociale luxembourgeoise depuis plusieurs années, paient régulièrement leurs impôts et qui, depuis leur arrivée au pays n'ont jamais été menacés d'expulsion en raison de leur situation irrégulière.

Dans le dernier rapport, le Médiateur avait mentionné le cas d'un ressortissant non

# Extraits du rapport du Médiateur

communautaire, marié à un citoyen belge de même sexe qui voulait rejoindre son conjoint au Grand-Duché de Luxembourg. Après plusieurs démarches, il a été fait droit à la demande en obtention d'une autorisation de séjour du réclamant.

Par la suite, les réclamants se sont adressés à leur commune pour conclure un partenariat. Ils ont été informés que leur demande devrait être refusée alors que la conclusion d'un partenariat s'avérerait actuellement impossible au vu de leur mariage conclu en Belgique. Le refus était basé sur l'article 4-2 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, qui dispose que, pour pouvoir faire la déclaration, les deux parties ne doivent pas être liées par un mariage ou un autre partenariat.

Le Médiateur est intervenu auprès du bourgmestre de la commune pour le rendre attentif au fait que, d'un côté, le mariage des réclamants n'est pas reconnu au Luxembourg de sorte qu'ils sont traités comme des célibataires et, d'un autre côté, on leur oppose d'être lié par un mariage pour leur refuser de conclure un partenariat. Le seul souhait des réclamants était d'être reconnu au Luxembourg comme couple «pacsé».

Suite à l'intervention du Médiateur, le bourgmestre a demandé un avis au Ministre de la Justice. Ce dernier a informé le bourgmestre que depuis la reconnaissance du principe de partenariats homosexuels par la loi du 9 juillet 2004 sur le partenariat, il y a lieu d'appliquer les effets de cette loi aux mariages homosexuels légalement conclus dans d'autres pays.

## Logement et Classes moyennes

La collaboration entre les services compétents en matière d'aides au logement et le Secrétariat du Médiateur est satisfaisante.

Monsieur le Ministre ayant le Logement dans ses attributions transmet généralement dans un délai assez rapproché un accusé de réception au Médiateur l'informant qu'il a soumis le dossier pour réexamen à la commission compétente en matière d'aides au logement. L'instruction des dossiers de la part du Ministère est généralement clôturée dans un délai de deux à trois mois mis à part quelques exceptions.

Le comportement et l'accueil des fonctionnaires des services visés n'ont été, à aucun moment, mis en cause par les citoyens lors du dépôt de leur réclamation auprès du Secrétariat du Médiateur.

Aucun réclamant n'a, par ailleurs, invoqué une difficulté à joindre par téléphone les agents en charge de leur dossier.

La plupart des réclamations dont le Médiateur a été saisi concernent des demandes de remboursement adressées aux bénéficiaires des différentes aides au logement allouées par le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.

Ces demandes de remboursement concernent aussi bien les subventions d'intérêt, les primes à la construction/les primes d'amélioration ainsi que la bonification d'intérêt.

Le fait générateur de la demande de remboursement est, le plus souvent, un changement dans la situation du ménage bénéficiaire desdites aides.

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de familles recomposées qui avaient touché une bonification d'intérêt du chef d'un ou plusieurs enfant(s) né(s) lors d'une précédente union.

Suite à un divorce, l'homme (ou la femme) précédemment marié(e) a refait sa vie avec un nouveau compagnon (ou une nouvelle compagne) et ce nouveau ménage a décidé d'habiter ensemble avec un ou plusieurs enfants.

Ce ménage recomposé sollicitait ensuite une nouvelle bonification d'intérêt du chef d'un ou plusieurs enfant(s) qui résidaient dans le nouveau domicile conjugal.

L'article 12 du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1991 fixant les dispositions relatives au bénéfice de la bonification d'intérêt en vue de la construction, de l'acquisition ou de l'amélioration d'un logement pré-

vue par l'article 14bis de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit qu'une nouvelle bonification d'intérêt ne peut être accordée à un même ménage que si la première a été remboursée intégralement.

Lorsqu'un ménage recomposé sollicitait une nouvelle bonification d'intérêt, le Ministre était disposé à y donner suite, à condition que les demandeurs remboursent au préalable leur quote-part de la bonification d'intérêt touchée lors d'une précédente union.

Le Médiateur estima que ces ménages recomposés ne devaient pas être considérés comme le «même ménage» ayant touché une bonification d'intérêt lors d'une précédente union mais comme un nouveau ménage.

Le Ministre donna suite à l'argumentation du Médiateur et il octroya une bonification d'intérêt aux couples en question sans demander le remboursement de l'ancienne bonification d'intérêt.

Le Médiateur a été saisi d'un nombre moindre de réclamations fondées au regard de la jurisprudence administrative en ce qui concerne le remboursement d'aides visées au règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (subventions d'intérêt ou de primes d'acquisition/ primes d'amélioration) suite à une occupation de moins de dix ans du logement subventionné par les bénéficiaires.

Ce nombre moins élevé de contestations fondées est probablement dû à la modification de l'article 9 du décret règlement grand-ducal de 1983 par un règlement grand-ducal du 12 juin 2004 prévoyant que les différentes aides au logement doivent être remboursées si le logement ne sert pas d'habitation principale aux bénéficiaires (et non plus au ménage bénéficiaire) pendant dix ans.

Dans ces dossiers, le Médiateur n'a pas pu se fonder sur une jurisprudence administrative relative au nouvel article 9 qui est encore peu abondante depuis la modification réglementaire de juin 2004.

Le Médiateur a également été saisi de réclamations qui ont permis de préciser la notion de «revenus de la communauté domestique» pris en compte pour l'obtention des diverses aides au logement.

Lorsque deux familles habitent une même maison mais qu'elles occupent des étages différents et qu'elles ont chacune une cuisine, une salle de bain et des chambres distinctes, les revenus des deux familles ne doivent pas être cumulés pour évaluer si elles dépassent le seuil limite en vue de l'obtention d'aides au logement mais chaque revenu familial doit être considéré distinctement.

Lors de l'instruction d'une réclamation, le Médiateur a interprété la notion de «propriétaire» d'un logement. En effet, pour obtenir les diverses aides au logement, le demandeur doit être propriétaire du logement subventionné.

Le réclamant en question avait obtenu par une donation la nue-propriété de l'immeuble dont sa grand-mère, âgée de 92 ans, était restée usufruitière. La grand-mère du réclamant vivait tout d'abord depuis 1997 auprès de sa fille et depuis deux années dans une maison de soins et son état de santé précaire ne lui permettait plus de revenir dans la maison en question qui était occupée par son petit-fils (le réclamant) depuis 1997. Celui-ci ne disposait néanmoins que de la nue-propriété de la maison et le Ministre refusa de lui accorder des aides au logement alors qu'il ne le considérait pas comme propriétaire du logement en question.

Le droit de propriété sur une maison englobe en principe le droit de jouir de cet immeuble (usufruit) et la nue-propriété.

Face à cette situation très particulière, le Médiateur a néanmoins insisté auprès du Ministre afin de considérer le nue-propriétaire d'un immeuble qui y habite de manière effective et permanente depuis plus de 7 ans comme «le propriétaire» de cet immeuble et de le faire bénéficier à ce titre des aides au logement. Le Ministre a donné suite à l'argumentation du Médiateur et il a considéré le réclamant comme propriétaire du logement en question et il lui a octroyé une aide au logement.

Un grand nombre de réclamations ont été introduites à l'encontre du Fonds du Logement en ce qui concerne l'établissement des décomptes de loyers et des problèmes dans l'application de la formule du loyer réduit pour personnes âgées ou handica-

pées. Ces réclamations ont fait l'objet de la recommandation n°20 relative au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Des réclamants ont également saisi le Médiateur de réclamations relatives aux longs délais d'attente en vue de l'obtention d'un logement locatif de la part du Fonds du Logement.

En effet, ces personnes sont en principe informées qu'elles se trouvent sur une liste d'attente établie en fonction de critères relevant de leur situation familiale. Ces différentes situations familiales sont visées au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Le Fonds du Logement indiquait en principe par écrit aux réclamants qu'ils sont inscrits sur une liste d'attente entre la position x et y.

Certains réclamants ont souhaité, après quelques années d'attente, être renseignés quant à l'avancement de leur demande sur ces listes d'attente sans cependant obtenir d'informations précises de la part du Fonds du Logement.

Le Médiateur est intervenu auprès du Président du Fonds du Logement afin d'être éclairé sur la gestion des différentes listes d'attente en vue de l'attribution d'un logement locatif.

Actuellement, des critères plus détaillés en ce qui concerne l'attribution de logements locatifs n'ont toujours pas été transmis au Médiateur. Le Médiateur ne manquera pas d'insister auprès du Président du Fonds du Logement afin que ces critères lui soient précisés.

## Administration judiciaire

En ce qui concerne les réclamations introduites à l'encontre de l'Administration judiciaire, le constat est sensiblement identique à celui déjà décrit dans le précédent rapport annuel.

Le Médiateur est le plus souvent saisi pour des problèmes d'ordre procédural et notamment des lenteurs de procédure. Le plus grand nombre de réclamations relèvent de la justice pénale et plus particulièrement des affaires pendantes devant les juridictions d'instruction.

À l'instar des Procureurs d'État de Luxembourg et de Diekirch qui s'efforcent de transmettre au Médiateur des informations utiles sur l'état d'avancement de dossiers pendants devant les juges d'instruction, il semble que bon nombre de magistrats saisis par le Médiateur commencent à adopter une attitude plus ouverte à une collaboration effective et utile. Ceci peut être attribué au fait que ces magistrats ont entre-temps compris que le Médiateur respecte scrupuleusement le principe de la séparation des pouvoirs et qu'il n'a aucunement l'intention d'interférer dans les domaines de compétence réservés à l'ordre judiciaire.

La coopération avec les magistrats en charge des affaires civiles et commerciales, qui était déjà satisfaisante par le passé, demeure bonne et permet au Médiateur un traitement rapide et utile des dossiers dont il est saisi.

Après avoir accumulé une certaine expérience dans le traitement de réclamations introduites contre l'Administration judiciaire, expérience qui a clairement démontré que bon nombre de problèmes sont récurrents et d'ordre structurel, le Médiateur a procédé à une analyse en profondeur du fonctionnement de l'ensemble de l'administration judiciaire et des textes légaux organiques qui la régissent.

Cette analyse a débouché sur la recommandation du Médiateur relative à l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice.

Ce document, publié le 22 mars 2006, est le fruit d'une réflexion de fond sur le rôle, l'évolution et le mode de fonctionnement de la magistrature et, plus particulièrement, de l'administration de la Justice dans notre société.

Pour l'élaboration de ce document, le Médiateur s'est inspiré d'autres législations, telles que celles en vigueur en Belgique et en France.

La recommandation propose notamment la création d'une institution indépendante des

trois pouvoirs constitutionnels et dont les missions principales devraient être les suivantes:

- assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, avec les pouvoirs d'investigation, de contrôle et de regard les plus étendus, notamment avec le droit de regard sur tous les dossiers dont cette administration est saisie, sans que le secret de l'instruction ne puisse être invoqué pour priver le Conseil Supérieur de la Justice d'informations dont il pourrait avoir besoin pour remplir sa mission, le tout évidemment sous réserve de l'interdiction du Conseil Supérieur de la Justice d'intervenir dans le fond des affaires;
- procéder à la sélection des candidats à la magistrature et se prononcer sur les promotions des magistrats, sans préjudice de leur nomination par le Grand-Duc;
- l'exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard de la magistrature, du greffe et des fonctionnaires des Parquets;

Cet organisme, composé paritairement de magistrats et de non-magistrats, devrait exercer ses compétences de manière indépendante, à l'abri de toute pression extérieure et ainsi garantir une plus grande transparence et une meilleure efficacité de l'appareil judiciaire.

Il est évidemment entendu que le Conseil Supérieur de la Justice ne pourrait interférer de quelque manière que ce soit dans les instances judiciaires, de même qu'il lui serait interdit de les remettre en cause.

Il est à relever que les services du Médiateur sont très souvent saisis de demandes d'information relatives à l'administration judiciaire. Ces demandes ont le plus souvent pour objet des problèmes de compréhension des décisions judiciaires, ceci tant en ce qui concerne le contenu de la décision qu'en ce qui concerne la portée ou les conséquences de la décision.

Un grand nombre de citoyens engagés dans une procédure judiciaire éprouvent également des difficultés pour se situer par rapport au déroulement de la procédure.

Ces demandes de renseignement concernent avant tout les procédures dites gracieuses et les procédures pour lesquelles aucun ministère d'avoué n'est requis. Concrètement, elles relèvent généralement du domaine des ordonnances conditionnelles de paiement, des saisies-arrêts spéciales sur salaire, des exécutions forcées d'une décision judiciaire d'une manière plus générale ainsi que des décisions et procédures judiciaires qui sont de la compétence des Tribunaux de Paix, des Chambres correctionnelles à juge unique, des Tribunaux d'Arrondissement, du Juge des Tutelles et de la Jeunesse et des juridictions commerciales.

Le service d'accueil et d'information juridique, bien qu'il constitue un outil précieux et indispensable pour le justiciable, ne semble pas toujours à même de suffire pleinement à sa vocation. Dans cet ordre d'idées, le Médiateur a dû constater que quelques membres du greffe ne sont apparemment pas en mesure de répondre de manière satisfaisante et précise aux demandes d'information des justiciables. Au vu des cas concrets portés à la connaissance du Médiateur, ce constat semble notamment trouver son explication dans le fait que de nombreux employés font office de greffier assumé sans disposer des mêmes études, ni de la même formation interne que celle requise pour les fonctionnaires-greffiers. Ceci semble tout particulièrement préoccupant en ce qui concerne les services du recouvrement des créances des Justices de Paix où la propension des justiciables à solliciter des renseignements juridiques, souvent de nature procédurale, par téléphone est particulièrement grande.

## Fiscalité

### A. Administration de l'Enregistrement et des Domaines

L'un des domaines qui continuent à susciter beaucoup de réclamations à l'encontre de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines est l'abattement portant sur les droits d'enregistrement et de transcription, prévu par la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation.

Certaines réclamations ont trait à la dispense de remboursement du montant de l'abattement, appelé crédit d'impôt, prescrit par la loi en cas de non-respect de la condition tenant à la durée d'occupation de 5 ans au moins.

La matière est réglée à l'article 11 de la loi susvisée aux termes duquel le Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines peut dispenser de la condition relative à la durée d'occupation de cinq ans, dans les cas où celle-ci ne peut être respectée pour des raisons de force majeure ou à la suite d'une situation telle que la maladie de l'acquéreur rendant impossible l'occupation de l'immeuble, la vente forcée de l'immeuble, l'expropriation pour cause d'utilité publique, le décès du conjoint et le divorce.

Les conditions à remplir pour avoir droit à la dispense de remboursement sont strictes: la loi exige la survenance d'un cas de force majeure défini comme un événement imprévisible et insurmontable ou de situations plutôt malheureuses que les personnes ne recherchent pas et qui ne peuvent normalement pas être prévues.

Une dispense de remboursement ne peut être accordée dans des situations qui sont survenues sans qu'il y ait un élément de contrainte à l'œuvre.

Un assez grand nombre de réclamations a dû être déclaré non fondé par le Médiateur au motif que les raisons invoquées pour justifier le départ de l'habitation avant l'expiration de la période quinquennale ne suffisaient pas aux critères légaux.

Il est certain qu'un mariage postérieur à l'acquisition d'un appartement ne rentre pas non plus dans les prévisions de l'article 11 de la loi susvisée. Le mariage résulte d'un acte de volonté libre des deux parties et ne contient pas cet élément de contrainte forçant la personne concernée à abandonner l'occupation d'un immeuble. L'interprétation faite en ce sens par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines est partant conforme à la volonté du législateur.

Par contre, l'administration interprète extensivement la notion de divorce en y assimilant le concubinage. De jeunes gens qui se séparent, après avoir fait une acquisition en commun, bénéficient donc de la dispense en cas de revente avant l'expiration du délai quinquennal.

Le fait qu'une habitation serait devenue trop exigüe pour la raison que son acquéreur a pris chez lui une compagne et les enfants de cette dernière ne saurait justifier non plus une dispense de remboursement du crédit d'impôt.

De même, ne peut se voir accorder une dispense, un acquéreur qui s'est cru obligé de procéder à nouveau à la revente d'un immeuble dans lequel il n'a pas pu emménager à la date prévue pour la raison qu'un locataire n'a pas libéré les lieux à la date promise.

Par contre, satisfont aux conditions de la loi des problèmes de voisinage qui ont causé chez une personne un état dépressif à forte intensité certifié par un médecin spécialiste qui a formellement conclu qu'un changement de domicile est absolument nécessaire d'un point de vue médical.

Certains réclamants se sont vu refuser le bénéfice du crédit d'impôt pour la raison que ce dernier n'a pas fait l'objet d'une requête incluse dans l'acte notarié d'acquisition, condition à laquelle l'article 6 de la loi susvisée subordonne le bénéfice de l'abattement.

Une autre série de réclamations concerne le remboursement de la TVA Logement. La mission du Médiateur consiste essentiellement à vérifier et à expliquer aux réclamants les décisions de refus prises par l'administration.

Celles-ci sont motivées par exemple par le dépassement du délai d'introduction des demandes de cinq ans, par le fait qu'une TVA étrangère a été mise en compte par une entreprise non immatriculée au Luxembourg ou par le fait que le montant minimal par facture de mille deux cent cinquante euros fixé par le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 n'a pas été dépassé.

Le domaine suscitant le plus grand nombre de réclamations est celui du recouvrement de la TVA.

Généralement, les assujettis ont accumulé une dette fiscale considérable et ont fait l'objet de taxations d'office parce qu'ils avaient omis de déposer leurs déclarations de TVA. Dans certains cas, suite à l'intervention du Médiateur, le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines s'est montré d'accord à revoir les taxations d'office à condition pour l'assujetti de verser les déclarations ou les documents probants. Le Directeur a été d'accord avec un échelonnement des dettes à condition qu'il ne s'étende pas sur une période trop longue et que les propositions des assujettis soient réalistes.

Le Médiateur insiste néanmoins davantage dans certains cas où l'assujetti serait acculé à la faillite en cas de refus d'un délai de

paiement plus étendu à condition que ce dernier verse régulièrement des acomptes, paie les termes courants de la taxe et ait entrepris des efforts ayant permis d'assainir son entreprise.

## B. Administration des Contributions directes

Les réclamations à l'encontre de l'Administration des Contributions directes ont des objets divers.

Néanmoins, une grande partie des réclamations sont récurrentes et peuvent être classées en quelques rubriques.

Un certain nombre de réclamations a trait aux problèmes d'évacuation des réclamations au sens de l'article 228 de la loi générale des impôts introduites par-devant le Directeur des Contributions directes. Ces problèmes ont fait l'objet de la Recommandation n°3-div-2004 du Médiateur. En date du 29 septembre 2006, le Directeur des Contributions a annoncé un catalogue de mesures propres à résorber les retards accumulés et qui ont été saluées par le Médiateur.

Une autre série de réclamations a pour objet les problèmes posés par l'imposition collective des époux.

Il s'agit généralement de femmes divorcées contre lesquelles l'Administration des Contributions directes exerce un recours sur le fondement de la solidarité fiscale à laquelle les époux demeurent soumis jusqu'à l'octroi de l'autorisation présidentielle de résidence séparée.

Ces femmes disposant généralement de ressources modestes sont ainsi sollicitées pour s'acquitter d'anciens arriérés d'impôts grevant les revenus que leurs ex-conjoints ont gagnés avant le divorce. Souvent, il s'agit de montants considérables remontant très loin dans le passé et qui ont produit des intérêts de retard substantiels.

Ces situations peuvent trouver une solution favorable au moyen de la procédure de remise gracieuse. La mission du Médiateur consiste alors à appuyer la demande en remise gracieuse introduite auprès du Directeur des Contributions directes.

D'autres problèmes se posent au cas où des époux récemment divorcés sont obligés de se partager la charge fiscale commune résultant de l'imposition collective et concernant les dernières années de leur mariage.

Aux termes du paragraphe 7 de la loi d'adaptation fiscale, chacun des deux débiteurs solidaires doit l'intégralité de la dette fiscale et l'Administration est libre d'agir pour le tout contre chacun des deux époux, mais elle peut également limiter ce recours à une partie de la créance fiscale.

En recouvrant les impôts, l'Administration devrait prendre en compte des considérations d'équité bien qu'elle ne puisse être tenue à calculer elle-même le montant des impôts dû par chacun des époux et à limiter son recours conformément à ce partage.

La solidarité fiscale est une garantie de paiement pour l'administration.

La solution légale actuelle qui laisse aux époux séparés le soin de se mettre d'accord sur le partage des impôts n'est pas satisfaisante.

Le problème se pose surtout dans des situations où les montants des revenus des deux époux divergent considérablement.

Dans une réclamation en cours de traitement, une épouse séparée de fait et vivant auprès de sa fille, dispose comme seul revenu du forfait d'éducation qui est sujet à une retenue d'impôt se chiffrant annuellement à près de 500 €. Ce montant constitue environ la moitié du total des impôts résultant de l'imposition collective. L'autre moitié est retenue sur la pension du mari, qui, tout en étant modeste, est cinq fois plus élevée que celle de son épouse.

J'estime que le moment est venu de relancer les réflexions sur l'introduction d'un système d'imposition séparée.

Une autre série de réclamations a trait à l'imposition des plus-values de cession. Il est un fait que beaucoup de contribuables sont mal informés au sujet des dispositions fiscales afférentes. Les conditions régissant le transfert des plus-values sont également très mal connues. La même observation vaut en matière d'installations photovoltaïques dont un grand nombre de propriétaires ont dépassé le délai pour demander une bonification d'impôt pour investissement. Dans ces cas, la tâche du Médiateur consiste bien souvent à expliquer aux contribuables la décision prise à leur égard.

D'autres réclamations ont trait à des problèmes se posant dans le cadre de la procédure de recouvrement forcé des impôts.

Dans un des cas qui s'est présenté, l'administration a saisi les avoirs d'un compte bancaire servant exclusivement à recueillir les salaires d'un contribuable.

Les règles relatives à l'insaisissabilité d'une partie des salaires ne sont pas applicables aux avoirs en banque. À partir du moment où il est transféré sur un compte en banque, le salaire est intégralement saisissable. J'estime que le régime de la protection du débiteur devrait être étendu au salaire transféré sur un compte dit «de salaire».

À cet égard, il y a lieu d'examiner si le projet de loi n°4955 portant modification de la loi modifiée du 11.11.1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes ne devrait pas être complété à cet égard.

Un certain nombre de réclamations concernent les fiches d'impôt dont l'établissement se complique en raison d'un élément transfrontalier. Ces dossiers sont rapidement évacués et les mentions exactes sont portées sur la fiche d'impôt.

L'appréciation des frais professionnels mis en compte par des indépendants fait également l'objet de réclamations récurrentes.

Il faut signaler également qu'un grand nombre de personnes se plaignent des difficultés pour joindre au téléphone les agents chargés du traitement de leur dossier fiscal. L'accès des citoyens étant un des principaux critères du bon fonctionnement de l'Administration, il devient urgent d'améliorer les centrales téléphoniques de façon qu'à tout moment, l'Administration soit joignable et que les contribuables soient orientés vers le service ou l'agent compétent.

## Affaires générales relevant de l'État

### Environnement

Par rapport à l'année écoulée, il n'y a point d'améliorations à noter au niveau de la collaboration entre le service du Médiateur et le Ministère de l'Environnement. Ainsi, le Ministère de l'Environnement met trop de temps à réagir aux interventions du Médiateur, mais encore, il répond bien souvent de manière incomplète ce qui oblige le Médiateur à revenir sans cesse à charge.

Cette passivité du Ministère de l'Environnement face aux interventions du Médiateur se vérifie également dans les relations qu'a le Ministère de l'Environnement avec les citoyens. Pour des raisons inhérentes à sa crédibilité et à la confiance du citoyen dans la fonction de Médiateur, le Médiateur n'hésitera pas, si la collaboration ne s'améliore pas, à recourir aux moyens qui lui sont réservés par la loi dès lors que, nonobstant d'itératifs rappels, ses interventions restent sans réponse.

Les réclamations dont eut à connaître le Médiateur peuvent être réparties en trois grandes catégories, à savoir: les réclamations relatives aux demandes en obtention d'aides financières pour la réalisation de projets d'investissement qui ont pour but l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables, les réclamations relatives au refus ou à la lenteur du Ministre de l'Environnement en matière d'approbation de projet d'aménagement général ou particulier ainsi que les réclamations relatives au refus de délivrer des autorisations de construire en zone verte.

### Aides financières

L'examen des réclamations relatives aux demandes en obtention d'aides financières pour la réalisation de projets d'investissement qui ont pour but l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables (installations photovoltaïques, chaudières à condensation, ...) a mis en exergue un traitement peu adéquat de ces dossiers. Ainsi, la perte des documents envoyés au Ministère de l'Environnement et la nécessité subséquente de réintroduire les documents, un accueil téléphonique peu courtois et un contact difficile à établir ainsi qu'une information incomplète tant sur les conditions à remplir que sur l'indication des délais de paiement des primes sont autant de sujets de réclamations.

En ce qui concerne plus particulièrement les réclamations relatives aux installations photovoltaïques privées individuelles d'une puissance inférieure ou égale à 4kWp, elles n'ont pas présenté de difficultés majeures et ont, généralement, pu être clôturées favorablement moyennant de nombreux rappels du Médiateur.

En ce qui concerne les installations collectives privées d'une puissance totale supérieure à 4kWp, mais inférieure ou égale à

50kWp, qui sont financées et exploitées par aux moins deux personnes physiques, pour que les demandes d'aides soient recevables, la puissance maximale éligible par requérant est de 4kWp.

En outre, les requérants ne peuvent bénéficier qu'une seule fois de l'aide financière et ne peuvent donc pas recueillir l'aide au nom et pour le compte d'autres personnes. En vue de l'obtention de la preuve de l'apport réel par personne dans les limites précitées de 4kWp, l'Administration de l'Environnement avait demandé aux requérants la preuve du paiement réel de leur part dans l'installation.

Dans quelques dossiers présentés au Médiateur, les requérants ont pu satisfaire à cette condition ce qui a permis de clôturer favorablement leur dossier.

Néanmoins, dans la grande majorité des dossiers, les pièces prouvant le versement réel et individuel de l'apport limité à 4kWp par personne n'ont pu être produites pour diverses raisons. Le cas de figure le plus répandu était celui du financement complet par emprunt du projet global, c'est-à-dire d'un emprunt contracté par une seule personne, où la preuve de l'apport réel individuel dans les limites des 4kWp faisait défaut.

Toujours pour ce qui est des installations photovoltaïques collectives, les réclamants soutiennent qu'en raison des difficultés d'obtenir des informations précises en amont du lancement du projet, la présentation d'un dossier dans les formes exigées par l'Administration de l'Environnement s'avère difficile et nécessiterait des entretiens individuels avec les responsables de l'approbation des dossiers de l'Administration de l'Environnement afin de trouver une solution au financement du projet.

Dans cette logique, l'Administration de l'Environnement a seulement versé la partie des aides répondant aux conditions de puissance maximales et de financement précitées, de sorte que bon nombre d'installations collectives en copropriété ne sont couvertes que par une petite fraction des aides potentiellement prévues, dans l'attente de la mise en conformité des obligations ci-dessus requises par l'Administration de l'Environnement.

### Approbation de plans d'aménagement particulier et général

À travers plusieurs réclamations a été mise au jour une lenteur inexplicable au niveau du Ministère de l'Environnement en matière d'approbation de plans d'aménagement particulier ou général.

L'approbation tutélaire du Ministre de l'Environnement est prévue par l'article 5 (4) de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Cet article dispose que «le Ministre statue sur le vote provisoire du conseil communal relatif à la zone verte dans le mois suivant la réception de la décision du Ministre de l'Intérieur. Il en est de même du vote définitif du conseil communal. Toutefois, s'il y a eu des réclamations à l'encontre du projet d'aménagement, les avis du conseil communal et de la commission d'aménagement sont joints à la décision du Ministre de l'Intérieur.»

À l'occasion du traitement de quelques réclamations, le Médiateur a pu se rendre compte de la lenteur caractérisée avec laquelle le Ministre de l'Environnement exerce son autorité tutélaire sur les projets d'aménagement visant la zone verte.

Un exemple illustre les problèmes engendrés par cette lenteur. Dans le cadre du changement d'un PAG, une commune vota provisoirement un projet d'aménagement général d'après lequel le terrain d'une personne a été classé en zone verte. Suite à l'approbation provisoire de ce projet en 2002, la personne introduisit régulièrement sa réclamation écrite auprès du collège échevinal conformément à la procédure déterminée par la loi du 12 juin 1937. Le conseil communal fit alors partiellement droit à la demande du réclamant en reclassant le terrain en zone constructible. Cette approbation définitive intervenue en janvier 2003 fut approuvée en juillet 2004 par le Ministre de l'Intérieur. Saisie d'une demande de construire, la commune accorda en

# Extraits du rapport du Médiateur

juillet 2005, une autorisation de construire. Ce n'est qu'à la mi-décembre 2005 que le Ministre de l'Environnement approuva le plan d'aménagement général sous réserve toutefois que le terrain du réclamant reste classé en zone verte. Or, à ce moment, le chantier du réclamant était déjà bien entamé et par décision ministérielle de février 2006, le Ministre de l'Environnement ordonna la fermeture du chantier au motif que toute modification, tout agrandissement ou toute reconstruction de constructions existantes en zone verte sont soumis à l'autorisation du Ministre de l'Environnement. Cet exemple illustre qu'entre l'approbation du Ministre de l'Intérieur et celle du Ministre de l'Environnement, un an et demi s'était écoulé. Suite à l'intervention du Médiateur, le Ministre de l'Environnement a rapporté l'arrêté de fermeture de chantier.

Un autre exemple a révélé des incongruités engendrées par la réaction lente du Ministre de l'Environnement. Une commune vota en décembre 2003 provisoirement une extension du périmètre d'agglomération pour y inclure les terrains des époux X jusque-là classés en zone verte et approuva définitivement le projet en septembre 2004. L'approbation du Ministre de l'Intérieur intervint en septembre 2005 et ce n'est qu'en novembre 2005, où le Ministre de l'Environnement approuva partiellement le projet d'aménagement général tel qu'adopté provisoirement par le conseil communal sous réserve que les terrains des époux X restent classés en zone verte.

Ces deux exemples montrent que les deux autorités de tutelle que sont le Ministre de l'Environnement et le Ministre de l'Intérieur devraient adopter une démarche convergente, même si chaque autorité tire son pouvoir de tutelle de législations différentes, l'une de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autre de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Le Médiateur a pu, à plusieurs reprises, constater que le Ministre de l'Environnement, en violation du principe constitutionnel de l'autonomie communale, a tendance à approuver conditionnellement les projets d'aménagement au lieu de se prononcer, soit par une approbation pure et simple, soit par un refus pur et simple d'approbation.

## Autorisations de construire en zone verte

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations relatives à des lenteurs ou à des refus du Ministère de l'Environnement de délivrer des autorisations de construire en zone verte.

Lors du traitement de diverses réclamations, le Médiateur a sollicité du Ministre de l'Environnement les critères sur lesquels il se base pour délivrer des autorisations de construire en zone verte. Après maints rappels et avec un retard de cinq mois, le Ministre a fourni les conditions usuelles pour construire en zone verte au Médiateur, qui sont le résultat des expériences et de l'évolution de la pratique administrative depuis l'entrée en vigueur de la première loi concernant la protection de la nature en 1965. À l'analyse des 'critères' donnés, le Médiateur estime que certains critères sont incompréhensibles, voire insuffisamment détaillés, et mériteraient d'être retravaillés. Il relève que la limite entre le pouvoir discrétionnaire et le pouvoir arbitraire du Ministre de l'Environnement paraît être floue dans la mesure où des critères suffisamment précis pour prendre une décision en toute objectivité et dans le respect de l'égalité de traitement font défaut.

À cet endroit, il y a également lieu de noter que malgré plusieurs demandes écrites du Médiateur, le Ministre reste en défaut de renseigner le Médiateur si les décisions en matière de construction en zone verte sont prises sur avis d'une seule personne ou de plusieurs personnes, d'indiquer les noms des personnes impliquées dans la prise de décision et leur qualification respective ainsi que le mode de prise de décision.

À l'analyse des réclamations dont il a été saisi, le Médiateur a pu constater un manque de transparence dans le traitement des demandes de permis de construire et

ce, tant au niveau des critères pour construire en zone verte, qu'au niveau des personnes intervenant dans la prise de décision.

À l'image des administrations communales qui se sont dotées de plans d'aménagement généraux et de règlements des bâtisses, le Médiateur estime qu'il serait hautement recommandable pour le Ministre de l'Environnement d'élaborer un guide contenant les renseignements essentiels en la matière, tels notamment les critères et le processus décisionnel.

De même, le Médiateur a souhaité avoir une liste avec les coordonnées de(s) architecte(s) conseil(s) du Ministère de l'Environnement. De nouveau, ce n'est qu'après d'innombrables rappels que le Ministre de l'Environnement a indiqué que son ministère ne disposait que d'un seul architecte-conseil en raison des crédits limités du Fonds pour la protection de l'environnement qui ne permettraient pas l'engagement d'architectes-conseils supplémentaires.

Plusieurs réclamations ont permis de relever qu'en matière de construction en zone verte, il arrive que le Ministre de l'Environnement invite les personnes désireuses de construire à soumettre des plans retravaillés en concertation étroite avec l'architecte-conseil du Ministère de l'Environnement. En pratique, il est arrivé que suite à une réunion entre les parties intéressées, un fonctionnaire de l'Administration des Eaux et Forêts et l'architecte-conseil du Ministère de l'Environnement pour «retravailler» les plans, l'architecte-conseil soumet les plans retravaillés par ses soins au Ministre de l'Environnement. Par après, les plans confectionnés par l'architecte-conseil du Ministère de l'Environnement n'ont néanmoins pas été acceptés. Le Médiateur s'interroge sur la mission exacte de l'architecte-conseil, qui oeuvre, d'un côté, comme architecte des personnes désireuses de construire et, de l'autre côté, comme architecte-conseil de l'administration et estime qu'il s'agit là d'une collision d'intérêts intolérable.

## Fonction publique et Réforme administrative

Le nombre de réclamations soumises au Médiateur est insignifiant du fait que la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur exclut de son champ de compétence les différends ayant trait aux rapports de travail entre les administrations et leurs agents.

Cette exclusion vise à prévenir toute immixtion du Médiateur dans l'exercice des pouvoirs hiérarchique et disciplinaire de l'administration alors que les procédures existantes offrent les garanties nécessaires aux plaignants.

Ainsi, le Médiateur ne peut pas connaître des réclamations relatives au statut, à la rémunération ou à l'évolution de la carrière des agents.

En revanche et même si cela n'est pas expressément prévu par la loi, le Médiateur peut agir en faveur de personnes qui ne sont pas encore ou ne sont plus en fonction. Le Médiateur peut agir en amont et en aval des rapports de travail entre l'administration et ses agents. Ainsi, il eut à connaître de réclamations relatives à la fixation des pensions de vieillesse et de dysfonctionnements dans les procédures d'accès à la fonction publique.

En l'espèce, le Médiateur a été saisi d'une réclamation relative au refus d'admettre un candidat au stage dans la carrière de l'expéditionnaire administratif auprès de l'État au motif que l'examen médical requis pour accéder à la fonction publique l'avait déclaré inapte. Suite à l'intervention du Médiateur, le réclamant a été soumis à un nouvel examen médical de la part du médecin de contrôle de la fonction publique qui l'a déclaré apte à intégrer l'Administration publique.

Il y a lieu de souligner que les dossiers transmis par le Médiateur ont été traités avec la célérité requise.

## Tavaux publics

Le Médiateur a été saisi de 7 réclamations dirigées à l'encontre du Ministère des Travaux publics.

Les réclamations avaient notamment trait à des demandes en réparation à l'encontre de l'Administration des Ponts et Chaussées et à des lenteurs en matière de permission de voirie.

Plusieurs réclamations visaient l'Administration des Bâtiments publics pour avoir écarté, dans le cadre de marchés publics, les offres de soumissionnaires ne répondant pas aux conditions posées par les cahiers des charges.

## Transports

Le Médiateur a été saisi d'une vingtaine de réclamations. Celles-ci avaient trait à la transcription, l'échange ou l'enregistrement d'un permis de conduire étranger et à des refus d'immatriculation de certains véhicules.

En général, la collaboration avec le Ministre des Transports est satisfaisante et les délais de réponse raisonnables.

## Agriculture, Viticulture et Développement rural

Le Médiateur a été saisi de 7 réclamations à l'égard du Ministère de l'Agriculture de la Viticulture et du Développement rural notamment en ce qui concerne l'attribution de certaines aides agricoles.

La collaboration avec le prédit ministère est satisfaisante.

## Inspection du Travail et des Mines

Tout comme l'année dernière, toutes les réclamations dirigées contre l'Inspection du Travail et des Mines ont trait à la lenteur respectivement au silence de cette Administration pendant plusieurs mois suite à des requêtes de la part des citoyens.

Les délais de réponse aux courriers du Médiateur sont inacceptables. Il y a lieu de souligner que dans une affaire, le Médiateur a adressé neuf rappels à l'Inspection du Travail et des Mines. Jusqu'à ce jour et malgré de multiples rappels, le Médiateur n'a pas encore été informé des suites qui ont été réservées aux doléances du réclamant.

## Education nationale, Formation professionnelle et Sports

Le Médiateur a été saisi d'une vingtaine de réclamations dirigées à l'encontre du Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. Le Médiateur se félicite de la bonne collaboration avec ce Ministère. Les réclamations soumises au Médiateur concernaient notamment la reconnaissance de diplômes d'études secondaires étrangers.

Une autre série de réclamations a eu pour objet les décisions prises par la Commission de Recours de l'Enseignement secondaire technique statuant sur l'avis d'orientation à la fin de l'enseignement primaire émis par le conseil d'orientation. Suite à la demande du Médiateur, la Commission a réexaminé les décisions d'orientation prises à l'égard des enfants qui étaient orientés vers une classe modulaire du régime préparatoire. Après avoir demandé la remise des cahiers de classe et examiné en détail les devoirs et tests des enfants dans le but d'apprécier leur niveau réel, la Commission de Recours ne s'est pas vue à même de réformer les décisions prises.

À la fin des vacances scolaires d'été, des réclamations sont régulièrement introduites ayant pour objet le refus de demandes de transfert d'élèves vers un autre lycée. Les réclamants peuvent obtenir satisfaction au cas où les demandes sont valablement justifiées.

## Culture, Enseignement supérieur et Recherche

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations contre le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. La collaboration entre le Médiateur et le Ministère est satisfaisante.

Les réclamations ont notamment trait aux demandes d'homologation de diplômes et de grades ainsi qu'aux demandes en obtention d'une prime d'encouragement.

## Affaires relevant des Communes

Les relations entre le Médiateur et les administrations communales se caractérisent par une collaboration somme toute assez bonne, même s'ils existent des administrations qui se montrent extrêmement récalcitrantes à répondre aux interventions du Médiateur.

Le Médiateur a été saisi d'un nombre considérable de réclamations dirigées à l'encontre d'administrations communales, réclamations qui peuvent être classées en trois catégories: celles relatives aux permis de construire, celles d'ordre urbanistique ainsi que les affaires générales communales.

## Urbanisme

### A. Autorisation de bâtir

Les réclamations relatives aux autorisations de bâtir se déclinent sous différents aspects.

Tantôt il s'agit de réclamations ayant trait au refus des communes de délivrer des autorisations de construire ou aux lenteurs dans le traitement des demandes de permis de construire, tantôt il s'agit de réclamations par lesquelles les personnes lésées saisissent le Médiateur en vue de trouver un arrangement dans les cas où elles ne se sont pas conformées aux permis de construire et où elles se trouvent confrontées à un arrêt de chantier notifié par le bourgmestre.

Une part importante des réclamations constitue de véritables dénonciations d'infractions urbanistiques par lesquelles des citoyens s'insurgent contre la passivité des communes à réagir face à des constructions illicites.

### B. Plan d'Aménagement Particulier (PAP) et Plan d'Aménagement Général (PAG)

Le Médiateur a été saisi de nombreuses demandes d'informations quant à la législation applicable en matière de PAP et de PAG.

Bien que la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes ait été abrogée par la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, laquelle, à son tour, a été modifiée par la loi du 19 juillet 2005, il ne demeure pas toujours aisé d'appliquer la bonne disposition législative et certaines communes semblent ignorer l'existence et/ou mal interpréter le contenu des dispositions transitoires de la loi modifiée du 19 juillet 2004.

L'instruction de ces dossiers a révélé le fait qu'un grand nombre de citoyens méconnaissent bien souvent la signification du principe de mutabilité des plans d'aménagement généraux et sont convaincus qu'ils possèdent un droit acquis au maintien d'une réglementation communale d'urbanisme. En cas de reclassement moins favorable de leur terrain, les citoyens ne comprennent pas qu'ils ne soient pas informés de manière individuelle par les autorités communales de cet état de chose et s'insurgent que, dans l'ignorance du reclassement, ils n'ont pas été en mesure d'épuiser les voies de recours non contentieuses ouvertes au niveau des différentes étapes de la procédure d'élaboration d'un plan d'aménagement. Dans ce cadre, le rôle du Médiateur est bien souvent de conseiller et d'informer les citoyens sur la procédure, certes assez complexe, d'élaboration du plan d'aménagement général ou particulier et d'éviter ainsi une réclamation «formelle» à l'encontre des communes.

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations où les intéressés contestaient un reclassement de leur terrain dans le cadre d'une modification du plan d'aménagement général, s'opposaient à l'adoption définitive d'un projet d'aménagement général ou particulier, souhaitaient un dédommagement suite à une exclusion (ou un reclassement moins favorable) d'un terrain du périmètre d'agglomération.

Dans ce type de dossiers, les possibilités d'action du Médiateur sont limitées non seulement par le système de réclamation spécifique prévu par la loi modifiée du 19 juillet 2004 (système de réclamation à deux échelons), mais encore, quant au fond, alors qu'il s'avère difficile pour le Médiateur d'apprécier si notamment les changements des plans d'aménagement généraux sont fondés sur des considérations d'ordre urbanistique et/ou sur une politique d'intérêt général.

L'intervention du Médiateur s'intègre difficilement dans les deux procédures de réclamation prévues aux articles 13, 16 et 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 (réclamation contre l'approbation provisoire au collège échevinal et réclamation contre l'approbation définitive devant le Ministre de l'Intérieur) qui sont obligatoires dans la mesure où il est précisé qu'elles sont prévues sous peine de forclusion, de sorte à exclure une réclamation présentée tardivement et à déclarer irrecevable *omisso medio* une réclamation présentée au Ministre de l'Intérieur sans avoir été précédée d'une réclamation au collège échevinal.

Il est intéressant de noter que certaines administrations communales ont eu recours aux services du Médiateur pour être renseignées si dans un cas de figure précis, elles doivent imposer le recours à l'élaboration d'un projet d'aménagement particulier. De leur côté, les citoyens s'étaient adressés au Médiateur pour savoir si dans une hypothèse donnée, le recours à un projet d'aménagement particulier était obligatoire.

Dans les cas où le recours à un projet d'aménagement particulier s'avérait nécessaire, le Médiateur eut, à plusieurs reprises, à examiner le caractère obligatoire ou facultatif

tatif de la cession des fonds réservés à des aménagements publics d'une part, et du paiement d'une indemnité compensatoire, d'autre part.

À l'occasion des réclamations dont il a été saisi, le Médiateur a pu faire l'expérience que les communes avaient tendance à imposer dans certaines hypothèses le recours à un PAP, là où une simple autorisation de construire ou une autorisation de morcellement était suffisante, afin de réclamer soit la cession gratuite de fonds, soit le paiement d'une indemnité compensatoire. Comme le caractère obligatoire ou non de l'indemnité compensatoire prévue par l'article 34 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain pose de sérieux problèmes d'application, le Médiateur est intervenu auprès des administrations communales concernées pour notamment « plaider », en l'absence de jurisprudence administrative sur ce point, le caractère facultatif du paiement de l'indemnité compensatoire et de la cession de terrain.

## Affaires Communales générales

À côté des réclamations d'ordre urbanistique, le Médiateur eut à connaître de réclamations les plus diverses.

Il s'agit notamment de réclamations relatives aux logements sociaux, au parking résidentiel, à l'exigibilité de taxes communales, aux registres de la population tenus par les communes (refus d'inscription au registre de la population, radiation d'office, ...), aux refus de célébrer des mariages, aux autorisations de nuit blanche, aux décisions en matière d'organisation scolaire (changements d'établissement scolaire suite à un déménagement en cours d'année scolaire, ...), à des travaux mettant en cause la responsabilité communale, à des primes communales de construction, à des concessions funéraires, à des lenteurs dans le cadre d'une procédure de naturalisation.

## Affaires concernant des Établissements publics relevant de l'État et des Communes (y compris l'ADEM, la CNPF et le FNS)

### Affaires de Sécurité sociale, y compris affaires relevant de la compétence de l'ADEM

#### A. Sécurité sociale

La collaboration entre le Secrétariat du Médiateur et les organismes de Sécurité sociale est satisfaisante. Les organismes de Sécurité sociale transmettent généralement leurs prises de position au Médiateur dans un délai raisonnable.

Le comportement et l'accueil des agents des services visés n'ont pas été critiqués par les réclamants.

Certaines réclamations ont fait apparaître un manque de compréhension des assurés suite à une autorisation accordée sur le fondement d'un formulaire E112 de suivre un traitement médical à l'étranger.

Selon la compréhension de nombreux réclamants, l'autorisation accordée de suivre un traitement médical à l'étranger est souvent synonyme de prise en charge intégrale de leurs frais médicaux.

Il est indispensable que l'information de l'assuré social concernant les modalités de remboursement et de prise en charge de frais médicaux soit améliorée dès qu'il y a un traitement ou une consultation médicale autorisée ou non (p.ex. en cas d'urgence) à l'étranger. Une brochure d'informations en version imprimée et électronique reprenant toutes les hypothèses de traitement à l'étranger, les principes et les modalités de prise en charge des frais médicaux devrait être élaborée par les organismes de sécurité sociale compétents afin d'éclairer les assurés sociaux sur leurs droits et obligations.

Par ailleurs, le Médiateur s'interroge sur les suites qui ont été réservées à la jurisprudence « Zigrand » du 17 juillet 2006 du Conseil supérieur des Assurances sociales dans la pratique administrative du remboursement des traitements médicaux autorisés à l'étranger.

Le Médiateur avait demandé dans sa recommandation N°13-2005 au Ministre de la Sécurité sociale de prendre les dispositions requises afin que les administrés soient dûment informés par une décision susceptible de recours en cas de suspension par les

caisses de maladie compétentes de l'indemnité pécuniaire de maladie ou, pour le moins, qu'ils soient avertis en due forme de la possibilité de solliciter une décision conjointe du président et du vice-président du comité-directeur susceptible d'un recours auprès des juridictions sociales.

En pratique et nonobstant les instructions données par le Directeur de l'Inspection générale de la Sécurité sociale, cette recommandation ne semble toujours pas être systématiquement appliquée par les caisses de maladie. Par ailleurs, le Médiateur se doit d'insister qu'une décision susceptible de recours ou, pour le moins, une information concernant la possibilité de solliciter une telle décision soit transmise aux assurés sociaux par tous les organismes de sécurité sociale à chaque fois qu'il n'est pas donné droit à leur demande.

Le Médiateur reste toujours saisi d'un grand nombre de réclamations mettant en cause les avis de l'Administration du Contrôle médical de la Sécurité sociale (p.ex. refus de pension d'invalidité etc.).

Le Médiateur renvoie à sa recommandation n°17-2005 relative à la motivation des décisions prises sur avis du Contrôle médical de la Sécurité sociale et à la communication des dossiers en matière de sécurité sociale.

Lors de l'instruction de certaines réclamations, le Médiateur a constaté que des assurés sociaux avaient été insuffisamment informés sur le déroulement de la nouvelle procédure de reclassement telle que prévue par les articles L. 551-1. à L. 552-3 du Code du Travail.

Le médecin-conseil qui estime que la personne concernée est susceptible de présenter une incapacité pour exercer son dernier poste de travail, saisit la Commission mixte, en accord avec l'intéressé.

Il est indispensable que l'assuré social soit clairement informé par le médecin-conseil de la continuation de la procédure de reclassement afin qu'il puisse donner son consentement éclairé à la saisine de la Commission mixte de Reclassement.

Par ailleurs le médecin-conseil doit rendre attentif l'assuré que la Commission mixte de Reclassement vérifiera les conditions de recevabilité prévues pour un reclassement interne ou externe.

Il est évident que si ces informations ne sont pas transmises à l'assuré, celui-ci aura des difficultés à accepter une décision d'irrecevabilité de la Commission mixte de Reclassement alors que le médecin-conseil l'a déclaré inapte pour son dernier poste de travail et qu'il a saisi la Commission mixte en vue d'un reclassement.

Le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a aussi informé le Médiateur qu'il entendait donner suite à sa recommandation n°17-2005 relative à la motivation des décisions prises sur avis du Contrôle médical de la Sécurité sociale et à la communication des dossiers en matière de sécurité sociale et que ses services étaient en train « de finaliser une convention cadre sur la modélisation des procédures administratives devant permettre aux différents organismes de sécurité sociale de structurer de manière uniforme leurs procédures, de sorte qu'à terme les assurés puissent s'adresser à un guichet unique en matière de sécurité sociale ».

#### B. Administration de l'Emploi (ADEM)

La collaboration entre l'ADEM et le Médiateur est satisfaisante. L'instruction des dossiers soumis par le Médiateur à l'ADEM est généralement clôturée dans un délai raisonnable.

En ce qui concerne les problématiques constatées lors de l'instruction des différentes réclamations à l'encontre de l'ADEM, le Médiateur renvoie à sa recommandation N°22-2006 relative au fonctionnement de l'Administration de l'Emploi.

Le Médiateur a encore été saisi d'un certain nombre de réclamations qui relèvent aussi bien de l'ADEM que du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration.

Certains réclamants originaires de pays tiers avaient travaillé pendant une durée supérieure à 26 semaines auprès d'un employeur et avaient cotisé, à titre obligatoire, auprès des caisses de maladie et caisses de pension compétentes. Ces personnes disposaient par ailleurs d'un titre de séjour.

Suite à un licenciement ou à l'échéance d'un contrat à durée déterminée, ils se sont inscrits à l'ADEM et y ont déposé leur dossier afin d'obtenir des indemnités de chômage.

Les indemnités de chômage leur ont été refusées alors qu'au moment où ils se sont inscrits à l'ADEM, ils n'étaient plus en possession d'un permis de travail valable et qu'ils n'étaient dès lors pas à considérer

comme étant disponibles pour le marché du travail.

La Cour de Cassation a en effet décidé, dans un arrêt du 16 novembre 2000, que l'octroi d'indemnités de chômage pour un ressortissant d'un État tiers est soumis à la possession d'un permis de travail. En effet, l'article 13 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, exige que pour obtenir lesdites indemnités le demandeur d'emploi doit être disponible pour le marché du travail et dès lors être détenteur d'un permis de travail.

Les décisions de refus de l'ADEM étaient dès lors légalement justifiées mais elles étaient souvent difficiles à accepter pour ces personnes qui avaient travaillé pendant plusieurs années et qui avaient toujours cotisé à la sécurité sociale et payé leurs impôts.

Certaines de ces personnes avaient disposé d'un permis de travail A, qui venait à échéance dès que le contrat de travail était rompu, d'autres étaient victimes de la négligence de leur employeur qui n'avait pas demandé le renouvellement de leur permis de travail.

Interpellé par ces réclamations, le Médiateur a demandé au Ministre ayant le Travail dans ses attributions ainsi qu'au Ministre ayant l'Immigration dans ses attributions de réfléchir à une modification du cadre législatif et réglementaire en la matière afin d'éviter de sanctionner injustement des personnes de bonne foi qui ont par ailleurs respecté toutes leurs obligations fiscales et sociales.

Le Médiateur a encore été saisi de plusieurs réclamations qui soulevaient la question de principe de savoir qui devait prendre en charge le paiement des journées d'incapacité de travail lorsqu'un accident de travail se produisait pendant un stage de réinsertion. Il n'était pas clair si le paiement de ces journées d'incapacité de travail relevait de l'Association d'Assurance contre les Accidents (AAA) ou de l'ADEM. Suite à l'intervention du Médiateur, une réunion entre les responsables de l'ADEM et l'AAA a eu lieu et il a été convenu qu'en pareille hypothèse, l'ADEM prendrait en charge ces journées d'incapacité de travail.

#### C. Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF)

Tout comme les années précédentes, le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations à l'encontre de la Caisse nationale des Prestations familiales.

La collaboration entre la Caisse et le service du Médiateur est bonne. En général, le Président de la Caisse transmet sa prise de position dans les délais impartis.

Bon nombre de réclamants se sont plaints de ce que cette administration n'est pas accessible par téléphone de sorte qu'ils sont obligés de s'adresser par écrit à la Caisse nationale des Prestations familiales ou bien de passer directement aux guichets pour avoir des renseignements relatifs à l'état de leur dossier, respectivement pour obtenir des informations d'ordre général.

Le Médiateur estime qu'il importe de remédier d'urgence à cette situation que les administrés considèrent, à juste titre, comme une situation inacceptable.

Les réclamations concernent avant tout des lenteurs dans le paiement des prestations familiales, notamment dans le paiement des allocations différentielles.

Dans quelques affaires, il s'avérait que les lenteurs étaient dues au fait que les dossiers des réclamants n'étaient pas complets de sorte que la Caisse n'a pas pu instruire valablement ces dossiers. Après transmission des documents exigés à la Caisse, le paiement a pu être effectué.

Dans d'autres dossiers, les lenteurs dans le paiement des allocations différentielles étaient dues au fait que les caisses familiales étrangères n'avaient pas transmis à la caisse luxembourgeoise le décompte des prestations versées par leur organisme, document qui est nécessaire pour pouvoir calculer le montant différentiel.

Quant au fond, les réclamations touchent à l'arrêt ou à la suspension du paiement des allocations familiales ainsi qu'au rejet de demandes d'obtention des allocations familiales ou différentielles.

Après avoir examiné les réclamations ou bien après avoir eu des renseignements supplémentaires de la Caisse, le Médiateur a dû rejeter un certain nombre de réclamations comme non fondées alors que la Caisse a fait une correcte application des lois et règlements en vigueur.

Le Médiateur a été saisi par un père qui contestait une décision de la Caisse nationale des Prestations familiales selon laquelle son fils n'aurait plus droit au paiement des allocations familiales alors que ses études ne seraient pas clôturées par un diplôme reconnu par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. En effet, conformément à la législation nationale en la matière, les allocations familiales sont payées jusqu'à l'âge de vingt-sept ans accomplis au plus, si le bénéficiaire s'adonne à titre principal à des études, à condition que ces études conduisent à une qualification officiellement reconnue par les autorités luxembourgeoises, sinon par celles de l'État sur le territoire duquel les études ou la formation professionnelle sont effectuées. Après avoir obtenu une attestation du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche certifiant que le diplôme délivré par l'école en question est un diplôme reconnu, la Caisse a repris le paiement des allocations familiales.

Tout comme l'année précédente, le Médiateur a encore été saisi par des personnes qui se sont plaintes du fait que la Caisse nationale des Prestations familiales a demandé la restitution d'une certaine somme correspondant à des allocations familiales indûment touchées.

Il y a lieu de rappeler encore une fois que tout changement de la situation familiale et professionnelle qui peut avoir une influence sur le droit ou sur le montant des prestations touchées, doit être signalé à la Caisse dans le délai maximum d'un mois afin d'éviter un tel remboursement.

#### D. Fonds national de Solidarité (FNS)

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations à l'encontre du Fonds national de Solidarité. Ces affaires concernent avant tout le forfait d'éducation et le revenu minimum garanti.

La collaboration du Médiateur avec le Fonds national de Solidarité est excellente. Le Président du Fonds national de Solidarité répond toujours dans les délais aux lettres du Médiateur.

Tout comme l'année dernière, le fonctionnement de cette administration n'a pas été mis en cause par les réclamants. Les administrés peuvent facilement joindre par téléphone la personne en charge de leur dossier pour avoir des renseignements quant à l'évolution de leur dossier. Par ailleurs, il est possible de contacter le Fonds national de Solidarité pour avoir des informations d'ordre général.

La majorité des réclamations ayant trait au forfait d'éducation émanait de personnes qui se sont vu refuser le forfait d'éducation alors que leur enfant était né à l'étranger.

Ce n'est que dans des situations strictement délimitées que le Ministre ayant dans ses attributions la Famille peut dispenser de la condition de résidence effective au Grand-Duché de Luxembourg si, au moment de la naissance de l'enfant, le parent était éloigné du territoire national pour des raisons de force majeure.

En effet, il découle des documents parlementaires qu'il était essentiel de maintenir la condition du domicile et de la résidence effective. Toutefois, il s'est avéré que dans certaines situations, le parent était éloigné contre son gré du territoire national (p.ex. déportation, évacuation). C'est la raison pour laquelle la volonté du législateur était de ménager une ouverture pour des situations strictement délimitées.

Dans la plupart des dossiers, les raisons du séjour à l'étranger au moment de la naissance n'étaient pas à considérer comme des raisons de force majeure de sorte que les réclamations ont dû être déclarées non fondées.

À titre d'exemple, on peut citer un cas où la dispense de la condition de résidence effective au Grand-Duché de Luxembourg au moment de la naissance de l'enfant a été accordée. Il s'agit d'une mère qui s'est vu refuser le forfait d'éducation alors que sa fille était née en France. Lors de la naissance de leur enfant, les parents habitaient à Paris alors que le mari poursuivait des études universitaires en médecine à l'Université de Paris. Ce n'est que quelques

# Extraits du rapport du Médiateur

mois après la naissance de leur premier enfant qu'ils se sont installés définitivement au Luxembourg où est né leur deuxième enfant.

D'autres réclamations à l'encontre du Fonds national de Solidarité concernent le revenu minimum garanti.

Des administrés se sont adressés au Médiateur alors qu'ils se sont vu refuser le revenu minimum garanti ou bien que le paiement de l'allocation complémentaire ou du revenu minimum garanti a été arrêté.

Dans ces affaires, les conditions en vue de bénéficier de l'allocation en question n'étaient pas remplies, respectivement n'étaient plus remplies, de sorte que les décisions de l'administration n'ont pas pu être mises en cause.

Le Médiateur a également été saisi de personnes qui se sont plaintes du fait qu'elles devaient restituer les prestations touchées. En effet, si le bénéficiaire d'une allocation complémentaire revient à meilleure fortune dans une mesure lui permettant de restituer tout ou partie des arrérages touchés, il est tenu de le faire.

## Des recommandations du Médiateur et des suites y réservées par les autorités compétentes

Le pouvoir de formuler des recommandations et de procéder à leur publication est un moyen d'action utile et valorisant dans l'exercice de la magistrature d'influence du Médiateur.

Au-delà de multiples recommandations ayant pour objet le réexamen de décisions administratives individuelles, le Médiateur a, jusqu'à ce jour, formulé 22 recommandations relatives au bon fonctionnement de l'administration et/ou comportant des propositions de modifications législatives ou réglementaires.

Parmi les 21 recommandations qui ont trouvé une réponse de la part des autorités compétentes, 9 ont jusqu'à présent été suivies et transposées intégralement ou en partie, soit dans la pratique administrative, soit dans le droit interne.

Parmi les autres recommandations non encore transposées, le Gouvernement, voire les Ministres compétents, ont pris l'engagement ferme d'en suivre 9 et de les mettre en œuvre dans les meilleurs délais.

### A. Recommandations visant à améliorer le fonctionnement des administrations concernées

#### Recommandation N°3 relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des réclamations au sens du paragraphe 228 de la loi générale des impôts portées devant le Directeur des Contributions

Le Médiateur a été saisi par un nombre important de réclamations de la part de personnes ayant introduit auprès du Directeur des Contributions une réclamation au sens du paragraphe 228 de la loi générale des impôts à l'encontre d'un bulletin d'imposition et qui se plaignent des longs délais d'attente avant que ces réclamations ne soient vidées.

Un nombre très élevé de dossiers de réclamations sont en souffrance. Il s'agit d'une situation existant depuis de longues années et qui relève de problèmes d'ordre structurel existant au sein de la Direction des Contributions Directes.

Il est incontestable que les contribuables sont en droit de voir leurs réclamations vidées dans un délai raisonnable cela d'autant plus que des remboursements d'impôts éventuellement dus leur sont effectués tardivement et sans qu'ils aient droit à des intérêts de retard.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de prendre les mesures appropriées d'ordre structurel de nature à accélérer le traitement des réclamations au sens de l'ar-

ticle 228 de la loi générale des impôts portées devant le Directeur de l'Administration des Contributions Directes.

#### Réponse:

Le Médiateur constate que cette recommandation n'a guère été suivie d'effet alors qu'il a fallu attendre plus de 11 mois avant de voir le Directeur des Contributions directes se décider à renforcer le service du contentieux de la direction par un fonctionnaire de la carrière supérieure à formation juridique.

Le Médiateur estime qu'une telle mesure est largement insuffisante pour résorber les retards considérables qui, depuis de nombreuses années, se sont accumulés dans le traitement des réclamations introduites auprès du Directeur des Contributions sur le fondement de l'article 228 de la loi générale des impôts.

Estimant qu'une telle mesure est largement insuffisante, le Médiateur a, par courrier du 1<sup>er</sup> août 2006, adressé tant au Ministre des Finances qu'au Directeur des Contributions directes, insisté sur un renforcement autrement plus substantiel du service du contentieux de la direction.

Dans sa réponse datée du 29 septembre 2006, le Directeur a informé le Médiateur qu'il a d'ores et déjà décidé de mettre en place un certain nombre de mesures structurelles.

Dans ce contexte, le Directeur a annoncé la nomination à brève échéance d'un chef de la division contentieux, fonction inoccupée depuis l'existence de cette division, le renforcement substantiel de la division contentieux par du personnel affecté actuellement à d'autres services, le traitement prioritaire des réclamations nouvelles sans négliger les affaires plus anciennes, l'examen des anciennes réclamations devenues sans objet, le regroupement systématique des affaires contestant des décisions similaires des bureaux d'imposition et, enfin, l'élimination de certaines règles procédurales ou de pure forme sans nuire par ailleurs aux droits existants du contribuable.

Les mesures décrites ci-dessus devraient permettre de rendre la division contentieux plus efficace et, de ce fait, aider à évacuer les réclamations pendantes dans un délai raisonnable.

Le Médiateur estime que la réponse du Directeur des Contributions directes répond parfaitement à l'objet de sa recommandation.

#### Recommandation N°6 relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des demandes de remboursement de TVA Logement

Le Médiateur a été saisi d'un nombre important de réclamations introduites en matière de remboursement de TVA Logement qui critiquent le délai de traitement des demandes de remboursement, lequel s'étendrait sur au moins 18 mois, est effectivement trop long eu égard au principe du délai raisonnable.

Le Médiateur recommande à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de poursuivre énergiquement leurs efforts entrepris dans le but de réduire sensiblement le délai de traitement des demandes de remboursement TVA et il recommande au Ministre des Finances de soutenir l'administration dans ses efforts.

#### Réponse:

Dans sa prise de position du 20 septembre 2005, le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines a informé le Médiateur que, dans le cadre du numerus clausus 2005, 3 employés de la carrière C ont été affectés à des fonctions où ils pourront au mieux aider à réduire les retards en matière de remboursement de la TVA Logement.

Le Directeur a exprimé sa confiance quant au rattrapage rapide des retards au fil des années alors que le renforcement du personnel aurait permis d'accélérer considérablement le flux du courrier et la restitution de la TVA aux citoyens.

Aussi, le Médiateur a-t-il été pour le moins surpris de lire dans un récent rapport établi par la Commission du contrôle et de l'exécution budgétaire et des comptes que les délais de remboursement du différentiel de TVA entre le taux normal de 15% et le taux super-réduit de 3% serait toujours de l'ordre de 15 mois.

Après s'être adressé à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pour avoir des explications plus précises, le Directeur a répondu au Médiateur, en date du 3 octobre 2006, que le délai de traitement des demandes de remboursement TVA Logement serait actuellement de 12 mois. Malgré plusieurs changements qui devaient

être apportés au niveau du personnel du bureau compétent, l'Administration estime qu'il est réaliste de parvenir, à court terme, à un délai de 11 mois.

Tout en appréciant les efforts entrepris par l'Administration compétente en vue de réduire sensiblement les délais de remboursement en matière de TVA Logement, le Médiateur encourage la Direction de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de faire tout son possible pour ramener les délais de remboursement à moins de 10 mois.

#### Recommandation N°10 relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des dossiers relatifs à l'entrée et au séjour des étrangers et à l'emploi de la main-d'œuvre

Attendu que le Médiateur a été saisi de multiples réclamations concernant des retards encourus par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration dans le traitement de dossiers relatifs à des demandes d'autorisation de séjour et de permis de travail;

- que de nombreuses réclamations ont tiré l'attention du Médiateur sur des retards dans l'instruction de ces affaires et sur les longs délais d'attente qu'ils font subir aux administrés;

- que l'examen de treize réclamations introduites auprès du Médiateur et actuellement pendantes fait ressortir que les administrés concernés sont toujours en attente d'une réponse du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration;

- que le délai moyen de ces retards s'élève à près de six mois;

- que le Médiateur a dû constater que les services compétents tardent même à répondre à ses propres lettres et que les délais de réponse que le Médiateur est en droit de fixer sur le fondement de l'article 4 de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur ne sont jamais respectés;

- qu'il est inacceptable que les lettres du Médiateur adressées au Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration restent sans réponse durant plusieurs mois;

- que le Médiateur lui-même doit ainsi subir des délais d'attente allant, malgré d'itératifs rappels, jusqu'à cinq mois;

- que toute administration est tenue de respecter un délai raisonnable dans le traitement de ses dossiers;

- que ces retards dénotent de la façon la plus évidente que les services chargés des dossiers relatifs à l'entrée et au séjour des étrangers et à l'octroi de permis de travail ne fonctionnent pas conformément aux principes d'une bonne administration;

- que la mission légale confiée au Médiateur oblige celui-ci à porter à la connaissance des Ministres concernés les problèmes récurrents de fonctionnement de leur Ministère;

- que ceux-ci peuvent être d'ordre structurel ou relever de l'organisation interne;

- qu'il est urgent que des solutions soient trouvées améliorant le fonctionnement des services concernés.

#### Réponse:

Dans sa prise de position en date du 15 novembre 2005, le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration a informé le Médiateur des problèmes de personnel du service des étrangers eu égard surtout à l'augmentation constante du nombre de dossiers dont il est en charge.

Le Ministre a souligné toutefois qu'en ce qui concerne le service des permis de travail, la durée moyenne de traitement d'une nouvelle demande en obtention d'un permis de travail se situe entre-temps entre deux et cinq semaines au maximum, ce qui ne semble plus constituer un délai de traitement disproportionné.

Afin de remédier au mieux aux lenteurs constatées dans le traitement des dossiers du service des étrangers, il faudrait essayer d'occuper, à brève échéance, les deux postes actuellement vacants au sein de ce service et de charger le nouvel agent de la carrière supérieure plus particulièrement du suivi rigoureux du courrier entrant au service.

Par lettre adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration en date du 14 septembre 2006, le Médiateur a demandé des informations relatives aux mesures prises depuis lors pour remédier aux lenteurs constatées dans le traitement des dossiers du service des étrangers.

Dans sa réponse du 29 septembre 2006, le Ministre compétent a informé le Médiateur qu'en ce qui concerne le traitement des dossiers d'autorisations de séjour pour res-

sortissants communautaires et non communautaires, il y lieu de noter que si le service des étrangers a pu être renforcé au cours de cette année par un agent de la carrière du rédacteur, il dispose toujours d'une vacance de poste dans la carrière de l'attaché de Gouvernement.

Entre-temps il a été décidé de réserver ce poste à un agent de la carrière du rédacteur rattaché actuellement au service des réfugiés.

Pour ce qui est de la durée moyenne de traitement de toute nouvelle demande en obtention d'une autorisation de séjour, le Ministre fournit au Médiateur une réponse différenciée suivant qu'il s'agit de demandes introduites par des ressortissants non communautaires ou de demandes introduites par des ressortissants communautaires et des membres de leur famille.

Au sujet des demandes adressées par des ressortissants de pays tiers soit directement, soit par l'intermédiaire des postes diplomatiques ou consulaires luxembourgeois ou ceux qui représentent les intérêts du Grand-Duché de Luxembourg à l'étranger et, dans l'hypothèse qu'elles soient complètes, il y a lieu de compter entre 1 mois et six semaines pour le traitement du dossier.

En ce qui concerne les dossiers ayant trait au regroupement familial, dossiers s'avérant souvent plus complexes, les délais peuvent aller jusqu'à 6 mois. La raison en est que les services compétents doivent régulièrement avoir recours à d'autres administrations ou services, en faisant procéder, soit à des enquêtes de police, soit à des enquêtes sociales avant que l'autorisation de séjour ne soit octroyée ou refusée.

Le Ministre estime que ces délais ne sont nullement excessifs alors que la directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial prévoit que les États membres disposent d'un maximum de 9 mois à partir de la date de dépôt pour examiner la requête.

Concernant les demandes en obtention d'une carte de séjour déposées auprès des administrations communales par les ressortissants communautaires, ces demandes sont adressées au Ministère après enquête effectuée par la police. Ce ne serait pas le traitement du dossier en lui-même qui prendrait beaucoup de temps mais ce serait le volume des dossiers à traiter qui fait tendre la durée moyenne de traitement vers les trois à quatre mois.

En se félicitant d'une réponse aussi exhaustive de la part du Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration et en constatant que les réclamations pour lenteurs excessives à l'encontre du Ministère concerné ont largement diminué au cours des derniers mois, le Médiateur reconnaît les efforts entrepris par les agents du service des étrangers pour traiter les dossiers leur confiés avec la diligence requise.

#### Recommandation N°18 relative au bon fonctionnement et autres services publics

Le Médiateur,

- considérant qu'à l'examen des réclamations dont il a été saisi jusqu'à ce jour, le Médiateur a pu déceler certaines faiblesses et insuffisances manifestes au niveau du fonctionnement de l'administration publique;

- considérant que ces insuffisances apparaissent aux niveaux tant de la communication et de l'accessibilité du personnel sur place que de la diligence et des soins avec lesquels sont traités les dossiers et de l'attitude témoignée par certains agents à l'égard des citoyens;

- considérant que pour vérifier la pertinence des constats opérés et pour se faire une image plus précise de la qualité des relations entre les citoyens et les administrations, le Médiateur a procédé à une enquête au sein d'une population de plus de 700 personnes l'ayant saisi d'une réclamation;

- considérant le résultat de cette enquête dont il se dégage notamment:

- qu'un nombre élevé de citoyens (40,6% de l'échantillon) se plaint de la qualité de la communication avec les administrations publiques concernant la communication par voie téléphonique et le contact direct dans les administrations;

- que les personnes interrogées, quoique dans une plus faible proportion (35,14%), déplorent le manque de serviabilité et de courtoisie affiché par les agents publics à leur égard;

- que près de la moitié des personnes concernées (49,83%) expriment un sentiment d'insatisfaction quant aux soins apportés à leur affaire et à la diligence avec laquelle celle-ci a été traitée;

- considérant que les insuffisances de communication entre administrations et citoyens et les difficultés d'accessibilité aux gestionnaires de dossiers sont à l'origine de nombreuses réclamations auprès du Secrétariat du Médiateur;

- considérant en effet que bon nombre de réclamants se plaignent d'un manque d'informations quant aux démarches à effectuer afin d'aboutir au résultat voulu et d'une insuffisance manifeste d'explications pour la bonne compréhension des décisions administratives;

- considérant que le manque d'accessibilité et de disponibilité des agents concernés est souvent à l'origine d'une durée de traitement excessivement longue des dossiers alors que les citoyens concernés restent dans l'attente d'indications précises et complètes quant aux démarches à effectuer et aux pièces ou documents à présenter pour compléter leur dossier;

- considérant l'utilité d'évaluer par des moyens appropriés, au besoin par des audits externes, l'accessibilité des agents gestionnaires de dossiers au regard des demandes de renseignements et d'informations sur l'évolution des demandes en instruction;

**- considérant que le bon fonctionnement de l'administration publique sous-entend la disponibilité des agents en charge de la gestion des dossiers;**

- considérant que l'ouverture des bureaux au public aux jours et heures indiqués pré-supposent leur accessibilité aux citoyens tant par téléphone que sur place;

- considérant qu'à défaut de pouvoir garantir cette accessibilité, il serait recommandé et souhaitable de réduire les heures journalières d'ouverture au public à condition toutefois que pendant les plages fixes indiquées, les agents concernés se tiennent effectivement à disposition des citoyens pour répondre à leurs demandes;

- considérant que l'accessibilité aux administrations serait grandement facilitée par l'indication systématique dans tout courrier adressé aux citoyens, du nom de l'agent gestionnaire du dossier et de son numéro de téléphone;

- considérant qu'il y a lieu de remédier d'urgence au fonctionnement insatisfaisant, voire défaillant, du dispositif téléphonique de nombre d'administrations;

**- considérant le besoin impératif d'aménager essentiellement au sein des administrations et services en contact direct avec le public, des locaux d'accueil ouverts et accessibles à tout appel et demande d'informations externes;**

- considérant que les agents affectés à ces bureaux devraient être hautement qualifiés, dûment expérimentés, possédant une parfaite connaissance de la législation en vigueur et la maîtrise des rouages, pratiques et procédures administratives;

- considérant qu'en raison de la complexité de la matière et de l'imbrication des procédures entre les administrations et organismes concernés, un bureau d'accueil centralisé couvrant tout le secteur de la sécurité sociale s'impose en priorité;

- considérant qu'une telle structure d'accueil présenterait un avantage certain pour les administrés en termes de conseils et d'orientation dans leurs démarches administratives, leur évitant ainsi autant de déboires, frustrations et angoisses liés à l'engagement de procédures inappropriées et inutiles;

- considérant que les mêmes arguments et surtout le chevauchement des procédures entre les Communes et le Ministère des affaires étrangères et de l'immigration militent également en faveur de l'aménagement d'un bureau d'accueil en charge de toutes les demandes d'informations et de renseignements relatives aux questions de l'immigration et à l'accès au marché du travail;

**- considérant que l'obligation de traiter les demandes et d'instruire les dossiers dans des délais raisonnables est un principe inhérent au bon fonctionnement de l'administration publique;**

- considérant qu'un silence persistant de l'administration au-delà de 3 mois vaut décision implicite de refus et ouvre au citoyen la possibilité d'un recours administratif;

- considérant que cette possibilité du citoyen à recourir aux voies juridictionnelles en cas de silence de l'administration au-delà des 3 mois ne saurait être comprise comme un droit de l'administration de ne pas répondre avec la diligence requise à toutes les demandes des citoyens;

- considérant que le dépassement du délai de 3 mois par un certain nombre d'adminis-

trations s'explique généralement non pas par une volonté de ne pas faire droit aux demandes du citoyen, mais le plus souvent par des insuffisances au niveau de la gestion de leurs affaires et de les tenir régulièrement au courant de l'évolution de leurs dossiers;

- considérant qu'il est du devoir de l'administration d'expliquer aux citoyens les raisons inhérentes aux retards dans le traitement de leurs affaires et de les tenir régulièrement au courant de l'évolution de leurs dossiers;

- considérant dès lors qu'à partir du moment où les administrations en cause auront été identifiées, il importe d'évaluer, au besoin par des audits externes, les causes des retards dans le traitement de leurs affaires tant à la lumière de la charge de travail leur incombant que du nombre d'agents disponibles, de la diligence et des soins avec lesquels elles traitent les dossiers;

**- considérant que l'image de marque de l'administration publique est essentielle-ment tributaire de l'accueil réservé au public et du comportement des agents en contact direct avec les citoyens;**

- considérant que certains agents publics manifestent apparemment un comportement inapproprié dans leurs relations avec les citoyens;

- considérant dès lors le besoin de tenir compte du sens des relations humaines et d'un comportement approprié comme critères de base servant tant au recrutement qu'à l'affectation et au maintien des fonctionnaires et employés publics à un poste en contact direct avec le public;

- considérant la nécessité d'élaborer un guide des meilleures pratiques pour les agents publics qui devrait faire l'objet d'un cours principal assorti de travaux pratiques dans le cadre de la formation initiale, dispensée par l'Administration nationale des administrations publiques (INAP);

*recommande au Gouvernement*

*- d'évaluer, au besoin par des audits externes, l'accessibilité des agents gestionnaires des dossiers au regard des demandes de renseignements et d'informations sur l'évolution des dossiers en instruction;*

*- de prévoir des plages horaires journalières fixes pendant lesquelles les agents gestionnaires de dossiers seront effectivement disponibles pour répondre aux demandes des citoyens tant par téléphone que sur place;*

*- de faciliter l'accessibilité directe des citoyens aux agents gestionnaires de leurs dossiers par l'indication systématique dans le courrier leur adressé du nom de l'agent concerné ainsi que son numéro de téléphone direct;*

*- de revoir d'urgence le fonctionnement défaillant du dispositif téléphonique de certaines administrations;*

*- d'aménager dans certaines administrations et services en contact direct avec le public et, en priorité, dans les secteurs de la Sécurité sociale et de l'Immigration, des bureaux d'accueil centralisés en charge de conseiller les citoyens et de les orienter correctement dans les démarches et procédures à suivre;*

*- d'établir, au besoin par des audits externes, un inventaire des administrations et services peu respectueux des délais raisonnables et de détecter les causes des retards dans le traitement de leurs affaires afin d'en tirer d'urgence les conclusions qui s'imposent;*

*- de mettre l'accent sur le sens des relations humaines et le comportement approprié tant aux niveaux du recrutement que de l'affectation et du maintien des agents publics à un poste en contact direct avec les citoyens;*

*- de procéder à l'élaboration d'un guide des meilleures pratiques diffusé pour les agents publics et d'en faire l'objet d'un cours principal assorti de travaux pratiques dans le cadre de la formation initiale dispensée par l'Institut national de l'administration publique.*

#### **Réponse:**

*Dans sa prise de position du 29 août 2006, le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative a informé le Médiateur que toutes ses propositions rejoignent aussi celles du Gouvernement qui, par l'adoption de son programme gouvernemental du mois d'août 2004, s'est engagé à poursuivre le mouvement de réforme et de modernisation de l'administration publique en responsabilisant davantage les administrations et services de l'État et en incluant de même tous les acteurs concernés, y compris les usagers du service public.*

*Le projet CAF (common assessment framework - cadre d'auto-évaluation de la fonction publique) initié par le Ministère serait basé sur le modèle de qualité globale portant le même nom et viserait une introduction généralisée des méthodes de gestion de la qualité dans la culture administrative luxembourgeoise.*

*Ce projet qui se fonderait sur un programme d'une durée totale de quatre années (2005-2009) aurait pour but concret et principal de favoriser l'engagement des administrations dans une démarche d'amélioration avec une attention particulière portée à la satisfaction des bénéficiaires de service et des parties prenantes intéressées à la qualité des services et de leurs mises en œuvre efficaces.*

*Même si le programme CAF se base actuellement sur une adhésion volontaire des administrations, rien n'empêcherait d'élargir son champ d'application à toutes les administrations luxembourgeoises en appliquant des lignes de conduite plus strictes.*

*L'élaboration d'un code de déontologie figurerait parmi les grands dossiers en matière de réforme administrative. Le but ultime serait non seulement de contribuer à consolider le caractère professionnel des administrations publiques qui se caractérisent par le fait qu'elles obéissent au principe de droit et qu'elles sont aux services de l'intérêt général, mais encore de guider les fonctionnaires lorsqu'ils sont confrontés à un dilemme éthique.*

*Une quatrième mesure envisagée viserait le domaine de la formation afin de remédier à un comportement parfois inadapté et inapproprié de la part des agents publics à l'égard des citoyens, se concrétisant sous forme d'un manque de serviabilité et de courtoisie susceptible de dévaloriser l'image du secteur public en entier.*

*À ce sujet, un inventaire de toutes les formations proposées en la matière par l'Institut national de l'Administration publique serait établi avec comme objectif d'en venir à une valorisation accrue des formations précitées.*

*Une dernière initiative serait celle des entretiens avec les collaborateurs, entretiens déjà inscrits en 2003 dans le statut général des fonctionnaires, en tant qu'instruments de motivation, de la promotion et de la communication entre l'employeur et ses agents. Ces entretiens servent à fixer les objectifs à atteindre et à identifier les possibilités de développement des compétences et de formation.*

*La prise de position du Ministre a suscité un certain nombre d'observations de la part du Médiateur.*

*Ainsi, dans sa réponse du 8 septembre 2006, le Médiateur a estimé que le projet CAF (cadre d'auto-évaluation de la fonction publique) relève d'une démarche trop laborieuse et timide pour réaliser les objectifs visés dans des délais raisonnables.*

*À ses yeux, elle est trop laborieuse du fait qu'elle implique un calendrier s'étendant sur plusieurs années avant d'espérer voir enfin des conséquences, à tirer des premières auto-évaluations, porter leurs fruits.*

*Elle lui semble trop timide dans la mesure où elle mise sur une adhésion volontaire des administrations. Cela pourrait expliquer que les administrations qui ont d'ores et déjà manifesté leur intérêt pour une telle démarche relèvent précisément de la catégorie de celles qui n'ont pas ou qui n'entretiennent que peu de contact avec le public.*

*Le Médiateur estime que si l'autoévaluation est la voie que le Ministre entend privilégier pour assurer le bon fonctionnement des administrations et autres services publics, il faudrait, pour le moins, exiger que sur la liste des administrations qui se prêtent à un tel exercice figurent en priorité les services publics dont l'action est la plus visible de l'extérieur en l'occurrence les services les plus sollicités par les citoyens.*

*Le Médiateur se réfère à sa recommandation pour insister une fois de plus sur le besoin impératif d'aménager au sein de certains secteurs publics en contact direct avec les citoyens, des locaux d'accueil ouverts et accessibles à tous appel et demande d'information externe. Avec cette proposition, il a surtout visé les secteurs de la sécurité sociale et de l'immigration qui, en raison de la complexité de la matière et de l'imbrication des procédures entre les administrations et les organismes concernés, se recommandent en priorité pour une telle innovation.*

*Enfin, le Médiateur considère que, dans un premier temps, la cause de la fonction publique serait servie au mieux par l'élaboration d'un guide des meilleures pratiques administratives autour duquel pourraient s'articuler des cours de formation initiale pour les*

*candidats fonctionnaires, cours à insérer en aval de l'examen concours et en amont de leur affectation.*

*Le Médiateur reste dans l'attente d'une réponse du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*

## **B. Recommandations relatives à la mise en conformité du droit interne avec les droits et libertés consacrés par la Convention Européenne des Droits de l'Homme**

### **]]] Recommandation N°8 relative à un éventuel réexamen des dispositions législatives et constitutionnelles relatives à l'interdiction du droit de vote pour des condamnés à une peine criminelle et/ou correctionnelle**

Vu la réclamation dont a été saisi le Médiateur relative à la radiation par le Collège des bourgmestres et échevins de l'Administration communale de la Ville de Luxembourg du nom d'un électeur des listes électorales;

- relevant qu'en 1969, Monsieur D. a écopé d'une peine principale de sept ans de réclusion criminelle prononcée d'antan par la Cour d'Assises et d'une peine accessoire consistant dans l'interdiction des droits civils et politiques pour une durée de vingt ans et que suite à deux arrêts grand-ducaux de grâce rendus au début des années soixante-dix, la peine privative a été à chaque fois réduite d'une année;

- soulignant que le réclamant a été convoqué pour voter aux élections législatives de 1994 et 1999 ainsi qu'aux dernières élections communales;

vu la décision de radiation du Collège des bourgmestres et échevins du 1<sup>er</sup> mai 2003;

- constatant que cette radiation a été opérée en application de l'article 6 de la loi électorale lequel dispose que «sont exclus de l'électorat et ne peuvent être admis au vote: 1° les condamnés à des peines criminelles; 2° les personnes qui, en matière correctionnelle, sont privées du droit de vote par condamnation; [...]»;

- notant que l'article 53 de la Constitution modifiée du 17 octobre 1868 dispose que «ne peuvent être ni électeurs ni éligibles les condamnés à des peines criminelles» et que «le droit de vote peut être rendu par la voie de grâce aux personnes qui l'ont perdu par condamnation pénale»;

- considérant que les articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de la loi électorale du 18 février 2003 posent comme condition préalable pour être électeur de jouir des droits politiques et de ne pas être déchu du droit de vote;

- que l'article 7 du Code pénal énumère les peines criminelles, parmi lesquelles notamment la réclusion à vie ou à temps et l'interdiction de certains droits civils et politiques;

- que l'article 11 du Code pénal dispose que «toute décision de condamnation à la réclusion de plus de dix ans prononce contre le condamné l'interdiction à vie du droit de vote, d'élection, d'éligibilité»;

- que l'article 12 prévoit que l'interdiction du droit de vote «peut être prononcée à vie ou pour dix à vingt ans contre les condamnés à la réclusion de cinq à dix ans»;

- que l'article 14 du Code pénal énumère les peines correctionnelles, parmi lesquelles range notamment l'interdiction de certains droits civils et politiques et l'article 24 de préciser que pareille interdiction est facultative et pour un terme de cinq à dix ans;

- relevant que dans un arrêt n°74025/01 HIRST c/ Grande-Bretagne du 30 mars 2004, la Cour Européenne des Droits de l'Homme;

- devait se prononcer sur la compatibilité de la législation britannique au regard de la Convention Européenne des Droits de l'Homme;

- que la législation britannique prévoit une privation du droit de voter aux élections législatives pour une personne condamnée à une peine d'emprisonnement, privation limitée à la seule durée de cet emprisonnement;

# Extraits du rapport du Médiateur

- que dans l'arrêt HIRST, plusieurs principes sont mis en exergue, à savoir que les limitations apportées par les États au droit de vote ne doivent pas réduire le droit de vote de manière inconsidérée, qu'elles doivent poursuivre un but légitime et que les moyens utilisés ne doivent pas être disproportionnés;

- qu'après avoir renvoyé aux développements relatifs au principe de la finalité légitime de l'interdiction du droit de vote dans un arrêt Sauvé rendu par la Cour d'Appel fédérale du Canada en date du 31 octobre 2002, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a conclu que la législation britannique, en prévoyant une interdiction automatique et absolue du droit de vote, viole l'article 3 du Protocole No 1;

- que l'arrêt Sauvé c/ Canada a examiné la constitutionnalité de l'alinéa 51 e) de la loi électorale du Canada à la lumière de la Charte canadienne des droits et libertés;

- que cet alinéa interdit «à toute personne détenue dans un établissement correctionnel et y purgeant une peine de deux ans ou plus» de voter;

- qu'il fut notamment jugé que:

«l'alinéa 51 e) ne répond pas au critère de la proportionnalité. En particulier, le gouvernement n'a pas réussi à établir un lien entre la privation du droit de vote prévue à l'al. 51 e) et les objectifs qu'il poursuit. En ce qui concerne le premier objectif, à savoir accroître la responsabilité civique et le respect de la règle de droit, le fait de priver les détenus du droit de vote risque plus de transmettre des messages qui compromettent le respect de la règle de droit et de la démocratie que des messages qui prônent ces valeurs. La légitimité de la loi et de l'obligation de la respecter découlent directement du droit de vote de chaque citoyen. Priver les prisonniers du droit de vote équivaut à abandonner un important moyen de leur inculquer des valeurs démocratiques et le sens des responsabilités sociales. La nouvelle théorie politique du gouvernement qui permettrait aux représentants élus de priver du droit de vote une partie de la population n'a pas sa place dans une démocratie fondée sur des principes d'inclusion, d'égalité et de participation du citoyen. Le fait que les démocraties autoproclamées n'adhèrent pas toutes à cette conclusion renseigne peu sur ce que permet la vision canadienne de la démocratie consacrée dans la Charte. De plus, l'argument portant que seuls ceux qui respectent la loi devraient participer au processus politique est inacceptable. Le retrait du droit de vote fondé sur une supposée absence de valeur morale est incompatible avec le respect de la dignité humaine qui se trouve au cœur de la démocratie canadienne et de la Charte»;

- tenant compte de ce que la situation factuelle et légale est différente de celle de Grande Bretagne ou du Canada alors qu'au Luxembourg, l'interdiction du droit de vote ne se limite pas à la durée de la peine privative de liberté et que le vote n'est pas seulement un droit, mais une obligation, une interdiction générale du droit de vote au-delà du temps d'emprisonnement risque de ne pas résister au contrôle de proportionnalité tel qu'exposé dans l'arrêt HIRST c/ Grande-Bretagne rendu en date du 30 mars 2004 par la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Le Médiateur recommande aux autorités concernées de réexaminer les dispositions législatives et constitutionnelles à la lumière de l'arrêt de la Cour Européenne des Droits de l'Homme et, plus particulièrement, à la lumière des considérations pré-décrites et de prendre toutes les mesures nécessaires afin de rendre la législation luxembourgeoise compatible avec le niveau de protection minimum des droits de l'homme.

## Réponse:

Suite à un courrier de rappel du Médiateur afin de connaître l'état des réflexions en la matière, le Premier Ministre l'a informé, par une lettre du 25 septembre 2006, que le Gouvernement entend suivre sa recommandation.

Il est envisagé d'introduire une proportionnalité entre la durée de la peine privative de liberté et la portée de l'interdiction du droit de vote.

Le département de la Justice proposera un projet de loi apportant les amendements nécessaires aux dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle, projet de loi qui sera déposé avant la fin de l'année.

Le Médiateur se félicite de l'initiative du Gouvernement visant à assurer la compatibilité de la législation relative à l'interdiction du droit de vote pour des condamnés à une peine criminelle et/ou correctionnelle avec les standards garantis par la Convention européenne des droits de l'homme.

## Recommandation N°11 relative au réexamen de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie

Vu la réclamation dont le Médiateur a été saisi par Monsieur S. au sujet de la suspension de sa pension à la suite d'une condamnation à une peine privative de liberté;

- attendu qu'en vertu de l'article 210 de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie les pensions sont suspendues pendant l'exécution d'une peine privative de liberté supérieure à un mois;

- considérant qu'une telle disposition pose problème par rapport à sa conformité avec la Convention européenne des Droits de l'Homme;

- qu'en effet même si le droit à la pension n'est pas comme tel garanti par la Convention des Droits de l'Homme, il résulte de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme qu'une pension légalement due est à assimiler à un droit de propriété au sens de l'article 1<sup>er</sup> protocole 1 de la Convention (arrêt Gaygusuz contre Autriche du 16 septembre 1996, recueil des arrêts et décisions 1996-IV, paragraphe 39-41);

- attendu dès lors qu'il convient d'examiner si l'ingérence dans le droit patrimonial du réclamant était justifiée en vertu notamment du principe de proportionnalité;

- que ce faisant, il y lieu de s'interroger sur la nécessité, au regard de l'intérêt général, de la suspension du droit à la pension dont pouvait se prévaloir le réclamant;

- constatant l'absence de tout lien qui existe entre la condamnation pénale d'une personne et la suspension de la pension qui lui revient légalement sur base de cotisations versées tout au long de sa vie active;

- qu'à partir de ce constat, il y a lieu de conclure qu'à travers les dispositions de l'article 210 de la loi précitée, le législateur a rompu, au détriment de la personne concernée, l'équilibre qu'il convient de ménager entre la protection du droit à la propriété de l'individu et les exigences liées à l'intérêt général.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de réexaminer la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie à la lumière de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme afin de la rendre compatible avec le niveau de protection minimum des Droits de l'Homme.

## Réponse:

Dans sa réponse du 2 août 2006 à une lettre de rappel du Médiateur datée du 24 juillet 2006, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale l'a informé que l'avant-projet de loi relatif au dispositif légal applicable aux détenus en matière de sécurité sociale devrait être finalisé dans les prochains mois.

Dans cet avant-projet de loi, il serait tenu compte de sa recommandation.

Le Médiateur a dès lors bon espoir que la recommandation sera transposée en droit interne dans un proche avenir.

## C. Recommandations comportant d'autres propositions de modifications législatives ou réglementaires

### Recommandation N°2 relative à une proposition de réforme du paragraphe 22 de la loi générale des impôts (AO) consistant à préciser les infractions dont la poursuite justifie une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal

Un juge d'instruction, voulant mettre la main sur les déclarations fiscales du contribuable qui fut l'objet de cette information, s'est vu opposer par la Direction des Contributions Directes le principe de l'inviolabilité du secret fiscal (§ 22 AO).

Selon l'interprétation de la Direction des Contributions Directes, seuls l'ordre de la loi et une raison impérieuse d'intérêt général autorisent une entorse audit principe et il est très discuté si l'instruction d'une infraction

de droit commun telle qu'une escroquerie ou un abus de confiance puisse justifier une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal.

Le législateur allemand a été rendu sensible aux nombreux problèmes pratiques d'interprétation du texte légal formulé d'une façon très générale et a fini par préciser clairement les infractions dont la poursuite permet de justifier une entorse au secret fiscal.

Le droit luxembourgeois ne précisant pas ces cas, des frictions entre autorités judiciaires et autorités fiscales risquent de réapparaître.

Vu les opinions divergentes du juge d'instruction et de la Direction des Contributions Directes quant à l'étendue du secret fiscal, il est absolument nécessaire que les limites du secret fiscal soient enfin clairement fixées par le législateur.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de préparer un projet de loi portant réforme du § 22 de la loi générale des impôts (AO) indiquant de façon précise les infractions dont la poursuite justifie une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal.

## Réponse:

En date du 13 juillet 2006, le Médiateur s'est adressé tant au Ministre des Finances qu'au Directeur des Contributions directes pour avoir de plus amples informations sur l'état actuel des réflexions engagées tant au niveau de l'Administration qu'à celui du Ministère.

Dans sa réponse datée du 28 septembre 2006, le Ministre des Finances a informé le Médiateur que le Directeur des Contributions directes lui a fait part de son avis et qu'une modification du paragraphe 22 AO sur base de la législation allemande serait en principe à recommander pour être en parfaite cohérence avec les principes fondamentaux du droit fiscal luxembourgeois, mais qu'elle ne correspondrait cependant ni à la recommandation du Médiateur, ni aux attentes des autorités judiciaires.

En effet, en vertu de la législation allemande, les informations relatives à des infractions de droit commun ne peuvent être communiquées aux autorités judiciaires que dans des conditions très restrictives, tandis que le problème de la levée du secret fiscal ne se pose pas pour le crime et autres atteintes graves à l'ordre public, la situation pour le délit découvert lors de la procédure d'imposition serait complexe. Ainsi, des données relatives à un délit ne pourraient être divulguées que si le délit se trouve lié à une infraction fiscale et uniquement sous certaines conditions.

L'adoption de la solution allemande ne changerait par conséquent rien à la situation actuelle en ce sens que persisterait une impossibilité de faire suite aux demandes des autorités judiciaires en matière de délit et une interdiction de dénoncer des délits au Parquet.

Le Ministre des Finances conclut que dans la mesure où la situation actuelle présente des inconvénients aussi bien pour l'Administration des Contributions directes que pour les autorités judiciaires, une concertation de toutes les parties en cause devrait permettre de trouver une solution satisfaisant tous les intérêts concernés.

Le Médiateur se déclare satisfait de cette réponse dans laquelle le Ministre compétent exprime sa détermination à trouver une solution au problème évoqué dans sa recommandation.

Il est entendu qu'il suivra de très près les discussions et surtout le résultat qui se dégagera de la réunion de concertation qui sera initiée par le Ministre des Finances.

## Recommandation N°7 relative à la procédure de déclaration de naissance

Un réclamant s'étant présenté au bureau de l'état civil de la commune de Luxembourg pour déclarer la naissance de son fils s'est vu opposer le refus des fonctionnaires compétents en raison du défaut de présentation d'un document contenant les informations relatives à la naissance de l'enfant délivré par l'établissement où l'accouchement a eu lieu.

Pour des raisons de sécurité juridique notamment dans le but d'éviter des fraudes documentaires apparemment de plus en plus fréquentes le Procureur d'Etat de Luxembourg a recommandé aux officiers de l'état civil de ne pas se baser sur les seules déclarations de l'intéressé, mais d'exiger dans la mesure du possible la production de pièces.

La pratique recommandée par le Parquet va au-delà des prévisions de la loi car l'article 56 du code civil énumère les différentes

personnes qui, à défaut du père, sont habilitées à déclarer la naissance d'un enfant sans aucune indication quant à d'autres formalités à remplir.

Cette pratique ne couvre d'ailleurs pas le cas où l'accouchement est intervenu hors d'un établissement hospitalier ou de la présence d'un gynécologue.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de revoir les dispositions afférentes du code civil à la lumière de la pratique recommandée par le Parquet et de présenter un projet de loi couvrant par ailleurs les situations non réglées par cette pratique.

## Réponse:

Dans sa prise de position du 8 décembre 2004, le Ministre de la Justice a informé le Médiateur, que dans le cadre d'une prochaine réforme, il ne manquera pas de prendre en considération cette recommandation.

Par une lettre en réponse du 24 juillet 2006, le Médiateur s'est adressé au Ministre de la Justice pour avoir des informations plus précises sur l'état d'avancement du projet de réforme.

Cette lettre est restée sans réponse jusqu'à ce jour.

## Recommandation N°14 relative à la procédure en matière de décisions de refus et de retrait prises par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou les fonctionnaires par lui délégués à cet effet

Le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations relatives aux décisions prises par la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière d'indemnisation du chômage complet;

- considérant l'article 46 paragraphe 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, en vertu duquel les décisions portant notamment attribution, maintien, reprise, prorogation, refus ou retrait de l'indemnité de chômage sont prises par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou les fonctionnaires par lui délégués à cet effet;

- qu'en vertu du paragraphe 3 du prédit article les décisions de refus ou de retrait visées au paragraphe 2 du prédit article peuvent faire l'objet d'une demande en réexamen auprès d'une Commission spéciale instituée par le Ministre ayant le travail dans ses attributions;

- attendu l'impact que les décisions prises sur la base du prédit article 46 paragraphe 2 ont sur la situation de l'administré;

- considérant que le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 pris en application de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse, oblige en son article 9 l'administration à instituer une procédure contradictoire dans tous les cas où elle agit d'office, en dehors de toute initiative de l'intéressé;

- considérant l'absence d'une procédure contradictoire devant le Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant que l'article 4 du règlement grand-ducal du 7 juillet 1987 concernant l'organisation et le fonctionnement de la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière d'indemnisation du chômage complet, ne consacre pas le droit d'être entendu en personne mais laisse à la discrétion du Président de la Commission spéciale la décision d'exiger la comparution personnelle du requérant qui pourra se faire assister d'un conseil;

- considérant qu'au regard de l'enjeu des décisions en cause, une telle disposition n'est guère respectueuse de la procédure contradictoire;

- considérant dès lors la nécessité d'aménager une procédure contradictoire précédant la décision à prendre par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou pour le moins de réserver à l'administré le droit d'être entendu par la Commission spéciale visée à paragraphe 3 du prédit article 46;

- attendu que six membres de la prédit Commission spéciale sont nommés par le Ministre du Travail à raison de trois membres sur proposition du groupe des membres employeurs respectivement sur proposition du groupe des membres travailleurs de la Commission nationale de l'Emploi;

- que le Ministre du Travail nomme le Président de la Commission de même que deux fonctionnaires appelés à le suppléer en cas de besoin;

- considérant qu'en vertu du paragraphe 4 du même article un recours auprès du Conseil arbitral des Assurances sociales

contre les décisions prises par la Commission spéciale chargée du Réexamen des décisions de refus ou de retrait de l'indemnité de chômage est ouvert au requérant débouté, au Ministre du Travail et au Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant qu'à défaut d'une disposition expresse interdisant toute ingérence dans les délibérations de la prédite Commission spéciale, rien ne saurait empêcher son Président directement nommé par le Ministre du Travail de prendre, le cas échéant, ses instructions auprès de l'autorité de nomination;

- considérant qu'en vertu du principe que nul ne peut être juge et partie à la fois, il est pour le moins légitime de se poser la question de l'opportunité d'une remise en question par le Ministre du Travail d'une décision prise par une instance administrative investie de par la loi du réexamen de la décision prise par l'autorité compétente, en l'occurrence par le Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant que cette question se pose avec d'autant plus d'acuité dans le chef du Directeur de l'Administration de l'Emploi dont les décisions font précisément l'objet d'un réexamen de la prédite Commission spéciale;

- considérant que les principes de la sécurité juridique et de la confiance légitime des citoyens dans l'administration ne sauraient se concilier avec la possibilité réservée au Directeur de l'administration compétente de se pourvoir en justice contre une décision prise par une commission chargée spécialement du réexamen de la légalité voire de l'équité de la décision incombant au même chef d'administration;

*Le Médiateur recommande au Ministre du Travail de réexaminer les dispositions de l'article 46 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet à la lumière des principes que sous-entend le bon fonctionnement de l'administration.*

## Réponse:

*Dans sa prise de position du 19 mai 2006, le Ministre du Travail et de l'Emploi estime que le principe du contradictoire est respecté dans le cadre de la procédure administrative non contentieuse au niveau de l'Administration de l'Emploi.*

*Il aurait eu la confirmation du Directeur de l'Administration de l'Emploi que les demandeurs d'emploi concernés seraient convoqués pour prendre position par rapport aux faits qui leurs sont reprochés par les conseillers-placeurs.*

*En cas de besoin, les administrés pourraient sur place prendre inspection des pièces figurant dans leur dossier.*

*À la lumière du principe du contradictoire de la procédure administrative non contentieuse au niveau de la Commission spéciale de Réexamen, le Ministre estime qu'une solution de compromis pourrait consister à modifier le texte dans le sens que ce serait la Commission spéciale de Réexamen qui pourrait convoquer le requérant si le dossier ne contenait pas toutes les pièces lui permettant de prendre une décision en connaissance de cause.*

*Une convocation systématique des requérants ne ferait, à son avis, que double emploi avec le développement écrit des arguments du requérant dans sa demande en réexamen.*

*En vue de sauvegarder les intérêts de l'État à tout moment de la procédure, le Ministre n'entend pas remettre en question son droit de pouvoir interjeter appel contre les décisions de la Commission spéciale de Réexamen devant le Conseil arbitral des Assurances sociales.*

*Par contre, il ne voit pas d'objection à transférer à la Commission spéciale de Réexamen un certain nombre de prérogatives actuellement réservées au président, à savoir, notamment la convocation d'experts, la demande d'instructions complémentaires, la comparution du requérant, la mise en suspens du dossier.*

*Dans sa réponse à la prise de position du Ministre du Travail et de l'Emploi, le Médiateur insiste que le requérant comparaîsse impérativement devant la Commission spéciale de Réexamen dès lors que celle-ci constate que le dossier ne contient pas toutes les pièces lui permettant de prendre une décision en connaissance de cause.*

*Par ailleurs, si le Médiateur peut accepter les arguments du Ministre pour justifier son droit de recourir auprès du Conseil arbitral des Assurances sociales contre les décisions prises par la Commission spéciale de Réexamen, ses arguments ne sauraient valoir pour le Directeur de l'Administration de l'Emploi.*

*Aux yeux du Médiateur, il est difficilement concevable, parce que non conciliable avec les principes de sécurité juridique et de confiance légitime des citoyens dans l'administration, que le Directeur puisse se pourvoir en justice contre une décision prise par une commission chargée spécialement du réexamen de la légalité, voire de l'équité, de la décision incombant au même chef d'administration.*

*Cette lettre du Médiateur n'a pas encore trouvé de réponse à ce jour.*

## Recommandation N°17 relative à la motivation des décisions prises sur avis du contrôle médical de la sécurité sociale et de la communication des dossiers en matière de sécurité sociale

Le Médiateur a été saisi par nombre de réclamations relatives à des décisions prises sur avis de l'Administration du contrôle médical de la sécurité sociale par les différents établissements publics de la sécurité sociale;

- considérant qu'en vertu de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes « toute décision administrative doit baser sur des motifs légaux »;

- considérant la jurisprudence en matière de sécurité sociale en vertu de laquelle est suffisamment motivée la décision renvoyant à un avis du contrôle médical pour fonder la décision de refus de la demande d'un assuré;

- considérant qu'en vertu de l'article 4 du prédit règlement grand-ducal « les avis des organismes consultatifs pris préalablement à une décision doivent être motivés et énoncer les éléments de fait et de droit sur lesquels ils se basent »;

- considérant dès lors que la motivation par renvoi à un avis du contrôle médical pré suppose que l'avis expose lui-même des motifs clairs et précis;

- considérant qu'en vertu de l'article 341 paragraphe 3 du CAS (Code des Assurances sociales) « les avis du contrôle médical de la sécurité sociale à caractère médical et à portée individuelle s'imposent aux institutions et administrations concernées qui peuvent demander de la part du contrôle médical la motivation de son avis en vue d'appuyer leur position devant le conseil arbitral et le conseil supérieur des assurances sociales »;

- considérant que les décisions prises par les institutions et administrations concernées sur base d'avis du contrôle médical dénués de motivation claire et précise ne sauraient être considérées comme motivées au sens de l'article 6 du prédit règlement grand-ducal;

- considérant qu'en vertu de l'article 11 du même règlement grand-ducal « tout administré a droit à la communication intégrale du dossier relatif à sa situation administrative chaque fois que celle-ci est atteinte ou susceptible de l'être par une décision prise ou en voie de l'être »;

- considérant que suivant le règlement grand-ducal modifié du 24 décembre 1993 déterminant en application de l'article 294 du Code des Assurances sociales la procédure à suivre devant le conseil arbitral, le conseil supérieur des assurances sociales ainsi que les délais et frais de justice, les assurés ou leurs mandataires ne peuvent prendre connaissance de leur dossier qu'après avoir introduit un recours devant le conseil arbitral des assurances sociales;

- considérant cependant qu'en vertu de l'article 5 du même règlement grand-ducal, il appartient au président du conseil arbitral des assurances sociales de décider dans quelle mesure les intéressés ou leurs représentants peuvent consulter les rapports médicaux;

- considérant plus particulièrement que le droit de faire opposition devant le comité-directeur de l'institution concernée contre la décision prise par le président ou son délégué implique le droit d'exiger la communication du dossier y compris l'avis motivé du contrôle médical en vue notamment d'examiner la pertinence des éléments qui sont à la base de cette décision et de pouvoir y répondre de façon adéquate;

- considérant que le droit d'accès du patient aux données le concernant et à son dossier individuel est garanti tant par l'article 28 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des données à l'égard du traitement des données à caractère personnel que par l'article 36 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers;

- considérant que ce droit connaît des limitations dans les seuls cas où soit en vertu de l'article 29 de la prédite loi du 2 août 2002 une telle limitation est justifiée pour protéger la personne concernée ou les

droits et libertés d'autrui soit en vertu de l'article 51 du Code de déontologie médicale qui laisse à la liberté du médecin d'apprécier en conscience si un malade peut être laissé en l'ignorance du diagnostic ou d'un pronostic grave;

- considérant que l'accès au dossier médical est sauf exceptions prévues par la loi un droit dont peut se prévaloir le patient;

- considérant notamment que le droit de faire opposition devant le comité-directeur de l'institution concernée pour être concret et effectif implique le droit de ce faire en connaissance de tous les éléments du dossier;

- considérant dès lors que l'assuré devrait être en droit de recevoir sur sa demande communication du dossier y compris l'avis motivé du contrôle médical;

- considérant qu'aux termes de l'article 57 du Code de déontologie médicale « le médecin doit s'efforcer de faciliter l'obtention par son malade des avantages sociaux auxquels son état lui donne droit, sans céder à aucune demande abusive »;

- considérant que pour satisfaire à cette obligation et dans le respect du droit d'être entendu, le médecin traitant devrait avoir accès à l'avis motivé du contrôle médical;

- considérant qu'un désaccord persistant entre le contrôle médical et le médecin traitant devrait être tranché par une expertise médicale extrajudiciaire régie par une procédure garantissant une solution du différend médical dans la plus grande célérité épargnant ainsi à l'assuré les délais et les frais d'une éventuelle procédure judiciaire;

*le Médiateur recommande au Ministre de la Sécurité sociale de réexaminer les dispositions afférentes du CAS en vue de les rendre conformes au droit de communication, tant à l'égard de l'assuré que du médecin traitant, du dossier y compris l'avis motivé du contrôle médical conformément au droit énoncé à l'article 11 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes et d'instaurer une procédure propre à garantir à travers une expertise médicale extrajudiciaire une solution du différend médical.*

## Réponse:

*Par courrier du 27 septembre 2005, le Ministre a informé le Médiateur que la révision des procédures non contentieuses applicables dans le domaine de la sécurité sociale s'inscrira dans le cadre d'une révision des structures organisationnelles et des procédures administratives qu'il envisage d'entamer en 2006.*

*Par lettre du 13 septembre 2006, le Médiateur a demandé au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale des informations sur l'état actuel des travaux annoncés en 2005.*

*Dans sa réponse datée du 2 octobre 2006, le Ministre informe le Médiateur qu'il partage son souci que les procédures contentieuses et non contentieuses inscrites au Code des Assurances sociales soient transparentes et que l'assuré ait accès aux informations pertinentes de son dossier.*

*Par ailleurs, le Ministre a donné à considérer que l'introduction du statut unique, envisagé au cours de la dernière Tripartite et dont les modalités sont actuellement discutées au sein d'un groupe de travail avec les partenaires sociaux, remettra en cause l'organisation administrative actuelle de la sécurité sociale basée sur les différents groupes socio-professionnels. Des modifications en profondeur des dispositions du Code des Assurances sociales se rapportant à l'organisation et aux procédures sont à envisager au terme de ces discussions. Compte tenu de l'état actuel du dossier, ces modifications peuvent être envisagées pour la fin 2008.*

*Le Médiateur ne manquera pas de recontacter le Ministre compétent dans les mois à venir afin de voir dans quelle mesure les propositions contenues dans sa recommandation seront reprises dans l'avant-projet de réforme du Code des Assurances sociales.*

## Recommandation N°19 relative à l'exercice de l'autorité parentale

Le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations de la part de pères divorcés non attributaires de la garde de leur enfant desquelles il résulte qu'ils se voient souvent privés par les administrations de tous droits en relation avec leur enfant;

- considérant par exemple que des pères divorcés se sont vu refuser l'inscription de leur enfant dans leur passeport par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, la remise d'un certificat de composition du ménage dans lequel vit leur enfant de la part d'administrations communales ou la communication d'informations médicales au

sujet de leur enfant de la part d'une caisse de maladie;

- considérant qu'il résulte de l'article 5 du protocole n°7 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, que « les époux jouissent de l'égalité de droits et de responsabilités de caractère civil entre eux et dans leurs relations avec leurs enfants au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution »;

- considérant que la Convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989 a consacré le droit des enfants à être élevés par leurs deux parents;

- qu'aux termes de l'article 9 de cette Convention, les États sont tenus de respecter « le droit de l'enfant séparé de ses parents ou de l'un d'eux d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents »;

- que l'article 18 de cette Convention a consacré le principe selon lequel « les deux parents ont une responsabilité commune pour ce qui est d'élever l'enfant et d'assurer son développement »;

- considérant qu'il se dégage de ces Conventions le principe de l'égalité des droits et devoirs des parents à l'égard de leurs enfants quelles que soient les situations familiales;

- considérant qu'aux termes de l'article 378 du code civil luxembourgeois, en cas de divorce ou de séparation de corps, l'autorité parentale est exercée par le parent qui s'est vu confier la garde de l'enfant, sauf le droit de visite et de surveillance de l'autre;

- vu que le régime de l'exercice unilatéral de l'autorité parentale en vigueur au Luxembourg engendre au dépens du parent non attributaire de la garde de l'enfant une discrimination qui est contraire à l'article 5 du protocole n°7 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

- considérant que le père divorcé ou séparé de corps n'ayant pas la garde des enfants communs ne saurait se voir dénier tout droit et toute prérogative dans l'exercice de l'autorité parentale;

- qu'à l'instar d'autres États européens dont la France et la Belgique, il y a lieu de procéder à une réforme légale des règles de dévolution de l'exercice de l'autorité parentale en cas de divorce et de séparation de corps et de mettre en place un régime de droit commun prévoyant l'exercice de l'autorité parentale conjointe;

*le Médiateur recommande au Ministre de la Justice de réexaminer les dispositions du Titre IX du Code civil relative à l'autorité parentale à la lumière de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de la Convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989 afin de les rendre conformes aux principes de ces conventions et d'instaurer une plus grande égalité entre les pères et mères dans l'exercice de leur droits parentaux.*

## Réponse:

*Dans sa prise de position du 21 décembre 2005, le Ministre de la Justice a informé le Médiateur qu'il partage entièrement le contenu de sa recommandation.*

*Dans ce contexte, le Ministre renvoie tant au projet relatif à la réforme du divorce (doc. parl. 5155), qu'aux deux propositions de loi que Messieurs les Députés Mosar (doc. parl. 5285) et Henckes (doc. parl. 5304) ont déposées en 2004 et qui ont trait à l'exercice de l'autorité parentale conjointe, lesquelles trouveraient son approbation quant aux principes y retenus.*

*Le Ministre espère que le Conseil d'État avisera et que la Chambre des Députés approuvera sous peu les textes en question.*

*Le Médiateur prend acte de la réponse du Ministre de la Justice.*

## Recommandation N°20 relative au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

# Extraits du rapport du Médiateur

Le Médiateur a été saisi de la part d'un certain nombre de réclamants par l'intermédiaire du Syndicat national du Logement social asbl.

Il résulte des dossiers versés que le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 a suscité une insatisfaction certaine auprès des locataires du Fonds pour le développement du Logement et de l'habitat. Les principales critiques formulées à l'encontre du règlement grand-ducal en question concernent surtout le mode de calcul du loyer tel qu'il résulte de la formule indiquée à l'article 18 du règlement grand-ducal, les autres tiennent à l'établissement des décomptes de loyers, aux obligations des locataires et aux conditions d'application des loyers de faveur en cas de location de logements pour personnes âgées et personnes handicapées.

La réforme entreprise par la loi du 20 avril 1998 et le règlement grand-ducal susvisé a eu pour objectif une fixation du loyer en fonction de l'évolution du revenu disponible du ménage afin de sanctionner les locataires ayant les possibilités de se loger sur le marché locatif. Il semble bien que cette réforme est allée trop loin.

Par ailleurs, il a été porté à ma connaissance que d'autres promoteurs au sens de l'article 16 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement n'appliquent plus le règlement susvisé dans toute sa rigueur et y ont apporté en fait un certain nombre d'aménagement non prévus par le texte.

C'est la raison pour laquelle le Médiateur a par lettre du 13 janvier 2006 recommandé de réexaminer le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 qui ne semble plus répondre ni aux objectifs sociaux ni aux attentes des promoteurs.

## Réponse:

Dans sa prise de position annexée à une lettre du Ministre compétent du 26 mai 2006, le Président du Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat a longuement pris position par rapport à la recommandation du Médiateur.

Après avoir examiné les arguments avancés par le Président du Fonds, le Médiateur constate qu'il s'agit essentiellement d'arguments qui, soit ne répondent pas aux questions posées, soit ne touchent pas au fond des problèmes évoqués dans sa recommandation.

Aussi, dans sa réponse au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le Médiateur en vient-il à la conclusion que la prise de position du Président du Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat n'a pas éternisé les arguments contenus dans sa recommandation qu'il entend maintenir telle quelle.

Le Médiateur s'attend à ce que la Commission des Pétitions en concertation avec la Commission des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement apprécie la bien-fondé de sa recommandation et suive attentivement le sort qui y sera réservé.

## D. Recommandations restées sans réponse jusqu'au 30 septembre 2006

### Recommandation N°21 relative à l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice

#### 1. MOTIVATION

Depuis son entrée en fonction, le Médiateur a été saisi de quelque 72 réclamations dirigées contre l'administration judiciaire. Ces réclamations ont essentiellement pour objet des lenteurs de procédure et un manque d'informations de la part des autorités judiciaires à l'égard du justiciable ou de son mandataire.

Force est de constater qu'il n'est pas rare que l'administration de la Justice se voit exposée en public à certaines critiques se rapportant à des problèmes identiques à ceux constatés par le Médiateur.

Le Médiateur s'investit auprès des autorités judiciaires concernées pour remédier au cas par cas, et pour autant qu'ils sont fondés, aux griefs portés à sa connaissance par les citoyens.

Une partie non négligeable des réponses fournies au Médiateur dans le cadre des dossiers dont il a été saisi ne sauraient lui donner satisfaction alors que les autorités judiciaires semblent, dans certains dossiers, ou plutôt dans certaines matières, vouloir se dérober à leur obligation de collaboration en se retranchant derrière le principe de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la Justice ou encore derrière le principe du secret de l'instruction. Ces considérations valent essentiellement pour les dossiers pénaux dont le cabinet d'instruction est saisi.

Or, une telle attitude, peu transparente et non-conforme aux droits réservés au Médiateur par sa propre loi organique, n'est évidemment pas de nature à répondre aux attentes légitimes du justiciable vis-à-vis du troisième pouvoir.

Le constat que, en 2004, pour le seul Parquet de Luxembourg, l'action publique s'est éteinte par prescription dans pas moins de 120 affaires relevant du domaine de la criminalité économique et financière, n'est pas non plus de nature à renforcer la confiance du citoyen dans la justice.

Après avoir entamé un dialogue avec les autorités judiciaires à ce sujet et, au vu des expériences accumulées lors du traitement des 72 réclamations précitées, le Médiateur a été amené à entamer une réflexion de fond sur le rôle, l'évolution et le mode de fonctionnement de la magistrature et, plus particulièrement, de l'administration de la Justice dans notre société.

## 2. CONSIDÉRATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

### 2.1. Considérations quant à l'évolution du nombre d'affaires

Les statistiques établies par les différentes juridictions luxembourgeoises démontrent clairement qu'un nombre toujours croissant de personnes, physiques et morales, ont tendance à porter leurs différends devant les juridictions compétentes, augmentant ainsi considérablement le nombre d'affaires enrôlées par année, notamment en matière civile, commerciale, de bail à loyer et de droit du travail.

Cette tendance est largement favorisée par les possibilités offertes aux citoyens de recourir aux assurances d'assistance juridique aux fins de bénéficier de l'assistance gratuite d'un avocat en cas de besoin. Certaines compagnies d'assurances offrent même automatiquement la protection juridique ensemble avec le contrat d'assurance responsabilité civile pour véhicules.

Parallèlement, on assiste depuis des années à une augmentation importante du nombre d'affaires pénales traitées par les Parquets, dont beaucoup sont fixées à une audience de police, correctionnelle ou criminelle. Au vu des rapports annuels des Procureurs d'État à Luxembourg et à Diekirch, soumis chaque année à Monsieur le Ministre de la Justice, il semble que cette augmentation de dossiers en matière répressive reflète un phénomène sociétal au niveau de la criminalité générale d'une part, tout comme elle serait due à une hausse sensible des crimes et délits en matière économique et financière. Il appert également que l'augmentation des effectifs de la Police grand-ducale contribue à ce phénomène, surtout en ce qui concerne les affaires de la compétence des Tribunaux de Police et des Tribunaux correctionnels à formation de type «juge unique» (infractions et délits commis en violation du code de la route).

Le législateur a de plus en plus tendance à utiliser le droit pénal pour régler un nombre croissant de conflits sociétaux (racisme, xénophobie, harcèlement sexuel, etc.) et offre surtout en matière pénale et sociale, notamment à la magistrature debout, de nouvelles possibilités de règlement et de prévention de conflits (médiation pénale, travaux dans l'intérêt de la collectivité, prévention de crimes et délits etc.).

### 2.2. Considérations quant à l'évolution de la fonction du magistrat

La tâche des magistrats devient de plus en plus difficile, notamment de par la pluralité des sources du droit, nationales, internationales et privées auxquelles ils doivent se référer. Ces sources enchevêtrées ont, dans le meilleur des cas, un rapport de complémentarité entre elles, mais elles peuvent aussi se contredire en totalité ou en partie. En bref, les magistrats doivent intervenir souvent sur différents tableaux à la fois qui se dessinent et se redessinent.

À cela s'ajoute l'intervention de plus en plus fréquente du droit dans des domaines techniques qui exigent des connaissances particulières. Il suffit de citer le monde des finances, de la bioéthique ou encore les technologies de l'information.

Par ailleurs, la complexité des affaires soumises aux juridictions devient de plus en

plus grande. Ceci semble être surtout le cas en matière de criminalité économique et financière, en matière commerciale ainsi qu'en matière civile. Ce phénomène est un reflet direct de la complexification croissante de la vie sociale.

Il n'est pas exagéré de prétendre qu'on assiste actuellement à une «judiciarisation» croissante de la vie politique, économique et sociale, de sorte que la montée en puissance de la figure du magistrat paraît aujourd'hui inexorable dans le monde occidental.

On constate donc un juge davantage sollicité par le législateur et par le justiciable et un procureur davantage engagé dans les affaires de la cité. Ces magistrats, en se voyant confiés des missions et responsabilités grandissantes, deviennent logiquement dépositaires d'une attente accrue de la part des justiciables.

Dans ce contexte, il ne faut pas négliger le rôle des médias qui contribuent très largement à une «vulgarisation» de la justice.

Conscient de la charge sans cesse croissante pesant sur le troisième pouvoir, le législateur a approuvé des dispositions visant un renforcement sensible du nombre de magistrats et de greffiers. Ainsi, les effectifs de la magistrature de l'ordre judiciaire ordinaire sont passés de 137 magistrats en 1994 à 202 magistrats au 1<sup>er</sup> janvier 2006. D'autres dispositions légales ont apporté des améliorations notables au niveau des procédures, telles que la mise en état, les compositions correctionnelles à juge unique, la possibilité de former opposition contre un jugement par défaut par déclaration au greffe, etc. Le but de ces changements était de diminuer les délais auprès des juridictions et de faciliter aux justiciables l'accès à la justice.

Face à l'évolution de la fonction de magistrat, le pouvoir judiciaire doit lui-même évoluer s'il veut rester un pouvoir au service des citoyens.

### 2.3. Premières conclusions

À la lumière des considérations qui précèdent, on mesure toute l'importance du troisième pouvoir dont l'indépendance reste la clé de voûte d'un État de droit. Seul un pouvoir judiciaire, à l'abri de toute pression ou prise d'influence, peut accomplir sereinement sa mission qui est celle de dire le droit.

L'indépendance est à la fois un privilège et une obligation. L'indépendance oblige les magistrats à veiller à la transparence et au bon fonctionnement de la justice. La confiance des citoyens dans la justice est largement tributaire d'une bonne administration judiciaire.

Or, la confiance ne saurait être acquise sans accepter comme son corollaire un regard jeté de l'extérieur sur le fonctionnement interne de l'administration judiciaire.

Seule une autorité indépendante externe appelée à assurer un tel contrôle serait de nature à renforcer la confiance du citoyen dans la justice et à amener la justice, comme toute autre institution, à rendre compte de son fonctionnement dans sa globalité.

## 3. SPÉCIFICITÉ DE LA SITUATION AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

La situation des autorités judiciaires et partant l'exercice et l'administration de la justice revêt certaines caractéristiques spécifiques par rapport à la situation existante dans d'autres pays.

### 3.1. La proximité

En premier lieu, il faut mentionner le nombre relativement restreint de magistrats de l'ordre judiciaire ordinaire qui se chiffre actuellement à quelque 202 personnes.

L'exercice de la justice se concentre exclusivement sur trois endroits différents, à savoir Luxembourg-Ville, Diekirch et Esch/Alzette, les trois quarts de l'effectif de la magistrature se concentrant à Luxembourg-Ville, les trois sièges de juridiction étant de surcroît géographiquement très rapprochés.

Deux barreaux existent au Grand-Duché, celui de Luxembourg-Ville, intégrant à lui seul environ un millier d'avocats et celui de Diekirch, affichant une vingtaine de membres.

Ces trois facteurs font qu'il existe une certaine proximité entre les magistrats et même entre magistrats et le barreau. Cette proximité se crée tout naturellement à travers les relations de travail quotidiennes, à travers des liens familiaux ou amicaux qui peuvent se tisser.

Si l'indépendance subjective de la magistrature se présume jusqu'à preuve du contraire, il en va ici de son indépendance objective. En matière d'impartialité, même les apparences peuvent revêtir une certaine importance, surtout au pénal.

### 3.2. La formation et le recrutement

Au Grand-Duché, il n'existe pas d'établissement dispensant une formation spécifique aux futurs magistrats. La magistrature recrute ses nouveaux membres en règle générale exclusivement parmi les membres actifs des barreaux. Le choix des nouveaux magistrats, bien que nommés par le Chef d'État, se fait en pratique sur base d'une proposition établie par le Procureur Général d'État, les différents Chefs de Corps de la magistrature et le Ministère de la Justice entendus en leur avis. Au-delà de la condition de réussite à l'examen d'avoué, le seul critère objectivement vérifiable appliqué est celui d'avoir obtenu un certain quorum de points à cet examen, encore que cette condition ne soit entérinée nulle part. Force est également de constater que les avocats ayant réussi à l'examen de fin de stage n'obtiennent jamais connaissance des notes obtenues aux épreuves. Les résultats obtenus à l'examen d'avoué sont en effet seulement connus de la magistrature et du Ministère de la Justice, seuls la réussite et le classement à l'épreuve étant communiqués aux candidats.

À partir de ces considérations, on peut aisément comprendre que l'administration judiciaire peut s'exposer au reproche d'afficher un manque de transparence et de s'autogérer à l'abri de tout contrôle extérieur.

De telles particularités ne sont pas de nature à servir la cause du troisième pouvoir et à justifier la confiance que le justiciable doit avoir dans les autorités judiciaires. À défaut de confiance et de respect, l'exercice de la justice ne saurait évoluer dans un cadre de stricte indépendance et de sérénité qui pourtant doit obligatoirement être le sien.

À travers toutes ces considérations, une réflexion à plusieurs niveaux s'impose.

Afin de préserver le climat de sérénité et le statut d'indépendance qui doit présider obligatoirement à l'exercice du troisième pouvoir, il est indiqué de procéder à une analyse approfondie sur les modalités et les critères de recrutement, de nomination et de promotion des magistrats.

À la lumière de l'expérience acquise, le Médiateur ne semble pas être l'institution la mieux adaptée à recevoir des plaintes par toute personne concernée directement et personnellement par un dysfonctionnement de l'administration judiciaire. Ce droit, théoriquement garanti par les articles pertinents de la loi organique modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire doit pouvoir être exercé dans la pratique suivant une procédure claire et transparente.

Les justiciables doivent notamment disposer du droit de formuler des plaintes relatives aux dysfonctionnements de l'administration judiciaire. Aujourd'hui, ces plaintes se dispersent entre les juridictions, l'exécutif et le législatif ainsi que d'autres instances comme le Médiateur du Grand-Duché par exemple. Cette dispersion entrave une approche cohérente et efficace du problème. Il est dès lors indispensable que les plaintes formulées contre l'administration de la Justice puissent être canalisées explicitement vers une institution externe ayant compétence pour connaître de ce genre de plaintes.

Finalement, une réflexion sur la modification de l'exercice du droit disciplinaire des magistrats s'impose. En effet, il est difficilement acceptable que la magistrature, contrairement à toute autre administration étatique ou communale, dispose de son propre pouvoir disciplinaire.

La plupart des problèmes soulevés ci-avant se sont également manifestés à l'étranger ce qui au cours du XX<sup>e</sup> siècle a conduit pas moins de 6 pays de l'Union Européenne à créer un organisme externe appelé à garantir l'indépendance du magistrat, assumant ainsi une fonction de légitimation et de participation de la magistrature dans le bon fonctionnement de la justice et préservant, à travers la sanction d'éventuels débordements, les droits des justiciables et la sérénité de la fonction de juger (source: Les Conseils Supérieurs de la Magistrature en Europe, Thierry S. RENOUX et al., avant propos, éd. La documentation française).

## 4. CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Un tel organisme, dénommé ci-après Conseil Supérieur de la Justice (Conseil Supérieur de la Justice) devrait de toute évidence être un organe constitutionnel *sui generis*, totalement indépendant des trois pouvoirs constitutionnels, mais qui, par le fait de sa composition et de ses missions, devrait être en contact permanent avec chacun d'eux. Les travaux parlementaires belges relatifs à la création d'un Conseil Supérieur de la Justice remarquent à juste titre qu': «(...)il ne devrait pas s'agir d'une instance repliée sur elle-même, pas plus qu'elle ne devrait être soumise à l'autorité d'une quel-

conque hiérarchie. Disposant d'une légitimité propre, le Conseil Supérieur de la Justice devrait assurer le lien entre les citoyens, la Chambre des Députés, l'exécutif et le judiciaire. (...) Il devrait se trouver au-dessus de la mêlée tout en étant à l'écoute de la société. Il lui appartiendrait également d'être le relais des différentes sensibilités et d'en faire le tri et la synthèse.» (Sénat de Belgique, annales parlementaires, séance du jeudi, 19 novembre 1998, No.6403).

Il semble préférable d'adopter la dénomination belge de Conseil Supérieur de la Justice, plus vaste, plutôt que celle de Conseil Supérieur de la Magistrature, utilisée en France, alors que l'organe visé aurait comme objectif primaire de veiller au contrôle d'une bonne administration de la Justice dans un référentiel de ressources humaines adapté à ses devoirs et à ses responsabilités. Le champ de compétences d'un tel organe englobe logiquement toutes les fonctions de l'administration judiciaire (magistrature assise et debout, greffe et fonctionnaires des Parquets).

## 5. QUELLES SERAIENT LES COMPÉTENCES D'UN CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE LUXEMBOURGEOIS

Les trois missions principales d'un Conseil Supérieur de la Justice devraient être les suivantes:

- assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, avec les pouvoirs d'investigation, de contrôle et de regard les plus étendus, notamment avec le droit de regard sur tous les dossiers dont cette administration est saisie, sans que le secret de l'instruction ne puisse être invoqué pour priver le Conseil Supérieur de la Justice d'informations dont il pourrait avoir besoin pour remplir sa mission, le tout évidemment sous réserve de l'interdiction du Conseil Supérieur de la Justice d'intervenir dans le fond des affaires;

- procéder à la sélection des candidats à la magistrature et se prononcer sur les promotions des magistrats, sans préjudice de leur nomination par le Grand-Duc;

- l'exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard de la magistrature, du greffe et des fonctionnaires des Parquets.

Quant à la mission de contrôle externe de l'administration judiciaire, il est rappelé que le Conseil Supérieur de la Justice ne pourrait interférer de quelque manière que ce soit dans les décisions judiciaires proprement dites.

Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi d'une plainte individuelle par toute personne physique ou morale ou par un avocat inscrit à un barreau luxembourgeois. S'il s'avère, après examen du dossier, que la plainte est fondée, le Conseil Supérieur de la Justice formulerait une recommandation qui serait adressée directement aux instances concernées et au Ministre de la Justice. La recommandation serait également communiquée au plaignant.

À la demande de la Chambre des Députés ou du Ministre de la Justice, le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi de toute demande d'avis en vue de l'amélioration du fonctionnement général de l'administration judiciaire. Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait également se saisir d'office de toute question concernant le fonctionnement de l'administration judiciaire. Dans les deux cas, le Conseil Supérieur de la Justice émettrait un avis qui serait communiqué à l'autorité demanderesse, ou, en cas d'auto-saisine, aux autorités concernées.

Quant à ses compétences en matière de recrutement et de promotion des magistrats, le Conseil Supérieur de la Justice devrait garantir, par l'intermédiaire d'un avis conforme, le recrutement et la nomination des personnes les mieux qualifiées pour exercer les fonctions de magistrat ou de magistrat Chef de Corps. Pour ce faire, le Conseil Supérieur de la Justice devrait se référer à des critères préalablement établis et publiés, de sorte que ses choix se feroient sur une base objective. En s'inspirant de la législation belge, il semble utile que le(s) Chef(s) de Corps concerné(s) soi(en)t entendu(s) en son (leur) avis avant que le Conseil Supérieur de la Justice ne se prononce sur la promotion d'un magistrat membre de ce corps ou sur le recrutement d'un candidat à la magistrature.

Quant à l'exercice du pouvoir disciplinaire, il paraît peu opportun de maintenir les dispositions des articles 67 et 155 à 173 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire aux termes desquels le pouvoir disciplinaire interne est confié à la magistrature. Dans l'intérêt d'une plus grande transparence, il semble logique que le pouvoir décisionnel en matière de discipline des magistrats, du greffe et des fonctionnaires du Parquet soit attribué au Conseil Supérieur de la Justice.

Il est entendu que le Conseil Supérieur de la Justice devrait être doté de moyens budgétaires suffisants pour assurer au mieux et en toute indépendance le bon fonctionnement de l'institution.

## 6. LA COMPOSITION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Eu égard à la taille de l'administration judiciaire luxembourgeoise, un Conseil Supérieur de la Justice composé de dix membres devrait suffire pour répondre aux missions qui lui sont imparties.

Afin de garantir les intérêts de la magistrature et de respecter son indépendance, la moitié des membres du Conseil Supérieur de la Justice serait recrutée parmi les magistrats des juridictions ordinaires, l'autre moitié serait composée de non-magistrats. Dans l'intérêt d'une composition équilibrée, deux des magistrats membres du Conseil Supérieur de la Justice devraient être recrutés parmi la magistrature assise et deux parmi la magistrature debout, le cinquième membre serait à élire parmi les magistrats d'un de ces deux corps. La désignation des membres du Conseil Supérieur de la Justice issus de la magistrature devrait se faire par des élections directes et secrètes, séparées pour les deux corps de la magistrature. Le cinquième magistrat appelé à siéger au Conseil Supérieur de la Justice pourrait être membre de la magistrature assise ou debout suivant décision prise conjointement et préalablement aux opérations de vote par le Procureur Général d'État et le Président de la Cour Supérieure de Justice.

Afin d'élargir le cercle des candidats potentiels pour un siège au Conseil Supérieur de la Justice, des membres retraités de la magistrature seraient également éligibles, sous les conditions de désignation pré-décrites. En pareil cas, une limite d'âge de 70 ans accomplis au moment de l'entrée en fonction paraît s'imposer.

L'idéal serait évidemment d'accorder un congé spécial aux magistrats membres du Conseil Supérieur de la Justice pendant la durée de leur mandat, mais une décision en ce sens devrait être prise en fonction de l'évolution de la charge de travail incombant à cette institution.

En s'inspirant de la législation belge, les non-magistrats, membres du Conseil Supérieur de la Justice pourraient être recrutés suivant la clé de répartition suivante: deux membres actifs des barreaux luxembourgeois, à élire moyennant scrutin direct et secret conjointement par les deux barreaux, un membre à désigner par la Chambre des Députés, un membre à désigner par le Conseil de Gouvernement, un membre à désigner par le Conseil d'État. Il semble évident que les membres proposés par la Chambre des Députés, par le Conseil de Gouvernement et par le Conseil d'État ne peuvent être membres de ces corps.

Afin de permettre au Conseil Supérieur de la Justice de disposer d'une vue plus globale de sa mission, il serait souhaitable que les trois membres à désigner par la Chambre des Députés, par le Conseil de Gouvernement et par le Conseil d'État ne soient pas nécessairement titulaires d'un diplôme universitaire en droit, sous condition cependant de disposer des qualifications, professionnelles ou sur titres jugées nécessaires par les institutions concernées.

Le Conseil Supérieur de la Justice serait doté d'un nombre de membres suppléants égal à celui des membres effectifs, les membres suppléants étant choisis selon les mêmes critères que les membres effectifs.

Tout membre du Conseil Supérieur de la Justice, qui estime qu'une affaire, dont l'institution est saisie, pourrait donner lieu à un conflit d'intérêts dans son chef, est tenu de se récuser. Il sera remplacé dans cette affaire par un membre suppléant issu de la même institution ou du même corps.

Sauf ce qui est stipulé au paragraphe précédent, les membres suppléants ne pourraient siéger qu'en cas d'empêchement d'un membre effectif désigné ou élu par la même autorité qu'eux-mêmes. Le membre effectif, dont le mandat deviendrait vacant prématurément, est remplacé par un suppléant issu de la même institution ou du même corps pour le reste de ce mandat.

Tous les membres du Conseil Supérieur de la Justice devraient être de nationalité luxembourgeoise et disposer des garanties et capacités imposées à l'accès à la fonction publique.

Le mandat de membre du Conseil Supérieur de la Justice serait incompatible avec tout autre mandat public électif, il serait également incompatible avec la fonction de juge auprès des juridictions administratives ou sociales ainsi qu'avec celle de greffier ou de fonctionnaire auprès de l'ordre judiciaire ordinaire, administratif ou social.

Les membres effectifs et suppléants du Conseil Supérieur de la Justice ne pourraient être parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement.

Les membres du Conseil Supérieur de la Justice sont tenus par le secret professionnel.

La composition du Conseil Supérieur de la Justice suggérée serait équilibrée dans la mesure où la parité entre magistrats représentant les deux corps de la magistrature ordinaire et personnalités extérieures serait assurée.

## 7. LA DURÉE DU MANDAT

La durée du mandat serait de 4 ans. La non-reconductibilité immédiate du mandat paraît être une garantie supplémentaire de l'indépendance des membres du Conseil Supérieur de la Justice.

## 8. NOMINATION ET PRIVILÈGES

Le contrôle de la procédure de nomination et d'élection serait assuré par le Conseil Supérieur de la Justice sortant, et, pour la première fois par la Chambre des Députés, le Procureur Général d'État et le Président de la Cour Supérieure de Justice entendus en leurs avis.

La nomination et l'assermentation seraient faites par le Chef d'État.

Les membres effectifs et suppléants du Conseil Supérieur de la Justice jouiraient, dans l'exercice de leurs fonctions, des mêmes privilèges que ceux accordés par la loi aux magistrats, y compris, pour les membres non-magistrats, du privilège de juridiction.

## 9. SAISINE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Sous réserve de sa capacité d'auto-saisine en ce qui concerne toute question concernant le fonctionnement de l'administration judiciaire, le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi:

### 9.1. D'une plainte:

- par tout justiciable, personne physique ou morale, qui s'estime personnellement et directement lésée par le fonctionnement de l'administration judiciaire ou par le comportement d'un magistrat, d'un greffier ou d'un fonctionnaire d'un Parquet dans une affaire pendante devant une juridiction ordinaire ou en cours d'enquête ou d'instruction;

- par tout membre du barreau dans le cadre d'un différend qui l'oppose personnellement et directement aux autorités judiciaires ordinaires dans l'exercice de ses fonctions.

### 9.2. D'une demande d'avis:

- par la Chambre des Députés, si celle-ci en décide ainsi par vote à la majorité simple;

- par le Ministre de la Justice.

### 9.3. D'une plainte disciplinaire:

- par le Procureur Général d'État, par le Président de la Cour Supérieure de Justice, par les Présidents des Tribunaux d'Arrondissement, par les Procureurs d'État, par les Juges de Paix directeurs;

- par le Ministre de la Justice.

Par ailleurs, le Conseil Supérieur de la Justice peut lui-même décider d'engager une action disciplinaire à la suite d'une saisine conformément aux dispositions du paragraphe 9.1.

Le Conseil Supérieur de la Justice ne pourrait être saisi de:

- dossiers relevant de la compétence pénale d'autres instances;

- plaintes dont l'objet peut ou pouvait être atteint par l'application de voies de recours ordinaires ou extraordinaires;

- plaintes portant sur le fond de décisions judiciaires;

- plaintes déjà traitées et ne contenant aucun nouvel élément.

La décision de ne pas traiter la plainte devrait être motivée et serait sans recours. Le cas échéant, le plaignant serait renvoyé devant les instances compétentes.

## 10. LES DÉCISIONS, AVIS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Les décisions du Conseil Supérieur de la Justice seraient prises en formation collégiale complète, à la majorité absolue des suffrages. En cas de parité des voix, celle du président serait prépondérante.

La présidence du Conseil Supérieur de la Justice serait assurée par un membre effectif, élu pour la durée d'une année par ses pairs. La fonction de président ne pourrait être reconduite et devrait être assurée à tour de rôle par un membre issu de la magistrature et un membre non-magistrat.

Hormis ses compétences en matière de nomination ou de promotion des magistrats, le Conseil Supérieur de la Justice rendrait des

avis sur l'amélioration du fonctionnement de l'administration judiciaire, de même qu'il formulerait des recommandations dès lors qu'il estime qu'une plainte individuelle est fondée. Il soumettrait également un rapport annuel sur l'ensemble de ses activités, englobant les avis et les recommandations. Ce rapport serait adressé à la Chambre des Députés, au Ministre de la Justice et aux Chefs de Corps de l'administration judiciaire.

Sauf les décisions rendues en matière disciplinaire et les avis rendus en matière de nomination et de promotion, les avis et recommandations du Conseil Supérieur de la Justice ne seraient pas contraignants.

Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait également rendre publics ses avis, recommandations ou rapports sous la forme qu'il jugerait opportune.

### Recommandation

À la lumière des considérations contenues dans ce document, le Médiateur recommande à la Chambre des Députés et au Gouvernement l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice, appelé à:

- assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, avec les pouvoirs d'investigation, de contrôle et de regard les plus étendus, notamment avec le droit de regard sur tous les dossiers dont cette administration est saisie, sans que le secret de l'instruction ne puisse être invoqué pour priver le Conseil Supérieur de la Justice d'informations dont il pourrait avoir besoin pour remplir sa mission, le tout évidemment sous réserve de l'interdiction du Conseil Supérieur de la Justice d'intervenir dans le fond des affaires;

- procéder à la sélection des candidats à la magistrature et se prononcer sur les promotions des magistrats, sans préjudice de leur nomination par le Grand-Duc;

- l'exercice du droit disciplinaire à l'égard de la magistrature, du greffe et des fonctionnaires des Parquets.

### Réponse:

Le Médiateur n'a à ce jour pas reçu une prise de position de la part du Ministre de la Justice.

Cependant, il y a lieu de noter qu'à la suite de cette recommandation, le Ministre a décidé d'instituer plusieurs groupes de travail ayant entre autres la mission de réfléchir sur des questions de procédure et sur le statut des juges.

Le Médiateur constate que le Ministre de la Justice n'a pas donné mandat à un groupe de travail de réfléchir plus profondément sur l'opportunité de la création d'un Conseil supérieur de la Justice.

Cela est d'autant plus regrettable que le Médiateur continue de considérer une institution externe au troisième pouvoir comme la seule solution appropriée pour renforcer à la fois les droits des justiciables et l'indépendance du juge.

Aussi, le Médiateur continuera-t-il d'insister sur la mise en place d'un Conseil supérieur de la Justice en comptant fermement sur l'appui que la Chambre des Députés apportera à cette idée.

### Recommandation N°22 relative au fonctionnement de l'Administration de l'Emploi

Attendu que depuis son entrée en fonctions, le Médiateur a été saisi de plus de cent réclamations à l'encontre de l'Administration de l'Emploi relatives notamment à des lenteurs constatées dans le processus de paiement de certaines prestations de chômage, aux lenteurs dans la procédure de traitement d'indemnités compensatoires en cas de reclassement interne ou externe, au non-renouvellement de contrats d'auxiliaires temporaires (CAT), au retrait de l'indemnité de chômage pour refus de travail, à la perte temporaire de l'indemnité de chômage pour manquement aux obligations à l'égard du placeur;

- attendu qu'en date du 16 mai 2006, le Médiateur a eu une réunion de travail avec Madame le Directeur et les responsables des différents services de l'Administration de l'Emploi;

- que suite à cette réunion, deux collaborateurs du Médiateur ont pris contact avec les responsables de l'Administration de l'Em-

# Extraits du rapport du Médiateur

ploi pour se faire sur place une idée plus précise du fonctionnement des différents services,

- que de ces échanges de vues avec les responsables de l'Administration de l'Emploi se dégagent les considérations suivantes:

- considérant que le succès de toute politique volontariste d'intégration ou de réintégration des demandeurs d'emploi sur le marché du travail est essentiellement tributaire du bon fonctionnement et de l'efficacité des services de l'Administration de l'Emploi;

- considérant et reconnaissant les efforts accomplis par les responsables de l'Administration de l'Emploi tant au niveau de la réorganisation interne que de l'informatisation;

- considérant que ces efforts demandent constamment à être évalués tant au regard des expériences acquises, qu'au regard des faiblesses et des insuffisances subsistantes au niveau du fonctionnement de l'Administration;

- considérant que la précarité dans laquelle se trouvent les personnes à la recherche d'un emploi appelle tant de la part de l'Administration et des employeurs un respect et une attention particulières pour les problèmes, les intérêts et les droits des demandeurs d'emploi que de la part de ces derniers une prise de conscience et le respect de leurs obligations;

- considérant que l'évolution des exigences du marché du travail et le nombre relativement restreint de placeurs au service des demandeurs d'emploi sont deux facteurs qui devraient interpeller les pouvoirs publics tant au niveau de la formation qu'au niveau du recrutement des agents du service de placement;

- considérant que l'encadrement personnalisé des demandeurs d'emploi, le suivi régulier de chaque dossier, les conseils pratiques aux demandeurs d'emploi, le traitement rapide et professionnel des offres d'emploi, de même que l'amélioration des relations entre l'Administration et les employeurs sont autant de charges prioritaires qui incombent aux agents du Service Placement;

- considérant l'inadéquation des placeurs disponibles, au nombre de 25, par rapport aux tâches prédécrites;

- qu'en effet, exiger d'un placeur de faire un suivi permanent et individuel de ses dossiers à raison de plus de 10.000 rendez-vous annuels et plus de 40 contacts par jour avec les demandeurs d'emploi relève d'une mission quasi impossible;

**- considérant dès lors que les exigences d'un travail de placement efficace à travers un accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois appellent d'urgence un renforcement sensible du nombre des placeurs au service de l'Administration de l'Emploi;**

- considérant l'absence de formation spéciale dans le chef des placeurs recrutés soit dans la carrière de l'expéditionnaire soit dans la carrière du rédacteur;

- considérant cependant qu'au-delà d'un engagement personnel, les diverses charges dont ils sont investis requièrent de la part des placeurs des compétences certaines et notamment des connaissances approfondies en matière de la législation sociale et de la pratique administrative et surtout un savoir-faire et un comportement adaptés aux exigences d'une population souvent difficile parce que fragilisée;

**- considérant dès lors le besoin de prévoir pour les candidats placeurs une formation initiale et continue axée essentiellement sur les tâches d'accompagnement et de conseil qui les attendent;**

- considérant que l'importance et la difficulté de la tâche incombant aux placeurs ainsi que le stress auquel ils sont quotidiennement exposés militent en faveur du renouvellement périodique de l'effectif;

- considérant que les bonnes et surtout les mauvaises expériences accumulées par les placeurs au fil des années comportent tant le risque d'usure que le risque d'un jugement empreint de préjugés, autant de phénomènes qui sont hautement préjudiciables à la qualité du travail de placement;

**- considérant dès lors la nécessité de prévoir un système de rotation du personnel au service de l'Administration de l'Emploi à travers un remplacement périodique des agents du Service Placement par des agents nouvellement formés;**

- considérant que le bon fonctionnement de l'administration publique est essentiellement tributaire de l'accueil et de l'encadrement réservés au citoyen;

- considérant que la multiplicité des services au sein de l'Administration de l'Emploi rend l'articulation est peu visible de l'extérieur comporte le risque d'un cloisonnement interne peu propice à un traitement efficace des demandes d'emploi;

- considérant que le guide du demandeur d'emploi remis à toute personne dès sa première inscription à l'Administration de l'Emploi, pour utile qu'il soit n'est pas suffisant pour lui faire comprendre le sens et la portée des droits et des obligations qui sont les siennes;

- considérant que par des informations et des explications claires, précises et exhaustives fournies à l'accueil, l'Administration de l'Emploi faciliterait largement les formalités et les démarches ultérieures à accomplir par les demandeurs d'emploi;

- considérant l'utilité de détecter au plus tôt, dès leur inscription, les besoins d'un accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi;

- considérant qu'à cet effet un premier entretien individuel avec les demandeurs d'emploi pourrait donner au personnel du Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SAPDE) des indications pertinentes au regard des exigences d'une assistance personnalisée;

- qu'une prise en charge individuelle à l'accueil notamment pour informer les demandeurs d'emploi sur leurs droits et leurs obligations et pour les aider, le cas échéant, à remplir correctement et soigneusement leur fiche personnelle faciliterait d'autant le travail des placeurs tout en augmentant les chances des demandeurs d'emploi de trouver dans les meilleurs délais un travail correspondant aux aptitudes et aux compétences qui sont les leurs;

**- considérant dès lors l'opportunité et l'utilité pour le Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SADPE) d'intervenir en amont du Service Placement en l'occurrence déjà au stade de la première inscription des demandeurs d'emploi et non seulement après six mois depuis la première inscription des adultes respectivement après trois mois depuis la première inscription des jeunes demandeurs d'emploi;**

- considérant que le retrait de l'indemnité de chômage notamment en cas de refus non justifié d'un poste de travail approprié relève en premier lieu de l'évaluation du placeur;

- considérant que la responsabilité incombant au placeur est d'autant plus lourde qu'il n'est pas à l'abri d'une erreur d'appréciation au regard de faits voire d'explications mal articulées ou d'une fausse indication figurant sur la carte d'assignation retournée à l'Administration de l'Emploi par l'employeur;

- considérant que le Directeur à qui incombe la décision finale est appelé en cas de contestation à vérifier et apprécier les explications et les arguments avancés par les demandeurs d'emploi en cause;

- considérant que le Directeur accaparé par ses différentes tâches n'a guère le temps d'instruire à fond les contestations dont il est saisi et qu'il ne peut à cet effet s'appuyer que sur deux contrôleurs pour procéder, le cas échéant, aux investigations requises;

- considérant que la procédure de sanction administrative pourrait être activée et mieux servir par la création d'un Service du Contentieux;

- considérant le contentieux assez volumineux dont le Service des Prestations de Chômage complet est quotidiennement en charge sans pour autant disposer d'un seul juriste;

**- considérant dès lors l'utilité voire la nécessité de créer un Service du Contentieux à rattacher au Service des Prestations de Chômage complet;**

- considérant que le demandeur d'emploi qui fait valoir son droit à l'octroi aux indemnités de chômage doit présenter une attestation patronale renseignant entre autres sur les périodes d'occupation, les motifs de la cessation de travail, la rémunération brute qu'il a touchée au cours des quatre mois précédant la survenance du chômage;

- considérant qu'il n'est pas rare que, pour quelle que raison que ce soit, l'employeur

concerné tarde à transmettre une attestation signée au demandeur d'emploi et que, malgré la pression exercée par l'Administration de l'Emploi, il arrive que plusieurs mois s'écoulent avant que le dossier soit complété et que le demandeur d'emploi puisse bénéficier de l'indemnité de chômage;

- considérant que de tels retards imputables à des employeurs peu diligents viennent s'ajouter à une période minimale de deux mois requise pour le traitement des dossiers, l'ordonnancement et la liquidation des indemnités de chômage;

- considérant que la situation précaire et surtout le besoin matériel dans lequel se trouvent la plupart des demandeurs d'emploi justifient pleinement leur espoir de se voir indemniser aussi rapidement que possible;

**- considérant dès lors l'opportunité de prévoir et d'appliquer des sanctions à l'égard des employeurs peu soucieux des obligations qui sont les leurs à l'égard des employés licenciés;**

- considérant que l'Administration de l'Emploi ne dispose que d'un seul médecin du travail dont l'expertise médicale s'avère indispensable pour un certain nombre de services comme celui des Travailleurs handicapés et celui des Travailleurs à capacité de travail réduite;

- considérant que les multiples tâches incombant au médecin du travail expliquent notamment les retards sensibles dans le traitement des dossiers des demandeurs en reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé ou en obtention d'un revenu pour personnes gravement handicapées;

**- considérant dès lors la nécessité d'engager d'urgence un second médecin du travail;**

- considérant que la mission assignée au Service de l'Emploi des Jeunes qui consiste précisément à favoriser, à travers les instruments du contrat d'auxiliaire temporaire (CAT) et du stage d'insertion, l'intégration voire la réintégration sur le marché du travail des jeunes âgés de moins de trente ans;

- considérant qu'un des buts poursuivis par le projet de loi n° 5501 modifiant notamment la loi du 12 février 1999 portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes est d'en modifier les modalités afin précisément d'en augmenter l'efficacité en termes d'intégration respectivement de réintégration des jeunes en question sur le marché du travail;

**- considérant qu'à cet effet il serait hautement indiqué d'engager un, voire deux éducateurs gradués afin d'assurer au mieux l'encadrement et le suivi des jeunes bénéficiant d'un CAT dans le secteur public;**

- considérant que par l'assistance d'un personnel qualifié, le Service de l'Emploi des Jeunes serait en mesure d'évaluer l'efficacité de la formation pratique et théorique de jeunes bénéficiant d'un CAT en vue de leur intégration sur le marché de l'emploi;

*le Médiateur recommande au Gouvernement et plus particulièrement au Ministre du Travail et de l'Emploi:*

*- de prendre toutes les dispositions requises pour promouvoir l'efficacité du Service Placement notamment par un renforcement sensible du nombre de placeurs;*

*- de prévoir pour les besoins particuliers du Service Placement dans le cadre de l'Institut National d'Administration Publique une formation initiale et continue axée essentiellement sur les tâches d'accompagnement et de conseil des placeurs;*

*- de favoriser l'efficacité et la qualité de travail de placement par le renouvellement périodique des titulaires aux postes de placeur;*

*- de faciliter l'accompagnement personnalisé et d'améliorer les attentes d'emploi des personnes inscrites à l'Administration de l'Emploi en recommandant l'intervention du Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SAPDE) à un stade plus avancé dès la première inscription des demandeurs d'emploi;*

*- d'envisager la création d'un Service du Contentieux rattaché au Service des Prestations de Chômage complet;*

*- de prévoir des sanctions à l'égard des employeurs non respectueux des obligations qui sont les leurs à l'égard des employés licenciés;*

*- d'envisager d'urgence l'engagement d'un second médecin du travail au service de l'Administration de l'Emploi;*

*- de proposer le recrutement d'un, voire de deux éducateurs gradués pour mieux assurer l'encadrement et le suivi des jeunes bénéficiant d'un CAT dans le secteur public.*

## Réponse:

*Le Médiateur reste dans l'attente d'une prise de position de la part du Ministre du Travail et de l'Emploi.*

## L'équité dans la pratique

L'article 4 (2) de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur permet à celui-ci d'émettre une recommandation afin que l'administration règle en équité des cas où l'application stricte de la loi aboutirait à un résultat inéquitable heurtant le sentiment élémentaire de la justice.

Le Médiateur a eu plusieurs occasions pour intervenir auprès des administrations et de proposer des solutions de nature à permettre un règlement en équité.

Une réclamante s'était vu refuser le versement de prestations de dépendance dues à sa mère en vertu de l'article 297 du Code des Assurances sociales par l'Union des Caisses de Maladie.

Cet article prévoit en effet que les prestations dues à un assuré lors de son décès, passent par priorité au conjoint survivant non séparé de corps ou au partenaire au sens de l'article 2 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, sinon à ses successeurs légaux ou testamentaires à condition qu'ils aient vécu en communauté domestique avec lui à l'époque du décès. Le même article prévoit encore que dans les autres cas, ces prestations sont payées jusqu'à concurrence des frais funéraires exposés.

Alors que la réclamante ne vivait pas en communauté domestique avec sa mère et que par ailleurs, il n'y avait pas d'autres éléments dans le dossier qui auraient permis au Médiateur de faire une recommandation en équité, cette réclamation a dû être rejetée.

Le Médiateur a en même temps été saisi du concubin de la défunte, concubin qui aurait vécu pendant 39 ans avec elle en communauté domestique sans cependant avoir été marié ou pacé. Le réclamant a soigné sa concubine jour et nuit avant qu'elle fût admise dans une maison de soins.

Suite à la recommandation en équité du Médiateur, l'administration concernée était d'accord pour procéder au virement des arriérés en faveur du concubin de la défunte.

Dans une autre affaire qui est en cours de traitement, un ouvrier a été victime d'un accident de travail le 14 janvier 2005 à la suite duquel, il a bénéficié d'indemnités pécuniaires pendant 13 semaines avant de se voir accorder une rente transitoire. À la date de la consolidation des blessures, cette dernière lui fut retirée, l'ouvrier retomba dans le régime d'assurance maladie et il perçut à nouveau des indemnités pécuniaires.

Or, après son licenciement et la désaffiliation subséquente intervenus le 30 septembre 2005, la Caisse de Maladie refusa de continuer le versement d'indemnités pécuniaires au motif que la condition tenant à une affiliation pendant une période continue de six mois précédant immédiatement la désaffiliation ne se trouva pas remplie. La raison en était que l'intéressé a bénéficié d'une rente transitoire de la part de l'Association d'Assurances contre les Accidents qui emporte désaffiliation.

Cette condition résulte du nouvel article 14 (5) CAS introduit par la loi du 21 décembre 2004 entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> mai 2005.

Si la loi nouvelle avait été appliquée intégralement depuis l'accident de travail du 14 janvier 2005, l'intéressé n'aurait reçu que des indemnités pécuniaires et non pas de rente transitoire entraînant une désaffiliation. Ainsi, l'intéressé aurait rempli la condition prévue à l'article 14 (5) CAS.

Si le régime d'avant la loi du 21 décembre 2004 avait été appliqué intégralement dans ce dossier, la condition quant à période continue d'affiliation de six mois précédant la désaffiliation n'aurait pas joué et l'intéressé aurait bénéficié d'indemnités pécuniaires au-delà de son licenciement en vertu de l'ancien article 16 CAS.

L'intention du législateur tant avant qu'après la réforme entreprise par la loi 21 décembre 2004 est d'indemniser ces assurés. Or, du fait que la situation de l'intéressé est régie successivement par deux lois différentes, il passe à travers les mailles du filet de la sécurité sociale, conséquence qui n'était pas voulue par le législateur.

Il s'agit donc d'un cas susceptible d'être résolu sur la base du principe d'équité.